



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

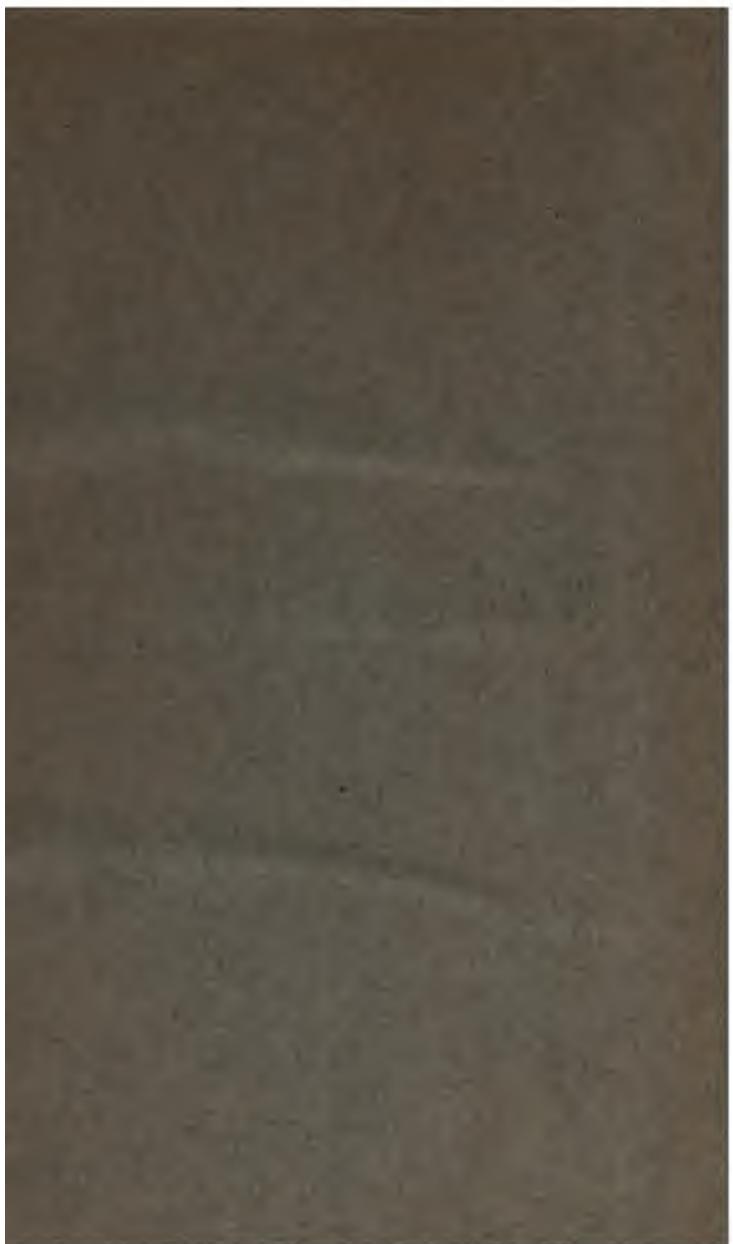
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



3 3433 07595869 8





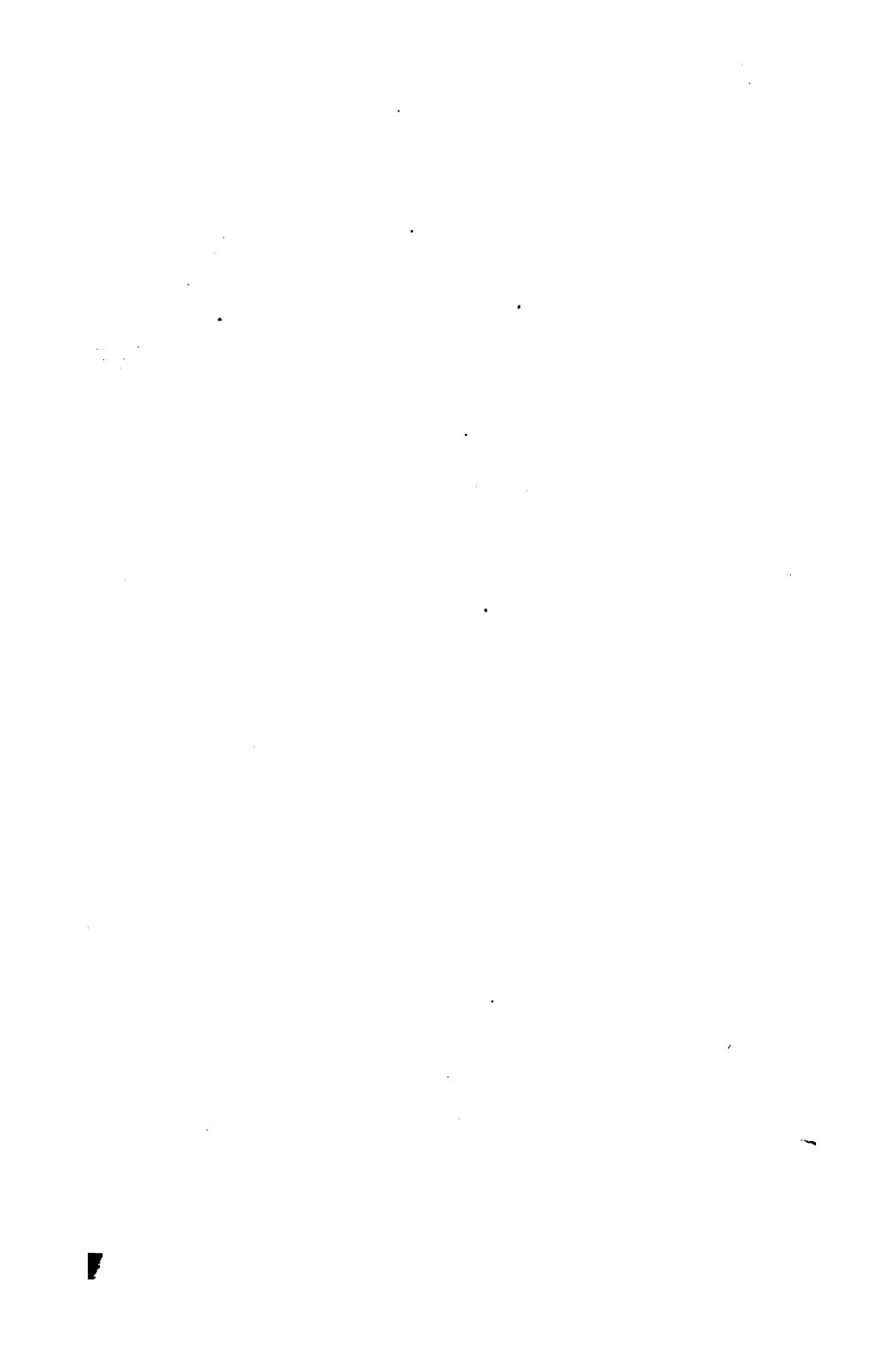


Carried

SLN



-4- 9



CAUSES
CÉLÈBRES
ÉTRANGÈRES.

PARIS.—IMPRIMERIE DE C. L. F. PANCKOUCKE,
RUE DES POITEVINS, N° 14.

CAUSES CÉLÈBRES ÉTRANGÈRES

PUBLIÉES EN FRANCE POUR LA PREMIÈRE FOIS

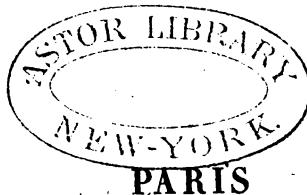
ET TRADUITES

DE L'ANGLAIS, DE L'ESPAGNOL, DE L'ITALIEN,
DE L'ALLEMAND, &c.

PAR UNE SOCIÉTÉ

DE JURISCONSULTES ET DE GENS DE LETTRES

TOME TROISIÈME.



C. L. F. PANCKOUCKE, ÉDITEUR
CHEVALIER DE LA LÉGION-D'HONNEUR
Rue des Poitevins, n° 14.

M. DCCC. XXVII.

WILLY WAGG
COLLECTOR
YAHSGU

AVANT-PROPOS DE L'ÉDITEUR.

DANS un ouvrage de la nature de celui-ci, pour lequel les matériaux abondent, et qui s'adresse à plusieurs classes de lecteurs, chaque livraison, en appelant de nouvelles critiques et de nouveaux éloges, doit nécessairement apporter, quelques modifications au plan des éditeurs. Jaloux avant tout de nous laisser guider par le goût le plus général, nous osons nous flatter que la rédaction des prochains volumes répondra à quelques observations qui nous ont été transmises. Dans celui-ci, nous avons continué avec confiance de présenter avec quelques détails les procès politiques qui appartiennent à l'histoire des libertés anglaises ; nous avons d'ailleurs tenu d'autant plus à reproduire ces causes avec les formes dramatiques de la procédure entière, que les tribunaux du reste de l'Europe nous offrent rarement dans leurs annales d'autres renseignemens que ceux d'un simple exposé. Aussi, dans ce volume, avons-nous cru pouvoir, en rapportant la cause de dona Maria Vicenta de Mendicta, emprunter au procureur-fiscal son discours tout entier, comme l'expression la plus complète de l'affaire ; ce discours avait d'ailleurs en Espagne une réputation, exagérée sans doute, mais qu'il était curieux de connaître pour juger l'éloquence judiciaire de l'Espagne moderne. Si, dans la cause d'Antonio Perez, nous avons été réduits à extraire un résumé des intrigues dont il fut l'objet, cette narration servira du moins à révéler quelles barrières l'autorité despotique d'un Phi-

lippe II trouvait encore devant les débris de l'antique législation des *fueros* de Castille et d'Aragon.

Le choix des matières de la livraison prochaine nous semble devoir fixer particulièrement l'attention à une époque comme la nôtre, où une discussion plus libre et plus franche facilite l'étude impartiale de l'origine et de l'influence commune ou contradictoire du pouvoir religieux et du pouvoir politique dans la législation des peuples d'Europe. Cette livraison réunira les deux grands procès de Jean Hus et de Jérôme de Prague en Allemagne. Une autre cause d'hérésie presque aussi importante dans l'histoire de la réforme, est celle de lord Cobham, chef de la secte des Lollards en Angleterre; elle précédera celles des deux hérésiarques de Bohême : nous avons cru devoir y joindre une notice sur Wicléf et les Wiclétites.

Entre autres pièces intéressantes qui composeront ce volume, nous pouvons citer encore la cause du docteur Sacheverell (1710), qui transporta l'opposition jacobite dans la chaire évangélique, et dont les sermons furent si habilement défendus par lui-même devant le tribunal qui le traduisit à sa barre.

Nous n'annonçons ici du reste qu'une partie des matériaux de cette livraison, que nous espérons rendre digne des suffrages éclairés qui ont déjà encouragé nos premiers travaux.

CAUSES CÉLÈBRES ÉTRANGÈRES.

HAUTE-TRAHISON.

PROCÈS
DE
LORD WILLIAM RUSSELL.

LONDRES, Old-Bailey, 13 juillet 1683.

WILLIAM lord Russell, troisième fils du comte de Bedford, naquit le 29 septembre 1639. Il fit ses études à l'université de Cambridge, et voyagea ensuite en Europe jusqu'à l'âge de vingt ans. Lord Russell avait conservé avec un de ses instituteurs, M. Thornton, une correspondance dont l'éuteur de sa vie a recueilli quelques fragmens, et qui indique, de la part du jeune lord, une raison saine, un jugement exquis, et des principes sévères de morale, qualités bien rares à dix-neuf ans. Dans les premières irrésolutions de sa jeunesse, Russell pratiquait la vertu; mais il la croyait indépendante des sentimens religieux: une maladie grave qu'il

CAUSES CÉLÈBRES

fit à Paris, en appelant dans son âme des réflexions plus sérieuses, commença pour lui une ère toute nouvelle, et depuis cette époque on le vit s'attacher, avec une piété fervente, aux principes de la religion réformée, qui avait été celle de ses pères. Après avoir vainement sollicité du service dans l'armée du roi de Suède, Charles XI, lord Russell revint à Londres, en 1659, et se prépara, par de profondes études sur le droit public, à paraître avec avantage dans les assemblées de la nation.

Cependant Olivier Cromwell était mort; Richard essaya quelque temps de l'héritage de son père, et y renonça sans regret, comme il l'avait accepté sans plaisir. Monk ramena Charles II. Dans le premier parlement convoqué par ce prince, Russell fut élu membre pour Tavistock: il n'était âgé que de vingt-deux ans. La cour de Charles était magnifique et galante; Russell, malgré la sévérité de ses principes religieux, se laissa entraîner dans le tourbillon des plaisirs, obtint des succès auprès des femmes, se battit en duel, reçut une blessure grave, et parut oublier quelque temps que son caractère l'appelait à d'autres destinées. Mais lorsque les désordres de la cour allèrent jusqu'au scandale, lord Russell sentit que tant de corruption ne convenait ni à ses idées ni à ses goûts. Il s'éloigna d'un monde qui n'était pas fait pour lui, se créa des habitudes plus innocentes, plus paisibles, et chercha, dans les douceurs d'une union assortie, le repos de la conscience et le bonheur domestique. Rachel Wriothesley, seconde fille du comte de Southampton, et veuve de lord Vaughan, devint la compagne de son choix; il l'épousa en 1669. Satisfait de sa félicité conjugale, d'ailleurs peu ambitieux et ennemi de l'intrigue, lord Russell aurait renoncé aux agitations de la vie publique, si sa conscience ne lui eût fait entrevoir dans la conduite de la cour la perte des libertés anglaises, le forçant ainsi à descendre dans l'arène.

politique, où il devait trouver la gloire et un échafaud.

Les premières années du règne de Charles II justifièrent les espérances qui avaient accueilli la restauration. Le roi, dans la création de ses conseillers, s'était entouré de grandes vertus et de grands talents; Monk, Hyde, Southampton prétaient à sa couronne tout l'éclat de leurs lumières et de leur intégrité. Cet état de choses ne fut pas de longue durée. Southampton mourut; Clarendon, poursuivi par la malveillance et la calomnie, encourut la disgrâce du roi, et alla finir ses jours en France, dans un exil honorable, mais douloureux. A ces personnages illustres succéda un ministère vicieux, corrompu, incapable, et qui, sous le nom de *Cabale*, fut en horreur aux contemporains: l'histoire le flétrit dans la postérité. Les cinq membres qui le composaient étaient Clifford, Arlington, Buckingham, Ashley, comte de Shaftesbury, et Lauderdale. La réunion des cinq lettres initiales de leurs noms forme le nom de *cabal*, par lequel on les désigna. Sous ce ministère odieux, le monarque perdit l'amour de la nation; les dépréciations furent sans nombre, les mœurs publiquement outragées, les libertés du peuple anglais méconnues, et ses vœux méprisés dans les relations de la couronne avec les états étrangers: Clifford et Arlington, catholiques romains; Buckingham, athée; Shaftesbury et Lauderdale, dépourvus de tous principes religieux, menaçaient la croyance protestante des plus immens dangers. Les citoyens vertueux s'indignèrent, toutes les consciences furent alarmées; une opposition courageuse se forma dans les chambres. Lord Russell, à qui son patriotisme ne permettait pas de rester dans l'inaction, en devint bientôt le chef. Nous ne suivrons pas lord Russell dans les divers périodes de son illustration parlementaire; son histoire se rattache trop essentiellement à celle d'Angleterre, pour que les bornes de cette notice puissent en embrasser tous les détails:

il suffira d'en indiquer les principaux traits. La Cabale fut dissoute par la retraite de Shaftsbury et de Clifford; mais les éléments qui l'avaient composée ne disparurent qu'en partie: Arlington, Buckingham et Lauderdale restèrent au conseil. Les communes, irritées contre le roi, refusèrent les subsides: il fallut transiger. Les ministres furent renvoyés, d'autres prirent leur place; mais l'esprit de la Cabale survécut à sa dissolution, et les communes, enhardies par l'embarras de la cour, se montrèrent plus exigeantes. Lord Russell, excité par Shaftsbury, qui avait embrassé avec fureur les principes de l'opposition, se prononça dans toutes les occasions avec une énergie qui ne se démentit en aucune circonstance. Ardent dans sa dévotion, il s'irritait contre l'apparence du danger qui menaçait sa croyance; aussi le vit-on quelquefois sortir de la réserve naturelle à son caractère, et se prononcer contre les mesures de la cour avec une chaleur qui ressemblait à de la passion. Lorsque la *conspiration papiste*, imaginée, dit-on, par Shaftsbury, fut dénoncée au parlement, lord Russell vota pour que les poursuites fussent immédiates et rigoureuses. On s'étonnerait qu'un homme d'un sens exquis, humain par caractère, sage dans ses opinions, ait accueilli avec tant de crédulité et d'indignation une fable atroce, si l'on ne savait jusqu'à quel point l'esprit de parti peut égarer la raison et le cœur. Les ministres n'étaient plus les seuls objets du ressentiment des communes; le duc d'York, papiste déclaré, était en butte à l'animadversion des zélés protestans. Shaftsbury obtint dans la chambre des pairs qu'on supplierait humblement le roi d'écartier son frère des affaires publiques. Lord Russell, dans la chambre des communes, alla plus loin; il demanda que le roi fût prié d'éloigner le duc, non-seulement de ses conseils, mais de sa cour. Charles promit que son frère ne prendrait plus de part aux affaires publiques, et qu'il donnerait des garanties pour la sûreté des droits des citoyens sous son suc-

cessante. L'opposition parut satisfaite ; mais, peu de temps après, quelques membres de la chambre basse, secrètement animés par le duc de Monmouth, demandèrent qu'on fit le procès aux cinq lords Pawis, Stafford, Arundel, Petre et Bellasis, dénoncés par Titus Oatès comme auteurs du complot papiste ; on parla même de la nécessité de changer l'ordre de succession. Le roi, effrayé, prorogea, et bientôt après cassa le parlement. C'était en l'année 1679 : ce parlement durait depuis dix-huit ans. Le résultat des élections nouvelles apprit à la cour que son parti s'affaiblissait de jour en jour. Lord Russell, élu par deux comtés, le Bedfordshire et le Hampshire, reparut avec éclat dans les rangs de l'opposition. Danby, principal ministre de Charles II, devint l'objet des attaques les plus violentes de la part des communes ; le roi lui expédia un pardon absolu, auquel il apposa lui-même son sceau privé. Les communes déclarèrent que ce pardon serait regardé comme non avenu, que Danby serait chassé du parlement, et qu'on réclamerait une instruction contre le complot des papistes. L'influence du duc de Monmouth devenait de jour en jour plus menaçante, le renversement du ministère paraissait prochain, Charles était dans un embarras extrême. L'illustre chevalier Temple lui conseilla de dissoudre son conseil privé et d'en instituer un nouveau, qu'on nomma le conseil *des Trente*, du nombre des membres qui le compossaient. La moitié fut prise dans l'opposition, et Russell y fut appelé ; Cavendish, son ami, Littleton, Capel, et autres personnages illustres, en firent partie. Lorsque la session des chambres s'ouvrit, deux bills, dirigés contre le duc d'York, occupèrent tous les débats ; l'un, présenté par Shaftesbury, demandait le bannissement perpétuel du prince et son exclusion du trône ; l'autre, appelé bill de limitation, et soutenu par Russell et Cavendish, réclamait son éloignement absolu des affaires pendant la vie de Charles II, et des ga-

ranties pour la liberté et la religion de l'état, à l'époque de son avènement au trône. Shaftsbury, à force d'intrigue et d'audace, parvint à faire prévaloir sa proposition. On allait procéder à la seconde lecture du bill, lorsque le roi termina brusquement la session. En même temps il rappela le duc d'York de Bruxelles, ouvrit des négociations avec la France, pour obtenir de l'argent, et parut décidé à se passer du parlement. Des adresses, qui demandaient la convocation des chambres et la punition des papistes, s'élevèrent de tous les points du royaume. Des pétitions contraires, sollicitées par les ministres et dressées par les partisans de la cour, exprimaient le *vœu* que ces adresses fussent considérées comme un délit approchant de la trahison (*misdemeanor*). De toutes parts il ne fut question que des *pétitionnaires* et des *abhor-rans*. Survint une nouvelle prorogation des chambres, publiée le jour même où le parlement devait s'assembler. Lord Russell, indigné de cette prorogation, se démit de son titre de conseiller privé; cette démarche entraîna plusieurs de ses collègues. Peu de jours après, une dénonciation portée devant le grand jury de Westminster, par Shaftsbury, lord Russell, et un grand nombre de pairs et de membres des communes, présenta le duc d'York comme papiste récusant. Le lord-chef-justice prononça la dissolution du grand jury avant qu'il eût le temps de s'occuper de cette affaire; mais le roi, vaincu par les sollicitations et les menaces de ses ministres, se décida à éloigner de nouveau son frère, qui partit sans délai pour l'Écosse. Le lendemain du départ du prince, le parlement ouvrit ses séances; mais il était facile de voir que l'exaspération des esprits obligerait bientôt le roi à une nouvelle prorogation. En effet, sur la proposition du colonel Titus, la chambre des communes renouvela le bill d'exclusion, qui fut adopté à une grande majorité. Lord Russell alla le présenter à la chambre haute, où il n'obtint que trente voix

sur quatre-vingt-treize votans. « Si mon père, dit lord Russell à cette occasion, eût été du nombre des soixante-trois, j'aurais demandé qu'il fût déclaré ennemi du roi et de la patrie. » La colère des communes fut portée à son comble. Toutes les propositions émanées de la couronne furent rejetées avec mépris. A cette époque, le malheureux Stafford, condamné à mort par la chambre des pairs, porta sa tête sur l'échafaud : triste et innocente victime de la fureur des partis ! La sentence de l'illustre pair avait été prononcée avec toutes les circonstances qui, en Angleterre, précédent le supplice pour crime de haute-trahison. Le roi commua la peine en une simple décapitation, malgré les réclamations des shériffs, qui craignaient qu'on ne lui fit grâce de la vie. Lord Russell, animé des mêmes craintes, contesta même, dit-on, le droit de grâce inhérent à la couronne du monarque : tache ineffaçable dans la mémoire de cet homme illustre, si, comme on l'a soupçonné, cette circonstance n'a pas été imaginée par la malveillance de ses ennemis.

Le 10 janvier 1681, le roi proroga de nouveau la session ; mais le besoin de subsides l'obligea de la rouvrir au bout de deux mois. Ce fut à Oxford que les chambres s'assemblèrent. Clayton, membre des communes, demanda le renouvellement du bill d'exclusion ; la motion passa à l'unanimité, et la cour effrayée se hâta de dissoudre le parlement. Dès ce moment, on cessa de ménager les whigs. Le duc d'York, rappelé à Londres, y reçut les félicitations du lord-maire et du conseil de ville ; on supprima les journaux de l'opposition ; on emprisonna Shaftesbury ; on condamna à mort un charpentier accusé de quelques propos ; on mit au pilori un libraire pour avoir imprimé et débité un misérable pamphlet. Mais rien n'irrita les esprits comme l'élection forcée des shériffs, en 1681. Cet événement parut compléter le triomphe de la couronne sur le parti du peuple. Lord Russell en apprit la nouvelle avec

douleur ; Shaftsbury , du fond de la retraite où il se tenait caché depuis son élargissement , vit avec joie des violences qui devaient faire perdre à la cour les partisans qui lui restaient encore. On le vit alors , à force d'intrigues et de profusions secrètes , disposer tous les élémens d'une insurrection au moyen de laquelle il prétendait arriver au renversement du gouvernement , et à la création d'un nouvel ordre de choses. Il espérait d'abord faire usage des noms de Monmouth et de Russell pour donner de l'éclat à son parti ; mais , les trouvant trop prudens pour se compromettre , il essaya de parvenir à ses fins , au moyen de quelques conspirateurs subalternes qu'on appela *les hommes de Shaftsbury*. Le duc de Monmouth fit échouer , en diverses occasions , ses tentatives , et Shaftsbury , espérant triompher un jour de la répugnance de ce prince et de lord Russell , remit à un autre temps l'explosion du complot , et continua sourdement ses manœuvres. Lord Russell , qui se rendait un jour à Londres pour quelque affaire privée , fut entraîné par le duc de Monmouth dans une réunion clandestine qui se tenait chez un marchand de vin nommé Shappard. Lord Shaftsbury n'y parut point ; mais il y envoya deux de ses créatures , Rumsey et Ferguson. Lord Grey et sir Thomas Armstrong s'y trouvaient aussi : on ne décida rien dans cette rencontre. Bientôt après Shaftsbury , dégoûté de la lenteur , ou plutôt de l'inertie de ses amis , et craignant d'être découvert s'il restait plus long-temps à Londres , partit pour la Hollande. Il y mourut en janvier 1683.

Après le départ de Shaftsbury , quelques-uns des conspirateurs , partisans de ses doctrines , tinrent de fréquentes assemblées dans la maison d'un certain West , homme remuant et grand parleur , qui passait pour athée. Le colonel Rumsey , ancien officier de Cromwell , employé depuis dans les armées de Portugal ; Ferguson , intriguant adroit , toujours prêt à

s'associer à des conspirations ; Goodenough, qui avait été sous-shériff, et un Holloway, de Bristol ; tels étaient les principaux acteurs qui figuraient dans ces réunions. Lord Howard d'Eserick s'y trouva aussi en deux ou trois occasions. Il paraît qu'on y concerta le projet de changer l'ordre de succession au trône, et de massacrer le duc d'York ; mais on ignore s'il fut question d'assassiner le roi.

Parmi les individus que les principaux agens cherchaient à associer à l'entreprise, était un cabaretier en banqueroute, nommé Keeling, à qui Goodenough avait souvent parlé de leurs desseins. Cet homme, calculant qu'il était plus sûr de dénoncer ses complices que d'attendre le succès incertain de leurs manœuvres, sollicita audience de lord Darmouth, et lui découvrit tout ce qu'il savait. Lord Darmouth conduisit le dénonciateur chez le secrétaire-d'état Jenkins, qui répondit ne pouvoir agir sur la déposition d'un seul témoin. Il paraît que les ministres achetèrent par des promesses de nouvelles informations, car Keeling dit dans une taverne, en présence de plusieurs personnes, qu'on lui avait fait offre d'une somme d'argent considérable, et d'une place dont le revenu s'élevait à cent livres sterling par an, moyennant quelques services qu'on exigeait de lui. En effet, peu de temps après il obtint un emploi dans les vivres, par la protection de lord Halifax. Keeling conduisit son frère chez Goodenough, auquel il le présenta comme un prosélyte qu'il avait gagné à la conspiration. Goodenough, sans soupçonner le piège, s'étendit sur tous les détails du complot ; une heure après, les deux frères répétaient aux ministres tout ce qu'ils venaient d'entendre. Le résultat des renseignemens qu'ils donnerent fut, qu'un complot avait été formé pour arrêter le roi et le duc d'York à leur retour de Newmarket ; l'embuscade, composée de quarante hommes, était cachée dans la ferme de Rye-House, appartenant à un marchand de

drôle nommé Rumbold. Un incendie qui éclata à Newmarket obligea le roi à devancer l'heure de son retour, circonstance qui fit avorter le projet. Dès lors on ne s'occupa plus que des moyens d'organiser une insurrection ; Goodenough parla d'une levée de quatre mille hommes et de vingt mille livres sterling, opérée par le duc de Monmouth et d'autres grands personnages.

Le lendemain, les deux frères déclarèrent sous serment que, d'après les informations qu'ils tenaient de Goodenough, lord Russell s'était engagé à concourir de tous ses moyens au projet d'assassiner le roi et son frère. Aux noms de Russell et de Monmouth, les ministres, effrayés de la responsabilité qu'ils pouvaient encourir, écrivirent à Londres, au roi lui-même, n'osant pas, sans son autorisation, s'engager dans des poursuites ultérieures. Cependant des *warrants* furent lancés pour l'arrestation de quelques-uns des conspirateurs. Ceux-ci, au premier bruit de la découverte du complot, et sur les avis secrets qu'ils reçurent du frère de Keeling, se réunirent, le 18 juin, chez le capitaine Walcot : Wade, Rumsey, Norton, les deux Goodenough, Nelthrop, West et Ferguson étaient présens à cette assemblée. Après qu'on eut démontré l'impossibilité de prévenir les mesures du gouvernement, ou de fuir en Hollande, on se sépara ; et chaque conjuré chercha un asile qui pût le mettre à l'abri des poursuites. Une proclamation publiée par le conseil promit une récompense à quiconque arrêterait les conspirateurs en fuite. On désignait expressément West et Rumsey. Le lendemain, West se constitua prisonnier, Rumsey l'imita le jour suivant. On obtint d'eux de longues révélations, spécialement sur le complot de Rye-House. « Ils avaient concerté, dit Burnet, l'histoire qu'ils auraient à débiter, en cas d'évènement. »

Dans cette situation critique, lord Russell, sans se dissimu-

ler le danger qui menaçait sa tête, conserva le calme qui lui était ordinaire. Depuis long-temps il avait dit à un de ses amis, M. Johnson : « Je prévois que ma mort suivra celle des libertés en Angleterre. Le gouvernement arbitraire ne s'établira qu'après avoir versé mon sang. » La veille du jour de l'arrivée du roi, un messager d'état fut placé en faction devant la porte de sa maison, pour l'empêcher d'en sortir. Il restait cependant une autre issue dont on ne s'était point assuré, et par laquelle il aurait pu fuir, si ce parti lui avait paru le plus avantageux. On lui rapporta que Rumsey le nommait dans ses dépositions ; mais, ne se rappelant pas de l'avoir vu chez Shappard, il crut n'avoir rien à craindre d'un homme pour lequel il n'avait jamais eu que du dégoût, et pas la plus légère confiance. Cependant il envoya sa femme chez ses amis, afin de connaître leur avis. Les sentiments se trouvèrent d'abord partagés ; mais comme lord Russell assurait qu'il ne pouvait rien craindre de la part de Rumsey, on décida unanimement que sa fuite serait prise pour l'avou de sa culpabilité. Cet avis, qui s'accordait avec son opinion personnelle, le décida à attendre l'évènement.

A l'arrivée du roi, un messager vint le chercher pour le conduire devant le conseil. Dès qu'il parut, le roi lui dit avec douceur, que personne ne le soupçonnait d'un dessein contre la vie de son souverain, mais qu'on lui reprochait des intentions hostiles contre le gouvernement. D'après la déposition de Rumsey, on le questionna sur la réunion secrète tenue chez Shappard. Lord Russell ne désavoua point sa présence dans cette assemblée ; mais il nia avoir eu aucune connaissance du message dont Rumsey se prétendait chargé par le comte de Shaftesbury auprès des personnes qui comptaient la réunion. Après ce premier interrogatoire, on l'envoya prisonnier à la tour de Londres. Il dit en chemin à Taunton, son domestique, qu'on avait obtenu contre lui des déposi-

tions sous serment, et qu'on aurait sa tête. Taunton l'exhorta à espérer qu'il ne serait point au pouvoir de ses ennemis de lui arracher la vie. « Cela ne sera pas difficile, répondit Russell, le diable est lâché. » Dès ce moment il se considéra comme un homme perdu, et tourna toutes ses pensées vers un autre monde. Il se livra à la lecture de l'Ecriture sainte, particulièrement à la méditation des psaumes. Mais tandis qu'il se préparait avec une pieuse résignation à quitter la vie, ses amis restaient en proie à la plus douloureuse anxiété. Lord Essex ne voulut point s'éloigner de Londres, de peur que sa fuite ne pardît au jury une présomption de plus contre l'innocence de lord Russell. Le duc de Monmouth lui fit dire qu'il allait quitter sa retraite, et partager avec lui les mêmes risques, s'il croyait que cette démarche pût lui être de quelque utilité. Lord Russell répondit qu'il ne voyait aucun avantage à ce que ses amis mourussent avec lui.

Une commission du conseil privé se transporta à la Tour pour l'interroger. L'enquête roula sur les réunions dans la maison de Shappard; sur le projet d'une insurrection; sur l'arrestation des gardes, et sur le message qui avait pour but d'exciter une rébellion en Ecosse. Lord Russell nia tout, hors la circonstance de sa présence chez Shappard, où il allait quelquefois, et où le duc de Monmouth l'avait un jour entraîné. Il répondit à toutes les questions avec politesse; mais il refusa de faire connaître avant l'ouverture de son procès les moyens de défense qu'il espérait faire valoir avec avantage.

Lord Russell conservait encore quelque espérance, lorsqu'une circonstance nouvelleacheva de dissiper ses illusions. Lord Howard venait d'être arrêté; il avait déclaré tout ce qu'il savait. Avant son arrestation, il ne parlait du complot que comme d'une fable absurde et méprisable; on l'entendit même protester qu'il ne connaissait rien qui pût com-

promettre lord Russell. Le roi lui-même avait dit qu'il ne croyait pas que les conspirateurs eussent associé lord Howard à leurs secrets, par la même raison qui leur avait fait rejeter Titus Oatès, l'infamie de son caractère. Cependant, lorsqu'on apprit à lord Howard que West s'était rendu prisonnier, lord Russell, qui se trouvait avec lui, le voyant changer de couleur, lui demanda s'il appréhendait quelque chose de cet homme. Il répondit que West avait connu, dans un temps, toutes ses pensées. Hampden, qui le vit plus tard, le trouva en proie aux plus vives craintes ; il lui conseilla de prendre la fuite s'il se trouvait compromis, et s'il n'avait ni assez de force d'âme, ni assez d'innocence pour attendre le résultat d'un procès. Un mandat d'arrêt fut expédié contre lui, sur les révélations de West : on le trouva, après de longues recherches, caché dans une cheminée de sa maison. Il déclara aussitôt tout ce qu'il savait, et même ce qu'il imagina. Il paraît probable, d'après les deux extraits suivans, l'un du journal de Narcisse Luttrell, l'autre, des Notes privées de lady Russell, que lord Howard, aux premières apparences du danger, chercha à sauver sa vie aux dépens de celle de ses amis.

« Depuis la découverte du complot, dit Narcisse Luttrell, on n'a cessé de parler d'une lettre anonyme écrite au roi par un pair d'Angleterre, et dans laquelle sont détaillées toutes les circonstances de la conspiration. Il est bien prouvé que l'auteur de cette lettre est lord Howard. »

Note prise par lady Russell.

« On s'entretenait beaucoup d'une lettre anonyme écrite au roi, et qui promettait des révélations contre lord Russell. Les uns l'attribuaient à lord Huntingdon, d'autres à lord Essex. Samedi dernier, lord Howard étant venu chez moi avec sa femme, une dame s'approcha de moi, et me dit tout

bas que c'était le lord qui, disait-on, avait écrit la lettre anonyme à Sa Majesté. Je lui demandai si elle m'autorisait à lui en parler. « Oui, me dit-elle, pourvu que ce soit sans « me nommer, et lorsque je serai partie. » Quelque temps après, lorsque toute la compagnie se fut retirée, à l'exception de lord et de lady Howard, qui attendaient leurs chevaux, je dis à Sa Seigneurie : « Milord, on prétend que « vous êtes la personne qui a adressé la lettre anonyme au « roi. » Il répliqua : « Lord Essex autant que moi, et moi « autant que lord Essex. Que lord Russell et tous les innocens vivent jusqu'à ce que je les accuse ! »

Hampden et Russell furent emprisonnés sur les informations données par lord Howard. Quatre jours après, Russell fut décrété d'accusation. Pour donner à l'opinion publique une direction défavorable aux accusés, on instruisit d'abord le procès de Wakcot, Hone et Rouse, qui furent condamnés comme coupables d'un projet d'assassinat sur la personne du roi, d'après les déclarations de Keeling, Lee et West. Le lendemain, lord Essex, déclaré comme Russell en état d'accusation, se coupa la gorge avec un rasoir, dans sa prison. Le même jour, 13 juillet 1683, lord Russell fut amené à la barre d'Old Bailey.

L'acte d'accusation établissait que William Russel, de Londres, écuyer de la paroisse de Saint-Michel Bassishaw, s'étant réuni le 2 novembre de la trente-quatrième année du roi Charles II à d'autres traîtres, inconnus au jury projeté, avait comploté et conspiré la mort du roi, et qu'à cet effet il avait fait partie d'une assemblée séditieuse où l'on avait décidé d'exciter une rébellion générale et de saisir et massacrer les gardes du roi ; lesquels crimes avaient été médités par l'accusé contre son devoir, ses obligations, ses sermens, la paix du royaume, etc.

Le clerc (ou greffier) de la couronne. Accusé; es-tu coupable ou non coupable?

Lord Russell. Non coupable, milord; je crois qu'un prévenu n'a jamais été accusé et jugé le même jour. Pendant le peu de temps qu'a duré mon emprisonnement on m'a constamment tenu au secret.

Le lord chef-justice. Pour les crimes comme le vôtre, milord, c'est la marche que nous suivons constamment.

Le procureur-général. Lord Russel a tort de se plaindre. On lui a signifié lundi, à sept heures du soir, qu'il eut à se préparer à comparaître aujourd'hui devant la cour; il a consulté un avocat, et aucun des moyens de défense que la loi accorde aux accusés dans sa position ne lui a été refusé.

Lord Russell. Milord, j'ai fait assigner des témoins qui n'arriveront pas à Londres avant la nuit. J'ignorais quels griefs m'étaient imputés. Je crois ne réclamer qu'un acte de justice en demandant qu'on m'accorde un jour de sursis.

Le procureur-général. Milord, l'information qui a précédé votre procès vous a suffisamment appris quelle était la nature du crime dont vous êtes prévenus.

Le lord chef-justice. Nous ne pouvons ajourner les débats du procès sans le consentement de M. l'avocat du roi.

Lord Russel. Je n'ai point reçu de copie de la liste des jurés.

Le lord chef-justice. Je viens d'ordonner moi-même qu'on vous en délivrât une à l'instant. Je sais que Sa Majesté veut qu'on traite Votre Seigneurie avec beaucoup d'égards, et qu'elle condamnerait sévèrement toute violation des formes.

Lord Russell. Je désire voir cette liste: on m'a dit qu'il s'y trouvait des noms qui figurent habituellement sur les listes du jury.

Le lord chef-justice. Ce n'est point ici une liste dressée par les shériffs comme dans les cas ordinaires, où l'on est

obligé de s'en tenir au tableau tel qu'il a été composé dans les procès criminels. On porte jusqu'à soixante ou quatre-vingt le nombre des jurés, à cause des récusations. Votre Seigneurie pourra choisir.

*Le serjeant du roi Jefferies*¹. De combien de noms se compose la liste ?

M. Atwood. De plus de cent.

Le procureur-général. On va procéder à l'appel nominal des jurés : si Votre Seigneurie entend nommer les hommes qu'on lui a signalés comme faisant habituellement partie du jury, elle pourra les récuser.

Lord Russell. Milord, j'insiste pour que les débats soient remis à l'après-midi.

Le lord chef-justice. Le conseil du roi ne le juge pas convenable.

Lord Russell. Ne me donnera-t-on pas une plume et de l'encre ? Ne pourrai-je faire usage de quelques papiers qui contiennent des notes ?

Le lord chef-justice. Rien de plus juste que votre demande : elle vous sera accordée.

Lord Russell. Je désire que ma femme vienne m'assister pour écrire mes notes.

Le procureur-général. Milord, vous aurez deux personnes pour vous assister si vous le désirez.

On procède à l'appel des jurés. Après trente-deux récusations, les jurés dont les noms suivent prêtent serment.

John Martin ; Williams Rouse ; Jervas Seaton ; Williams Fashion ; Thomas Short ; Georges Torriano ; Williams Butler ; James Pickering ; Thomas Jove ; Hugh Noden ; Robert Brough ; Thomas Omeby.

¹ Georges Jefferies, de sanglante mémoire, qui, quelques mois plus tard, présida aux débats du procès du colonel Sidney, en qualité de lord chef-justice.

Le procureur-général ouvre les débats ; il indique la nature des témoignages qu'il va produire, nomme au nombre des conspirateurs, lord Essex, qui ce matin, dit-il, s'est dérobé par un suicide à l'action de la justice.

Le colonel Rumsey, premier témoin, est appelé et prête serment.

Le colonel Rumsey. J'étais dans l'hôtel de lord Shaftesbury, à Wapping, dans les derniers jours du mois d'octobre ou au commencement de novembre. Sa Seigneurie me dit qu'il se tenait dans la maison de M. Shappard une réunion composée du duc de Monmouth, de lord Russell, de lord Grey, de sir Thomas Armstrong et de M. Ferguson. Elle m'envoya pour connaître la résolution qu'ils avaient prise sur la levée d'hommes qu'on devait faire à Taunton. Je me rendis chez M. Shappard où je remplis mon message. On me répondit que M. Trenchard avait manqué de parole ; que, dans son premier voyage à Londres, il avait promis de lever, dans l'espace de trois ou quatre heures, mille hommes de pied et trois cents chevaux ; mais que, lorsqu'on avait réclamé l'exécution de ses engagemens, il avait répondu qu'il lui était impossible d'opérer si promptement une levée ; car les conjurés demandaient du temps pour préparer leurs familles à cet événement. C'est M. Ferguson qui me fit cette réponse. Je crois que lord Grey y joignit aussi quelques observations. Je restai environ un quart-d'heure avec la compagnie, dont je pris ensuite congé pour aller rendre compte de mon message à milord Shaftesbury. Sa Seigneurie se détermina aussitôt à quitter l'Angleterre.

Le procureur-général. Ne fut-il pas question, dans cette assemblée, de la proclamation qui devait provoquer la révolte ?

Le colonel Rumsey. Je ne saurais dire si j'entendis moi-même traiter ce point, ou si je ne l'ai appris qu'en par les rap-

ports adressés par M. Ferguson à milord Shaftsbury. On parlait beaucoup du moyen de surprendre les gardes. Je crois que le duc de Monmouth, lord Grey et sir Thomas Armstrong offrirent de se transporter à l'hôtel de Savoie et aux écuries, pour prendre des informations. La conversation devint générale sur ce point.

Le serjeant Jefferies. Vous rappelez-vous qu'on ait parlé du projet d'insurrection ?

Le colonel Rumsey. Oui ; le 19 novembre était le jour fixé pour une révolte générale. On m'avait engagé moi-même à prendre une part active au complot. Je devais partir pour Bristol avec des instructions de la part de lord Shaftsbury.

Le serjeant Jefferies. Avez-vous remarqué que lord Russell combattit le projet d'arrêter les gardes ou qu'il ait montré quelque répugnance pour cette mesure ?

Le colonel Rumsey. Lord Russell consentit à tout ce qui fut proposé.

Le serjeant Jefferies. Si lord Russell veut adresser quelques questions au témoin, il en a la faculté.

Lord Russell. J'ai très-peu de questions à lui faire, car je sais à peine de quoi il s'agit. Ce fut le hasard qui me conduisit chez M. Shppard. Il ne fut point question du projet d'arrêter les gardes ou de faire insurger les citoyens. Que le témoin dise si j'ai fait quelque réponse à son message relativement à l'insurrection. J'étais assis devant une table, le dos tourné. Je ne sais ce qui se disait dans l'appartement. Je ne m'occupais qu'à boire du vin.

Le colonel Rumsey. Lord Russell discourait sur les mouvements qui devaient éclater à Taunton.

Lord Russell. C'est sir Thomas Armstrong qui parlait de M. Trenchard. Comment pouvais-je discourir sur l'insurrection de Taunton ? Je ne connais pas cette ville, et il n'existe aucune relation entre M. Trenchard et moi. De-

mandez, je vous prie, au témoin, si je donnai mon consentement à ce projet de révolte?

Le colonel Rumsey. Oui, milord, il le donna formellement.

M. Shppard, second témoin, prête serment et dépose comme il suit :

Shppard. Au mois d'octobre dernier, M. Ferguson vint chez moi de la part du duc de Monmouth. Il me pria de lui céder pour la soirée un appartement pour quelques personnes de qualité qui avaient l'intention de se réunir. Quelques heures après, je vis arriver à différens intervalles le duc de Monmouth, les lords Russell et Grey, sir Thomas Armstrong, le colonel Rumsey et M. Ferguson. Sir Thomas Armstrong me pria d'écartier mes domestiques; j'apportai moi-même du vin et je fermai les portes de l'appartement. La conversation dura plusieurs heures. On parla long-temps des moyens à mettre en œuvre pour surprendre les gardes. En effet, lord Grey, le duc de Monmouth et sir Thomas Armstrong, allèrent, la nuit suivante, aux écuries ou dans les environs pour observer les gardes du roi. Dans la seconde entrevue qui se tint dans ma maison, j'entendis sir Thomas Armstrong dire aux personnes qui composaient l'assemblée que le service des gardes se faisait avec une négligence qui rendrait un coup de main facile, pourvu que l'on concertât bien toutes les mesures. On s'assembla deux fois dans ma maison, et lord Russell, au-tant que je puis me le rappeler, assista aux deux réunions.

Le procureur-général. Les conjurés se rendirent-ils chez vous en voiture ou à pied, pendant le jour où après la tombée de la nuit?

Shppard. C'était le soir : comme je ne les reçus pas à la porte, je ne vis pas leurs voitures. Ils arrivèrent successivement et entrèrent aussitôt dans l'appartement qui leur était réservé.

Le serjeant Jefferies. Aviez-vous quelques relations particulières avec lord Russell ?

Shappard. J'étais sans rapports avec lord Russell à cette époque, mais depuis j'ai eu quelques affaires avec lui à l'occasion de milord Shaftesbury.

Le serjeant Jefferies. Vous rappelez-vous qu'on ait lu des papiers dans les réunions qui se tintrent chez vous ?

Shappard. Oui, je me souviens d'une espèce de proclamation dont M. Ferguson donna lecture. C'était un exposé des griefs de la nation et un appel à la révolte. Je ne puis en rappeler les particularités, mais je crois qu'on ne lisait cet écrit que pour le soumettre à l'approbation des conjurés.

Le procureur-général. A qui fut-il remis ?

Shappard. A sir Thomas Armstrong, si ma mémoire est fidèle. Le duc de Monmouth était présent : je crois que le colonel Rumsey s'y trouvait aussi.

Le colonel Rumsey. Non, je n'y étais point. Cette pièce avait été lue avant mon arrivée.

Le chef du jury. Pouvez-vous dire si lord Russell s'y trouvait lorsqu'on lut cette proclamation ?

Shappard. Je ne puis l'affirmer ; mais, ce dont je suis sûr, c'est qu'il était présent à la réunion lorsqu'on parla d'arrêter les gardes. Lord Russell assista à l'entrevue qui se tint le jour de Saint-Michel. Je crois qu'il s'était aussi rendu à la première, mais je ne voudrais pas l'assurer.

Lord Russell. Je ne suis allé qu'une seule fois dans votre maison, et ce n'était pas avec les projets qu'on me suppose.

On appelle lord Howard. Ce témoin fait remonter l'origine du complot à la fermentation qu'excita dans Londres l'élection des shérifs. Il raconte avec de longs détails ses premières liaisons avec le capitaine Walcott, qu'il présenta à lord Shaftesbury. Il était lui-même avec ce dernier, lorsque les poursuites, dirigées contre cet ancien ministre l'obligèrent

rent à se cacher. Lord Shaftsbury se plaignait à lui de ce que ses projets, qu'il appelait aussi ceux de la nation, se trouvaient arrêtés par la défection du duc de Monmouth et de lord Russell, qui lui refusaient leur assistance par une lâche infidélité à leurs engagemens. Il se plaignait surtout de voir que, lorsqu'il avait formé à Londres un puissant parti pour l'insurrection, et qu'il n'attendait plus pour agir que le mouvement simultané qu'ils avaient promis d'opérer dans les provinces, le duc de Monmouth et lord Russell répondissent qu'ils n'étaient pas encore dans une situation à concourir à la coopération de ses projets. Lord Shaftsbury regardait cette réponse comme une défaite artificieuse et ne mettait point de doute à leur défection. Toutefois, il comptait à Londres sur des forces si considérables qu'il se flattait de prendre pour son compte toute la gloire de l'exécution, si ces deux seigneurs refusaient de la partager avec lui. Tout était prêt : il n'avait qu'à lever le doigt pour voir accourir dix-mille braves sous ses drapeaux.

Lord Howard ajoute qu'il se rendit le jour suivant à Moor-Park, lieu de la résidence du duc de Monmouth, et qu'il lui fit part des plaintes de lord Shaftsbury. Le duc lui répondit : Je crois qu'il est fou ; je suis si loin de lui avoir jamais donné aucun encouragement, que lord Russell et moi lui avons dit, dans le principe, qu'il n'eut point à compter sur nous pour un mouvement dans la province ; car notre influence est complètement nulle. Lord Howard retourna auprès de Shaftsbury pour lui apprendre que le duc déclavait tout espèce d'engagement avec lui. Lord Shaftsbury répliqua : c'est un fourbe ; j'ai des raisons de croire qu'il est d'intelligence avec son père¹ pour se sauver en nous perdant. Je le vois bien, son ambition ne s'accommode pas de

¹ Le duc de Monmouth était fils naturel de Charles II.

nos projets. Il nous faut une république, et lui n'a en vue que ses intérêts personnels. Il ne sera pas d'accord avec nos amis.

Lord Howard vit, peu de temps après, le duc de Monmouth. Le prince lui dit que lord Russell s'était rendu auprès de Shaftsbury pour l'engager à différer l'exécution de ses projets ; mais que Shaftsbury avait insisté pour qu'on se tînt prêt à insurger les provinces dans une quinzaine au plus tard. Le duc ajouta qu'il avait passé la nuit à Wapping, et qu'il n'avait jamais vu des hommes plus déterminés ni plus résolus. Il avait examiné les avenues de la tour, et ne croyait pas qu'il fût difficile de s'en emparer en peu de temps.

Lord Russell. Milord, toute cette déposition n'est fondée que sur oui-dire. Ce ne sont pas là des faits qui me concernent.

Le lord chef-justice. Je déclare au jury que les détails qu'il vient d'entendre ne lui sont pas présentés jusqu'à présent comme des témoignages à charge, mais comme de simples renseignemens.

Lord Howard. Le 17 ou le 18 octobre, le capitaine Walcott vint chez moi, et m'assura que l'insurrection allait éclater ; il ajouta, qu'on verrait peut-être de violentes divisions entre les chefs de la révolte. Je rencontrais le duc, et je lui dis qu'on parlait sourdement d'un projet d'assassinat sur la personne du roi. Le duc recula, comme frappé de terreur. Il me dit, avec une violente émotion : « Grand Dieu ! assassiner le roi ; je ne le souffrirai jamais. » Le jour où le roi revint de Newmarket, nous crûmes qu'on avait conçu quelque dessein contre sa personne ; lord Grey dit : « Par Dieu, s'ils veulent attenter à sa vie, ils rencontreront peu de difficultés. » Nous restâmes dans une anxiété pénible jusqu'au moment où l'on apprit que la voiture du roi venait d'arriver. Cette première tentative ayant échoué, on résolut d'en essayer une

seconde le 17 novembre, jour anniversaire de la naissance de la reine Elisabeth. Mais, à cette époque, lord Shaftesbury, ayant appris que rien n'était prêt dans les provinces, quitta subitement l'Angleterre et se réfugia en Hollande. Depuis, je n'ai plus entendu parler de lui, que pour apprendre qu'il était mort.

Après le départ de l'ancien ministre, qui était l'âme du complot, il fut facile de reconnaître que nous étions allés trop loin, et que la conspiration avait été révélée à trop de complices pour qu'il fût possible de battre en retraite ; nous crûmes que pour diriger tous les ressorts de cette grande affaire il serait utile d'élire un conseil suprême, chargé de combiner les moyens et de préparer les mouvements. A cet effet, on nomma, vers le milieu-de janvier, une commission composée de six membres ; savoir : le duc de Monmouth, lord Essex, lord Russell, M. Hampden le jeune, Algernon Sidney et moi. La première réunion se tint dans la maison de M. Hampden ; on y discuta pour savoir s'il était plus avantageux de faire insurger les provinces avant Londres, ou Londres avant les provinces.

Le duc de Monmouth observa qu'il était impossible d'opposer aux troupes réglées de Londres une populace mal armée, sans discipline ; il dit que les attrouemens seraient dissipés avant même d'avoir eu le temps de se former. Il croyait plus convenable de faire éclater les mouvements à quelque distance de Londres, où l'on aurait la faculté d'organiser l'insurrection ; tandis qu'à Londres, une demi-heure suffirait aux troupes royales pour se rassembler, et une seconde demi-heure pour disperser le peuple. Si l'insurrection se déclarait hors de Londres, elle mettrait le roi dans l'obligation, ou de laisser la ville sans défense, pour diriger ses soldats sur les villes insurgées, ou de donner à l'insurrection le temps nécessaire pour prendre de la consistance.

Un des membres nous pria de considérer que la disposition à la révolte qu'on remarquait dans tous les esprits, soit à Londres, soit dans les provinces, ne suffisait pas pour l'exécution de nos projets, et qu'il fallait encore des armes et de l'argent. Mais le point qu'on débattit avec le plus de chaleur, fut la proposition d'entrainer les Ecossais dans notre parti, et de lever simultanément l'étendard de l'insurrection dans les deux royaumes.

Dix jours après cette entrevue, on se réunit de nouveau dans l'hôtel de lord Russell. Là, on résolut d'envoyer en Ecosse quelques émissaires au comte d'Argyle, afin de lui communiquer le plan arrêté entre nous, et lui demander sur quelles forces on pourrait compter dans le Nord. On était convenu d'adresser à Sa Seigneurie, sir John Cockrane, lord Melville, et un troisième conjuré, qui furent chargés de concerter et organiser avec le duc les moyens de succès. Mais le colonel Sidney se chargea de faire partir un envoyé pour l'Ecosse. Je le revis peu de temps après, et il m'apprit qu'il avait expédié avec ses instructions un homme nommé Aaron Smith, auquel il avait remis soixante guinées pour son voyage. Nous avions remarqué que nos réunions étaient surveillées; nous convinmes alors de ne plus nous assebler jusqu'au retour du messager.

Le procureur-général. Lord Russell était-il là comme un automate? que disait-il?

Lord Howard. Tout le monde sait que lord Russell est un homme de beaucoup de jugement, mais peu prodigue de paroles. Il ne fut pas questionné particulièrement sur son opinion; mais je puis affirmer que toutes les personnes qui comptaient la réunion donnaient leur consentement au projet.

Lord Russell. Je faisais partie d'une réunion d'amis qui se rassemblait fréquemment; mais dans aucune occasion il

n'a été question de complot, ni de rien de semblable. Lord Howard a la diction facile, éloquente, sa conversation est animée, nous prenions du plaisir à l'entendre.

Le procureur-général. Aaron Smith revint d'Ecosse, et Campbell arriva avec lui, car il est maintenant arrêté.

M. Atterbury prête serment.

Atterbury. Je n'ai point arrêté sir Hugh Campbell moi-même; mais il est maintenant placé sous ma surveillance: on l'a saisi au moment où il s'échappait avec son fils de la maison d'un marchand de bois qui leur servait d'asile. Il avoua qu'il était à Londres depuis quatre jours, et qu'il y était arrivé avec son fils et un individu nommé Bally.

Le procureur-général. Vous venez d'entendre, messieurs du jury, des dépositions à charge. Il nous reste à produire un témoin, qui prouvera que les acteurs secondaires employés dans ce drame criminel recevaient, du conseil général qu'on vous a signalé, le mouvement et l'impulsion. Nous passerons ensuite aux témoins à décharge.

Appelez M. West.

Ce témoin se présente, et prête serment.

M. West. Je n'ai jamais eu de conversation avec lord Russell. Le colonel Rumsey et M. Ferguson m'ont dit qu'il avait été désigné pour aller dans les provinces de l'ouest prendre la place de M. Trenchard, qui trahissait ses engagements. Ferguson et Rumsey m'ont répété souvent que lord Russell était l'homme dans lequel les conjurés mettaient le plus de confiance, parce que son caractère était plein de modération et de sagesse.

Lord Russell. Puis-je empêcher des aventuriers de faire usage de mon nom? Recevoir des témoignages aussi vagues, sans autre but que d'exciter contre moi l'indignation du jury, ce sont des manœuvres bien répréhensibles.

Le lord chef-justice. Les témoignages fondés seulement

sur des propos rapportés ou indirects n'entrent point dans la masse des dépositions à charge.

Le procureur-général. Ces témoignages n'opèrent pas la conviction, mais ils servent à confirmer les dépositions antérieures auxquelles ils se rattachent.

Le serjeant Jeffries. La conviction est acquise indépendamment des témoignages par ouï-dire; nous ne fatiguerons pas Votre Seigneurie par une répétition inutile des mêmes moyens.

Lord d'Anglesey, premier témoin à décharge, est entendu.

Lord d'Anglesey. J'appris que lord Bedford était dans une affliction profonde, causée par l'arrestation de son fils: j'allai lui rendre visite. Lord Howard entra peu de temps après moi. Il mit tout en usage pour calmer la douleur de lord Bedford, et lui rendre quelque espérance. Il lui dit que son fils était sage, vertueux, réservé; qu'il le croyait incapable de s'associer à des entreprises aussi criminelles, et qu'il ne mettait pas le moindre doute à son innocence. « Le crime dont on parle est atroce, ajouta lord Howard; je n'en connais ni les détails, ni les complices; je crois néanmoins que les alarmes de Votre Seigneurie sont sans le moindre fondement. Il nous raconta ensuite ce qu'il avait ouï-dire à lady Chaworth sur ce sujet. »

Le serjeant Jeffries. Puisque la cour interdit à l'accusation les preuves par ouï-dire, les gens du roi ne doivent pas les permettre davantage.

M. Howard, parent du lord de ce nom, prête serment.

M. Howard. J'ai plusieurs fois interrogé lord Howard sur ce qu'il pensait de la conspiration. Il a attesté sur son honneur et sur sa foi, comme un homme prêt à jurer en présence du magistrat, qu'il ignorait parfaitement quels étaient les individus compris dans ce complot; et qu'il était aussi

sûr de l'innocence de lord Russell que de sa haute vertu. Enfin, que lord Russell lui paraissait une victime immolée à une politique mystérieuse et alarmante pour le pays.

Le docteur Burnet dépose dans le même sens.

« Lord Howard, dit ce témoin, passa chez moi la soirée qui suivit la révélation du complot. Il protesta avec les sermens les plus terribles, et en élevant les yeux et les mains vers le ciel, comme il l'a fait depuis, qu'il ne connaissait rien de toute cette conspiration, qu'il n'en croyait même pas un mot, et que tous les bruits qu'on rapportait ne méritaient que le plus profond mépris. »

Lord Cavendish est appelé.

Lord Cavendish. J'ai eu l'avantage de vivre long-temps dans l'intimité de lord Russell. Je l'ai toujours regardé comme un homme plein d'honneur; je le crois d'ailleurs trop prudent et trop avisé pour s'être jeté dans une entreprise aussi désespérée. Il s'est exprimé plus d'une fois devant moi sur le dégoût que lui inspirait le caractère du colonel Rumsey. Ce n'est jamais à un pareil homme qu'il aurait confié un secret d'une si haute importance.

Le docteur Tillotson prête serment.

Le docteur Tillotson. Je connais lord Russell depuis plusieurs années. Il est vertueux, intègre; je le crois incapable d'avoir pris la moindre part à un complot criminel.

Le docteur Burnet, se levant, déclare de nouveau qu'il a toujours vu lord Russell se prononcer avec force contre toute insurrection, trahison, etc.

Le docteur Cox a entendu l'accusé s'exprimer avec la même énergie sur la répression illégale des abus. Lord Russell disait encore au témoin, que lord Howard était un homme d'un talent incontestable, mais dont le caractère n'inspirait de la confiance à personne.

Le duc de Somerset rend témoignage à la loyauté de l'accusé.

Le chef du jury. Le jury désire demander à lord Howard ce qu'il a à répondre à la déposition du comte d'Anglesey.

Lord Howard. J'avoue qu'avant mon arrestation j'ai déclaré plusieurs fois que je ne croyais point à l'existence de la conspiration. J'avais alors à défendre contre les soupçons, et moi-même, et ceux de mon parti. Mon intention n'était pas de venir dans cette enceinte, et d'y jouer le rôle auquel on m'a soumis. Milord, je pense que la religion du serment ne dépend pas du lieu où il est prononcé ; mais qu'il reçoit ses obligations de l'appel fait à Dieu. Si j'ai pris à témoin Dieu et les anges, pour soutenir une fausseté, je ne dois pas être cru maintenant. Mais Votre Seigneurie sait quels étaient les hommes qui s'étaient chargés de la mission de tuer le roi. Lord Russell et le duc de Monmouth n'étaient pas de ce nombre ; j'ai donc pu déclarer, en présence de Dieu et des hommes, que je les croyais innocens d'un crime qu'en effet ni l'un ni l'autre n'avait conçu. Mon couteau était placé, comme dit le proverbe, entre l'écorce et le bois ; ma position était difficile, et je cherchais à échapper au double inconvénient de compromettre un homme illustre, et de flétrir ma conscience d'un parjure.

Lord Clifford et M. Levison Gore rendent témoignage au noble caractère de lord Russell.

M. Spencer et le docteur Fitz William certifient aussi de la loyauté de l'accusé.

Tous les témoins ayant été entendus, lord Russell, s'adressant à la cour, s'exprime en ces termes :

« Milord, en me voyant traduit dans cette enceinte, accusé d'un crime de la nature la plus atroce et la plus odieuse,

confondu dans la même accusation avec des traîtres dont je déteste les pratiques et les maximes , je ne puis que me regarder comme le plus infortuné des homînes : les circonstances même de mon procès achèvent de rendre ma position douloureuse. Le conseil du roi , armé de toute la supériorité que donnent l'exercice de la parole et la connaissance des lois , fait valoir avec avantage toutes les circonstances qui ont été produites à ma charge ; et moi , sans connaissance des procédures , sans facilité pour la parole , sans conseil pour me guider , je me trouve livré aux attaques d'une accusation vigoureuse et préparée. Ma voix sera-t-elle assez forte pour porter jusqu'à vos oreilles l'accent de la vérité ?

« Mais c'est vous , milords juges , qui , je l'espère , guiderez mon inexpérience ; et vous , messieurs du jury , quoique vous me soyez étrangers , vous possédez sans doute une conscience religieuse qui connaît tout le prix du sang innocent , et vous avez la conviction que la mesure dont vous vous serez servi , sera employée pour vous dans ce monde ou dans l'autre. Je ne doute pas que vous ne considériez les témoins qui m'accusent comme des coupables décidés à sauver leur vie aux dépens de la mienne.....

« Mais , pour répondre en peu de mots aux allégations dont je suis l'objet , je déclare en premier lieu , que j'ai toujours été sincèrement et loyalement attaché au roi et au gouvernement , que je regarde comme le meilleur de tous les gouvernemens possibles ; et que mes prières pour la santé et la prolongation des jours de Sa Majesté se sont adressées au ciel avec toute la ferveur dont un chrétien est capable.

« Avec de tels sentimens , ai-je besoin d'exprimer combien il m'est pénible de m'entendre accuser d'un projet de meurtre sur son auguste personne ? Moi , qui regardai toujours l'assassinat comme l'acte le plus abominable , le plus inhumain , le plus funest à l'existence de la société , croit-on que j'au-

rais trempé des mains, jusqu'alors si pures, dans le sang de mon souverain? Cette pensée ne peut pénétrer dans mon cœur, sans y soulever l'horreur et la plus vive indignation. Ne sais-je pas d'ailleurs quelles épouvantables conséquences entraînerait la mort du roi, dans ce moment d'agitation, d'inquiétude, de craintes trop fondées, et d'espérances criminelles? L'assassinat du prince est un attentat que le désespoir et la démenance peuvent seuls méditer et accomplir. Est-ce mon caractère, ma position sociale, les actions de ma vie passée qu'on m'opposera comme des précédens et des présomptions? Je ne le pense pas.

« On m'accuse d'avoir travaillé à exciter une insurrection. Mais ce projet est tellement contraire à mes habitudes et à mes mœurs, et si complètement impraticable, qu'il ne serait jamais entré dans ma pensée. Et quand même un moment d'égarement me l'aurait suggéré, mes observations m'ont convaincu que je n'aurais rencontré dans l'esprit public ni disposition, ni tendance à la révolte, et qu'il n'en est pas, de nos jours, comme des temps passés, où un petit nombre de grands suffisait pour révolutionner un empire.

« J'ai toujours eu le même dessein en vue. C'est de conserver au gouvernement ses anciennes bases, et d'attendre du parlement la répression des abus. Tel a été le principe et le but de mes opinions. Je suis sûr que je les conserverai immuables jusqu'à mon dernier jour, qu'il arrive plus tôt ou plus tard. »

Lord Russell ayant fini de parler, l'avocat-général*, M. Finch, prend la parole à son tour :

« Nous ne donnons pas en entier la défense de lord Russell. La partie de son discours qui répondait matériellement aux charges élevées contre lui est conforme aux moyens présentés par le colonel Sydney, dans sa défense, qu'on pourra lire dans le procès de cet accusé, jugé quelques mois après lord Russell.

* *Solicitor-general.*

« Messieurs du jury,

« Le prisonnier traduit à la barre est accusé du crime de haute-trahison, pour avoir conspiré contre la vie du roi. Les preuves et les circonstances de ce complot se trouvent dans la réunion criminelle autorisée de la présence de l'accusé, où l'on mit en délibération les moyens d'exciter le peuple à la révolte et d'allumer la guerre civile contre le roi. Je vais récapituler tous les témoignages reçus à l'appui de cette accusation. »

Le solliciteur-général reproduit en résumé toutes les dépositions, et continue ensuite en ces termes :

« Lord Russell a dit qu'en admettant même qu'il se fût rendu coupable des faits relatés dans l'*indictment*, on ne pourrait lui opposer qu'un projet d'insurrection, délit qui n'est pas considéré comme haute-trahison dans le statut de la vingt-cinquième année d'Edouard III; et que si l'accusation se rapporte au statut de la treizième année du même règne, la prescription est accomplie; car cette loi interdit toutes poursuites après un délai de six mois. Je n'insisterai pas sur ce statut de la treizième année d'Edouard III, quoique la clause qui défend de commencer, après un intervalle de six mois, des recherches judiciaires, ne soit point relative à la trahison, mais seulement à d'autres délits que ce statut punit avec rigueur. Il ne s'agit, dans le cas qui nous occupe, que de la haute-trahison spécifiée par le statut de la vingt-cinquième année d'Edouard III. Un projet de rébellion et de guerre civile implique attentat contre la vie du roi. Lord Coke s'est trompé sur ce point: son erreur a pu causer la méprise de Sa Seigneurie. Mais depuis long-temps cette contestation a été fixée dans notre jurisprudence. Tous les juges d'Angleterre, réunis dans le procès de lord Cobham, sous le règne de Jacques I^{er}, ont décidé qu'une conspiration tendant

à soulever la guerre contre l'autorité du roi, constituait le crime de haute-trahison contre sa personne. La loi reconnaît plusieurs espèces d'insurrections. Par exemple, si un certain nombre d'hommes se réunissent dans l'intention de renverser les murs et les palissades de tous les champs, ce fait, à cause de sa généralité et de ses conséquences, mérite le nom d'insurrection contre le roi; mais peut-être ne serait-il pas qualifié de trahison contre sa vie; tandis que toute autre conspiration tendante à exciter la guerre, est considérée comme crime de lèse-majesté. Sur les rapports du lord Dyer, à l'occasion du procès du docteur Story, les juges d'Angleterre ont décidé que le conspirateur qui invite un souverain étranger à porter la guerre dans le sein de la patrie; se rend coupable de haute-trahison au premier chef, quand même l'invasion n'aurait pas eu lieu. Lord Coke lui-même a reconnu que l'invitation faite à un prince étranger d'envahir le royaume, constituait le crime de haute-trahison. « Il est vrai, dit-il, « qu'une première trahison n'est point la preuve d'un second « crime du même genre; » mais son opinion est résutée par la pratique constante des tribunaux. Quoi de plus ordinaire, en effet, que de décréter un homme d'accusation pour avoir médité la mort du roi, et de présenter comme preuve un projet d'insurrection. On décida, dans le procès de sir Henry Vane, que s'emparer de la personne du roi, et le retenir prisonnier, est un crime de lèse-majesté au premier chef; et que se réunir dans une assemblée publique ou privée, pour aviser aux moyens d'effectuer ce projet, établit l'intention de tuer le roi. Qu'on me dise maintenant quelle différence on remarque entre l'accusation qui nous occupe, et celle dont je viens de donner la définition. Il s'agissait d'arrêter les gardes du roi, c'est-à-dire de s'emparer de sa personne, et de la retenir prisonnière : n'est-ce pas le cas condamné par nos statuts, par les décisions de nos juges et par nos usages?

Je veux croire que le prisonnier présent à la barre aurait eu horreur d'armer sa matir d'un poignard, pour tuer le roi; mais quand il n'aurait eu d'autre intention que celle de retenir ce prince en son pouvoir, pour le contraindre à accepter des engagemens contraires à sa volonté, la trahison ne serait pas moins punissable que s'il avait réellement conçu le projet de l'assassiner. »

Le serjeant Jefferies. « Je répondrai à une seule objection élevée par le noble lord présent à la barre. Selon lui, il est nécessaire que les dépositions des deux témoins exigés par la loi, pour constater le crime, se réunissent sur le même fait. Les juges d'Angleterre, et même les lords du parlement, ont adopté l'opinion contraire. Dans le procès du vicomte de Stafford, dont le noble lord doit se rappeler toutes les circonstances, on entendit deux témoins, dont l'un signalait une conjuration ourdie par Stafford en Angleterre; l'autre (c'était Tuberville) attestait que l'accusé avait conspiré en France. Ces deux dépositions parurent suffisantes aux lords du parlement pour condamner l'accusé. »

Le lord chef-justice résume les dépositions, et poursuit en ces termes :

« Il vous reste à décider, messieurs, si, sur les preuves qui ont été produites par le conseil du roi, vous reconnaissiez l'accusé coupable du crime de lèse-majesté. Le ministère public a cru en établir l'évidence en vous dénonçant des plans d'insurrection, de révolte générale, et le projet d'arrêter les gardes du roi, mesure qui lui paraît dirigée contre la personne et la vie du roi lui-même : si lord Russell a eu en effet le dessein d'arrêter les gardes et de lever l'étandard de la guerre, il est évident que tout au moins la liberté du roi était menacée. Mais, messieurs, je crois qu'on pourrait ici désirer des preuves plus authentiques : dans les procès qui ont été jugés hier et ce matin contre les conspirateurs de

Rye-House, l'intention d'assassiner le roi était prouvée par des dépositions claires, précises, concordantes ; maintenant, il ne s'agit que d'une rébellion et d'une guerre civile. Toutefois, si, comme on l'a dit, et comme je suis loin de le révoquer en doute, la loi qualifie ces crimes de haute-trahison et les punit comme tels ; si les témoins qui vous les ont dénoncés vous paraissent mériter votre confiance, vous devez déclarer l'accusé coupable du crime de lèse-majesté énoncé par l'*indictment*. »

Le lord chef-justice ayant cessé de parler, la cour s'ajourne à quatre heures de l'après-midi. Le jury apporte son verdict, qui déclare lord Russell coupable de haute-trahison¹.

« Il n'entre pas dans mon intention de discuter les questions de jurisprudence que renferme le procès de lord Russell. On ne peut cependant qu'être frappé des objections qui se présentent en foule à des yeux éclairés et sans prévention. La première de ces questions concerne la compétence d'un jury non composé de francs tenanciers ; la seconde se rattache à la nature même du crime dont il était accusé. D'après un acte rendu sous Henri V, nul ne peut faire partie du jury dans les affaires capitales, s'il n'est franc tenancier pour la somme de quarante shillings. Les avocats de la couronne prétendaient que cette disposition se trouvait abrogée par un statut de la première année de Marie ; mais cet acte révoque seulement toutes les lois qui créent de nouveaux cas de trahison depuis le statut d'Édouard III, sans altérer les formes de la procédure. Lord Russell n'a donc point été légalement jugé.

« A l'égard de la seconde question, si nous prenons la peine de lire l'acte de la vingt-cinquième année d'Édouard, et d'examiner les diverses applications qui en ont été faites, les modifications qu'il a subies, nous serons convaincus que la loi de haute-trahison, telle qu'on l'interprète actuellement, n'est plus la loi d'Édouard, mais des juges qui l'ont défigurée. L'acte établit « qu'il y aura trahison, si un homme conspire contre la vie de notre seigneur le roi, ou s'il déclare la guerre à notre seigneur le roi dans son royaume. » Le conseil de la couronne a décidé que le premier de ces deux cas de trahison s'étend à une conspiration tendant à exciter la guerre pour se saisir de la personne du roi, parce que la prison des princes est voisine de leur tombeau ; ou pour le déposer, parce que la déposition est une mort civile ; ou pour l'obliger, soit à changer les

Le samedi suivant, 14 juillet, lord Russell fut ramené à la barre pour y entendre prononcer sa sentence. Interrogé par le clerc de la couronne sur ce qu'il avait à dire contre l'application de la peine de mort, il demanda à entendre de nouveau la lecture de l'*indictment*. Aux mots *conspiracy contre la vie du roi*, lord Russell dit : « Arrêtez; je ne croyais pas que l'on m'eût imputé d'Avoir conspiré contre la vie du roi. »

Le procureur-général. Pardonnez-moi, milord.

Lord Russell. Mais, monsieur le recorder, en supposant que tout ce que les témoins ont déposé contre moi fût vrai, j'en appelle à vous et à la cour; suis-je coupable aux termes du statut de la vingt-cinquième année d'Edouard III, puisque les témoins ont bien déclaré que j'avais l'intention de soulever le peuple, mais non le dessein de tuer le roi? Je pense qu'on ne doit pas me condamner pour avoir comploté la mort du roi, puisqu'aucun témoin ne dépose de ce fait.

Le recorder. C'est une exception qui eût dû être présentée avant la déclaration du jury; mais la cour est maintenant liée par le verdict, aussi bien que le prisonnier.

Ainsi, dans l'état de la loi, à cette époque, l'accusé ne pouvait réclamer un conseil avant le verdict, parce que c'était admettre et confesser le fait; et on lui interdisait toute objection sur la loi après le verdict, parce que le jury avait prononcé son jugement sur le fait et sur la loi tout ensemble.

Le jugement fut rendu dans la forme accoutumée. Il condamnait l'accusé à toutes ces honteuses mutilations usitées dans les jugemens de condamnation de cette époque. La lec-

formes de son gouvernement, soit à écarter ses ministres, parce que l'emploi de la force ne saurait être exercé sur la volonté du roi, sans un danger manifeste pour sa personne. » (*Vie de William Russell*, par lord John Russell, son petit-fils.)

ture en fut faite par un simple juge, sir George Treby, qui avait autrefois partagé les opinions de lord Russell dans le parlement. L'arrêt de commutation de peine rendu par le roi portait que lord Russell serait décapité. On prétend que Charles II dit à cette occasion : « Lord Russell verra maintenant que je possède cette prérogative qu'il jugeait à propos de refuser au roi dans l'affaire de lord Stafford. »

Plusieurs tentatives furent inutilement faites pour sauver la vie de lord Russell. On assure que le duc de Bedford offrit au roi et à la duchesse de Portsmouth, sa maîtresse, cinquante mille livres sterling (d'autres disent cent mille), afin d'obtenir la grâce de son fils, et que le roi la refusa, en disant : qu'il ne vendait pas son propre sang et celui de ses sujets à si bas prix.

On lit dans le journal du duc de Monmouth, que ce prince, s'entretenant avec le roi de l'affaire de lord Russell, Charles avoua qu'il inclinait à lui accorder sa grâce ; mais qu'il était forcé de consentir à sa mort pour ne pas rompre avec son frère. Comme le duc de Monmouth allait lui remontrer avec quelle cruauté on avait traité le noble et vertueux lord, le roi lui défendit de jamais lui en parler.

Il paraît aussi, par un extrait du manuscrit de lord Dartmouth, que le père de ce ministre dit au roi que, s'il pardonnait à lord Russell, il s'attirerait la reconnaissance éternelle d'une grande et nombreuse famille, tandis qu'un acte de rigueur ne lui serait jamais pardonné. Il lui dit aussi que lord Bedford étant encore vivant, la mort de son fils ne produirait d'autre effet sur le reste de la famille, que d'allumer un ressentiment qui ne s'éteindrait jamais. Il ajouta : « Qu'on devait quelques égards à la fille de Southampton et à ses enfans. » Le roi répondit : « Cela est vrai ; mais si je lui laisse la vie, il m'arrachera bientôt la mienne.

Lady Russell surprit un jour le roi dans la galerie du

palais de Saint-James ; elle se jeta à ses pieds, et lui demanda, dans les termes les plus touchans, et avec les sollicitations les plus pressantes, d'oublier les torts de son époux, en faveur des services de son père. Le roi écouta lady Russell en silence, et comme elle le pressait de répondre, il la releva et s'éloigna précipitamment, sans prononcer un seul mot.

Le comte de Bedford adressa au roi une lettre touchante, qui a été conservée. On obtint aussi de lord Russell qu'il enverrait une supplique pour solliciter sa grâce ; mais le prince se montra inflexible. La lettre du comte de Bedford était ainsi conçue :

« A la très-excellente majesté du roi,
 « L'humble pétition de William, comte de Bedford,
 « Exposé humblement :

« Que si votre pétitionnaire eût obtenu la faveur d'être admis en votre royale présence, il se serait jeté à vos pieds pour implorer votre royale miséricorde sur son malheureux fils, sur lui-même, et sur son inconsolable famille. Jamais le pétitionnaire n'a eu la présomption de croire qu'il obtiendrait votre clémence par d'autres moyens. Mais il se serait volontiers réduit à vivre de pain et d'eau, lui, sa femme et ses enfans, plutôt que de voir périr un fils adoré, pour un crime aussi odieux que la trahison contre le meilleur des princes, pour lequel il n'a cessé et ne cessera jamais de prier le ciel, afin qu'il lui accorde de longs et d'heureux jours.

« Que Dieu ouvre le cœur de Votre Majesté aux prières d'un père affligé, et qu'il ne fasse pas descendre mes cheveux blancs avec douleur dans le tombeau. »

BEDFORD.

Lord Russell, dans sa supplique, demandait à être exilé hors de l'Angleterre; il s'exprimait en ces termes :

« A la très-excellente majesté du roi,
 « L'humble pétition de William Russell
 « Expose humblement,

« Que votre pétitionnaire se jette enoore une fois aux
 « pieds de Votre Majesté, et implore avec une humilité
 « profonde votre clémence et votre bonté, déclarant toutefois
 « qu'il n'a jamais eu la moindre pensée d'attenter aux jours
 « de Votre Majesté, ni le dessein de changer le gouverne-
 « ment. Mais il avoue, avec autant de repentir que de con-
 « fusion, sa présence dans ces réunions illégales qui ont jus-
 « tement excité le courroux de Votre Majesté. Il s'y est laissé
 « entraîner par ignorance et irréflexion, et n'a pas repoussé
 « des invitations coupables avec toute l'horreur qu'elles mé-
 « ritaient. Il exprime la douleur profonde que cet égarement
 « a laissée dans son cœur, et déclare humblement à Votre
 « Majesté qu'il est déterminé, si Votre Majesté daigne lui
 « accorder la vie, à aller ensevelir sa douleur dans quelque
 « partie du monde qu'il vous plaira de lui assigner pour
 « exil, et à ne plus s'occuper des affaires d'Angleterre, si
 « ce n'est par les commandemens de Votre Majesté.

« Qu'il plaise donc à Votre Majesté d'étendre sa royale fa-
 « veur et sa clémence sur votre pétitionnaire, qui s'engage
 « à prier constamment le ciel pour Votre Majesté, et à dévouer
 « sa vie toute entière à son service. »

WILLIAM RUSSELL.

Les amis de lord Russell adressèrent aussi, en son nom, une lettre au duc d'York. Russell ne consentit à la signer que lorsqu'il se fut assuré qu'elle ne contenait point d'expres-

sions indignes de la noblesse de son caractère, ou qui pussent donner lieu à des doutes sur son innocence.

La veille du jour de son exécution, au moment où on lui apporta son repas du soir, il dit à lady Russell : « Restez avec moi, et mangeons ensemble le dernier pain que je mangerai sur la terre. » Il parla avec beaucoup de présence d'esprit, et même de gaieté, sur divers objets, et s'entretint particulièrement de ses deux filles. Il cita plusieurs exemples d'hommes célèbres qui étaient morts avec courage ; et sa femme lui ayant montré un billet dans lequel on lui faisait part d'un projet qui pouvait le sauver, il répondit par des railleries si piquantes, que toutes les personnes qui l'entouraient, et qui ne pouvaient contenir leur douleur, éprouvèrent un étonnement presque voisin de la colère. Ses amis ne concevaient pas que son cœur, naturellement si tendre, pût résister à l'impression de leur désespoir. Dans la journée, il avait saigné du nez, ce qui lui avait fait dire : « Je fais maintenant en petit ce que je ferai demain en grand. » La nuit, il entendit la pluie tomber avec violence : « C'est dommage, dit-il, cette pluie nuira demain au spectacle ; rien n'est ennuyeux comme la pluie, les jours de réunion publique. »

Peu de temps avant de se séparer de sa femme, il lui dit, en lui serrant la main : « Cette chair, que vous sentez maintenant, sera glacée dans quelques heures. »

A dix heures, sa femme le quitta ; il l'embrassa quatre ou cinq fois, et ils se séparèrent, non avec des cris et des sanglots, mais avec un silence composé : la femme cherchant à épargner une nouvelle douleur à son mari, et le mari voulant ménager la sensibilité de sa femme.

Lorsque cette épouse adorée se fut éloignée, Russell s'écria, en élevant les mains vers le ciel : « Maintenant, l'amer-tume de la mort est passée. »

Son domestique demanda à passer la nuit dans sa chambre,

mais lord Russell ne voulut pas y consentir, et se mit au lit entre onze heures et minuit, après avoir donné ordre qu'on l'éveillât à quatre heures du matin. Lorsque le domestique entra le lendemain, à l'heure fixée, il le trouva profondément endormi. En s'éveillant, il demanda quelle heure il était. Pendant que son domestique préparait ses habits, il cachâ sa tête sous ses couvertures et s'endormit de nouveau. Bientôt après, le docteur Burnet arriva dans sa chambre; au bruit qu'il fit en entrant, lord Russell s'éveilla. « Quoi, milord, vous dormez? s'écria Burnet. — Oui, docteur, dit-il; j'ai dormi profondément depuis une heure après minuit. » Il le pria d'aller voir sa femme, et de lui dire qu'il était bien, qu'il avait bien dormi, et qu'il espérait qu'elle en avait fait autant. Il lui fit dire encore qu'il se recommandait à ses prières, et qu'il priait lui-même pour elle. Il s'habilla avec autant de soin que de coutume, et dit qu'il remerciait Dieu de lui avoir laissé, à ses derniers momens, la paix de l'âme et la confiance en ses bontés. Le docteur Burnet et le doyen Tillotson prièrent quelque temps avec lui. Il les quittait par intervalles pour rentrer dans sa chambre, où il priait seul et en silence. Après une de ces absences, il revint auprès des ministres, et leur dit qu'il avait été inspiré dans sa prière, et qu'il avait dit des choses si remarquables, qu'il aurait voulu les écrire pour les envoyer à sa femme. Il chargea le docteur Burnet de plusieurs commissions pour ses parents; mais ce qu'il leur recommandait sur toute chose, c'était de ne point chercher à venger sa mort. Il donna sa montre à Burnet, et dit, en la faisant sonner pour la dernière fois: « Tout est fini pour moi avec le temps, voilà l'éternité qui commence. »

Vers neuf heures du matin, le samedi 21 juillet, les shériffs vinrent à Newgate, pour voir si lord Russell était prêt. Au bout de quelques instans, Russell sortit de sa prison, et monta dans une voiture, après avoir adressé le dernier adieu

à lord Cavendish et à quelques amis qui s'étaient rendus à Newgate. Le docteur Burnet et Tillotson se placèrent à ses côtés, et l'accompagnèrent jusqu'à Lincoln's-inn-Fields, où on avait dressé un échafaud tendu de noir. Comme la voiture tournait la rue de la Petite-Reine, il dit : « J'ai souvent tourné de l'autre côté avec beaucoup de tranquillité, mais maintenant je tourne de celui-ci avec une tranquillité plus grande encore. » En disant ces mots, il regardait du côté de sa maison, et le docteur Tillotson vit une larme rouler dans ses yeux. En entrant dans Lincoln's-inn-Fields, il parut frappé d'un singulier rapprochement : « Ce lieu-ci, dit-il, a été pour moi le théâtre de beaucoup de fautes, Dieu a voulu qu'il fût celui de mon châtiment. » Il parut surpris de voir la foule immense qui s'était réunie autour de l'échafaud. Il avait déjà observé qu'il pleuvait, et que la pluie incommoderait les malheureux qui étaient tête nue. En arrivant sur l'échafaud, Russell salua la foule ; et, se tournant vers le shériff, il lui dit, assez haut pour se faire entendre des spectateurs :

« Monsieur le shériff, je prévoyais que le bruit de la foule qui remplit ce lieu empêcherait que je fusse entendu. J'ai toujours peu aimé à parler en public, et ce n'est pas le moment que je choisirai pour sortir de mon caractère ; j'ai renfermé dans ce papier tout ce que j'aurais pu dire dans mes dernières paroles. Dieu sait que je n'ai jamais conçu le moindre dessein criminel contre la personne du roi ou contre son gouvernement. Je prierai toujours le ciel pour la conservation de l'un et de l'autre, ainsi que pour le maintien de la croyance protestante.

« Monsieur le shériff, on m'a dit que le capitaine Walcott avait parlé de moi hier, et qu'il avait assuré que je n'ignorais point l'existence de la conspiration : je désirerais savoir si ce rapport est vrai. »

Le shériff répond qu'il n'a point entendu sortir le nom de Sa Seigneurie de la bouche du capitaine Walcott. « Milord, ajoute un huissier, Votre Seigneurie n'a été nommée par aucun des condamnés.

« — J'aime à croire qu'il en est ainsi, continue lord Russell; car jamais je n'ai vu le capitaine Walcott; jamais je ne lui ai adressé la parole; et je proteste, à ce moment redoutable, que je n'ai eu connaissance d'aucun complot contre le roi ou le gouvernement. Mais j'ai fini avec ce monde et je vais à un monde meilleur. Je pardonne sincèrement à tous les hommes. Je remercie Dieu de ce qu'il m'inspire en mourant des sentiments d'une charité universelle. Je souhaite que tous les vrais protestans s'aiment entre eux d'un amour fraternel, et qu'ils n'amènent point, par leurs animosités, le triomphe du pâpisme. Je prie Dieu de leur pardonner toutes leurs fautes, et de donner à leur religion la durée des astres et des élémens.

« Je meurs sans regret, sans douleur, et dans des sentiments de paix et d'amour pour tous les hommes. »

En achevant ces mots, lord Russell se mit à genoux, et pria quelque temps en silence. Le docteur Tillotson se plaça auprès de lui, dans la même attitude: ils prièrent tous deux à demi-voix. Lord Russell se leva bientôt; mais, comme s'il eût été frappé d'une idée nouvelle, il se remit à genoux, et parut quelque temps absorbé dans une méditation profonde. Lorsqu'il eut fini sa prière, il ôta sa perruque, et couvrit sa tête d'un bonnet; il détacha sa cravate, quitta son habit; et, donnant quelques pièces d'argent à l'exécuteur, il le pria de frapper le coup mortel, sans attendre ou sans donner aucun signal. Alors, embrassant le docteur Burnet, et le doyen Tillotson, auquel il remit son anneau, il plaça sa tête sur le billot.

L'exécuteur lui ôta la vie d'un seul coup; cependant il le frappa encore deux fois pour séparer entièrement la tête du

tronc. Il prit cette tête dans ses mains, et la montra au peuple en disant : *voilà la tête du traître William Russell.* Ensuite, le shériff ordonna aux amis et aux domestiques de l'infirme victime, d'enlever le corps dont la bonté du roi leur remettait la disposition.

Ainsi mourut William lord Russell, le 21 juillet 1683, dans la quarante-quatrième année de son âge. Ses talents n'avaient rien de remarquable ni de brillant, mais sa raison était saine, son jugement solide ; et s'il se laissa emporter dans quelques circonstances par l'esprit de parti, c'est que, dans les temps de révolution, il est bien difficile aux hommes les plus calmes et les plus judicieux de conserver toute leur prudence au milieu des passions qui s'agitent autour d'eux. Sage dans ses idées et dans ses vues, il ne se laissa éblouir par aucun sophisme ; zélé pour les libertés de son pays, il se montra l'ennemi décidé des innovations turbulentes, aussi bien que des envahissements du pouvoir royal.

Il fut bon fils, bon époux, bon père, et sut unir la douceur des affections domestiques avec la sévérité des principes publics.

Les opinions politiques de lord Russell étaient celles d'un whig. S'il se déclara contre les catholiques romains avec une animosité qu'on ne peut ni contester, ni justifier, on doit se rappeler que ses rrigueurs n'eurent jamais qu'un but politique ; et s'il porta jusqu'à l'excès le zèle de ses croyances, on ne peut nier que ce zèle n'eût pour principe une conviction profonde, qui fut celle de toute sa vie.

Le danger vient souvent trop tard dessiller les yeux des princes. En 1688, cinq ans après la mort de lord Russell, le prince d'Orange débarqua en Angleterre. Effrayé de cette invasion, Jacques II, commençant à entrevoir l'abîme que son confesseur le P. Peters et les jésuites avaient creusé sous ses pas, se rapprocha des hommes les plus imminens du royaume,

dans l'espoir d'en obtenir les secours qui lui étaient nécessaires. Le comte de Bedford fut admis au conseil privé. « Milord, lui dit le roi, je sais que vous êtes un honnête homme. Vous avez du crédit, et vous pourriez me rendre un service signalé. — Ah ! sire, répondit le père de lord Russell, je suis vieux et faible, et ne puis rendre à Votre Majesté que de bien petits services. Il est vrai que j'avais un fils..... »

Quand la révolution accomplie eut livré le trône d'Angleterre à Guillaume III, un des premiers actes du gouvernement de ce prince fut d'ordonner la révision du procès de lord Russell.

L'acte du parlement qui réhabilita la mémoire de cet illustre condamné, flétrit du nom d'assassinat l'exécution de la sentence. Guillaume III s'empressa d'offrir au comte de Bedford ses royales consolations. Il l'appela au conseil privé, le créa lord lieutenant du comté de Middlesex ; enfin, en 1694, ce prince l'éleva à la dignité de marquis de Tavistock et de duc de Bedford. Il est dit dans les lettres-patentes du roi :

« Que c'est le moins qu'on puisse faire pour le père de lord Russell, l'un des hommes les plus vénérables de son siècle, dont il ne suffit pas que l'histoire transmette à la postérité l'éclatant mérite, mais dont le roi et la reine veulent honorer la mémoire par lettres-patentes qui resteront dans la famille comme un monument consacré à la vertu de la noble victime, dont le nom ne sera jamais oublié aussi long-temps que les hommes auront quelque estime pour la sainteté des mœurs, l'élevation de l'âme et l'amour de la patrie, conservé sans altération jusqu'à la mort.

« En conséquence, voulant offrir quelques consolations à son excellent père, pour une perte si cruelle, honorer la mémoire d'un si digne fils, et encourager le noble rejeton de cette noble famille, héritier de tant d'espérances et de vertus, à marcher avec plus de courage sur les traces de son

illustre père, le roi et la reine élèvent à cette haute dignité le comte de Bedford et sa postérité. »

Lorsque le bill de révision fut présenté à la chambre des communes, M. Finch chercha à justifier la part qu'il avait prise au procès, en qualité de solliciteur-général. La chambre ne lui répondit que par des cris d'indignation. Le bill portait que la révision devait s'opérer à la requête du comte de Bedford et de lady Russell seulement. Un membre, sir Thomas Clarges, demanda la suppression de ces mots, parce que la justice de la nation était d'une plus haute importance que l'intérêt des simples particuliers.

Dans le mois de novembre, qui suivit la mort de lord Russell, on instruisit le procès d'Algernon Sidney. L'héritier des comtes de Leicester fut traité avec plus de sévérité encore que lord Russell.

Le duc de Monmouth, vaincu par les sollicitations de lord Halifax, se laissa persuader d'envoyer au roi une déclaration par laquelle il se reconnaissait coupable. Il le fit dans une lettre, en termes très-généraux. Mais comme on lui représenta que cette pièce nuirait à M. Hampden et à quelques autres de ses amis, il alla trouver le roi, et le pria de lui rendre sa lettre. Charles y consentit; mais il accompagna cette faveur de quelques réprimandes sévères, et lui défendit de reparaitre à la cour. Monmouth se retira en Hollande, où le prince d'Orange l'accueillit avec des égards particuliers.

Hampden fut jugé peu de temps après Sidney. Malgré les recherches du ministère public, il fut impossible de trouver une seule ligne qui corroborât la déposition de lord Howard contre lui. Mais les avocats de la couronne l'accusèrent de *misdemeanor*, accusation qui, suivant la loi, peut être prouvée par un seul témoignage. Convertir en *misdemeanor* les actes pour lesquels Russell et Sidney avaient été décapités, c'est forcer étrangement la loi dans ses applications; mais l'a-

leurs domaines à la couronne, et les reléguà dans l'île de Bass.

Spence, domestique du duc d'Argyle, fut arrêté ayant sur lui plusieurs lettres écrites en chiffres ; on lui offrit sa grâce, s'il voulait en expliquer les caractères : il s'y refusa. On ne put obtenir de lui qu'il déclarât, sous la foi du serment, la déclaration que cette écriture mystérieuse lui fût inconnue. On le livra au général Dalzell, qui le fit appliquer à la question, et qui, au moyen d'une chemise de crin, le priva de sommeil pendant cinq nuits entières.

Spence, malgré ses souffrances, continua à garder un silence obstiné : on le soumit à la torture des *Thumbikins*, invention nouvelle dont on fait honneur à l'ingénieuse cruauté de Dalzell et du général moscovite Drummond.

Tant de moyens barbares finirent par arracher enfin à Spence un aveu dans lequel il déclarait, entre autres particularités, que M. William Carstairs, ministre protestant arrêté pour la même conspiration, possédait une des trois clefs nécessaires à l'explication du chiffre. Castairs, appliqué à la torture, supporta d'abord avec courage des tourmens inouïs ; mais, le second jour, il promit, moyennant des conditions, de révéler tout ce qu'il savait. Ces conditions, les mêmes qu'avaient déjà obtenues Spence, portaient : qu'on lui accorderait personnellement sa grâce, et qu'on ne l'obligerait point à servir de témoin contre ses complices.

Les révélations de Castairs ne satisfirent point ses ennemis ; le nombre des témoins ne suffisait pas pour la condamnation du reste des prévenus ; cependant, au moyen des informations que possédait déjà le gouvernement, on inspira de si vives craintes au lord Tarras et à Murray de Philiphaugh, qu'on obtint qu'ils déposeraient contre Baillie de Jerviswood.

Baillie était si malade à cette époque, qu'on pensait qu'il ne vivrait pas long-temps. Sa femme offrit de s'attacher à la

même chaîne que son époux, si on consentait à la laisser pénétrer dans sa prison : on lui refusa cette consolation. On ne permit pas même à Baillie de voir sa fille, jeune enfant âgée seulement de douze ans. Les juges voulaient qu'il se justifiât, avec serment, de toute complicité dans la conspiration de Rye-House : il refusa, quoiqu'il protestât en général de son innocence. L'amende à laquelle on le condamna était tellement au dessus de sa fortune, que, dans l'impossibilité de la payer, il se vit menacé d'une prison perpétuelle. Mais la cour, ne se trouvant pas satisfaite tant que Baillie vivait, le fit décréter d'accusation pour affaire capitale, aussitôt qu'elle eut obtenu de lord Tarras et de Murray la promesse de déposer contre lui. La déclaration de Castairs, qu'on s'était engagé de ne pas reproduire en témoignage, lui fut cependant opposée; deux clercs du conseil certifièrent de l'authenticité de cette pièce. Baillie, déclaré coupable, fut exécuté en toute hâte, dans la crainte qu'une mort naturelle ne prévînt l'œuvre de vengeance.

La veille du supplice de lord Russell, on avait exécuté Walcott, Hone et Rouse. Walcott rejeta toute la trame de la conspiration sur West et Rumsey. Voici les paroles qu'il prononça à ses derniers momens.

« Je confesse que j'ai été assez imprudent et assez malheureux pour me laisser entraîner par le colonel Rumsey (un des témoins qui ont déposé contre moi) dans quelques réunions où l'on s'entretenait des moyens d'assurer nos libertés et nos propriétés, que nous croyions menacées par les envahissements du pouvoir royal. Rumsey, West, et quelques autres qui sont en fuite, étaient les agens et les promoteurs de ces réunions. Je souffrais ordinairement de la goutte pendant quatre mois de l'année ; M. West me visitait souvent. Il me parlait constamment de donner la chasse aux deux lièvres : c'était l'expression sous laquelle il désignait le roi et le duc

d'York. Il voulait qu'on se défit de ces deux princes au spectacle ou aux courses de chevaux. Il parlait fréquemment de ses projets, avec des expressions pleines de fureur. Il acheta des armes, mais sans ma participation; je n'ai jamais vu ni les armes, ni les hommes qu'il employait à cette acquisition, quoiqu'il m'eût assuré qu'on en comptait jusqu'à cinquante. Je disais souvent aux conjurés que le meurtre du roi souillerait leur mémoire d'une tache ineffaçable et détrirait leur postérité; que j'avais huit ~~enfants~~ auxquels je ne voulais pas laisser un si odieux héritage; que d'ailleurs le duc de Monmouth poursuivrait sur nous l'assassinat de son père. West me répondit que le duc de Monmouth ne refuserait pas de prendre l'engagement de ne point punir ceux qui tueraient le roi. »

Hone, vieillard d'un caractère faible et timide, avoua qu'il s'était laissé entraîner par des séductions perfides, et cita ces paroles de l'Ecriture: « Tu as sauvé un voleur, tu étais d'accord avec lui. » Il protesta qu'il ne s'était jamais montré dans aucune de ces réunions; mais il convint d'avoir dit qu'il valait mieux tuer le roi et sauver le duc d'York. Quelqu'un lui ayant demandé s'il voulait d'un roi papiste, il dit, qu'il ne savait que répondre à cette objection.

Rouse parla long-temps. Sa déclaration ne présentait rien d'important ni de direct. Il ne répétait que ce qu'il avait eu à dire. Leigh, un des témoins produits contre lui, l'avait séduit en lui disant que Goodenough voulait s'assurer de la personne du roi, sans effusion de sang. Rouse, aussi bien que ses deux compagnons d'infortune, accusait les témoins qu'on lui opposait, d'avoir entraîné tous les autres conjurés.

Lord Russell avait appris, avec un vif sentiment de joie, que son nom n'avait été prononcé par aucun de ces trois hommes. Leur silence lui parut d'un grand poids pour fixer les incertitudes de ceux qui doutaient de son innocence.

Holloway déclara, peu d'instans avant son exécution, qu'il n'avait jamais connu lord Russell.

Les dénégations solennelles d'Armstrong ne méritent pas moins de crédit. Quoiqu'il eût long-temps vécu dans la dissolution, ses derniers jours se passèrent dans la prière et l'espérance d'une vie future. « Son orgueil était subjugué, dit Burnet; ses ressentiments oubliés: c'est de la bouche d'un tel homme que nous attendions la vérité. » Dans le papier qu'il donna au shériff, il disait: « Je prends Dieu à témoin que jamais je n'ai conçu la pensée de tuer le roi ou de changer la forme du gouvernement, et qu'aucun homme n'a eu assez d'impudence pour me proposer un dessin si infâme et si détestable. Tous les crimes dont on m'accuse ne me sont connus que par des rapports ou par les écrits qu'on a imprimerés sur cet objet. On ne peut donc attendre de ma bouche aucune révélation particulière. Si j'avais été jugé, j'aurais prouvé que les dépositions de lord Howard n'étaient qu'un tissu d'exécrables fausses têtes. Je pouvais produire dix témoins, sans y comprendre tous les domestiques de la maison, qui auraient attesté que j'avais diné à Londres ce jour là. »

On se rappellera que le colonel Rumbold, qui, par son mariage avec une riche veuve, était devenu propriétaire de Rye-House, fut accusé d'avoir prêté sa maison pour les dispositions de l'assassinat. Rumbold, surpris dans l'asile où il se tenait caché, ne se rendit que couvert de blessures, et après des efforts extraordinaires de bravoure et de vigueur. Le gouvernement aurait désiré faire exécuter à Londres un homme si profondément impliqué dans la conspiration de Rye-House;

Lord Howard avait accusé Armstrong de s'être absenté de Londres le jour fixé pour l'arrestation du roi et du duc d'York. Burnet se trompe, lorsqu'il prétend qu'Armstrong n'a jamais engagé dans quelque projet contre le gouvernement. Armstrong dit seulement qu'il n'avait jamais conçu la pensée d'en changer la forme.

mais l'état de ses blessures rendit ce projet impraticable. Quoique affaibli par de cruelles souffrances et par la perte de son sang, Rumbold apporta à l'échafaud une physionomie calme et une contenance intrépide. Malgré le roulement des tambours et le son des trompettes, il éleva la voix pour s'adresser au peuple, et étonna tous les spectateurs par l'assurance, le courage et le feu de ses paroles. En ayant prononcé sa sentence, il s'écria : « Qu'il voudrait avoir un membre pour chaque ville de la chrétienté ; » soit qu'il se rappelât dans ce moment ces paroles sublimes échappées à Montrose¹, soit que la conformité des circonstances puisse parfois inspirer à des caractères différens les mêmes sentiments et les mêmes idées.

Quant au projet d'assassinat qu'on lui imputait, il protesta énergiquement de son innocence, et demanda qu'on eût pour ses paroles le crédit que méritent les déclarations d'un mourant. Il ajouta avec dignité : qu'il était trop bien connu pour qu'aucun homme eût jamais eu l'audace de lui faire de semblables propositions.

¹ Le corps de Montrose fut coupé en quatre morceaux, qu'on envoya dans les principales villes d'Angleterre pour y être exposés.

HAUTE-TRAHISON.**PROCES****D'ALGERNON SIDNEY.**

LONDRES, novembre 1683.

ALGERNON SIDNEY était fils de Robert, comte de Leicester, et de Dorothée, fille du comte de Northumberland. Il naquit à Penshurst, dans le comté de Kent, en l'année 1634. L'esprit chevaleresque, le courage patriotique étaient des appanages héréditaires dans son illustre famille; mais tous ses sentiments généreux, que révoltait la tyrannie, le portèrent à embrasser la cause du peuple opprimé par les ministres de Charles 1^{er}. Aussi long-temps que dura la guerre civile, Sidney resta fidèle aux intérêts du parlement, et mérita, par ses services, le grade de colonel qui lui fut donné dans l'armée d'Irlande. Cromwell l'avait désigné pour faire partie de la commission qui jugea l'infortuné Charles 1^{er}. Algernon n'eut pas le courage de refuser ce funeste mandat. Il assista aux premières séances de la haute cour; mais, voyant la

direction que prenaient les débats, il cessa d'y siéger, et n'y parut point le jour où le jugement fut rendu. Il refusa également de signer le warrant d'exécution. L'amour de la liberté, dans un esprit élevé, s'allie mal avec la lâcheté du crime. La conduite de Sidney fut celle d'un républicain inflexible, mais généreux. Ennemi du pouvoir despotique, sous quelque nom qu'il se déguisât, Sidney rompit avec Cromwell aussitôt que le protecteur laissa entrevoir ses projets ambitieux.

Quand la restauration eut rendu la couronne aux Stuarts, Sidney, qui, après l'abdication de Richard Cromwell, avait été envoyé en Danemark avec une mission diplomatique, refusa de profiter de l'amnistie accordée par Charles II, et vécut pendant dix-sept ans dans l'exil. Sur les instances du comte de Leicester, son père, appuyées par les recommandations de la France, Sidney obtint la permission de rentrer en Angleterre, en 1677. Le roi lui accorda un pardon particulier, et Sidney s'engagea à une obéissance constante pour l'avenir. Cependant, à son arrivée à Londres, il s'abstint de paraître à la cour, où l'on voyait alors les anciens partisans de Cromwell se présenter avec assurance.

Cette conduite, dont la froideur révélait un mécontentement qu'il ne prenait pas même la peine de dissimuler, accerit l'inimitié que le parti du roi lui portait. Ses liaisons avec quelques hommes attachés comme lui aux idées républicaines, accrurent le mécontentement de la cour. Sa complicité dans la conspiration de Rye-House offrit une occasion dont on profita pour le perdre. Il fut accusé de trahison, sur les dépositions de lord Howard d'Eserick, un de ses amis, qui lui-même avait trempé dans la conspiration dont il révéla le secret. Les papiers de l'accusé furent saisis. Ce fut dans des manuscrits, confidens secrets des pensées de Sidney, que l'on crut pouvoir puiser les éléments et les preuves d'un procès

criminel. L'histoire a rendu à cet illustre condamné plus de justice que ses contemporains ne lui en accordèrent. Le nom de ses juges est resté flétris par le mépris public, et si Algernon Sidney avait des torts à se reprocher, ils furent effacés, aux yeux du peuple, par l'illégalité de l'accusation et la partialité d'un jury évidemment vendu aux volontés de la cour.

L'acte d'accusation établit les faits de la manière suivante :

Sessions de Middlesex.

« Les jurés, pour notre seigneur le roi, présentent, sur la foi du serment, Algernon Sidney, de la paroisse de Saint-Martin-des-Champs, dans le comté de Middlesex, écuyer, comme déloyal et faux, trître à la personne du très-illustre et très-excellent prince, notre seigneur Charles II, par la grâce de Dieu, roi d'Angleterre, d'Ecosse, de France et d'Irlande, et son seigneur naturel. Ledit Sidney ayant banni la crainte de Dieu de son cœur, méconnu ses devoirs et ses obligations, s'étant laissé entraîner aux instigations, aux séductions criminelles du malin esprit, et ayant foulé aux pieds l'attachement, la fidélité, le dévouement, l'obéissance naturelle que tout loyal et fidèle sujet de notre seigneur le roi est tenu et obligé de porter à notre très-excellent seigneur le roi, a travaillé de tout son pouvoir et de toutes ses forces à troubler la paix et le repos public du royaume d'Angleterre, à allumer la guerre civile, à fomenter la rébellion contre ledit seigneur roi dans ce royaume d'Angleterre, à déposer ledit seigneur roi, à lui ravir son titre, sa dignité, son nom royal, sa couronne d'Angleterre, et enfin à déponer ledit seigneur roi de sa liberté et de sa vie, le trentième jour de juin, dans la trente-cinquième année du règne de notre très-excellent seigneur le roi d'Angleterre. Ces coupables tentatives se renouvelèrent dans la suite, et l'accusé Sidney, réuni, dans la paroisse de Saint-

Giles-des-Champs, comté de Middlesex, à d'autres traîtres inconnus au susdit jury, imagina, proposa, arrêta le plan d'une conspiration qui tendait, non-seulement à priver notre-dit seigneur le roi de ses droits, titres, pouvoirs et de sa couronne d'Angleterre, mais de plus, à mettre traitreusement à mort ledit seigneur roi, à altérer, changer, intervertir l'ordre établi dans le présent gouvernement d'Angleterre, exciter la guerre civile parmi les sujets, livrer les citoyens au massacre, souffler dans les provinces le feu de l'insurrection, appeler le peuple à la révolte contre notre-dit seigneur le roi, dans toute l'étendue de son royaume d'Angleterre; et, pour accomplir et consommer ces horribles, maudites et infernales trahisons, ces plans, projets et complots, le même Algernon Sidney, comme un déloyal traître, a plus d'une fois, et dans plus d'une occasion, réuni malicieusement, traitreusement, et avec une coupable prémeditation, lesdits autres traîtres inconnus au jury, pour aviser avec eux aux moyens d'exécuter leurs trames, perfidies et conspirations. Ledit Algernon Sidney, nourrissant dans son cœur ces projets criminels, s'engagea traitreusement et malicieusement devant ses complices à concourir personnellement, et de tout son pouvoir, à l'exécution de ces complots, et leur promit assistance et secours dans tout ce qui tendrait à l'accomplissement de leurs susdites trames, perfidies et conspirations. A cet effet, et pour premier acheminement à ses desseins, le même Algernon Sidney, toujours traître à son roi et aux obligations de sa conscience, envoya malicieusement, traitreusement, et avec prémeditation, un émissaire nommé Aaron Smith dans le royaume d'Écosse, pour inviter quelques individus de cette province, sujets mal intentionnés de notre seigneur roi, à se rendre dans le royaume d'Angleterre, pour y aviser, de concert avec ledit Algernon Sidney et les autres susdits traîtres, inconnus du royaume d'Angleterre, aux moyens d'assistance et de secours

que ledit royaume d'Ecosse pouvait prêter aux mécontents, et le faire concourir à l'exécution des susdites infâmes et horribles trahisons. Pour venir plus sûrement à bout de ses desseins, et persuader aux sujets dudit seigneur roi, qu'il est permis et légitime d'entrer en insurrection contre ledit seigneur roi, le même Algernon Sidney composa, écrivit, fit composer et écrire, traîtreusement, méchamment et déloyalement, un libelle infâme et séditieux, contenant de damnables maximes. Cet écrit, du trentième jour de juin, trente-cinquième année du règne de notre présent monarque ledit seigneur roi, renfermait, entre mille autres faussetés, le passage suivant, écrit en anglais :

« Le pouvoir, originairement possédé par le peuple d'Angleterre, est délégué au parlement. Il (c'est-à-dire le très-sérénissime seigneur Charles II, maintenant roi d'Angleterre) est dépendant de la loi de Dieu, comme homme ; comme roi, il est soumis au peuple qui l'a fait roi ; mais avec les restrictions que la loi a déterminées et prescrites. Le parlement est le juge des cas particuliers qui ont échappé à l'imprévoyance de la loi. Le roi doit subordonner ses intérêts à ceux des citoyens, puisque ce n'est que par leur consentement qu'il se trouve élevé au dessus d'eux, que là où ce consentement s'arrête, son autorité finit. S'il ne goûte point cette condition, qu'il renonce à la couronne ; mais s'il accepte le pouvoir avec les clauses apportées par ceux qui en disposent (et c'est le devoir de tout magistrat), s'il jure de le maintenir tel qu'il l'a reeu, il doit s'attendre à ce qu'on exige de lui l'exécution de ses promesses, ou qu'on le soumette à la peine que mérite son infidélité. »

« Et dans un autre passage dudit mensonger, séditieux et

La plupart des ouvrages étaient composés en latin, à cette époque.

traître libelle, parmi d'autres faussetés, on trouve ces mensongères, séditieuses et trahisseuses sentences :

« Ainsi, en changeant et en expulsant nos rois, nous ne « faisons que détruire une autorité convertie en joug par l'abus du pouvoir. L'injustice est dans celui qui a forgé ou « imposé la chaîne, et non dans celui qui la rompt. »

« Lesquelles sentences sont contraires à l'obligation de fidélité dudit Algernon Sidney, contre le repos de notre crédit, seigneur le roi, contre sa couronne, sa dignité, etc., et contre la forme des statuts rendus et publiés pour la répression de ces sortes de crimes. »

Le clerc de la couronne. Es-tu coupable du crime de haute-trahison énoncé par l'*indictment*, ou non coupable?

Le colonel Sidney. Milords, l'acte d'accusation renferme une masse de délits distincts par leur nature, et distingués par la loi : cette réunion est illégale; elle rend l'*indictment* nul et sans effet. Je ne saurais être jugé sur une pareille pièce.

Le lord chef-justice, sir George Jeffreys. Nous ne pouvons admettre aucune question préjudicelle, jusqu'à ce que vous ayez déclaré si vous êtes coupable ou non coupable.

Le procureur-général, sir Robert Sawyer. Milord, si le prévenu veut faire *demur*¹ à l'*indictment*, nous lui en laissons la faculté.

Sidney. Je présume que votre seigneurie guidera mon inexpérience. Je suis tout à fait étranger aux formes de la justice; il serait facile de me surprendre. Je n'ai assisté de ma vie au procès d'aucun homme, et je n'ai jamais lu un seul livre de jurisprudence.

Le lord chef-justice. La loi refuse un conseil aux accusés

¹ Faire *demur* à l'*indictment*, n'est autre chose qu'y former opposition.

de lèse-majesté, excepté dans des cas expressément déterminés. Mais la cour est intéressée, sur son serment et sur sa conscience, à ce qu'il ne vous soit fait aucune injustice. Tout ce que nous pouvons vous dire à présent, c'est de plaider coupable ou non coupable, ou de faire *demur*, ce qui est cependant un consentement donné aux formes de la procédure.

Sidney. Permettez-moi une objection, milord. Si les chefs de l'accusation se trouvent erronés et vicieux, ne deviennent-ils pas nuls, et le prévenu est-il obligé d'y répondre?

Le juge Wishins. Si vous jugez convenable de faire *demur*, vous aurez la liberté d'alléguer des exceptions.

Sidney. Je ne fais pas *demur*; je prétends seulement alléguer des exceptions. Je crois que dans une accusation où il y va de la vie, le prévenu présente d'abord ses exceptions contre le bill, et plaide non coupable après. Dans l'affaire de sir Henry Vane, la cour indiqua elle-même cette marche à l'accusé, et lui laissa la faculté de la suivre; j'espère qu'on ne me refusera pas la même faveur.

Jeffries. Vous devez plaider ou faire *demur*.

Sidney. Milord, si j'élève des exceptions contre le bill, je ne plaiderai point que la question des exceptions ne soit décidée. C'était la position de sir Henry Vane.

Jeffries. Monsieur, je vous le répète, vous devez ou plaider, ou faire *demur*.

Sidney. Milord, l'acte d'accusation énonce des trahisons, ou de prétendues trahisons qui se rapportent au statut de la treizième année du présent règne. Ce statut déclare que les poursuites ne peuvent plus s'exercer après les six mois qui ont suivi le crime, et que l'*indictment* doit être dressé dans les trois mois. D'après cette clause, milord, si les délits reproduits par l'acte d'accusation ont précédé de six mois l'épo-

que de mon arrestation, et de trois mois celle à laquelle fut porté l'*indictment*, je pense que je ne dois point répondre à des allégations relatives à des faits déjà prescrits.

Jefferies. Vous vous méprenez sur la loi. L'objection que vous élirez sera prise en considération lorsque nous passerons à l'examen des faits : si les délits sont fixés par l'acte d'accusation à une époque qui écarte l'exception fondée sur la prescription, et que les débats prouvent au contraire que la prescription est acquise, la cour fera droit à cette réclamation ; mais, avant tout, il faut que vous plaidiez.

Sidney. Milord, personne ne peut nier que des erreurs graves ne se glissent quelquefois dans les *indictments*. Si je me trouve dans ce cas, et qu'après avoir plaidé sur un *indictment* frappé de nullité je sois acquitté, un second *indictment* sera lancé contre moi. Les bills d'*attainder* ont quelquefois tenu à des erreurs de l'*indictment*, comme dans l'affaire du duc de Somerset. Si des délits de diverse nature, et dont la loi apprécie les différences, sont réunis et présentés en masse, il est impossible au prévenu d'avouer ou de repousser l'accusation par une réponse positive. Que l'on m'accuse d'un complot contre la personne du roi, d'attaques directes ou indirectes contre son autorité, d'une tentative d'assassinat avec le fer ou le poison, et je répondrai sans hésiter, je confesserais ou je nierais le crime. Que l'on m'accuse d'avoir excité ou levé la guerre ; que l'on essaie de le prouver, et je dirai : l'accusation est fausse, ou bien elle est vraie. Mais ici aucun délit n'est spécifié ; on ne saurait dire quel est le statut sur lequel se fonde l'*indictment*. Je vous prie de me laisser voir l'acte d'accusation.

Jefferies. La cour ne peut vous accorder cette demande. On vous en donnera une seconde lecture si vous le désirez ; mais si vous le considérez comme frappé de nullité, je vous

le répète, vous pouvez y faire *demur*; la loi vous le permet.

Sidney. Milord, je vous prie de prendre cet écrit. (Il lui montre un parchemin.)

Jefferies. Que renferme-t-il? Ecrivez-y un aveu ou une dénégation, comme vous l'entendrez; mais si votre déclaration est spéciale, et que M. le procureur-général y fasse *demur*, la cour prononcera la sentence de votre condamnation, et vous ne pourrez plus vous défendre sur le fait.

Sidney. Je ne pourrais éléver aucune objection contre le bill, après que j'aurais plaidé non coupable; car, par cette déclaration, je semblerais approuver le bill.

Jefferies. Si vous voulez éléver quelqu'objection sur la forme de l'*indictment*, vous le pouvez. Mais, hors de là, la cour ne peut rien vous permettre. Quelle serait cette étrange manière de procéder? Dans les cas de toute espèce, les criminels diraient: je doute si le bill est bon ou mauvais; je ne plaiderai qu'après m'être éclairé sur ce point. Vous êtes mal informé; la cour vous doit, et se doit à elle-même, de vous en aviser.

Le juge Withins. Si vous voulez faire *demur*, et que les motifs que vous présenterez soient valables, nous vous donnerons un conseil.

Sidney. Je désire que vous ne me placiez pas sur des voies glissantes et obscures, où je ne verrais pas ma route.

Jefferies. Rassurez-vous; la cour ne cherche point à égarer ceux qui comparaissent devant elle; mais elle doit tenir à l'observation des formes de la justice: elle ne vous demande que ce qu'elle exige de tous les sujets du roi. Si quelqu'un de nous se trouvait dans une position pareille à la vôtre, nous procéderions exactement par les mêmes moyens.

Le clerc de la couronne. Es-tu coupable ou non coupable?

Sidney. Permettez-moi, milord, de vous adresser une

question. Est-il vrai qu'un homme, quelque entaché de nullité que soit l'*indictment*, soit obligé d'y répondre, ou d'y faire *demur*?

Jefferies. Il est obligé d'y répondre, ou d'y faire *demur*.

Sidney. N'admet-on aucune exception?

Jefferies. Aucune; et si vous ne prenez l'un ou l'autre de ces deux partis, le jugement sera rendu comme si vous aviez plaidé.

Sidney. C'est une simple déclaration.

*Le juge Within*s. Êtes-vous bien résolu à vous en tenir à la déclaration que vous présentez? Songez-y, colonel, il y va de votre vie; si M. le procureur-général fait *démur* à cette déclaration, et qu'elle soit jugée mauvaise, vous compromettez votre existence.

Sidney. Je vous prie, milord, de m'accorder un jour pour y réfléchir.

Jefferies. Non. Nous ne pouvons introduire pour personne ni des formes nouvelles, ni des priviléges inusités: la loi est obligatoire, pour vous comme pour les autres.

Sidney. Milord, je n'exige pas plus que ne permet la loi; pas plus qu'on n'accorde à tous ceux qui foulent le sol anglais; je verrais avec douleur toute infraction à la loi.

Jefferies. La cour vous a indiqué la règle qu'il faut suivre. Vous devez faire l'un ou l'autre.

Ayez soin de le lui rappeler.

Sidney. Je désire qu'on lise cet écrit. (Il montre le même parchemin.)

Jefferies. Il ne sera point lu, à moins qu'il ne renferme une déclaration.

Le procureur-général. Je dois faire mon devoir. M. William excède ses droits; il donne des informations à l'accusé.

M. William. Je lui ai demandé si c'était une déclaration: M. le procureur-général peut entendre tout ce que je dis.

(M. William est publiquement réprimandé par le lord chef-justice.)

Sidney. Ce que je vous présente n'est qu'une exception au bill.

Le clerc de la couronne. Es-tu coupable ou non coupable?

Sidney. Si on m'interrogeait sur un fait particulier, je saurais comment répondre.

Jefferies. Il vous interroge sur un fait particulier. C'est le devoir de la cour de prononcer le jugement si vous refusez de plaider.

Sidney. Puisqu'on m'y force, je plaiderai.

Jefferies. Je suis sûr qu'il n'y a pas un gentleman de la longue robe qui vous suggérât de telles idées. Pareille chose ne s'est jamais vue dans les affaires capitales.

Sidney (avec vivacité). Milord, je suis décrété d'accusation pour avoir conspiré contre la vie du roi; jamais je n'ai conspiré contre la vie du roi. Je suis décrété d'accusation pour avoir cherché à exciter la guerre; jamais je n'y ai songé. Je suis décrété d'accusation pour avoir poussé à la révolte les mécontents d'une nation voisine; jamais je n'en eus la pensée. Enfin, je suis décrété d'accusation pour avoir écrit un libelle séditieux tendant à soulever le peuple contre le roi; jamais je n'ai rien écrit qui pût soulever le peuple contre le roi.

Le lord chef-justice. La cour n'a que faire d'écouter tout ce que vous lui dites. Vous devez plaider comme tous les prévenus, ou bien, comme de bons Anglais, nous prononcerons votre sentence. Nous devons donner aux accusés toutes les satisfactions que la loi ne prohibe pas; mais s'ils ont été mal conseillés, nous nous mettons à l'abri de toute responsabilité à cet égard.

Sidney. Milord, si vous me réduisez à cette nécessité inévitable, votre conscience répondra des suites du procès. Je plaiderai.

Le clerc de la couronne. Est-tu coupable ou non coupable?

Sidney. Non coupable.

Le clerc de la couronne. Accusé, comment veux-tu être jugé?

Sidney. Par Dieu et mon pays.

Le clerc de la couronne. Que Dieu t'envoie une heureuse délivrance.

Le lord chef-justice. Si vous n'êtes pas coupable, je prie Dieu de vous sauver.

Le procureur-général. Milord, phira-t-il à votre seigneurie de renvoyer la cause à un autre jour, pour que l'accusé ait le temps de préparer sa défense?

Le lord chef-justice. Quel délai demandez-vous?

Le procureur-général. Une semaine. (En se tournant du côté de Sidney) Croyez-vous que ce temps vous suffise?

Sidney. Non. Je prie milord de m'accorder quinze jours.

Le procureur-général. Je ne m'y oppose point.

Sidney. En second lieu, je désire obtenir une copie de l'*indictment*.

Le lord chef-justice. La loi s'oppose à ce que vous demandez.

Sidney. Je vous prie aussi de vouloir bien me donner un conseil.

Le lord chef-justice. La loi s'y oppose encore. Si vous nous présentez quelque objection relative aux formes de la procédure, et que la cour pense qu'elle peut devenir l'objet d'une discussion légale, vous obtiendrez un conseil. Mais si vous le demandez hors de là, nous ne pouvons vous l'accorder. La cour est essentiellement intéressée à ce qu'il ne

soit rien fait de contraire aux dispositions de la loi. A Dieu ne plaise que je voie jamais s'élever contre moi le sang d'un homme !

Sidney. Les accusés ne sont-ils pas toujours assistés d'un conseil ?

Le lord chef-justice. Non.

Sidney. J'ai à éléver des objections sur les formes.

Sir Georges Jeffries. Exposez-les à la cour.

Sidney. Milord, je suis absolument étranger à tout ce qui a rapport aux tribunaux ; j'ai déjà confessé mon ignorance. Voulez-vous m'obliger à éléver des objections en matière de loi, sur la simple lecture d'un *indictment* déjà fort long, et qui énonce des faits qui me sont inconnus ?

Sir Georges Jeffries. Ce n'est pas nous qui vous y obligeons, monsieur Sidney, c'est la loi qui vous y oblige. Nous sommes les ministres de la loi. La loi dit que nous ne devons accorder de conseil à l'accusé que lorsqu'il a exposé ses objections, et que la cour a décidé si elles étaient admissibles. La loi dit que nous ne devons pas vous livrer copie de l'*indictment*. Ainsi, n'allez pas dire que nous siégeons ici pour vous induire en erreur ; nous ne siégeons ici que pour administrer la justice de la nation.

Le juge Withins. Monsieur Sidney, vous avez un délai de quinze jours pour préparer les objections en matière de loi que vous voulez présenter.

Le lord chef-justice. Si vous désirez entendre une seconde lecture de l'*indictment*, vous pouvez la demander. Dieu nous garde de vous refuser une seule des faveurs qu'autorisent les lois !

Sidney. Eh bien, milord, je désire en entendre une seconde fois la lecture.

Le procureur-général. Voulez-vous qu'elle soit faite en latin ?

Sidney. Oui, si cela vous plaît; j'entends assez bien le latin.

(On lit l'acte d'accusation en latin.)

Sidney. Quel est le statut sur lequel est fondé l'*indictment*?

Le lord chef-justice. M. le procureur-général vous le dira quand nous en serons aux débats. Il citera même à l'appui de l'accusation un acte du parlement qui comprend la trahison.

Sidney. Il me semble qu'il pourrait me dire dès à présent à quels statuts se rapportent les griefs énoncés contre moi.

Le juge Within. Monsieur Sidney, voudriez-vous qu'on dérogeât à l'usage?

Le lord chef-justice. L'accusé prendra connaissance de son procès pendant la quinzaine. Lieutenant de la Tour, remmenez votre prisonnier.

Le lieutenant de la Tour sort de la salle avec l'accusé.

21 Novembre.

Sidney. Milord, la dernière fois que je comparus devant Votre Seigneurie, je demandai une copie de mon *indictment*, et je pensais que la loi autorisait cette communication. J'aurais exposé les motifs de mon opinion; mais on m'entraîna avec précipitation, d'abord dans une taverne, puis dans la Tour, à travers une haie de soldats, avant que je pusse me reconnaître. En me refusant une copie de mon *indictment*, on m'a privé du bénéfice d'une déclaration spéciale, que mon intention était d'y adjoindre. Elle eût été d'un grand secours pour Votre Seigneurie et pour moi; tandis que des préventions sans nombre vont être la conséquence de ce refus. Ce que je considérais alors comme un droit, je le réclame aujourd'hui au même titre, en m'appuyant d'un témoignage dont on ne contestera pas l'authenticité. C'est un statut de

la quarante-sixième année du règne d'Edouard III, dans lequel il est expressément déclaré que *tout parties et tout gents*, c'est-à-dire tous individus accusés, ont droit à obtenir une copie de toutes les pièces du procès. Le statut énumère les cas où cette faveur doit être accordée : le crime de lèse-majesté n'y est pas distingué des actes attentatoires à la vie des simples citoyens. C'est donc une loi générale qui existe encore dans toute sa force. Milord Stafford, et les autres lords prisonniers dans la Tour, ont obtenu des copies de leurs *indictmens*. Je crois que la même faveur me devient d'autant plus nécessaire, qu'il n'existe peut-être pas dans les annales judiciaires d'acte plus long, ni plus confus, que l'acte dressé contre moi. Voici, milord, une copie de ce statut transcrit littéralement. (Il montre un papier.)

Sir Georges Jeffries. Nous nous rappelons parfaitement les dispositions de la loi, et ce qui s'est passé. M. Sidney demanda, à sa première comparution, une copie de son acte d'accusation ; la cour le lui refusa : elle le lui refuse encore aujourd'hui. Aujourd'hui comme alors, nous observons fidèlement les dispositions de la loi. Vous jouirez des priviléges assurés aux sujets du roi dans votre position : ne réclamez rien au delà. Je dois vous dire même que vous avez obtenu des faveurs qu'il était peut-être de notre devoir de vous refuser.

Puisque vous avez cité particulièrement l'exemple de sir Henry Vane, je vous montrerai que la cour vous a traité avec plus d'égards qu'on n'en témoigna à cet accusé. Dans l'affaire de sir Henry Vane, il fut décidé, sur l'opinion de tous les juges, qu'on ne devait à l'accusé aucune copie entière ou partielle de l'*indictment*, à moins d'objections valides sur les formes. On vous a lu votre *indictment* en latin ; ce que ne put encore obtenir sir Henry Vane. Enfin, je puis vous citer un autre cas, connu de la plupart de ceux qui m'entendent.

C'est que, d'après la décision de tous les juges d'Angleterre ; une copie de l'*indictment* fut refusée à lord Russell. Ainsi, faites-lui son procès sur l'*indictment*, et ne perdons pas notre temps à des discussions moins utiles qu'insidieuses.

Sidney. Cette loi n'est-elle pas bonne, milord ? (en élé-
vant son papier).

Le lord chef-justice. Vous connaissez la règle de la cour ?

Le juge Withins. Tout ce que la loi vous accorde, vous l'obtiendrez. Et je suis sûr que si vous prenez l'avis de M. William, il vous dira la même chose.

Le clerc de la couronne procède à l'appel des membres du jury.

Après quelques récusations, le jury est définitivement composé ainsi qu'il suit :

John Amger, Richard White, William Linn, Lawrence Wood, Adam Andrews, Emery Arguise, Jolias Clerke, George Glisby, Nicholas Baxter, William Reeves, William Grove, John Burt.

Le lord chef-justice. Messieurs les jurés, on m'informe que quelques avocats, que vous voyez à la barre, s'y tiennent dans l'intention de communiquer des observations au jury. Leur devoir ne l'exige pas, il le leur défend même. Ainsi, messieurs, si vous entendez près de vous parler bas, ou faire des remarques, je ne doute pas que, fidèles à votre serment, vous ne fassiez votre devoir envers le roi et l'accusé. Au nom du ciel, ayons un procès et non des commen-taires.

M. Finch, solliciteur-général. Appelez, je vous prie, M. West.

Le colonel Sidney. Un mot, s'il vous plaît, milord, avant que le témoin prête serment. J'ai appris que M. West avait fait l'aveu de sa complicité dans un crime de trahison ; je désire savoir s'il a reçu son pardon, ou non ?

Le lord chef-justice. Je l'ignore.

Le colonel Sidney. En ce cas, milord, comment peut-il être témoin ?

Le lord chef-justice. Faites-lui prêter serment; je ne connais aucune objection légale contre lui : son témoignage a été admis dans le procès de lord Russell.

Le colonel Sidney. Milord, si d'autres n'ont pas récusé le témoin, je mets peu d'importance à le récuser moi-même.

M. North. Faites, je vous prie, à la cour le récit de ce que vous savez sur le projet d'une insurrection générale en Angleterre.

Sidney. C'est-à-dire sur ce qui me concerne.

Le lord chef-justice. La cour aura soin d'empêcher qu'il ne soit fait d'autres dépositions que celles qui sont nécessaires.

Sidney. Pouvez-vous recevoir des déclarations qui ne se rapportent pas directement à ma cause et à l'*indictment* ?

Le lord chef-justice. Monsieur Sidney, vous vous rappelez que dans les procès sur le dernier complot des papistes, les témoins déclaraient d'abord tout ce qu'ils savaient des faits généraux de la conspiration, avant de détailler les faits relatifs à la complicité de Coleman, Plunket et autres. Assurément vous n'avez pas oublié cette circonstance ? Un de vos juges actuels, M. William Jones, contre lequel vous n'avez point élevé d'objection, était alors procureur-général.

M. North. M. West, que savez-vous du dernier projet d'insurrection ?

West. Milord, j'ai eu l'honneur de faire la connaissance du colonel Sidney, il y a quelques années ; mais je ne me rappelle pas de l'avoir vu depuis l'époque où j'appris quelques détails sur la conspiration, jusqu'au moment où l'existence de cette même conspiration fut révélée au gouvernement.

M. North. Déclarez ce que vous savez sur le complot en général.

West. Milord, au mois d'octobre dernier, le capitaine Walcott vint chez moi, et me dit que lord Shaftsbury s'occupait d'organiser une insurrection qui éclaterait en novembre; je refusai de croire à cette nouvelle, et je témoignai mon incrédulité au capitaine Walcott. Il vint me voir quelque temps après, et me dit que le projet était complètement abandonné : à cette époque, en effet, lord Shaftsbury partit pour la Hollande. Quelques jours avant Noël, le colonel Rumsey m'apprit que quelques lords, secondés par des gentlemen, méditaient un projet de rébellion. Il nomma le duc de Monmouth, lord Essex, lord Howard, lord Russell, l'accusé présent à la barre, et M. Hampden le jeune. Le colonel Rumsey me dit plus tard que les conjurés avaient différé l'exécution de leur complot, et qu'ils ne hasarderaient point une insurrection en Angleterre avant d'être sûrs d'un mouvement semblable en Écosse. Tout ce que j'ai su depuis, je l'ai appris de MM. Nelthorp et Ferguson. M. Nelthorp m'a dit que l'accusé.....

Le colonel Sidney. Milord, je suis fâché d'interrompre le témoin.

Le lord chef-justice. Vous ne devez pas interrompre le témoin. Continuez, monsieur.

West. M. Nelthorp me dit que l'accusé avait envoyé Aaron Smith en Ecosse; qu'il lui avait donné une somme d'argent pour les dépenses de son voyage, et qu'il lui avait remis des lettres adressées à quelques Ecossais, pour les inviter à se rendre à Londres. Ces lettres semblaient annoncer, en apparence, le projet d'un établissement de commerce dans la Caroline; mais, au fond, il s'agissait de l'insurrection. M. Smith revint peu de temps après, accompagné de quelques Ecossais. M. Ferguson joignit d'autres détails à ceux que je connaissais

déjà. Il m'apprit que les Ecossais avaient proposé, moyennant une somme de trente mille livres sterling en argent comptant, d'exciter une insurrection en Ecosse, sans le concours de l'Angleterre. Cette offre fut agréée. On s'occupa de réaliser la somme demandée, que Shappard était chargé de compter. On avait déjà acheté une quantité d'armes considérable. Lord Argyle devait partir pour l'Ecosse, et se mettre à la tête de ses compatriotes insurgés. M. Ferguson ajouta, que lorsque ces mesures furent ainsi arrêtées, il s'éleva quelques difficultés sur la somme qui devait être payée. Lord Grey offrit de donner, lui seul, dix mille livres, si ses complices consentaient à concourir à la formation de la somme, en proportion de leur fortune. Les Ecossais réduisirent leur demande; néanmoins, on ne put tomber parfaitement d'accord sur ce point. Les places désignées pour fournir l'argent étaient Bristol, Taunton, Chester, Exeter et Londres. On débattit quelque temps la question de savoir si on commencerait par Londres ou par les autres places; enfin il fut décidé que les levées se feraient simultanément.

Voilà, milord, ce que j'appris de M. Ferguson sur la conspiration en général; j'appris encore que le projet avait échoué, et que le major Wildmann et l'accusé avaient puissamment contribué à le faire avorter, parce qu'on n'était pas d'accord sur les déclarations publiques dont on devait faire usage pour populariser l'insurrection. Les Anglais voulaient une république, les bourgeois écossais répondaient qu'il n'était pas encore temps d'y songer, parce que les nobles s'y opposeraient. Quant à l'accusé en particulier, je n'ai rien appris sur l'opinion qu'il a pu émettre dans cette discussion; je n'ai eu d'entretien avec lui que depuis la découverte de la conspiration.

Le procureur-général. Appelez le colonel Rumsey.

Le témoin est introduit et prête serment.

M. North. Monsieur, déclarez, s'il vous plaît, à la cour ce que vous savez sur le complot d'insurrection, et sur les moyens qu'on devait mettre en œuvre pour en assurer le succès.

Le colonel Rumsey. A la fin du mois d'octobre dernier, ou dans les premiers jours de novembre, milord Shaftsbury me pria de me transporter chez M. Shappard, pour m'informer des personnes qui se trouvaient réunies chez lui, de la décision qu'on avait prise sur la somme d'argent qui devait être levée sur la place de Taunton. Ces messieurs me répondirent que M. Trenchard leur avait manqué de parole, et qu'il fallait se tenir en repos pour le moment. Voilà tout ce que j'appris alors.

Le solliciteur-général. Qu'avez-vous su depuis sur l'insurrection ?

Le colonel Rumsey. Nous eûmes diverses entrevues dans la maison de M. West. Nous divisâmes la ville en vingt quartiers. Le nombre de nos partisans, dans sept de ces quartiers, avait été évalué sur un état approximatif que nous présenta M. Goodenough. Il ne nous dit rien des treize autres, parce qu'il n'avait point encore obtenu des renseignements suffisans. Il y avait dans cette réunion, M. Walcott, M. West, les deux Goodenough, M. Borne, M. Wade et moi-même.

Le lord chef-justice. Quel était le but de ces assemblées ?

Le colonel Rumsey. De savoir sur quel nombre d'hommes on pouvait compter dans la ville pour l'insurrection.

Le lord chef-justice. Fut-il question d'une levée d'argent ?

Le colonel Rumsey. Oui.

Le lord chef-justice. A quelles époques ces réunions avaient-elles lieu ?

Le colonel Rumsey. Les époques n'en étaient pas déterminées.

Le solliciteur-général. Mais dans quel temps se tenaient-elles ?

Le colonel Rumsey. Dans les mois de mars, avril et mai.

Le solliciteur-général. Après l'entrevue chez Shappard ?

Rumsey. Oui, mais long-temps après. Il y eut, je pense, un intervalle de six semaines, ou peut-être trois mois.

Le lord chef-justice. Qui trouvâtes-vous chez M. Shappard ?

Rumsey. Le duc de Monmouth, lord Grey, lord Russell, sir Thomas Armstrong, M. Ferguson et M. Shappard.

Le solliciteur-général. Qui devait commander l'armée des insurgés ?

Rumsey. Il ne fut jamais question de ce point devant moi.

Le procureur-général. Qui devait faire les levées d'argent ?

Rumsey. Nous tous, qui assistions à l'assemblée.

Le procureur-général. N'attendiez-vous pas quelque grand personnage ?

Rumsey. M. West m'avait dit, ainsi que M. Goodenough, qu'il y avait un comité directeur composé du duc de Monmouth, de lord Essex, lord Howard, lord Russell, du colonel Sidney et de M. Hampden. Ils étaient six.

Le lord chef-justice. Que vous dirent-ils de ces six personnages ?

Rumsey. Ils me dirent qu'ils négociaient une affaire avec l'Ecosse.

Le lord chef-justice. Une affaire : expliquez-vous clairement ; dites tout ce que vous savez.

Le colonel Rumsey. Il s'agissait d'insurrection.

Le lord chef-justice. Parlez comme si nous ne savions rien de tout cet événement.

Le colonel Rumsey. Milord, M. West a eu des entretiens

avec lord Howard, auxquels je n'ai point assisté. Il est plus capable que moi de vous instruire.

Le lord chef-justice. Parlez de ce que vous savez ; c'est tout ce qu'on vous demande.

M. Jones. Après la mort de milord Shaftsbury, quels furent les acteurs qui remplissaient les principaux rôles ?

Le colonel Rumsey. Je vous ai dit que MM. West et Goodenough m'avaient cité le duc de Monmouth, lord Essex.....

Le procureur-général. Ce témoin s'est déjà expliqué : savez-vous qu'il fut question alors parmi eux d'un projet d'insurrection ?

Le colonel Rumsey. Oui, car je les ai vus réunis aux personnes qui organisaient la conspiration.

Le procureur-général. Quelle conversation avez-vous eue avec M. Ferguson à ce sujet ?

Le colonel Rumsey. Il n'a jamais été question, entre M. Ferguson et moi, de ces messieurs.

M. North. Nous allons vous montrer à présent, messieurs les jurés, que les Ecossais sont venus à Londres.

Le colonel Sidney. Milord, je dois vous demander s'il est convenable d'interroger les témoins sur des actes qui sont entièrement étrangers à l'affaire qui occupe la cour.

Le lord chef-justice. Je vous dis que ces dépositions ne peuvent vous regarder, et je dis la même chose aux jurés.

Le colonel Sidney. Mais elles indisposent le jury.

M. Keeling prête serment.

Le procureur-général. Dites-nous ce que vous savez sur le projet d'insurrection en général.

Keeling. Milord, dans le courant de l'été dernier, M. Goodenough vint chez moi, et me remit trois papiers numérotés. Je lui demandai ce que je devais en faire : il me répondit d'en

garder un pour moi, et de remettre les autres à des personnes de confiance. « Dans quel but ? repris-je aussitôt. — C'est, me répliqua-t-il, pour faire une levée d'hommes. — Vous voulez organiser une insurrection générale ? — Mais, dit-il, nous voudrions au moins indiquer au peuple le moyen de déployer, en cas de besoin, un appareil formidable. » M. Goodenough ajouta que le colonel Sidney, que je ne connais point, avait une part considérable dans la direction de cette affaire.

Le procureur-général. Dans une accusation de conspiration, il est difficile d'isoler les faits et de discuter exclusivement la complicité d'un seul individu. Ce que vous venez d'entendre n'était qu'une préparation à la cause. Nous allons maintenant interroger lord Howard, un des membres du comité directeur, sur la culpabilité de l'accusé.

Lord Howard est appelé, et prête serment.

Le procureur-général. Apprenez à milord et à messieurs du jury ce que vous savez, relativement à la complicité du prévenu dans le projet d'une insurrection générale.

Lord Howard. Milord, avant d'entrer dans le témoignage que je vais exposer à la cour, je ne puis m'empêcher de lui faire observer l'uniformité constante qui caractérise le langage de la vérité. Les témoins qui ont comparu devant vous se sont rencontrés sur chaque particularité dans une conformité si parfaite avec ce que j'ai à vous dire, que, pour me servir d'une expression proverbiale, le fourreau et l'épée ne s'adaptent pas mieux. Je déclare cependant que je ne les connaissais pas même de vue avant que la conspiration se dévoilât.

Milord et messieurs du jury, vers le milieu du mois de janvier dernier, je me trouvai dans une de ces réunions politiques où l'on avait tant de fois agité la question d'une insurrection en Angleterre. On se plaignait de ce

qu'une entreprise formée et mûrie depuis si long-temps fut comme tombée dans un état complet d'oubli. En même temps on jugea expédié et nécessaire de créer un conseil ou un comité qui pût lui redonner la vie, diriger sa marche et ses progrès. Les premiers auteurs de cette proposition furent (je puis le dire à bon escient) le duc de Monmouth, le gentleman traduit à la barre, et moi-même. Nous convînmes de nous adjoindre deux ou trois complices, mais de ne pas excéder le nombre de cinq ou de sept au plus. Le duc de Monmouth promit d'engager lord Russell et lord Salisbury ; le colonel Sidney se chargea de gagner lord Essex et M. Hampden ; c'est ainsi que se forma le conseil directeur. Peu de jours après, je ne puis pas me rappeler l'époque précise, mais c'était dans les derniers jours de janvier, on me prévint que le comité avait résolu de tenir sa première séance, et qu'il s'assemblerait dans la maison de M. Hampden. On m'invitait à m'y rendre. Je répète que c'était à la fin de janvier, mais je ne saurais fixer une date précise. La réunion fut composée des personnes que j'ai déjà nommées : le duc de Monmouth, lord Essex, lord Russell, le colonel Sidney, M. Hampden et moi. La maison de M. Hampden, où nous nous rassemblâmes, se trouve sur la même ligne que Southampton-House. Lorsque nous fûmes assis, M. Hampden, jugeant sans doute qu'en sa qualité de maître du logis, il lui appartenait d'ouvrir la séance, commença à nous entretenir des motifs et de l'objet de cette réunion. Il prit occasion, dans son discours, de récapituler les vues et les projets de lord Shaftesbury, déjà mort à cette époque. Il observa que la disposition des esprits favorisait une tentative de révolution ; que notre entreprise réunissait d'immenses suffrages ; et, comme pour nous en donner une preuve, il remarqua qu'un projet communiqué à un si grand nombre de personnes n'avait été ni trahi par la mauvaise volonté, ni ré-

vélé par la plus légère indiscretion. De là il en vint naturellement à nous dire qu'il était absolument nécessaire d'établir pour l'avenir un conseil d'élite, qui fût comme la source d'où émaneraient toutes les décisions et le grand ressort qui imprimerait le mouvement à tout le reste. Il ajouta que, dans les conspirations, les principaux fils ne pouvaient être tenus que par un petit nombre de mains. Telle fut la substance de ce discours d'introduction. Il entra ensuite dans l'examen de quelques particularités importantes, sur lesquelles il appela toute notre attention. Lorsque M. Hampden eut cessé de parler, la discussion devint générale : je ne saurais me rappeler l'ordre que l'on suivit, ni par quel conjuré fut proposée telle ou telle mesure ; mais on convint que chacun de nous examinerait en particulier les points les plus importans, tels que le temps, le lieu, le choix des personnes qu'il fallait employer. On entra dans quelques considérations sur ces divers objets. Pour le temps, on décida qu'il serait court, afin de ne pas laisser refroidir l'esservescence ; quant au lieu, on agita s'il convenait que les premiers mouvements éclatassent à Londres ou dans les provinces de préférence, ou bien s'il fallait les faire éclater à Londres et dans les provinces conjointement. Quelques-uns furent discutés ; mais on ne prit point de résolution, et tout fut laissé à nos méditations. Une difficulté très-importante nous fut soumise : il s'agissait d'acheter des armes. Cette première considération en amena une autre : il fallut songer à se procurer de l'argent. On proposa de lever sur tous les conjurés une somme considérable : autant que je puis me le rappeler, la somme proposée par le duc de Monmouth s'élevait à vingt-cinq ou trente mille livres. Quelqu'un objecta la difficulté d'amasser cette somme, sans attirer l'attention et les soupçons du gouvernement. Ces diverses questions furent abandonnées aux réflexions ultérieures de chacun de nous. Cependant, avant de se séparer, on arrêta que le

premier point dont on s'occuperaient, serait l'établissement en Ecosse d'un conseil qui correspondit avec celui d'Angleterre ; nous convînmes d'envoyer à cet effet des hommes sûrs, chargés de négocier une coalition secrète. Voilà, milord, tout ce que ma mémoire me fournit sur les circonstances de notre première séance.

Environ quinze jours ou trois semaines après, c'est-à-dire vers le milieu de février, une seconde convocation fut indiquée à Southampton-House, chez lord Russell. Tous les membres du conseil s'y trouvèrent. Nous entrâmes brusquement dans une discussion longue et animée, que, dans mon opinion personnelle, je jugeai prématurée et intempestive. Ce fut M. Hampden qui souleva la question. Il nous dit (autant que je puis me le rappeler) qu'après nous être réunis pour une entreprise qui demandait le concours d'un grand nombre d'individus, nous devions nous attendre à nous voir adresser cette question : à quel but tendent ces mouvements? quel est le terme que vous envisagez? quels seront les résultats d'une si grande agitation? M. Hampden ajouta qu'il avait été frappé lui-même de ces questions, et qu'il était probable que personne ne se laisserait gagner sans éléver de semblables objections et avant qu'elles fussent résolues d'une manière satisfaisante. « Si quelqu'un d'entre nous, continua-t-il, se propose des intérêts privés, des vues personnelles, nous perdrons irrévocablement tous nos partisans. Puisque nous nous récrions contre l'oppression, restons conséquents avec nos principes : remettons les propriétés et les libertés du peuple en des mains qui les défendent de tout envahissement, de toute usurpation étrangère. Je propose de déposer l'autorité toute entière, sans division de pouvoir, dans le sein du parlement. »

L'opinion de M. Hampden blessa quelques ambitions secrètes : cependant, on tomba généralement d'accord que nous n'ayions en vue que le bien public. Ensuite, chacun fit part

des réflexions qu'il avait faites sur les différens points proposés dans la première séance. Il fut question de l'Ecosse, et d'une correspondance à établir avec lord Argyle. On représenta la nécessité d'envoyer en Ecosse un messager, pour sonder les dispositions des hommes les plus influens de ce pays. On désigna lord Melvin, sir John Cockram et les Campbell. Tous ces noms indiquent qu'on cherchait surtout des partisans dans les alliances de lord Argyle. Le colonel Sidney offrit aussitôt de se charger du soin de trouver un messager. Il déclara qu'il avait en vue un homme digne de notre confiance, et qu'au besoin même il en trouverait deux. Il nomma Aaron Smith, que quelques-uns de nous connaissaient. J'étais du nombre de ceux à qui il était inconnu ; mais, sur les rapports qu'on me fit de sa discrétion et de son intelligence, je le crus propre à remplir sa mission. C'est là tout ce qui fut décidé dans cette seconde séance, et depuis on ne m'appela plus à ces sortes de réunions.

Le procureur-général. Quel était le but du voyage de Smith en Ecosse.

Lord Howard. On ne lui donna d'autre mission que celle de porter des lettres. Le duc de Monmouth se chargea d'appeler à Londres lord Melvin, avec lequel il avait des rapports d'administration. Je crois aussi qu'il était le parent de sa femme. La lettre qui fut adressée à sir John Cockram traitait, en apparence, d'un projet de commerce dans la Caroline. Je suppose qu'elle était écrite par lord Russell, car sir John Cockram n'était, je crois, connu personnellement que de lui seul. Smith partit environ trois semaines après cette délibération.

Le procureur-général. Pourquoi appelaient-on ces Ecossais à Londres ?

Lord Howard. Pour leur demander des renseignemens sur les dispositions de l'Ecosse, préparer une double insur-

rection, se concerter sur les moyens à mettre en œuvre, s'assurer du nombre d'hommes sur lequel on pouvait compter, et régler l'action des deux comités directeurs. Quelque temps avant le départ d'Aaron Smith, je me trouvais chez le colonel Sidney ; comme nous sortions de son hôtel pour nous rendre au mien, il prit une certaine quantité de guinées, dont j'évaluai approximativement le nombre à soixante ; il les mit dans sa poche, et me dit qu'il allait porter cet argent à Aaron Smith. J'ignore s'il le lui remit, mais Smith partit au bout de quelques jours.

Le procureur-général. Comment avez-vous été instruit de cette dernière circonstance ?

Lord Howard. Je la tiens du colonel Sidney lui-même, à qui je demandai des nouvelles de son messager. Il me dit que depuis son départ, c'est-à-dire depuis trois semaines, il n'avait eu de ses nouvelles qu'une seule fois, et qu'il était alors près de Newcastle. Je n'ai plus rien à déclarer à la cour postérieurement à cette époque. Mes affaires m'appelèrent à la campagne, où je restai jusqu'à la saison des bains.

Le solliciteur-général. Êtes-vous sûr qu'Aaron Smith soit parti pour l'Ecosse ?

Lord Howard. Je n'en sais rien que par ouï-dire. Le colonel Sidney me dit qu'il était en route, et qu'il savait qu'il avait passé Newcastle.

Le lord chef-justice. Comptez-vous, par cette dernière conversation avec le colonel Sidney, que Smith était parti pour remplir le message convenu ?

Lord Howard. Oui, milord, c'était là l'unique but de son voyage.

Le juge Withins. Vous avez dit, je crois, que M. Sidney s'était chargé d'envoyer le messager en Ecosse ?

Lord Howard. Oui ; c'est M. Sidney qui s'était chargé de ce soin.

Le lord chef-justice (à Sidney). Voulez-vous adresser quelques questions au témoin?

Sidney. Je n'ai point de questions à lui faire.

Le procureur-général. Ce silence.... vous connaissez le proverbe. Nous allons prouver maintenant, milord, que les Ecossais auxquels s'adressa Aaron Smith suivirent de près le retour de ce messager à Londres; et que, pour colorer leur voyage du prétexte convenu, ils prétendirent être venus pour l'affaire de la Caroline. Appelez sir Andrew Foster et M. Blathwaite.

Sir Andrew Foster prête serment.

Le procureur-général. Monsieur, instruisez la cour de ce que vous savez sur l'arrivée des Ecossais à Londres.

Sir Andrew Foster. Milord, à la fin du printemps, ou dans les premiers jours de l'été, sir John Cockram, le commissaire Monro et les deux Campbell, père et fils, arrivèrent à Londres. Je ne vis pas M. Campbell père, mais je rencontrais son fils le jour du procès de lord Russell; quant aux deux autres, j'eus occasion de les voir peu de jours avant la découverte du complot.

Le procureur-général. Quel motif donnaient-ils à leur voyage?

Sir Andrew Foster. Ils prétendaient être venus traiter d'une acquisition considérable dans la Caroline; ils montraient même la commission au nom de laquelle ils devaient agir.

Le Lord chef-justice. De qui parlez-vous?

Sir Andrew Foster. De sir John Cockram et du commissaire Monro.

Le procureur-général. Lorsque le bruit de la découverte du complot vint à se répandre, que devinrent ces messieurs?

Sir Andrew Foster. Sir John Cockram se cacha, mais le commissaire Monro continua à se montrer; les Campbell,

d'après ce que j'entendis dire, furent arrêtés après avoir plusieurs fois changé d'asile.

M. Atterbury prête serment.

Le procureur-général. M. Atterbury, apprenez à milord et à MM. les jurés ce que vous savez des précautions que prirent les Ecossais pour se dérober aux poursuites de la justice.

Atterbury. Milord, dans les derniers jours du mois de juin, ou vers le commencement de juillet....., c'était bien au commencement de juillet ; je reçus l'ordre d'aller à la recherche de quelques Ecossais, qu'on disait cachés dans les environs de Blackfriars. Je m'y rendis ; je trouvai le *common serjeant* et quelques autres qui étaient arrivés avant moi. Nous arrêtâmes ces étrangers au moment où ils cherchaient à s'échapper dans un bateau.

Le procureur-général. Quelles furent les personnes arrêtées ?

Atterbury. Sir Hugh Campbell, sir John Cockram, et un troisième que le conseil fit enfermer à Gate-House aussitôt qu'on les eut arrêtés.

Le procureur-général. Milord, nous ne ferons plus qu'une question. Combien de temps avaient-ils demeuré à Londres ?

Atterbury. Ils y étaient depuis quelque temps.

Le procureur-général. Nous avons entendu toutes les dépositions relatives à cette première partie de nos preuves. Pour montrer maintenant que pendant que cet émissaire parcourait l'Ecosse, le colonel écrivait un pamphlet séditieux qui constitue un nouvel acte de trahison, nous allons faire paraître devant vous d'autres témoins. Voici le libelle écrit en entier de sa main.

Sir Philip Lloyd est appelé.

Le procureur-général au témoin. Sir Philip Lloyd, examinez, je vous prie, ces papiers, et apprenez à milord et au jury de quelle manière vous les avez trouvés.

Sir Philip Lloyd. Milord, je reçus un warrant du ministre-secrétaire-d'état pour saisir les papiers de M. Algernon Sidney. En exécution de cet ordre, je me rendis dans sa maison, et pénérai dans son cabinet. Je trouvai sur une table une grande quantité de papiers dont ce cahier faisait partie ; je suppose que ce cabinet était celui où le colonel écrivait ordinairement. J'enfermai les papiers dans un sac qu'on me prêta dans la maison, et que je déposai ensuite dans un coffre. J'invitai le colonel Sidney à apposer son sceau sur la serrure, pour les mettre à l'abri de toute substitution : il s'y refusa. Je scellai alors le coffre de mon sceau, et je le fis porter devant moi au bureau de M. le secrétaire Jenkin. Lorsque la commission s'assembla, on m'ordonna d'ouvrir le coffre. J'obéis, après avoir fait remarquer l'intégrité du sceau ; je tirai les papiers, et les présentai à la commission.

Le lord chef-justice. Le colonel Sidney était-il présent lorsque vous saisîtes ses papiers ?

Sir Philip Lloyd. Oui, milord.

Le procureur-général. Reconnaissez-vous ceux-ci pour les avoir pris chez le colonel Sidney ?

Sir Philip Lloyd. Oui, monsieur.

Le procureur-général. Nous avons en outre quelques papiers relatifs aux affaires particulières de l'accusé, qui nous servent à reconnaître son écriture. Appeler M. Shappard, M. Cooke et M. Cary.

M. North. Sir Philip Lloyd, à quelle époque êtes-vous la saisie de ces papiers ?

Sir Philip Lloyd. Sur la fin du mois de juin, milord.

Un membre du jury. De quel mois de juin ?

Sir Philip Lloyd. Du mois de juin dernier.

M. Shappard prête serment.

Le procureur-général. Examinez ces papiers (il lui

montre le manuscrit); connaissez-vous l'écriture du colonel Sidney?

Shappard. Oui, milord.

Le procureur-général. Ces papiers sont-ils écrits de sa main?

Shappard. Oui, monsieur, je le crois. Je crois que toutes ces feuilles sont écrits de sa main.

Le procureur-général. Comment avez-vous connu son écriture?

Shappard. Je l'ai vu plus d'une fois endosser des effets de commerce.

M. Cary prête serment.

Sidney. Je vous prie de vouloir bien considérer que la ressemblance des écritures n'est pas une preuve suffisante.

Le lord chef-justice. Attendez encore un instant, et vous ferez toutes les remarques que vous jugerez nécessaires à votre défense.

Le procureur-général. Avez-vous eu quelques relations de commerce avec l'accusé?

M. Cary. Je ne l'ai vu écrire qu'une seule fois en ma vie; mais j'ai vu souvent des lettres-de-change endossées de sa main. La conformité des écritures me paraît parfaite.

Le lord chef-justice. Croyez-vous que ce soit là son écriture?

Cary. Milord, je n'y mets aucun doute.

Le lord chef-justice. Pouvez-vous l'assurer?

Cary. Oui.

M. Cooke prête serment.

Le lord chef-justice. Que dites-vous, M. Cooke?

M. Cooke. Milord, le colonel Sidney n'a jamais écrit devant moi; mais j'ai acquitté plusieurs lettres-de-change qu'il avait endossées, et dont l'écriture ressemblait exactement à celle de ces feuilles.

Le lord chef-justice. Ces lettres-de-change n'ont-elles jamais été contestées?

Cooke. Jamais, milord.

Le procureur-général. Je demande que le libelle soit communiqué au jury. Nous n'en dirons que ce qui sera nécessaire pour appuyer l'indictment.

Le colonel Sidney. Je demande qu'il soit lu en entier.

Le lord chef-justice. Mais le procureur-général peut demander la lecture de telle ou telle partie du manuscrit, vous aurez après lui la faculté de faire au jury celle dont vous jugerez la communication nécessaire à vos intérêts.

Le colonel Sidney. Je demande qu'il soit lu en entier.

Le procureur-général au greffier. Commencez ici: « Secondement; cette manière de procéder, qui eût pu être absurde s'il ne se fût point agi d'eux-mêmes.... »

Le clerc de la couronne dit: « Secondement; cette manière de procéder, qui eût pu être absurde s'il ne se fût point agi d'eux-mêmes; devenait fors raisonnable de maintenir qu'ils y étaient personnellement intéressés; et qu'elles ne reconnaissaient aucun pouvoir supérieur au leur. Mais assurés, étaient, juges compétents; ils désidaient leurs différends comme tout homme. terminé les contestations qui s'élevaient dans sa famille entre lui-même et ses enfants ou ses domestiques. Ce pouvoir s'exerce sans toutefois restriction que celles apportées par les lois du pays; car, sans la consentement donné à ces lois, nul ne possède ni droit, ni autorité, ni pouvoir. Ainsi, en Angleterre, tout homme a y jusqu'à un certain point; le droit de châtier ses domestiques et ses enfants; et dans quelques pays, même dans le gouvernement théocratique des juifs, la loi donnait au maître le droit de vie et de mort sur son esclave. Il y a de l'absurdité et de la folie à dire qu'un homme ne peut point chasser, ou même tuer, suivant les pays qu'il habite, une femme adultère ou un fils désobéissant, ou servir

teur infidèle, parce qu'il est à la fois juge et partie ; car, dans ces cas, nul ne peut intervenir, à moins que l'homme offensé n'ait lui-même renoncé à ses droits, en se constituant membre d'une société gouvernée par d'autres règles, et soumise à un juge supérieur. Or, ce tribunal n'existant pas entre le roi et la nation, la nation doit nécessairement rester juge entre elle-même et ceux qu'elle a constitués, non pour se repaire de grandeur, de gloire et de richesses, mais pour lui rendre la justice, combattre ses ennemis, et faire son bonheur par tous les moyens qu'elle a mis en leur pouvoir. Dans ce sens, le roi est *singularis major* : il a droit à l'obéissance de tous les commandements justes et légitimes, et dans tout ce qui tend au bien public ; mais on ne doit lui permettre ni les envahissements, ni les usurpations réprouvées par la loi.

« C'est pour cette raison que Bracton a dit que le roi est dans la dépendance de trois autorités, *Deum, legem et parlamentum* ; c'est-à-dire que le pouvoir, originellement possédé par le peuple d'Angleterre, est délégué au parlement ; que le roi est dépendant de la loi de Dieu, comme homme ; que, comme roi, il est soumis au peuple qui l'a fait roi, mais avec les restrictions que la loi a déterminées et prescrites ; et que le parlement est le juge des cas particuliers qui ont échappé à l'imprévoyance de la loi. Le roi doit subordonner ses intérêts à ceux des citoyens, puisque ce n'est que par leur consentement qu'il se trouve élevé au-dessus d'eux, et que là où ce consentement s'arrête, son autorité finit.

« S'il ne goûte point cette condition, qu'il renonce à la couronne ; mais s'il accepte le pouvoir avec les clauses apportées par ceux qui en disposent (et c'est le devoir de tout magistrat), s'il jure de le maintenir tel qu'il l'a reçu, il doit s'attendre à ce qu'on exige de lui l'exécution de sa promesse, ou qu'on le soumette à la peine que mérite son infidélité.

« Si les choses ne sont point ainsi, je désire apprendre de notre auteur¹, comment un ou plusieurs hommes peuvent être poursuivis pour crime de trahison contre le roi. Le citoyen ne doit rien au roi, ni le roi au citoyen, hors les devoirs que la loi commande; et si nul ne peut être juge dans sa propre cause, ni le roi, ni un agent quelconque de son pouvoir, ne pourront juger un homme pour offense contre le roi ou contre la loi.

« Si le prince, ou un magistrat délégué par lui, ne peuvent juger l'homme accusé de trahison, la répression de ce crime sort des règles de la jurisprudence communes parmi nous. S'ils le jugent, le roi se déclare à la fois juge et partie, et nous tombons dans ce que Filmer regarde comme la plus monstrueuse des absurdités. Sans doute, pour échapper à ce dilemme, on dira que le roi, dans sa propre cause, peut juger le peuple, mais que le peuple ne peut pas juger le roi, parce qu'il est le roi; c'est-à-dire que le serviteur a un droit de juger son maître, et qu'il sera interdit au maître de juger le serviteur, qu'il n'entretient que pour en être obéi. Le magistrat ne sera lié par aucun serment, par aucun contrat envers le peuple qui l'a créé, et le peuple sera lié au magistrat, qui n'est que sa créature. C'est de cette erreur que partent toutes les râveries de Filmer. Il ne peut pas comprendre que les magistrats n'existent que pour le peuple et par le peuple. Il pose au contraire en principes, que les nations n'ont été créées que pour la gloire et le plaisir des magistrats; et c'est de cette absurdité que découlent tant de bizarres conséquences. Dès lors il ne

Robert Filmer, publiciste du dix-septième siècle, auteur d'un ouvrage intitulé *le Patriarche*, dans lequel l'auteur établit en principe, que tout gouvernement fut d'abord monarchique, et que tous les titres au pouvoir émanent des chefs de famille, ou de ceux qui succèdent à leurs droits. C'est pour répondre à cet ouvrage que Sidney composa ses discours sur le gouvernement, et le manuscrit qui le fit condamner.

faut plus s'étonner s'il trouve absurde que la multitude se-coue le joug quand il lui plait. Mais je voudrais savoir comment le joug, qui est une marque d'esclavage, a pu être imposé à la multitude. Notre auteur répond que le pouvoir des rois est établi pour la conservation de la liberté et de la propriété..... Ainsi, en changeant ou en expulsant nos rois, nous ne brisons aucun joug, ou du moins aucun joug légitime. L'injustice est dans celui qui a forgé ou imposé la chaîne, et non dans celui qui l'a rompue.

« Filmer objecte que, quand il n'y aurait pas d'injustice dans l'insurrection, il y aurait au moins de graves inconvénients : ceux de l'anarchie..... Mais est-il vrai que la multitude qui s'insurge n'ait point de chef pour diriger la révolution qu'elle veut opérer. On trouve peu d'exemples dans l'histoire qui présentent la multitude agissant aveuglément. Moïse était le chef des Israélites qui s'ensuivirent de l'Egypte. Othoniel conduisit le peuple de Dieu contre le roi de Mésopotamie. Sous les ordres d'Aod, les Hébreux obtinrent une victoire contre les Moabites; ils eurent le même succès sous Samgar, Barac, Gédéon, Jephthé, Samuel, Samson, contre les Chananéens, les Madianites, les Philistins et d'autres peuples. La révolution qui chassa du trône Saül et Miphiboseth fut dirigée par David. Les dix tribus qui rejetèrent Roboam élurent Jéroboam pour les commander. Thrasybule, à la tête des Athéniens, chassa les trente tyrans. Ceux qui expulsèrent de Thèbes obéissaient à Pélopidas. Lorsque Rome chassa les Tarquins, elle se donna pour chefs Brutus et Publicola. Horatius et Valerius dirigèrent la révolution qui détruisit les décembres. Ceux qui dans la suite se révoltèrent contre les Romains, sous le commandement de Manlius, des Gracques,

Les Lacedémoniens. Ce mot est laissé en blanc dans le manuscrit de Sidney.

de Spartacus, n'étaient point une multitude sans chef : l'histoire nous apprend que toutes les insurrections se sont ou organisées par les manœuvres d'un chef, ou régularisées sous la conduite d'un homme quelconque, après avoir commencé tumultueusement. Ainsi on vit les Germains placer Arminius à leur tête, les anciens Bretons se choisir des capitaines, et, dans les temps modernes, les Castillans, révoltés contre Pierre-le-Cruel, se jeter sous la protection d'Henri de Trastamarre. Les Français, les des races dégénérées de Pharamond et de Pépin, élurent pour les affranchir, et ce même Pépin, et Hugues Capet ; les Ecossais, lorsqu'ils détrônèrent Jacques III, avaient le fils de ce prince à leur tête. Lorsqu'ils déposèrent et emprisonnèrent la reine Marie, le comte de Murray et d'autres seigneurs prirent la direction des affaires pendant la minorité de son fils. Dans toutes les révolutions qui ont changé la face des choses en Angleterre, toujours le peuple a été guidé par le parlement, ou par la noblesse et la bourgeoisie qui composent ce corps, et qui le convoquaient de leur propre autorité, lorsque le roi se rendait infidèle à ses obligations. Ainsi, la multitude ne s'insurge jamais sans chef, soit qu'elle obéisse à celui qui s'est élevé, soit qu'elle crée celui dont elle a besoin ; et dès que ses mouvements se régularisent sous la conduite d'un ou de plusieurs hommes, dans des périodes de pouvoir plus ou moins longs, l'anarchie n'existe pas, et les craintes qu'elle inspire ne sont que des chimères.

« Mais, ajoute notre auteur, le peuple ne peut point rompre son ban.... Et pourquoi ne le pourrait-il point si le joug est devenu rigoureux, cruel, intolérable ? Pourquoi les Israélites n'auraient-ils pas secoué le joug de Pharaon, de Jabin, de Sisara et des autres tyrans qui les oppriment ?

« Lorsque l'orgueil eût changé Nabuchodonosor en bête, qui aurait osé conseiller aux Assyriens de ne point chasser ce des-

pote impie, et d'attendre patiemment que Dieu lui eût rendu le cœur et l'esprit d'un homme? Lorsque Tarquin eut converti la monarchie tempérée de Rome en une abominable tyrannie, les descendants de Romulus furent-ils coupables, de briser le sceptre de fer qui pesait sur leurs têtes? Lorsque les protestans des Pays-Bas gémissaient sous la domination espagnole, et sous le gouvernement du cruel et orgueilleux duc d'Albe, pourquoi n'auraient-ils point appelé à leur délivrance tous les moyens que Dieu avait mis entre leurs mains? Qu'un homme lise dans les pages de l'histoire les horreurs qui désolaient alors ce malheureux pays, qu'il rappelle cet épouvantable tableau de la prospérité actuelle de ces provinces, et qu'il dise ensuite si l'insurrection qui les affranchit de l'esclavage, qui leur rendit la liberté de conscience et de religion, méritait le blâme ou les éloges de la postérité. Filmer répondra que les protestans des Pays-Bas devaient se résigner à souffrir; que, par leur résistance, le roi d'Espagne perdit ces contrées; mais qu'ils n'avaient pas le droit de se constituer juges dans leur propre cause. Je répondrai à mon tour, que c'est à leur résistance que la religion réformée a dû la fondation de plusieurs églises où se sont élevés des hommes complets, des dons et des grâces du ciel; que, sans leur résistance, l'Europe n'aurait pas vu se former dans son sein cette république glorieuse et florissante qui depuis son origine est devenue le plus ferme appui de la religion protestante, et le refuge de tous ceux que le fanatisme persécuté au nom du Christ. Oui, je me plaît à le dire, c'eût été le comble de la bassesse, de l'abaissement, de la démission, que de se laisser égorger dans cette affreuse boucherie, et d'abandonner ces provinces au pouvoir de l'antechrist et de ses apôtres, qui ne connaissent le nom de Dieu que pour le blasphème.

Si le roi d'Espagne eût désiré conserver ses sujets, il les

aurait gouvernés avec plus de justice et de piété; et lorsque, au mépris de toutes les lois divines et humaines, il cherchait à détruire ceux qu'il était appelé à protéger, il ne pouvait s'en prendre qu'à lui-même s'ils s'affranchissaient de sa tyrannie. Lorsque les choses en sont venues, à ce point, que le souverain doit cesser de régner, ou que ceux sur qui il règne doivent périr, la question est aussi aisément décidée que si l'on eût demandé, du temps de Néron et de Domitien, s'il fallait laisser ces tyrans détruire le monde, ou sauver le monde par la destruction de ces tyrans? Concluons en répétant que le peuple est juge, seul juge dans sa propre cause, et par cela même qu'il s'agit de sa propre cause. »

Le procureur-général. Lisez à la fin du manuscrit, à la dernière feuille, § 35.

Le lord chef-justice. La maxime fondamentale de l'ouvrage est que le pouvoir appartient au peuple.

Le clerc de la couronne. « La révolte générale d'une nation contre ses magistrats ne mérite pas le nom de rébellion. »

Le procureur-général. § 37.

Le clerc de la couronne. « Le pouvoir de convoquer et de dissoudre le parlement n'appartient pas au roi. »

Le procureur-général. Nous reviendrons sur ces principes. Si le colonel veut qu'on lise quelqu'autre partie du manuscrit pour expliquer celles qui viennent d'être lues à la cour, il n'a qu'à le demander.

On remet le cahier entre les mains de l'accusé.

Le colonel Sidney. Que voulez-vous que j'en fasse? Puis-je le lire?

Le lord chef-justice. Sans doute, et avec plus de droit que qui que ce soit. Indiquez les passages que vous désirez mettre à la connaissance du jury.

Le colonel Sidney. C'est égarer l'opinion sur l'ensemble d'un ouvrage, que de le morceler ainsi en lambeaux.

Le lord chef-justice. Je m'aperçois que vous l'avez divisé en chapitres : choisissez ceux dont vous voulez demander la lecture.

Le colonel Sidney. Milord, laissez à celui qui l'a écrit le soin d'en interpréter lui-même le sens.

Le procureur-général. Milord, nous ne retarderons pas par de plus longs détails le moment où le colonel Sidney doit parler pour sa défense ; cependant il nous reste encore un témoignage à produire. Un des complices de l'accusé était lord Russell. Nous allons vous faire donner lecture des dépositions qui furent produites contre lui devant le tribunal qui le condamna. Mais auparavant nous adresserons une dernière question à lord Howard.

Votre Seigneurie fut-elle appelée à prêter serment en qualité de témoin, dans le procès de lord Russell ?

Lord Howard. Oui.

Le procureur-général. Dans la réunion des conspirateurs désignés sous le nom de conseil-directeur, éleva-t-on des réflexions injurieuses sur le monarque ? lui reprocha-t-on d'avoir trahi ses devoirs ?

Lord Howard. Non, je n'en ai aucun souvenir.

Le procureur-général. Quel était donc le but de l'insurrection ?

Lord Howard. Une réforme du gouvernement, sans attaque directe contre la personne du roi.

Le procureur-général. Était-ce là tout ?

Lord Howard. Oui ; nous regardions comme une circonstance favorable à l'insurrection, le mécontentement général que la taxe récemment imposée à la ville nous paraissait avoir soulevée.

Le juge Within. Était-ce là le principal sujet de vos plaintes ?

Lord Howard. Oui, milord, cette mesure était notre premier grief.

Le lord chef-justice. Avez-vous d'autres témoignages à produire?

Le procureur-général. Le registre seulement.

Le solliciteur-général. Je sais que le temps donné à s'éclairer sur les faits n'est jamais un temps mal employé. Si le jury veut entendre une seconde lecture du libelle.....

Le lord chef-justice. Si le jury le désire, elle sera faite à l'instant.

Les jurés gardent le silence.

M. Trinder prête serment. Il déclare que la pièce qu'on lui présente est une copie exacte de la minute du procès de lord Russell, et dit qu'il l'a examinée à Fishmongers' Hall, avec M. Tanner.

On donne lecture au jury de cette copie du registre; elle contient le détail des preuves recueillies dans le procès de lord Russell.

Le lord chef-justice. Quelles preuves nous reste-t-il à acquérir, M. le procureur-général?

Le solliciteur-général. Nous avons fini; à moins que le jury ne demande une seconde lecture du libelle.

Même silence de la part des jurés.

Le colonel Sidney. Milord, je voudrais savoir en vertu de quel statut je suis décrété d'accusation.

Le procureur-général. Milord, je vais donner à l'accusé une réponse claire et positive. Vous êtes décrété d'accusation sur l'ancien statut de la vingt-cinquième année d'Edouard III.

Le colonel Sidney. Je désire savoir à quel titre de ce statut on rattache l'accusation.

Le procureur-général. Je vais vous l'apprendre; c'est au premier titre du statut qui traite des complots contre la personne du roi.

Le colonel Sidney. Ainsi, tout ce qui s'écartera de cette disposition ne saurait me regarder.

Le procureur-général. Tiriez de ce principe toutes les conséquences qui vous paraîtront en résulter, colonel; nous nous réservons de répondre.

Le colonel Sidney. Je voudrais savoir ce que les témoins ont déposé contre moi sur ce point.

Le procureur-général. Vous avez entendu aussi bien que nous les dépositions des témoins.

Le lord chef-justice. Le procureur-général vous dit que l'*indictment* repose sur le statut de la vingt-cinquième année d'Edouard III, qui qualifie de haute-trahison les complots contre la vie du roi. Le fait est suffisamment déterminé dans l'*indictment*; la question est maintenant de savoir s'il est prouvé.

Le colonel Sidney. On ne le prouve qu'au moyen d'un papier trouvé dans mon cabinet, où il est parlé de Caligula et de Néron. Est-ce là ce qu'on appelle conspirer contre la vie du roi.

Le lord chef-justice. Je ferai une observation au jury. La question de droit, messieurs, c'est la cour qui la décide: votre devoir se borne à examiner si le fait est suffisamment établi.

Le colonel Sidney. J'ai dit, milord, que puisque j'étais accusé en vertu d'un statut spécial, tout autre statut devait rester étranger à la cause. On m'accuse d'avoir tramé un complot contre la personne du roi, sur le prétexte qu'on a trouvé je ne sais quels papiers dans ma maison. Permettez-moi d'observer que cette circonstance ne saurait m'être opposée comme une preuve. Sir Philip Lloyd me demanda, il est vrai, si je voulais apposer mon cachet sur les objets qu'il vint enlever chez moi; mais comme il ne me fit cette proposition qu'en sortant de mon cabinet, j'ignorais ce qu'il avait

vu déposer dans la cassette, et je refusai. Des négocians sont venus ensuite certifier de la conformité des écritures. Milord, nous savons, que l'art des falsifications est singulièrement perfectionné de nos jours. Quelqu'un me disait hier, qu'un homme était venu lui offrir de contrefaire, dans l'espace d'une demi-heure, toute écriture qui lui serait présentée. Ainsi, milord, je ne dirai rien de plus sur ces papiers.

Une question plus importante est celle des témoignages : on ne peut appuyer mon *indictment*, bien moins encore mon procès et ma condamnation, sur le statut de la vingt-cinquième année d'Edouard iii, puisque cet acte, en définissant, dans son premier titre, le crime de trahison, exige le concours de deux dépositions conformes. Ceci, d'ailleurs, mérite une distinction : l'insurrection et les complots contre la vie du roi sont deux crimes inégalement graves, dont la nature et la raison indiquent la différence, et que le statut n'a point réunis sous la même disposition. Il qualifie de trahison les complots contre les jours du monarque, et non l'insurrection. Deux statuts, l'un de la première année, l'autre de la cinquième année du règne d'Edouard vi, établissent expressément la nécessité de trois témoignages conformes, ou de deux au moins, pour constater chacun de ces crimes : un seul témoin est produit dans cette cause. Lord Howard, contre lequel j'élèverai tout à l'heure des objections qui ne sont pas sans quelque poids, est le seul qui parle de la réunion de ces six hommes qu'il appelle les membres du conseil d'élite, sans pourtant qu'aucun homme au monde les ait jamais élus. Je voudrais savoir qui a choisi lord Howard ? qui m'a choisi moi-même ? Si ces hommes n'ont été nommés par personne, il y a de l'absurdité à dire qu'ils componaient un corps d'élite. S'ils ne se sont réunis en vertu d'aucun mandat, ils se sont donc érigés eux-mêmes en conseil directeur, et sans doute qu'ils s'étaient déjà rapprochés par les

liens d'une confiance réciproque, appréciés par une longue connaissance. Mais rien de tout cela..... ces six hommes étaient étrangers l'un à l'autre. Pour ma part, je n'ai parlé au duc de Monmouth que deux ou trois fois dans ma vie, et une seule fois dans ma maison, par les soins et l'artifice de lord Howard lui-même. Il dit au duc que je l'invitais à venir chez moi ; il me dit à moi que le duc s'était invité lui-même : rien de tout cela n'était vrai. Que des hommes qui se connaissaient à peine entre eux se rapprochent spontanément par une amitié aussi soudaine qu'intime, et se constituent les premiers agens d'une affaire aussi délicate, c'est une singularité absolument invraisemblable, à moins qu'on ne les suppose fous. Lord Howard a dit, dans sa déposition contre lord Russell, que les conspirateurs avaient repris le projet de lord Shaftsbury ; mais le témoin ajoute que le duc de Monmouth déclara que Shaftsbury était fou, et qu'il l'était tout autant lui-même. C'est donc pour mettre à exécution le projet d'un fou, que se sont associés quatre hommes qui sans doute n'étaient pas plus sages. Lord Howard a-t-il voulu se représenter lui-même à vos yeux comme un fou, parce qu'un fou ne peut être accusé de trahison ; c'est ce que je ne saurais expliquer. Dans sa dernière déposition contre lord Russell, il indique le milieu de janvier comme l'époque de la première réunion, qu'il ne sépare de la seconde que par un intervalle de dix jours. Aujourd'hui sa relation change : il nous fait assebler d'abord à la fin de janvier, en second lieu, au milieu du mois suivant. Dans ces deux séances, on reprend le projet de lord Shaftsbury. Cependant lord Shaftsbury n'avait de relation intime avec aucun membre du conseil ; pour moi, j'étais sans rapport avec lui ; je ne l'avais pas vu depuis deux ans. Au reste, milord, quels que soient et le caractère et le témoignage de lord Howard, sa déposition isolée ne s'appuie sur aucune autre déposition. Les lois di-

vinces et humaines, les lois récues dans tout l'univers civilisé, exigent qu'un fait soit prouvé par deux témoins. Moïse a dit que toute croyance doit être établie sur deux témoignages; les apôtres l'ont répété après Moïse; le Christ a consacré par son auguste sanction cette vérité pratique. Ici un homme est appelé : il vous entretient d'un complot chimerique, et personne n'appuie sa déclaration; un autre se présente, également isolé : il produit un libelle, un papier sans date, sans indication du lieu ni de l'époque où il fut écrit : est-ce dans de pareils témoignages que vos consciences recherchent la vérité? J'ai dit que la loi de Dieu voulait qu'un fait fût certifié par l'attestation de deux témoins; j'ouvre le Code de nos lois pénales, et je vois le parjure puni de mort. Cependant ce crime s'introduit dans notre jurisprudence à l'aide de deux abus qui compromettent bientôt l'existence de tous les citoyens : l'un est celui qui résulte de l'impunité des coupables, l'autre consiste à opposer à l'accusé des témoins dont les dépositions se rattachent à des faits divers, et ne s'accordent jamais sur les mêmes circonstances; c'est ainsi que l'accusé, privé de tout moyen de défense, marche, innocent ou coupable, à l'échafaud. Voulez-vous une preuve remarquable de la nécessité d'un double témoignage sur un même fait? lisez l'histoire de Suzanne. Deux vieillards avaient attesté qu'ils avaient surpris cette jeune femme en adultère : on l'envoyait à la mort. Les deux témoins s'accordaient dans leurs dépositions; il fallut, pour découvrir l'imposture, les interroger séparément : dès ce moment, plus de conformité dans leur récit; l'un déclare avoir observé l'infidélité de Suzanne sous un lenticule, l'autre place la scène sous un chêne vert. Suzanne échappe au supplice, et le peuple lapide les calomniateurs. Ramenez vos regards sur ma position : lord Howard spécifie toutes les accusations qu'il lui plait d'inventer; un autre arrive, armé

de faits d'une nature toute différente : est-ce de ces allégations sans analogie que vous attendez quelque lumière ? Milord, s'il se présente deux témoins pour prouver la conspiration, ou tout autre fait qualifié de trahison par le statut, j'opposerai à leurs dépositions la défense que je jugerai convenable ; mais quant à un témoignage isolé, je ne crois pas devoir y répondre. Si vous n'admettez pas cette objection, qui me semble péremptoire, je demanderai de la faire prouver par un défenseur.

Le lord chef-justice. Personne ne vous conteste la nécessité d'un double témoignage. Je vous l'ai dit d'avance, un seul témoin n'est pas suffisant.

Le colonel Sidney. Pourquoi donc lord Howard est-il admis à déposer seul ?

Le lord chef-justice. Ne soyez pas si impatient ; je dirai moi-même aux jurés que si vous n'êtes pas accusé par deux témoins, comme la loi l'exige dans votre position, ils doivent vous acquitter.

Le colonel Sidney. Mais les jurés, qui ont vu plusieurs faits présentés en groupe dans *l'indictment*, auront-ils soin de les diviser ? On parle d'une conspiration : s'agit-il d'une conspiration contre la vie du roi ? y a-t-il plus d'un témoin pour prouver la révolte ?....

Le lord chef-justice l'interrompant. M. Sidney, vous n'attendez pas sans doute que la cour entre en discussion avec vous. Répondez aux faits qui vous sont opposés ; si ces faits ne sont pas suffisamment prouvés, le jury vous acquittera. C'est tout ce que la cour peut vous dire.

Le colonel Sidney. Eh bien, je crois ne devoir pas combattre des témoignages isolés ; je garderai le silence.

Le lord chef-justice. Si vous répliquez sur ce ton, nous allons livrer la question de culpabilité à la décision du jury.

Le colonel Sidney. Et l'accusation d'un projet de révolte, qui l'a produite? qui l'a soutenue? lord Howard. Mais que lord Howard concilie, s'il le peut, ses dépositions actuelles avec ce qu'il a dit dans le procès de lord Russell: sa mémoire lui rappelle aujourd'hui des faits dont il ne conservait pas le plus léger souvenir à cette époque. J'en appelle à la cour, pour apprendre aux jurés s'il dit alors un seul mot de ce qu'il rapporte aujourd'hui sur M. Hampden. Son récit annonçait des prétentions à l'éloquence, mais il ressemblait fort peu à un témoignage; car un témoignage est une relation de ce qui s'est dit, de ce qui s'est fait, et lord Howard ne vous a rien appris de tout cela. Il prétend que les membres du conseil ont long-temps délibéré; mais il ne sait point ce que proposa l'un, ce que conseilla l'autre, ce que je dis moi-même.

Milord, si ces divers chefs d'accusation ne sont pas distingués, mais qu'on les présente en masse, j'avoue que je ne sais plus que dire.

Le lord chef-justice. La cour ne peut suppléer à votre défense. Si vous refusez d'en développer les moyens, elle va s'en rapporter à la décision des jurés: nous leur donnerons des instructions sur la loi, et nous établirons le fait du mieux que nous le pourrons.

Le colonel Sidney. Eh bien, milord, je demande que ces instructions sur la loi me soient données à moi-même; je demande qu'on me nomme un défenseur pour soutenir l'objection que j'élève sur l'insuffisance d'un témoignage unique.

Le lord chef-justice. Ce n'est encore ici qu'un point de fait. Si vous avez des moyens de détruire les dépositions des témoins, vous pouvez les faire valoir.

Le colonel Sidney. Ces moyens ne me manquent pas.

Le lord chef-justice. Produisez-les.

Sidney. D'ailleurs, milord, la guerre a-t-elle éclaté? ou

les mesures du gouvernement l'ont-elles prévenue? Si on en a étouffé le germe, il n'y a pas eu commencement d'exécution, et sans commencement d'exécution, point de crime; ce n'est point l'intention que recherche le statut.

Le lord chef-justice. La cour vous écoutera sans impatience; mais il est de mon devoir de vous prévenir que vous employez mal un temps précieux à vos intérêts. Si vous voulez combattre l'existence du fait, ou démontrer que les témoins sont indignes de la confiance de la cour, dirigez vers ce double but et vos raisonnemens et l'attention du jury; mais ne nous tourmentez pas par des questions déplacées et inutiles.

Sidney. Voici ce que j'ai à dire concernant lord Howard. Il s'est accusé lui-même de diverses trahisons, et je n'ai point où dire qu'il ait reçu sa grâce du gouvernement. Une fausse position gêne la liberté de ses témoignages. Placé sous la terreur du châtiment dont il est menacé, il a montré que sa conscience ne s'élevait point au dessus de ces craintes. Il a senti qu'il n'obtiendrait sa grâce qu'en accumulant les bassesses et les parjures; c'est-à-dire, milord, que, frappé d'une accusation qui entraîne la peine capitale, il rachète son existence au prix de la ruine des autres. Je crois que les lois divines et humaines infirment un témoignage rendu dans de telles circonstances. Mais ce n'est pas tout, milord: cet homme est mon débiteur. Je lui prêtai une somme considérable dans un temps où le besoin le rendait plus humble. Il s'était engagé au remboursement de cette dette par des obligations passées en divers temps, et qu'il n'a pas remplies. Lorsqu'enfin ma patience s'est lassée, et qu'il m'a vu décidé à exercer contre lui les avantages que me donne la loi, il a trouvé le moyen de me faire enfermer à la Tour. C'est un homme adroit et subtil; dans le procès de lord Russell, il plaça, comme on dit, son couteau entre le fruit et l'écorce,

et aujourd'hui, par un dernier tour d'habileté, il assure à la fois et sa grâce et son argent. Je dirai plus, milord : lorsque je fus constitué prisonnier en vertu d'un mandat d'arrêt, cet homme courut chez moi ; il y trouva mon domestique qui était dans la consternation. Il lui dit qu'il était au désespoir lui-même de me voir inquiété à l'occasion du complot; ensuite, élevant les yeux et les mains vers le ciel, il jura, en prenant Dieu à témoin de sa sincérité, qu'il ne croyait pas un mot de toute cette conspiration; que le gouvernement s'effrayait d'une chimère, et qu'il était sûr que si j'eusse été engagé dans une affaire de ce genre, je ne lui aurais rien dissimulé. Il a tenu d'autres propos semblables : je produirai plusieurs témoins pour le prouver.

Lord Howard avait étendu plus loin son calcul. Non-seulement sa déposition contre moi lui permettait d'espérer l'extinction de sa dette; elle lui assurait encore la possession de ma vaisselle et de mes meubles, car il avait conseillé à mon domestique de les lui remettre pour les dérober aux recherches de la justice. Lorsqu'il apprit qu'un décret de prise de corps venait d'être lancé contre lord Russell et contre moi, il affirma encore, en accompagnant ses protestations des plus énergiques sermens, qu'il me croyait innocent de tout crime; qu'il en avait la certitude; et que je ne me serais point jeté dans une affaire aussi grave, sans l'admettre dans ma confidence.

Avant le procès de lord Russell, il avait fait une déclaration semblable devant le docteur Burnet, et s'était engagé à la soutenir envers et contre tous, devant Dieu et les hommes. A l'ouverture des débats, la crainte de Dieu agit sur son âme avec moins de puissance que la crainte des hommes. Il déposa contradictoirement à ce qu'il avait affirmé. Il dit encore, qu'il croyait en sa conscience que l'obligation religieuse du serment ne résultait pas des vaines formalités du temps ou du

lieu, mais de l'attestation faite en face du ciel. Cependant, lorsqu'il prit Dieu à témoin de sa sincérité, devant le docteur Burnet et devant mon domestique, il démentait d'avance le serment dont il a fait précéder aujourd'hui sa déposition ; mais peut-être a-t-il deux âmes, l'une pour la cour, l'autre pour les circonstances imprévues. Quoiqu'il en soit de la flexibilité de ses principes, en prosternant la sainteté du serment à deux témoignages contradictoires, il a commis un parjure.

Milord, le témoin vous a parlé ensuite d'Aaron Smith ; quel est cet Aaron Smith ? quel rapport existe-t-il entre cet homme et moi ? Lord Howard prétend que je l'ai envoyé en Écosse ; mais quel autre que lui soutient cette assertion ? quel autre vient corroborer ce témoignage ? L'accusation elle-même n'est pas moins incohérente. On prétend avoir saisi des écrits séditieux dans mon cabinet : on trouve dans ces papiers des rapports avec le complot, nom sous lequel on est convenu de désigner une chimère ; et c'est en rapprochant une déposition isolée sur ce fait particulier d'une déposition unique sur un fait d'une tout autre nature, qu'on prétend avoir obtenu le double témoignage exigé par la loi ! Milord, outre que ce rapprochement est illégal, je suis étranger à l'un et à l'autre de ces actes. Je ne m'attachera point à repousser l'inculpation qu'on tire de cet écrit. Vous ne pouvez savoir de quelle plume il est l'ouvrage ; car la seule preuve qu'on ait élévée contre moi, c'est que mon écriture ressemble à celle de ce manuscrit. Permettez-moi d'avoir recours à un précédent établi par un procès jugé depuis quelques années. Lady Carr avait été mise en accusation pour crime de parjure. Plusieurs pièces de sa correspondance privée établissaient une contradiction formelle avec ce qu'elle avait juré à la chancellerie ; ces pièces furent produites en jugement. L'identité des écritures paraissait prouvée ; c'est-à-dire que le rapprochement

de ces lettres avec d'autres écritures avouées par l'accusée présentait une exacte ressemblance. Mais le lord chef-justice Keeling fit observer au jury que cette conformité d'écritures, qui n'est admise que comme présomption dans les affaires civiles, ne pouvait pas même être reçue à ce titre dans les procès criminels.

Je reviens à ce que j'ai dit plus haut. Le témoignage de lord Howard est nul, s'il n'est appuyé d'aucun autre témoignage; et ce qu'il rapporte d'un conseil suprême et d'Aaron Smith se détruit par l'impuissance de le prouver. Qu'auraient fait ces six personnes? lord Howard est-il capable, par son crédit, par sa fortune, de gagner cinq hommes à l'insurrection? qu'il nous dise où sont ses moyens? Il me répondra que, comme lui, je suis frappé d'impuissance. J'en conviens. J'avoue de bonne foi que je ne saurais où faire une levée de cinq hommes. Que des conspirateurs comme ceux qu'il désigne, sans partisans, sans influence, forment une aussi immense entreprise, est-il rien de moins vraisemblable! Où étaient nos points d'appui, nos leviers, nos moyens d'action? A avait-on gagné des régiments, entraîné des chefs militaires? avait-on des places fortes, de l'argent, des armes?

Lord Howard ajouta, dans sa dernière déposition, une circonstance qu'il a oubliée aujourd'hui. Il parla d'une somme de vingt-cinq ou trente mille livres que personne ne savait où prendre, et il finit par dire qu'en avait fait une plaisanterie. Singulier conseil, que cette réunion d'hommes qui, s'assemblant pour une affaire aussi majeure, négligent toutes les démarches, tous les moyens qui peuvent en assurer le succès, qui ne traitent qu'en manière de plaisanterie le point le plus important de leur entreprise! Voilà sans doute un complot conduit avec sagacité et profondeur.

J'ai dit, milord, que je ne croyais pas devoir me défendre sur la partie de l'accusation relative aux papiers. Je ne pré-

tends pas non plus discréder le témoignage de sir Philippe Lloyd. Lorsque ce gentleman est venu saisir mes papiers, je le voyais pour la première fois; cependant il est officier du roi, et comme c'est au nom du roi que sont exercées les poursuites, je pense que son témoignage ne saurait être admis. En France, le gouvernement repose sur le pouvoir absolu: cependant il y a quelques années qu'un ministre d'état¹, ayant été mis en arrestation, on ordonna la saisie de quelques papiers dans lesquels on trouva des preuves irrécusables d'une conspiration contre le roi. Néanmoins, comme ces pièces n'avaient été inventoriées qu'en présence des officiers de la couronne ou de leurs délégués, on ne put en faire aucun usage. C'était une faute irréparable en fait de procédure; mais elle sauva le ministre inculpé. La raison tirée de la ressemblance des écritures est insuffisante. Personne n'ignore avec quelle adresse elles peuvent être contrefaites, et l'art de les calquer est poussé si loin, qu'un homme ne parviendrait pas à distinguer sa propre écriture de la copie qui en serait faite.

Un de mes amis, dont la mort m'a privé il y a quelques mois, m'a rapporté que lord Arlington l'engagea, il y a cinq ans, à écrire une lettre qu'il lui remettrait ensuite. Le gentleman y consentit, écrivit la lettre avec soin: peu de jours après, lord Arlington lui rapporta quatre copies de lettres dont les caractères étaient si exactement conformes, qu'il fut impossible de distinguer l'original des copies.

Le procureur-général m'a montré des papiers que je ne reconnaissais ni ne récuse, parce que j'ignore s'ils m'appartiennent; mais personnellement je n'adopte les principes qu'ils contiennent, pas plus que qui que ce soit dans la cour. Re-

¹ Il est probable que Sidney veut parler du procès du surintendant Fouquet. Mais il n'est pas exact de dire, comme l'avance Sidney, que les papiers produits contre Fouquet renfermaient des preuves irrécusables d'une conspiration contre le roi.

gardez-les ; la couleur de l'encre est ternie ; ils paraissent avoir été écrits depuis plus de vingt ans. Mais, au surplus, ces écrits ne doivent être considérés que comme une théorie polémique, une réponse à l'ouvrage de Filmer, sans application particulière à tel ou tel gouvernement. L'auteur s'attache à combattre cette doctrine de Filmer, qu'il n'existe qu'un gouvernement vrai dans le monde, le gouvernement absolu, conformément aux lois de la nature et de Dieu ; ainsi le roi exercerait un pouvoir sans limites ; il ne serait lié par aucun serment ; il porterait les lois et les abrogerait à son gré ; et cela quel que fût son âge ; qu'il fût homme ou enfant ; qu'il eût du bon sens ou qu'il en fût dépourvu. Un auteur a sans doute le droit d'écrire dans son cabinet une résutation de cette doctrine.

Mais il se présente un autre cas. Si un roi parvient à la couronne par élection, par adoption, par héritage, par usurpation même, ou par toute autre voie, que décidera-t-on sur sa légitimité ? Sous la domination de Cromwell, un prêtre nommé White écrivit un livre dans lequel il entreprit de prouver « que la possession est le seul droit au pouvoir. » Cromwell était un tyran ; il était de plus violent et impérieux (et ne vous étonnez pas de m'entendre le nommer un tyran ; je l'appelais ainsi chaque jour pendant sa vie, et j'agissais avec lui en conséquence de cette opinion), néanmoins cette doctrine odieuse le révolta, et il traita son auteur avec le dernier mépris. Cependant ce Filmer, contre lequel nul homme n'a le droit d'écrire, proclame le même principe. Il préconise le pouvoir dans quelque main qu'il vienne à tomber ; il l'honore également sous l'usurpation la plus insolente, comme sous la sauvegarde des droits les plus légitimes. D'après ses maximes, si un scélérat, un vagabond d'Israël eût tué Moïse ou David, et se fût emparé du pouvoir, ses droits auraient été incontestables, et l'usurpateur eût été le

père du peuple. Milord, si cette doctrine est juste et sage, je consens à ce qu'il y ait du danger pour un homme dont les papiers renferment quelque réfutation à de pareils principes. Mais, au reste, si un citoyen d'Angleterre écrit ses pensées dans un livre, et qu'un écrivain confie au papier son opinion sur ce livre, de quel crime ce dernier se rendra-t-il coupable? Que M. le procureur-général nous dise aussi à combien d'années il fait remonter la composition de cet écrit?

Le lord chef-justice. Je ne sais si ce manuscrit est une réponse à l'ouvrage de sir Robert Filmer; ce n'est pas de cet écrivain, ni de son livre que nous avons à nous occuper. Vous devez vous défendre sur des papiers qu'on a trouvés dans votre cabinet, sans vous jeter dans des digressions inutiles. Tout ce luxe d'élocution fatigue la patience de la cour, et ne prouve rien pour vos intérêts. Je le répète, il ne s'agit point ici du livre de Filmer. Vous pourriez nous entretenir aussi des lubies supersticieuses de quelques imbécilles qui prétendent avoir vu rôder autour de cette enceinte l'âme de lord Russell, et il nous faudrait ainsi répondre à toutes les jongleries dont on occupe la populace. Défendez-vous sur les griefs qui constituent l'accusation. Reconnaissez-vous être l'auteur de ce manuscrit?

Sidney. Non, milord.

Le lord chef-justice. Continuez; assurément la patience de la cour est inépuisable, rien ne saurait la lasser; mais, je vous le répète, vous employez mal le temps laissé à votre défense, et vous nuisez à vos intérêts.

Sidney. Je dis d'abord, qu'il n'est point prouvé que ce manuscrit soit sorti de ma plume, et, en second lieu, que je pourrais l'avoir écrit sans me rendre coupable.....

Le lord chef-justice. Revenez sur la partie matérielle de votre défense. Vous déclariez tout à l'heure que lord Howard était indigne de la confiance de la cour; produisez vos preu-

ves sur un point aussi important : si quelqu'autre témoin vous paraît devoir être écarté, exposez les motifs qui vous portent à le récuser.

Sidney. Milord, j'ai à vous présenter sept ou huit objections en droit.

Le lord chef-justice. Je n'en ai pas encore entendu une seule.

Sidney. Eh bien, milord, un complot d'insurrection à main armée n'est pas une trahison, et je demande un défenseur pour prouver ce point.

Le lord chef-justice. Ce n'est pas là une question ; vous pourriez tout aussi bien me demander si le premier chapitre de Littleton est une loi.

Sidney. Milord, je n'ai ni fait la guerre, ni conspiré pour faire la guerre.

Le lord chef-justice. Vous êtes toujours dans l'erreur. Vous ne pensez pas, sans doute, que nous allons discourir avec vous pour vous faire connaître jusqu'à quel point le fait a été ou n'a pas été prouvé ; lorsque nous nous adresserons au jury, nous aurons soin de lui observer comment et dans quelles circonstances la loi exige le concours de deux témoins. Mais la preuve du fait doit être laissée entièrement à la décision du jury.

Le juge Withins. Si vous convenez de la conspiration, je vous dirai ce que je pense sur ce point ; je ne puis vous donner mon opinion sur le droit avant que le fait soit établi.

Le lord chef-justice. Les difficultés sur la loi proviennent toujours d'un point de fait ; elles ne peuvent donc exister que lorsque le fait est suffisamment déterminé.

Le juge Holloway. Milord vous a indiqué la marche que vous aviez à suivre : la conspiration n'est prouvée que par un témoin ; si vous démontrez que sa déposition ne saurait être crue, vous détruisez ce chef d'accusation.

Sidney. Milord, je prétends moins que personne abuser de la patience de la cour, et faire ici un ambitieux étalage de mes idées. Mais je persiste à dire que si vous présentez un enchaînement de faits, si vous entassez suppositions sur suppositions, et qu'ensuite, séparant moi-même ce que vous aviez rapproché, je démontre que ces faits isolés ne sont point criminels en eux-mêmes, l'assemblage de tous ces faits ne saurait constituer un délit.

Le lord chef-justice. Donnez à votre défense l'ordre et la méthode qui vous paraîtront convenables, monsieur Sidney; la cour se croit obligée en conscience de vous exhorter à ne pas perdre votre temps hors de la discussion des faits matériels.

Sidney. Milord, c'est, je crois, un fait matériel, que de prouver qu'il n'a existé de complots contre la vie du roi que dans les rêves de ceux qui m'accusent. En outre, si ces papiers ont été trouvés dans ma maison, c'est un acte dont on n'a eu connaissance que depuis mon arrestation, et qui ne pouvait par conséquent motiver mon emprisonnement, puisqu'on n'a saisi mes papiers qu'après m'avoir envoyé à la Tour. En admettant encore que ce manuscrit soit mon ouvrage, il paraît qu'il se composait de plus de deux cents feuillets, et je ne vois ici ni les premières, ni les dernières pages. Est-ce sur de misérables papiers trouvés dans la maison d'un homme, milord; est-ce sur un vieux manuscrit tronqué, composé peut-être dans un but innocent, mais illégalement rapproché des récits de lord Howard, que vous voudriez juger cet homme? Au reste, milord, je crois que c'est un droit universel, un droit exercé par la plupart des hommes lettrés, que d'écrire dans leur cabinet tout ce qu'il leur plaît pour leur utilité privée; et que nul n'est responsable des pages qu'il a composées, à moins qu'il ne les publie.

Le lord chef-justice. Gardez pour vous, s'il vous plaît,

ces maximes de droit universel ; n'essayez pas de me faire accroire que je puis écrire dans mon cabinet les doctrines les plus séditieuses , et que mon action est au dessus de la répression des lois , pourvu que je ne les publie pas. On m'a toujours dit : Ne maudis le roi ni dans tes pensées , ni dans ta chambre à coucher , car les oiseaux de l'air te trahiraient. Je crois que le devoir universel est d'observer ce précepte.

Sidney. J'ai vécu sous le règne de l'inquisition.....

Le lord chef-justice , l'interrompant. Grâces à Dieu , nous sommes gouvernés par la loi !

Sidney. J'ai vécu sous le règne de l'inquisition , et aucun homme , en Espagne , ne peut être jugé pour hérésie.....

Le juge Within. N'établissez pas ici des précédens tirés de l'inquisition , monsieur , je vous prie.

Le lord chef-justice. Nous ne pouvons pas souffrir qu'on vienne poser en principe , qu'un homme , en vertu du droit naturel , peut pratiquer en secret des trames criminelles , et que son action ne devient coupable que s'il lui plaît de la rendre publique.

Sidney. Milord , si vous morcellez l'Écriture sainte , vous trouveriez dans ses pages ainsi divisées d'épouvantables blasphèmes ; vous accuseriez David d'avoir déclaré qu'il n'y a point de Dieu ; vous accuseriez les évangélistes d'avoir dit du Christ qu'il était un blasphémateur et un séducteur ; et des apôtres , qu'ils étaient des ivrognes.

Le lord chef-justice. Reprenez le manuscrit , monsieur Sidney ; si vous indiquez quelque partie qui justifie le sens de ce qu'on a déjà lu , on la mettra sur-le-champ à la connaissance du jury. C'est en vérité se jouer de nous. Il est vrai qu'il est dit dans l'Écriture , il n'y a point de Dieu ; mais vous ne deviez pas isoler cette idée ; il fallait citer la pensée tout entière , et dire : l'insensé a dit dans son cœur , il n'y a point de Dieu. On vous déclare l'auteur de maximes per-

nicieuses contenues dans ce libelle ; si vous pouvez dire : cette partie du manuscrit se trouve expliquée par une autre , l'accusation se taira. Quiconque publie que le roi peut être mis en prison ou déposé, est un traître ; mais quiconque dit : que les traîtres seuls peuvent mettre le roi en prison ou le déposer, est un bon citoyen. Voilà le principe : faites-en l'application à votre position , et ne cherchez point à égarer notre jugement.

Sidney. Quand on me montrera le libelle tout entier, milord , je pourrai voir si une partie contredit l'autre.

Le lord chef-justice. Eh bien , si vous avez des témoins,appelez-les.

Sidney. Le comte d'Anglesey.

Le lord chef-justice. A la bonne heure , occupez-vous jusqu'à demain , si vous le voulez , de choses utiles.

Sidney. Je désire apprendre de lord d'Anglesey ce que lui dit lord Howard sur la dernière conspiration.

Lord Anglesey. Voulez-vous parler de la conspiration pour laquelle vous êtes maintenant accusé?

Sidney. De la conspiration pour laquelle lord Russell et moi nous fûmes mis en prison.

Lord Anglesey. Monsieur Sidney me demande ce que lord Howard m'a dit avant le procès de lord Russell , concernant le complot : je suppose qu'il s'agit du complot dans lequel lord Howard avait trempé lui-même. J'habitais une maison de campagne dans le Hertfordshire , au moment où les premières poursuites du gouvernement éveillèrent l'attention publique. J'étais dans l'habitude de venir passer un ou deux jours de chaque semaine à la ville , car , comme je viens de le dire , j'habite à peu de distance de Londres , dans le Hertfordshire. A cette époque , j'appris la profonde affliction dans laquelle cet évènement avait jeté lord Bedford ; j'allai lui

Père de lord Russell.

rendre visite, car je suis son ami ; je le connais depuis plus de cinquante ans, et nous avons été élevés ensemble au collège Maudlin, à Oxford. Je le trouvai dans un abattement digne de pitié. J'essayai de lui donner toutes les consolations qu'un chrétien peut apporter à un chrétien dans l'affliction. Au moment où je me préparais à le quitter, lord Howard entra. C'était un vendredi, deux ou trois jours avant l'arrestation de lord Howard ; car on le saisit, si ma mémoire est bien fidèle, le dimanche ou le lundi suivant. Il prit auprès de lord de Bedford le rôle de consolateur, dont je m'étais inutilement chargé. Il essaya de calmer sa douleur, se servit d'une foule d'argumens pour le rassurer ; pour lui rendre quelque espérance ; lui dit qu'il devait être sans crainte, parce qu'il avait un fils discret, sage, vertueux, qui ne se serait pas jeté dans un tel complot (je crois que c'est le terme dont il se servit d'abord, mais il employa ensuite une autre expression). Il exhora sa seigneurie à bien augurer de l'issue de cette affaire, et à ne rien craindre pour son fils, car il croyait que lord Russell n'était pas coupable, et que les soupçons dont il était l'objet se dissiperaient devant la plus légère enquête. Lord Howard ajouta qu'il n'avait lui-même aucune connaissance de ce barbare projet (c'est bien l'expression qu'il employa en second lieu), et qu'il n'en accuserait ni lord Russell, ni aucun homme au monde. Voilà tout ce que lord Howard dit dans cette occasion ; c'est là que se borne mon témoignage : je ne sais rien de plus. Mais je ferai observer à la cour que j'étais présent lorsque le jury adressa à lord Howard cette question : Qu'avez-vous à dire en réponse à la déposition de lord Anglesey (la déposition que je venais de faire) ? Lord Howard se borna à répéter son témoignage, mais sans nier la vérité du mien. Il donna quelques courtes explications au jury, avoua qu'il avait tenu ce langage devant lord Bedford, pour consoler ce père affligé, et qu'il

s'estimerait heureux de pouvoir être utile à lord Russell.

Sidney. Lord de Clare. Je prie milord de Clare de répéter à la cour ce que lui dit lord Howard sur le complot et sur moi.

Lord Clare. Milord, peu de temps après que le colonel Sidney eut été mis en arrestation, je m'entretenais avec lord Howard de cette malheureuse affaire ; il me dit que si jamais on le traduisait de nouveau à la barre, il refuserait de plaider. Que la voie la plus prompte était la plus sûre ; que l'innocence n'était plus capable de rassurer contre l'injustice des tribunaux, et que le colonel Sidney serait condamné, quoique personne ne fût moins coupable que lui. Il rappela ensuite les prophéties du feu primat d'Armagh ; pour moi, ajouta-t-il, je crois que la persécution a commencé, et qu'elle sera cruelle ; j'espère qu'elle sera courte. Je l'espère aussi, lui dis-je.

Le procureur-général. Que répondit de plus votre seigneurie à lord Howard ?

Lord Clare. Je ne saurais me rappeler tout ce qui fut dit de part et d'autre dans cette conversation ; mais lord Howard, en parlant du colonel Sidney, protesta, dans les termes les plus énergiques, qu'il était aussi innocent de ce crime que l'enfant attaché à la mamelle ; puis il fit un long éloge du colonel, et parut plaindre son infortune. Je croyais sa pitié sincère, car jamais homme ne fut lié à un autre par des obligations plus étroites que celles qui l'unissaient au colonel Sidney. Je lui dis qu'on parlait d'un manuscrit trouvé dans un tiroir : soyez sûr, me répliqua-t-il, qu'on n'en pourra faire aucun usage.

Le procureur-général. A quelle époque se tint cette conversation ?

Lord Clare. Dans les premiers jours de juillet : nous étions dans mon hôtel.

Le procureur-général. De combien de jours précédait-elle l'arrestation de lord Howard ?

Lord Clare. D'une semaine environ.

Le procureur-général. Je vous le demande sur votre honneur, milord, ce langage de lord Howard n'est-il pas celui d'un homme qui a participé lui-même au complot ?

Lord Clare. Je ne puis le dire ; je ne connais aucun complot.

Sidney. M. Philip Howard.

Le juge Within. Qu'avez-vous à lui demander ?

Sidney, s'adressant au témoin. Que vous dit lord Howard sur cette prétendue conspiration, et sur moi particulièrement ?

Philip Howard, un des parens de lord Howard. Milord, lorsque le complot vint à éclater, je rencontrais un jour lord Howard dans la maison de mon frère, où je le voyais fréquemment : je revenais de White-Hall. Il me demanda ce qu'il y avait de nouveau. Milord, lui dis-je, plusieurs conspirateurs ont avoué l'horrible projet de tuer le roi et le duc d'York. Comment, me répliqua-t-il, est-il possible qu'on ait conçu l'idée d'un pareil attentat ? — Il ne reste plus aucun doute, répondis-je ; les coupables ont tout déclaré.

Savez-vous leurs noms ?

Oui, j'en ai entendu désigner quelques-uns.

Qui sont-ils ?

Le colonel Rumsey, M. West, un capitaine Walcott, et d'autres qui sont nommés dans la proclamation.

C'est impossible, s'écria lord Howard avec vivacité : tous les gouvernemens ont des ennemis, le nôtre a aussi les siens ; mais qu'un homme d'honneur, un homme qui a un nom, une fortune, un rang dans la société, conçoive des projets aussi odieux, je soutiens que la chose est impossible.

Elle est pourtant vraie, milord, lui dis-je, et je crois à sa réalité. Connaissez-vous quelqu'un des individus inculpés?

Lord Howard se tut un moment; puis il répondit: Non, je n'en connais aucun. Seulement un jour, en traversant la Bourse, je fus abordé par un homme défiguré par une large tache au dessus de l'œil: il me salua, m'embrassa, et me souhaita toute sorte de bonheur. Je ne pouvais me rappeler qui était cet homme; mais ensuite je me ressouvinss de l'avoir vu chez lord Shaftsbury, et je conclus que son nom était.... C'est celui dans la maison duquel on devait assassiner le roi....

Le procureur-général. Rumbold?

Philip Howard. Oui, Rumbold, milord. Mais puis-je demander si lord Howard est ici?

Le lord chef-justice. Il est derrière vous.

Philip Howard. Tant mieux; il m'entendra. Milord, lui dis-je, que pense votre seigneurie de cette affaire. — Je ne reviens pas de mon étonnement, répliqua-t-il.

Si vous consentez à suivre mes conseils, repris-je, vous ne laisserez pas échapper une si belle occasion. Faites une adresse au roi, vous et tous les lords qu'on accuse de mécontentement. Exprimez hautement l'indignation que vous inspire cet effroyable attentat. Une telle déclaration, dans ces circonstances, deviendra un moyen de réconciliation. Lord Howard m'interrompit: Vous me donnez-là, me dit-il, une très-heureuse idée, qui ne serait jamais entrée dans ma tête.

Vous écrivez très-bien, lui dis-je, hâtez-vous d'envoyer une adresse. (Je fus le premier, je crois, à parler d'adresse; elles n'ont pas manqué depuis: que Dieu leur accorde un bon succès!)

La seigneurie reprit: Je suis fâché que lord Essex soit

absent de Londres, je l'aurais prié de la présenter. Je répondis : Vous avez ici lord Russell, lord Bedford, lord Clare qui s'en chargeront au besoin.

Voulez-vous, me demanda-t-il, m'attendre jusqu'à ce que je revienne ?

Oui, lui dis-je ; pourvu que vous ne soyiez pas trop long. Il sortit ; mais il ne reparut plus.

Le lendemain, j'appris l'arrestation de lord Russell. Je trouvai encore lord Howard chez mon frère. En me voyant entrer, il me dit : eh bien, mon cousin, quelles nouvelles nous apportez-vous ? J'annonçai que lord Russell venait d'être envoyé à la tour. En ce cas, dit-il, nous sommes tous perdus. Obligez-moi, continua-t-il, allez chez lord du sceau-privé, et informez-vous si je suis menacé d'une arrestation. Je crains que tous ceci ne soit une manœuvre infernale. S'il y avait eu réellement un complot, je n'aurais rien à craindre ; mais je soupçonne, de la part du gouvernement, des projets de persécution qui ne respecteront personne.

Moi, repris-je aussitôt, que j'aille chez lord du sceau-privé, vous n'y songez pas. Il est membre du conseil secret du roi ; croyez-vous qu'il me révèle les projets du gouvernement ? Je n'irai sûrement pas. Mais si vous n'êtes pas coupable, que craignez-vous ?

Je crains, répliqua lord Howard avec impétuosité, que le gouvernement n'ait imaginé lui-même cette conspiration pour perdre tous ceux qui lui paraissent suspects ; d'ailleurs il n'y a plus de liberté, plus de sécurité parmi nous.

Cette seconde conversation s'arrêta là, milord ; mais permettez-moi de dire en passant qu'aucun de ceux qui siègent ici ne met plus d'intérêt que moi à la conservation de la vie de Sa Majesté.

Trois jours après, je revis lord Howard ; il paraissait triste et rêveur : nous venions d'apprendre l'arrestation du

colonel Sidney. Est-ce l'emprisonnement du colonel Sidney, lui dis-je, qui vous cause tant d'affliction? Il était facile de prévoir cet évènement. Mais vous parûtes moins affecté de l'arrestation de lord Russell, qui est votre parent. Lord Howard me répondit que le colonel Sidney lui avait rendu des services qu'il n'oublierait jamais. J'ai fini, milord; il ne me reste qu'à former un vœu, c'est que l'on interprète bien ce que je viens de dire.

Le lord chef-justice. Votre déposition est assez positive en faits matériels, et j'aurai soin de la faire remarquer au jury.

Sidney. Appelez, je vous prie, le docteur Burnet.

Le juge Walcott. Que voulez-vous demander au docteur Burnet?

Sidney. Je veux lui demander seulement s'il a vu lord Howard après qu'on eut répandu la nouvelle de ce présumé complot, et ce que lord Howard lui dit.

Le docteur Burnet. Milord, le lendemain de la découverte du complot, lord Howard vint me voir. Nous nous entretenîmes du sujet qui occupait tous les esprits. Lord Howard éleva les yeux et les mains vers le ciel, protesta qu'il ne savait pas un mot de ce projet, qu'il ne croyait pas même à son existence, et qu'il ne voyait dans tout cela qu'une grossière farce jouée par le gouvernement.

(On fait appeler à la requête de l'accusé lord Paget, qui est resté dans le vestibule du palais.)

Sidney. Milord, je désire qu'on appelle Joseph Ducas (ce témoin ce présente; il est Français.)

Sidney. Milord, demandez, je vous prie, au témoin, s'il n'était pas chez moi lorsque lord Howard y vint, et s'il se rappelle ce que lui dit Sa Seigneurie.

Joseph Ducas. Oui, milord, Sa Seigneurie se présenta chez le colonel Sidney le lendemain de son arrestation, et me

demandâa où était le colonel. Je répondis qu'il avait été mis la veille en arrestation sur un ordre de la cour. O ciel ! s'écria lord Howard, c'est pour cette maudite affaire. J'ajoutai qu'on avait laissé ses papiers.

Ne les avait-il pas fait disparaître ?

Non, milord.

N'ont-ils pas pris autre chose ?

Non.

Eh bien, vous devriez enlever la vaisselle, les meubles, l'argent, et les remettre en des mains sûres.

Je fis observer à milord que je ne savais à qui confier ce dépôt. J'enverrai, me répondit-il, ma voiture et mon cocher pour le prendre. Cette précaution serait bonne si la confiscation ne menaçait déjà les biens du colonel Sidney; mais si l'état se les attribue, elle est inutile. Peu de jours après, lord Howard revint à l'hôtel du colonel Sidney, vers onze heures du soir. Je lui demandai ce qu'il savait sur cette affaire. On parle d'une tentative d'assassinat sur la personne du roi et du duc d'York, me dit-il. Je répondis qu'on parlait aussi d'un projet d'insurrection et d'un voyage fait par le colonel Sidney en Ecosse. Lord Howard protesta avec serment qu'il ne savait rien de tous ces complots, qu'il répondrait sur sa tête de l'injustice de l'accusation; que si M. Sidney avait trempé dans la conspiration, il en serait instruit.

Eh bien, milord, lui dis-je, je crois que vous n'êtes pas en sûreté dans cette maison, et qu'elle présente plus de danger pour vous que tout autre lieu.

J'ai échappé une fois aux griffes de la justice, répliqua sa seigneurie; je ne suis pas d'humeur d'y retomber de nouveau.

(Lord Paget entre en ce moment dans la salle.)

Sidney, s'adressant au témoin. Milord, daignez, je vous prie, dire à la cour si lord Howard vous a parlé de cette

prétendue conspiration, et s'il m'inculpait dans ses discours.

Lord Paget. Milord, on m'a assigné pour comparaître devant la cour, quoique je n'aie aucun éclaircissement à donner sur cette affaire. Voici tout ce que je sais : Lord Howard se trouvait avec moi peu de jours après la découverte de la conspiration et avant qu'il se fût chargé du rôle qu'il joue maintenant. Je lui témoignai la satisfaction que j'éprouvais à ne pas le voir compromis dans ce complot. Il me répondit que d'autres lui avaient adressé les mêmes félicitations, et qu'il les regardait comme une insulte, parce que c'était mettre en doute son innocence. Il déclara ne rien savoir de ce qui se passait. Il ajouta que, malgré l'indépendance de ses paroles et ses relations avec toutes les sociétés de la capitale, il ne redoutait aucune dénonciation et ne dénoncerait personne.

Le colonel Sidney. M. Edward Howard.

Edward Howard. M. Sidney, qu'avez-vous à me demander ?

Le colonel Sidney. Milord, je vous prie d'adresser à M. Edward Howard les questions d'usage. Que lui a dit lord Howard, relativement au complot ?

Le lord chef-justice. M. Howard, le colonel Sidney vous prie de répéter à la cour ce que vous avez ouï dire à lord Howard sur la conspiration.

Edward Howard. Milord, j'ai vécu pendant quelques années dans des rapports intimes avec lord Howard. Il est mon parent, et je trouvais en lui des qualités qui m'attachaient à sa personne. Pendant notre liaison, je l'ai plus d'une fois engagé à s'attacher par des moyens honorables au service du roi, mais mes instances ne réussirent pas. J'écarte tout ce qui est étranger à l'affaire qui nous occupe. Auss-tôt que le complot eut éclaté, lord, qui quittait rarement ma maison, m'exprima la surprise et l'horreur que lui causait ce crime, et m'assura, avec mille protestations, qu'il n'avait

rien à se reprocher et qu'il ne pouvait accuser personne. Il ajouta qu'il connaissait des hommes d'un rang distingué auxquels il portait un vif intérêt, et qui, sans doute, seraient inquiétés à ce sujet. Il exprima des sentimens de compassion, et, lorsque les arrestations furent connues, il s'affligea plus vivement encore du sort des personnes compromises. Milord, je crois, en conscience, qu'il ne se mêlait à cette pitié aucune restriction mentale ; car il n'avait point d'intérêt à me tenir un pareil langage. Je crois avoir quelque connaissance du caractère de sa seigneurie, et je pense que, s'il eût été complice, il n'aurait pas attendu qu'on le mit en arrestation, et ne se serait pas chargé d'un rôle qui, je le dis avec regret, convient mal à sa position sociale.

Le lord chef-justice. Point de réflexions sur qui que ce soit, s'il vous plaît.

Edward Howard. Milord, je ne fais de réflexions sur personne ; je n'oublie pas dans quel lieu je me trouve, et je respecte la cour qui m'interroge. Mais, puisque votre seigneurie m'en fournit l'occasion, je dirai qu'un reproche pareil me fut adressé dans le procès de lord Russell. J'en fus tellement troublé, qu'il me fit omettre quelques circonstances de ma déposition, qui n'étaient pas sans importance, et sur lesquelles je reviendrai aujourd'hui. Lord Howard me déclara que ce complot n'était qu'un piège, et qu'il en était bien convaincu. Comment, milord, lui dis-je, vous prétendez que c'est un piège ? Oui, mon cousin, reprit-il avec un ton de conviction ; c'est un piège trop noir pour qu'il ait été imaginé par le gouvernement ; mais il est le fruit des sourdes machinations des Jésuites, des Papistes, et j'en ai la certitude. Milord, lui répondis-je, si vous êtes sûr de ce fait, n'hésitez pas plus long-temps à faire une démarche digne de votre seigneurie ; adressez-vous au monarque, écrivez-lui de

otre propre main, et, dans votre supplique, exprimez l'indignation que vous inspire cette manœuvre. Je vous remercierai de ce conseil, repliqua milord; mais à quel ministre communiquer cette pièce? J'indiquai lord Hallifax. Cette désignation sembla plaire à milord. Sa seigneurie nomma ensuite le duc de Monmouth, le lord Bedford, le comte Clare, et ajouta qu'il trouverait aisément à faire parvenir sa supplique au prince. J'allai moi-même trouver lord Hallifax, et je lui annonçai que sa seigneurie se proposait de remettre entre ses mains une adresse dans laquelle il témoignerait son horreur pour le complot, et protesterait de son innocence. Lord Hallifax m'avait accueilli avec bonté; il me promit de présenter la pétition. Mais, dans cet intervalle, lord Russell fut arrêté; la pétition ne se fit point, et lord Howard donna pour excuse qu'il y aurait beaucoup d'arrestations, et que le ministère aurait assez de soins à remplir, sans lui en donner un de plus. Maintenant, je dois ajouter, en mon âme et conscience, devant Dieu et devant les hommes, que milord parlerait à Sa Majesté, assise sur son trône et entourée de tout l'éclat de sa puissance, que je ne croirais plus à ses paroles, après ce qui s'est passé entre nous; j'irai plus loin encore, car si j'avais l'honneur d'être membre du jury, je n'ajouterais aucune foi à son témoignage.

Le lord chef-justice. M. Howard, je vous ordonne de vous taire.

Le procureur-général. Bornez-vous à dire ce que vous savez.

Le lord chef-justice. Le jury doit, d'après son serment, s'occuper des faits et non des conjectures des témoins.

Edward Howard. Suis-je libre de me retirer?

Le procureur-général. Non; lord Howard désire que vous restiez: votre présence pourra nous être nécessaire.

Sidney. Milord, j'ai dit à la cour que lord Howard était mon débiteur. J'ignore si l'on exigera que j'apporte les preuves de ma créance.

Lord Howard. Elle est reconnue.

Sidney. C'est bien ; mais il reste un autre point. Pour obtenir le pardon qu'on lui a promis, milord se voit forcé de mentir à sa conscience ; car on sait qu'il ne doit obtenir sa grâce qu'au prix d'un parjure. Je n'ai pas besoin d'ajouter que son fils a dit que sa seigneurie n'échapperait à la mort que par les condamnations qu'il ferait prononcer.

Appelez M. Blake.

M. Blake entre.

Sidney. Milord, je vous prie de demander au témoin si lord Howard ne lui a pas dit qu'il n'obtiendrait son pardon qu'à la condition de déposer à charge contre les accusés.

Le lord chef-justice. Répondez à cette demande.

M. Blake. Milord, je suis mortifié de rendre publique une conversation particulière. Je ne sais comment elle a pu transpirer. Lord Howard m'envoya chercher il y a environ six semaines. Je me rendis près de lui, et nous parlâmes de la conspiration. Je lui dis qu'un des conjurés avait obtenu sa grâce, et que c'était celui qui, le premier, avait révélé le complot. Il ne l'a pas encore, me répondit-il, mais il a lieu de l'espérer. Puis il ajouta : j'ai leur parole d'honneur, mais je ne m'y fie guère et je sais que je n'obtiendrai mon pardon qu'en m'abaissant à déposer contre les autres accusés. Voilà ce que me dit milord. J'espère qu'il ne me démentira pas.

Sidney. Appellez Grace Tracy et Elisabeth Penwick. (S'adressant aux témoins). Rapportez à la cour ce que lord Howard vous a dit chez moi sur le complot et sur ma coopération.

Grace Tracy. Monsieur, il dit qu'il ne savait rien du complot et que le colonel Sidney y était parfaitement étranger. Il

ajouta que si vous eussiez eu quelque connaissance de ce complot, il l'aurait appris de vous, car il prétendait être instruit de vos affaires aussi bien que vous-même.

Sidney. Prit-il Dieu à témoin ?

Tracy. Oui.

Sidney. Ne demanda-t-il pas ma vaisselle ?

Tracy. Je ne me rappelle pas clairement cette circons-tance, mais il dit que les meubles seraient transportés à sa maison.

Sidney. Penwick, qu'avez-vous entendu dire à lord Howard sur le prétendu complot et sur le projet d'emporter ma vaisselle ?

Penwick en entrant. Il demanda où était votre honneur. On lui dit que votre honneur avait été conduit à la tour par un officier de justice, à l'occasion du complot. Alors il prit Dieu à témoin qu'il ne savait rien et que votre honneur n'en sa-vait pas davantage. Il ajoute qu'il avait été mis à la tour il y a deux ans, et qu'il croyait que votre honneur lui avait sau-vé la vie.

Sidney. Demandait-il ma vaisselle ?

Penwick. Oui, il dit qu'il l'enverrait chez lui pour la met-tre en sûreté, et que c'était une simple précaution.

M. Warthon se lève.

M. Wharton. J'ai peu de chose à dire. Si votre seigneurie veut me confier quelques-unes des feuilles de ce manuscrit, je vais en imiter si exactement l'écriture en quelques minutes, qu'il deviendra impossible de distinguer la copie de l'origi-nal. C'est l'écriture la plus facile à contrefaire que j'aie vue de ma vie.

Le procureur-général. Contreferiez-vous celle-ci, M. Whar-ton ?

Wharton. Non ; mais j'imiterai celle-là en très-peu de temps, si vous le permettez.

Le lord chef-justice. Avez-vous encore quelque témoin ?
Sidney. Non, milord.

Le lord chef-justice. En ce cas, vous pouvez vous adresser au jury.

Sidney. Voici ce que j'ai à dire. L'accusation se compose de plusieurs griefs. Cette complication rend la défense plus embarrassante. Je ne savais d'abord à quel statut on rapportait l'accusation ; j'apprends que c'est un statut de la vingt-cinquième année d'Édouard III. Mais cette loi se divise en deux titres, l'un relatif à la rébellion, l'autre aux complots contre la vie du roi. La dernière qualifie de trahison tout projet, toute tentative d'assassinat sur la personne du prince ; celui qui traite de la rébellion n'inflige la peine capitale que dans les cas d'insurrection déclarée. On me laisse ignorer, milord, auquel de ces deux titres se rattache l'accusation portée par les gens du roi : je voudrais que votre seigneurie daignât me l'apprendre. Dire qu'un homme a conspiré contre la vie du roi, et ne produire, à l'appui de cette inculpation, qu'un témoin unique, un témoin qui ne dit pas un mot du projet ni des circonstances du projet, c'est tomber dans l'extravagance. Tout complot reçoit son nom du but qu'il se propose. Le faux monnayeur est coupable du crime de fausse monnaie, parce qu'il a falsifié le numéraire. Celui qui enlève une femme, qui assassine, vole, incendie, commet le crime de rapt, de meurtre, de vol, d'incendie. Ainsi une conspiration dirigée contre la vie du roi n'est réellement une conspiration que quand elle se propose la mort du roi. Le roi a deux existences ; l'une naturelle, l'autre politique. Les dispositions du statut n'ont point été faites pour l'existence politique, puisque le roi ne meurt jamais, et qu'il serait absurde de dire qu'on se rend coupable d'un crime en tuant le roi qui ne peut mourir. C'est donc dans le sens naturel qu'il faut entendre le complot contre l'existence du roi ; or, quels étaient les moyens préparés pour

l'exécution : les conjurés devaient-ils employer le fer, le poison, le pistolet ? Pas un mot sur ce point dans la déposition du témoin ; dès-lors la déclaration de lord Howard est trop vague pour qu'on y ajoute foi : elle serait insuffisante lors même que la moralité du témoin serait irréprochable.

Le second chef de l'accusation est le projet d'une guerre civile. La guerre civile est qualifiée de trahison par le statut ; mais il faut que l'étandard ait été levé ; or, on ne prétendra pas ici qu'il y ait eu rébellion ouverte. S'il n'y a eu qu'un projet de révolte, qu'on ne m'oppose plus le statut ; car le statut ne s'enquiert pas du simple projet, mais de l'exécution. Milord, il n'est aucun de ceux qui me connaissent qui me croie capable de tuer le roi ; je ne suis pas homme à me souiller d'un tel crime, peut-être même pourrais-je dire que, dans une circonstance, je lui ai sauvé la vie. M'accusera-t-on de m'être rendu coupable indirectement d'une attentat contre la vie du roi ? Après avoir imaginé que je voulais lever la guerre, imaginera-t-on que cette guerre avait pour objet l'assassinat du monarque. Je conviens que ce malheur résulte quelquefois d'une entreprise à main armée contre son gouvernement ; mais il n'en est point une conséquence naturelle ou nécessaire, et la loi ne voit que le fait dans les guerres contre l'autorité du prince : la tête royale a été souvent respectée. David fit la guerre à Saül ; cependant on ne dira pas qu'il voulait sa mort, puisqu'il pouvait le tuer et qu'il le laissa vivre. Il combattit Miphiboseth et n'attenta point à ses jours. En Angleterre et en France, les rois, trahis par le sort des armes, ont été faits prisonniers ; mais leurs jours ont été respectés. Il y a donc une distinction bien marquée entre le projet de faire la guerre et celui de tuer le roi.

On ne trouve pas de prétexte pour m'accuser d'avoir cherché à tuer le roi directement ; dira-t-on que je voulais faire de sa mort une conséquence de la guerre ? Avec un tel argu-

ment on change la nature du crime. Je me sens peu capable de discuter ces divers points qui entrent dans le domaine de la jurisprudence. Je voudrais qu'un avocat, nommé d'office pour m'assister, fit valoir ces objections en les présentant sous le point de vue légal. En me le refusant, on m'enlève mes plus sûrs moyens de défense ; mais je persiste à dire que le rapprochement de ces deux chefs d'accusation est illégal. Lord Coke a écrit qu'un acte subversif de toute justice, consistait à confondre *membra dividenda*. Si le crime de rébellion ne peut être regardé comme un attentat à la personne royale, je ne saurais être jugé en vertu de l'*indictment*. Mais d'ailleurs, milord, je n'ai point conspiré contre la vie du roi ; je n'ai point levé la guerre ; je n'ai point eu le projet de la lever. Quand tous ces crimes me seraient imputés par un témoin irréprochable, la culpabilité ne serait pas prouvée, la loi exigeant deux dépositions conformes. Lord Howard vous a entretenu d'un message envoyé en Ecosse et confié à Aaron Smith ; mais il a mis dans son récit tant de vague, tant d'obscurité, qu'on ne démêle, dans tout ce chaos, que les prétentions d'un narrateur à l'élégance de l'élocution. Il vous a entretenu d'une lettre remise au messager ; mais qui a écrit cette lettre ? que contenait cette lettre ? est-elle parvenue à sa destination ? Je me dispense d'insister plus long-temps sur une circonstance qui ne mérite pas d'être sérieusement réfutée. A cette époque, dit M. le procureur-général, quelques Ecossais vinrent à Londres : je proteste que je n'avais jamais entendu prononcer le nom de ces étrangers avant que M. le procureur-général les eût nommés dans la cour. Je ne suis point allé en Ecosse, et je n'ai eu aucune correspondance avec l'Ecosse depuis l'année 1659. Je ne connais personne dans le royaume à qui je pusse écrire des lettres ou qui pût m'en adresser. Je retournai en Angleterre en 1677 ; depuis cette époque, je n'ai conservé aucune es-

pèce de relation avec ce pays ; et si quelques Ecossais sont arrivés à Londres, leur voyage ne me concerne pas. Je n'ai jamais vu dans ma vie aucun des Campbell non plus que le commissaire Monro ; et si l'on parvient à établir la moindre relation entre eux et moi, je consens à perdre la vie. L'accusation m'oppose aussi des fragmens de manuscrit. Pourquoi ne pas produire le manuscrit en entier si on prétend en faire usage : des passages tronqués ont besoin d'être expliqués par l'esprit de l'ouvrage auquel ils appartiennent. Vous me laissez la faculté d'opposer d'autres extraits à ceux que vous citez ; mais comme ce livre m'est étranger, je ne connais ni le bien ni le mal qu'il renferme. Lors même qu'on aurait trouvé ces papiers dans ma maison, fait qui est bien loin d'être avéré puisque les papiers produits sont des pièces contrefaites, l'encre indique une date trop ancienne pour qu'elle puisse se rapporter aux évènemens du procès. Ces écrits ne sont point revêtus de la forme ordinaire à un corps d'ouvrage : ils n'ont ni sommaires, ni chapitres. Ces papiers informes trouvés chez moi ou chez tout autre, fussent-ils même séditieux, autoriseraient-ils une accusation légale de trahison ? Serait-ce conspirer contre la vie du roi ? Serait-ce attenter à sa personne ? Et si quelqu'un vient affirmer que j'ai jamais fait imprimer une page dans ma vie, je me soumets à tous les châtimens qu'il vous plaira de prononcer contre moi. Beaucoup de gens, milord, écrivent dans le secret du cabinet ce qui se présente à leur imagination. Un de mes frères conserve quarante mains de papier toutes remplies de pensées de mon père ; jamais une de ces pensées n'a été publiée. Le comte de Leicester prenait soin de noter les réflexions de son esprit afin d'y pouvoir revenir et de comparer ce qu'il avait pensé dans un temps et ce qu'il pensait dans un autre. Moi-même, j'ai brûlé plus de papiers écrits de ma main qu'un cheval n'aurait la force d'en porter. Ces papiers n'élè-

vent donc aucune accusation contre moi. Ils ne sont rien par eux-mêmes, et qu'ont-ils de commun avec les autres griefs du procès, avec ce préteudu conseil dont parle lord Howard, que personne n'a convoqué, et dont le but préteudu consistait à poursuivre l'exécution des projets de lord Shaftsbury? Et ce conseil, qu'il affirme avoir été convoqué pour une si grande affaire et qui devait diriger tous les fils de la conspiration, qu'a-t-il produit, en supposant, ce que je suis loin de reconnaître, qu'il ait jamais été tenu? Je n'y vois qu'une réunion d'hommes qui parlaient vaguement d'eux-mêmes, de leurs intérêts, sans manifester aucune intention d'agir. Ils ne s'informaient pas-s'ils trouveraient des soldats, des armes, des munitions: ainsi restaient pour faire la guerre cinq ou six hommes inconnus les uns aux autres et sans confiance mutuelle. Vous rappelez-vous, milord, ce que déposa le docteur Coke dans le procès de lord Russell, sur le degré de confiance que lord Russell accordait à lord Howard? Révenant aux papiers incriminés, je soutiens qu'ils sont sans liaison avec les autres chefs du procès. Vous êtes réduit à créer des hypothèses, à former des conjectures hasardées; après tout, vous ne trouvez que des feuilles sans ordre, sans suite, écrites depuis longues années, si peu destinées à pousser le peuple à la révolte, qu'elles ne devaient pas même voir le jour. Je le demande: est-ce de suppositions arbitraires que dépendra la vie d'un homme? Quelle existence sera désormais hors d'atteinte, si les gens du roi peuvent faire condamner les citoyens sur des accusations sans fondemens, pour ne pas dire absurdes? M. le procureur-général préteud que le complot fut communiqué aux Ecossais (Dieu sait s'il a jamais été communiqué ou formé), et que les Campbell vinrent à Londres à peu près à l'époque de mon arrestation. Milord Howard, l'ame d'une conspiration qui exigeait tant d'activité et

d'adresse, arrive à Londres et part de cette ville avant qu'on ait rien décidé ni conclu : il se rend dans le comté d'Essex, où l'appelait une affaire plus importante que la guerre d'Angleterre et d'Ecosse ; quel est le but d'un tel voyage ? Il va ordonner quelques réparations dans le plus pauvre, dans le plus chétif des manoirs. Que fait-il ensuite ? Vient-il hâter la marche de la conspiration ? Bien loin de là : il court à Bath, prend les eaux pendant cinq semaines, et ne songe pas plus au complot que s'il n'eût jamais existé. Je prie votre seigneurie de considérer s'il est possible que des hommes qui ne sont point encore privés du sens commun qu'on accorde aux crocheteurs et aux cochers, tiennent une conduite pareille à celle que nous prête lord Howard.

Si M. le procureur-général a raison, nous nous sommes concertés avec les Ecossais, et je suis réellement l'auteur de cet écrit ; car ceux qui me l'attribuent prétendent que je l'écrivais pour cette circonstance. Cependant, d'après la forme de l'ouvrage et les lacunes qui s'y trouvent, il faudrait un travail de plus de cinq ans pour le compléter, ainsi cinq ans encore avant de tuer le roi.

Maintenant, je vous ferai observer, milord, avec l'agrément de la cour, que, dans les cas de trahison appelés *constructive treason*, une preuve complète est indispensable, et que la connaissance de ces crimes appartient au parlement par les dispositions de la loi. Je laisse à votre seigneurie à décider si l'on rencontre dans cette cause un *overt-act* des cas de trahison mentionnés dans le statut de la quinzième année d'Edouard III ; et si l'on désespère de prouver, par l'un des deux titres de ce statut, le projet qu'on me suppose d'avoir conspiré la mort du roi, c'est positivement un cas de *constructive treason*, et le parlement seul doit en connaître. C'est ce qui a été jugé dans l'affaire de Throgmorton. Je pourrais ci-

ter vingt décisions du parlement. L'acte de la treizième année du règne d'Elisabeth dit.... Me donneriez-vous un conseil pour soutenir cette discussion, milord?

Le lord chef-justice. Cela ne se peut pas.

Le juge Withins. Si vous vous reconnaissiez coupable, vous l'obtiendrez.

Sidney. J'avance que divers jugemens rendus par le parlement, établissent que les cas de *constructive-treason* se dérobent à la compétence des cours ordinaires. Cette doctrine fut confirmée sous le règne de Marie, d'Edouard VI, d'Elizabeth, de Charles I^e. J'ajoute, à l'occasion du manuscrit, que la ressemblance d'écriture n'établit qu'une circonstance tout à fait insignifiante dans le procès de lady Carr : il fut bien reconnu que cette ressemblance d'écriture ne constituait aucune preuve légale dans les affaires criminelles, ou, du moins, dans celles où il y va de la vie. Je pense donc que le jury ne saurait me déclarer coupable; car, des deux points de l'accusation, l'un n'est appuyé que par un témoin unique et inadmissible, qui est lord Howard; l'autre, qui se rapporte au manuscrit, n'est qu'une chimère tirée de la ressemblance des écritures. Si j'avais publié cet écrit, j'en serais responsable; si je m'en déclarais l'auteur, j'en serais responsable encore; mais on ne peut m'imputer des chiffons de papier qui n'ont point vu le jour, et si le jury était d'une autre opinion, ce qu'il est impossible de présumer, je demande au moins d'obtenir tous les avantages que les lois accordent dans ma position.

Le solliciteur-général. Milord, et vous messieurs du jury, les dépositions des témoins sont longues et multipliées, mais je tâcherai de les reproduire aussi fidèlement qu'il me sera possible. Le crime établi à la charge du prévenu est un complot contre la vie du roi. Deux moyens ont été mis en œuvre par l'accusé pour atteindre ce coupable but; une réunion il-

licite où fut discuté le projet d'une insurrection à main armée contre l'autorité et la personne du prince ; un libelle séditieux écrit de sa main, dans lequel il affirme qu'il est légitime de déposer et de faire périr le roi. Je m'occuperaï, en premier lieu, du projet d'insurrection. L'accusé, messieurs, a essayé de repousser la force des témoignages qui l'accablent, en disant que, quand même ce premier chef serait prouvé, la loi ne lui imputerait point le crime de trahison, puisque rien, dans ce délit, n'indique le projet de porter une main parricide sur la personne du prince. Il a longuement interprété un acte du parlement, rendu la vingt-cinquième année d'Edouard III ; il l'a divisé dans l'intérêt de sa défense, en prétendant que dans le cas où il se serait rendu coupable d'infraction à un des titres du statut, il n'aurait point violé les dispositions du principal titre qui traite des complots contre la vie du roi. L'accusé a dit encore que le simple projet d'une révolte ne pouvait rentrer dans les dispositions de ce statut, mais que le statut s'appliquait simplement au cas où l'étendard aurait été levé. Il s'est complètement mépris sur l'esprit de la loi. Mille fois les tribunaux ont décidé qu'une infraction au premier titre de ce statut emportait, de droit, violation du second titre, et constituait la culpabilité d'un homme sur tous les chefs. Ainsi, par la rébellion à main armée, un citoyen se rend coupable de conspiration contre les jours du monarque. La cour en a établi un précédent dans le procès de sir Henri Vane, où elle décida que toute réunion, tout complot tendant à produire une révolte dans le royaume, constituait la trahison. La raison seule indique que ce n'est point donner trop d'extension à la loi ; car on ne peut présumer que ceux qui font la guerre au roi s'arrêteront avant de l'avoir détrôné ou mis à mort.

Messieurs, il me serait facile de citer beaucoup d'autorités ; je me bornerai à un seul exemple. Dans le procès de lord

Russell, mis à mort pour la même conspiration, tous les juges exprimèrent une opinion contraire au principe que cherche à établir l'accusé. Ainsi ce point de droit se trouve clairement expliqué contre lui. Il a prétendu que la loi demandait le concours de deux témoignages pour chaque fait particulier, et que deux témoins ne suffisaient pas lorsqu'ils déposaient chacun sur un fait isolé. Cette objection, souvent reproduite devant les tribunaux, ne fut jamais considérée comme péremptoire : la question a été solennellement décidée dans le procès de lord Stafford. Si l'acte d'accusation s'appuie sur deux faits et que ces faits soient garantis isolément chacun par un témoin, la loi dit que ces deux dépositions suffisent pour établir la culpabilité du prévenu. Les premiers témoignages que nous avons produits devant la cour, ont exposé les faits généraux ; ils ont fait connaître l'existence d'une conspiration ourdie d'abord par lord Shaftsbury, reprise en sous œuvre par ses adhérents après le départ de ce conjuré pour la Hollande. Ceux-ci, pour donner au complot une marche plus active, créèrent un conseil d'élite composé de six membres, savoir : le duc de Monmouth, lord Essex, lord Howard, lord Russell, l'accusé présent à la barre et John Hampden. Ce conseil, institué pour ranimer la conspiration que la mort de lord Shaftsbury paraissait avoir ruinée, tint deux séances dont vous connaissez les détails. Ces faits généraux isolés de l'accusation ne prouveraient rien contre l'accusé s'ils ne constataient que le colonel Sidney a fait partie de la conspiration : il était nécessaire de vous donner des développemens pour éclairer vos consciences et vous faire mieux apprécier la position de l'accusé.

Le solliciteur-général reproduit ici la déposition de lord Howard, et continue ensuite en ces termes :

Les conspirateurs se trouvèrent arrêtés dans l'exécution de leurs projets par une difficulté qu'éleva M. Hampden.

Ils reconnaissent que si, après avoir détruit le gouvernement existant, ils ne le remplaçaient par un autre, la révolution serait sans utilité; et que si leurs efforts n'aboutissaient qu'à l'élevation d'un seul, le but capital serait manqué. Ils décident que l'autorité serait concentrée tout entière entre les mains du parlement qu'ils forceraient le roi de convoquer, ou que le peuple assemblerait, au refus du prince, en le composant exclusivement des partisans les plus notables de la révolte.

Cependant, les Ecossais arrivèrent à Londres sous prétexte d'un projet d'établissement à la Caroline pour leurs frères persécutés; mais, au fond, dans le dessein de concourir à la conspiration. Les circonstances qui accompagnèrent leur voyage ne laissent aucun doute sur le motif qui le fit entreprendre. Ils arrivent au moment où les recherches de la police éventent la mine. Ils changent tout à coup de logement, se cachent de quartier en quartier, et sont arrêtés comme ils étaient prêts à s'échapper, avant que le nom de tous les conspirateurs fût connu. Tout concourt, dans ces divers évènemens, à appuyer le témoignage de lord Howard: nous ne trouvons rien, dans les dépositions des témoins à décharge, qui soit capable de l'infirmer. Le voyage de Smith dans les provinces du nord, l'arrivée des Campbell et de sir John Cockram, leurs tentatives d'évasion, sont des circonstances qui ne permettent pas de révoquer en doute la vérité d'une déposition où elles sont rapportées. Quelles objections a-t-on opposé à ce témoignage? Aucune, en vérité. Des hommes d'une haute considération et d'un grand caractère, ont été assignés à la requête de l'accusé. On prétendait montrer qu'il existait contradiction entre les discours privés et la déposition légale de lord Howard. Lord Anglesey, lord Clare, presque tous les témoins ont rapporté que sa seigneurie leur avait dit qu'elle ne croyait point à l'existence du complot, ou que,

du moins, elle n'en avait pas connaissance. Faut-il s'étonner, messieurs, que lord Howard, complice non encore découvert de la conspiration, cherchât à écarter de sa tête des soupçons qui devaient le perdre? N'auriez-vous pas été bien plus surpris de voir cet homme se répandre dans les lieux publics, y dévoiler des détails inconnus, indiquer le nom des conspirateurs, proclamer sa complicité? Ses dénégations hors de la cour ne prouvent rien contre ses aveux ultérieurs. Allons plus loin. À la nouvelle de l'arrestation de lord Russell, un des membres du conseil secret, lord Howard laisse échapper ces mots : « Nous sommes tous perdus, » (je répète les expressions de Philippe Howard.) Je vous le demande, messieurs, n'entendez-vous pas dans ces paroles, indiscrètement prononcées, le cri d'une conscience coupable? Pourquoi l'emprisonnement de lord Russell causa-t-il plus d'effroi à lord Howard que l'arrestation des autres conjurés? C'est que lord Russell faisait partie du conseil des six; c'est que le foyer de la conspiration était découvert, et que la police allait se mettre sur les traces de tous les coupables. Il dit que toutes ces poursuites ne sont qu'une farce jouée par le gouvernement: pure feinte pour prévenir une inculpation personnelle. Quand il apprend l'arrestation du colonel Sidney, il se montre triste et réveur: c'est que d'un complice à l'autre on allait arriver jusqu'à lui. Tout cela, messieurs, loin de détruire le témoignage de sa seigneurie, ne sert qu'à le confirmer. Le docteur Burnet déclare que lord Howard protesta devant lui de son innocence après la découverte du complot; mais si le docteur Burnet eût reçu les confidences de lord Howard, c'est qu'il en eût été digne, et s'il ne veut point passer pour le confident de la conspiration, il ne doit point s'étonner qu'on lui en ait fait un mystère. Ducas a déposé sur des faits insignifiants auxquels l'accusé a essayé de donner une interprétation forcée. Le colonel Sid-

ney objecte que lord Howard lui devait de l'argent, et qu'en envoyant son créancier à l'échafaud, il annulait sa dette et s'enrichissait, de plus, du mobilier de sa victime. Le témoin n'a point dit cela; il a déclaré seulement que lord Howard avait offert sa maison pour mettre en sûreté la vaisselle et les effets les plus précieux du colonel Sidney. C'est purement une offre de politesse.

Le solliciteur-général considère les dépositions de lord Paget et d'Edward Howard, comme n'offrant qu'une répétition de ce qui a été déjà dit. Il s'attache à les combattre par les mêmes raisons. Passant ensuite au témoignage de M. Blake, il ajoute :

Lord Howard a dit à ce témoin, qu'il avait lieu d'espérer qu'on lui accorderait sa grâce, mais qu'il ne l'avait point encore obtenue, sans doute parce qu'il n'avait pu se résoudre à déposer honteusement contre ses complices. Je ne vois là, messieurs, que des conjectures de la part de lord Howard; d'abord il ne paraît pas qu'on eût mis sa grâce à des conditions quelconques; en second lieu, s'il avait des espérances de pardon il ne pouvait guère s'attendre à les voir réalisées sans avoir révélé tout ce qu'il savait; car se refuser à des déclarations sincères n'est pas un moyen de mériter la clémence du prince. Au reste, messieurs, de quelques expressions que se soit servi sa seigneurie en parlant de la conspiration et de ses suites, avec quelque indignation qu'il ait tenté de repousser les soupçons dont il craignait de devenir l'objet, quoi qu'il ait dit que le rôle qu'on lui faisait jouer était une basse et une infamie, vous ne devez voir dans ces dénégations que l'embarras d'une conscience qui s'accuse et qui rougit de se dévoiler. Vous avez entendu la déposition de lord Howard; vous avez pu opposer à cette déposition tous les arguments employés pour le combattre; vous semblez-t-il qu'ils en aient diminué la force? Je suis loin de le penser.

Le second chef d'accusation s'appuie sur les papiers trouvés dans la maison du colonel Sidney. Le prisonnier y a répondu par trois objections principales que je vais rappeler. L'accusé a contesté d'abord que l'écriture du manuscrit trouvé dans son cabinet soit la même que celle des papiers mis sous les yeux de la cour. Il a déclaré ensuite que l'analogie qui peut se rencontrer dans les caractères de deux corps d'écriture ne suffit pas pour établir leur identité. La dernière objection, enfin, tend à justifier les maximes contenues dans ces papiers, quel qu'en soit l'auteur. Je ne m'attacherai point à réfuter, messieurs, les deux premiers arguments ; ils me paraissent trop frivoles pour mériter une réponse sérieuse : des témoins honorables, messieurs Carry, Sheppard, Cook et Lloyd, ont été entendus sur ce point, leur déposition subsiste encore dans toute sa force. Je passe au troisième argument qui est le plus grave, et qui présente plus de complication.

« L'accusé s'efforce de disculper son écrit ou d'atténuer tout ce que ses maximes renferment de coupable : et d'abord il prétend que la composition d'un pareil ouvrage n'implique point un projet de conspiration contre la vie du roi. Un projet de conspiration contre la vie d'un roi est un acte de l'esprit qu'on peut bien qualifier de trahison, mais qui ne saurait être puni par la loi tant qu'il n'éclate point au dehors. Mais lorsque ce projet se manifeste par des actes extérieurs et lorsque surtout des détails accessoires ne laissent plus de doute sur l'intention, le crime devient punissable, et l'action des tribunaux commence.

« D'après la masse de témoignages qui a été présentée à la cour, je crois qu'aucun homme ne doutera que l'intention de l'accusé n'ait été de faire périr le roi. Il objecte qu'on ne possède qu'un fragment de son livre, et que, sans le lire en entier, on ne saurait en apprécier l'intention. Il cite un passage tronqué des psaumes qui, présenté isolément, renferme

un blasphème : mais, messieurs, l'application n'est pas juste. On vous a lu un long extrait du manuscrit, vous y avez observé un enchaînement d'idées, une série de raisonnemens qui s'expliquent, qui se commentent l'un par l'autre, et ne permettent pas d'élever le moindre doute sur le principe qui les a dictés. »

Le solliciteur-général reproduit, dans une courte analyse, tous les argumens renfermés dans l'extrait du manuscrit. Il y voit une tendance incontestable à la rébellion.

« Je conclus de tout cela, messieurs, continue ce magistrat, que l'accusé s'est rendu coupable de conspiration contre la vie du roi. Il établit en principe que si les rois manquent à leurs obligations, les peuples ont le droit de leur demander compte de leur conduite. Cette doctrine forme son livre. Il dit, dans un autre passage, que la prérogative d'assembler et de dissoudre le parlement, n'appartient pas aux rois d'Angleterre. Vous savez, messieurs, combien de fois nos rois ont convoqué et cassé les parlemens ; s'ils n'en avaient pas le droit, ils se rendaient donc infidèles à leurs obligations et devenaient justiciables du tribunal du peuple. Quelle désastreuse doctrine ! De simples suppositions ont suffi sous le roi Jacques pour constituer le crime de haute-trahison. Dans l'affaire du rapport des Rolles, Collins fut déclaré vaincu de haute-trahison pour avoir dit *que si le roi était excommunié, il pouvait être déposé et mis à mort*. Collins ne disait pas cependant que le roi était excommunié. Ici, non-seulement le colonel Sidney, auteur de ce libelle, affirme que le roi peut être déposé par le peuple s'il manque à ses obligations (maxime qui, par elle-même, constitue le crime de trahison) ; mais ce même Sidney, dans une assemblée séditieuse, a déclaré que le roi avait violé ses obligations. Il est vrai que ce livre n'a point été lu dans les séances du conseil directeur ; néanmoins il se présente comme un

témoignage que nous pouvons rapprocher de la déposition de lord Howard, et, dès-lors, le fait se trouve prouvé par deux témoins. Supposons, en effet, qu'un conspirateur, cherchant à s'associer des complices, rencontre deux hommes dans le même appartement. Il tire l'un à l'écart et s'efforce de lui persuader qu'il est juste et légal de prendre les armes contre le prince, si le prince vient à trahir ses devoirs; il s'adresse ensuite à l'autre et lui dit que le roi a violé les serments qu'il a faits à son peuple, et qu'il faut chercher un moyen de s'affranchir de sa tyrannie et de soulever la nation contre ses envois; je le demande, ces deux hommes ne pourront-ils pas être appelés à déposer sur le fait de haute-trahison.

« Un témoin nous a prouvé que l'accusé avait trempé dans une conspiration tendant à faire prendre les armes contre le roi: ce même accusé écrit, dans son livre, que l'insurrection contre le prince devient légitime, du moment que le prince se rend infidèle à ses devoirs. Qu'on me dise si ce n'est pas là le même principe, la même doctrine, le même crime. Voulez-vous une nouvelle preuve des attaques de l'auteur contre l'autorité souveraine. Poursuivez la lecture de son ouvrage. Il déclare que le peuple a le droit d'intervenir comme juge dans sa propre cause. Quelles conséquences doivent résulter de ce principe? L'expérience de tous les siècles nous l'apprend; quand on est versé aussi profondément que l'accusé dans l'histoire des peuples et des royaumes, on ne proclame point sans crime des opinions aussi dangereuses. Qu'un homme aigri par une offense, emporté par son ressentiment, brise le frein des lois et de l'autorité et se précipite dans la révolte, sa faute sera grave sans doute, mais elle pourrait trouver un motif d'atténuation dans le mouvement de colère impétueuse qui l'a déterminé: ici on chercherait en vain une pareille excuse; l'accusé n'aagi que sur une conviction profonde, après de

longues réflexions et par suite d'un principe devenu le mobile des actions de toute sa vie. Lorsqu'un homme obéit aux calculs d'une raison froide, sa marche est lente, mais sûre ; le plus dangereux de tous les conspirateurs est celui qui combine et mûrit ses projets. Messieurs, nous croyons avoir suffisamment démontré que l'intention du colonel Sidney était de frapper le roi à mort ; nous croyons avoir suffisamment prouvé qu'il s'est rendu coupable du crime de trahison. »

Le colonel Sidney. Milord, permettez-moi de présenter à la cour quelques observations. Je désirerais que M. le solliciteur-général ne se crût point obligé à faire usage de toute sorte de moyens pour soutenir une accusation qui place le glaive de la loi sur la tête de l'accusé. D'abord, il nous a fait une longue histoire.....

Le lord chef-justice. Un moment, M. Sidney, nous pouvons nous dispenser d'entendre de pareilles remarques. Avant que M. le solliciteur-général prit la parole, je vous ai demandé ce que vous aviez à dire; c'était le moment de parler. L'usage reçu dans les tribunaux est d'interdire la parole à l'accusé quand le conseil du roi a terminé sa plaidoirie.

Le colonel Sidney. Milord, un homme sage a dit qu'on ne saurait apporter de trop longs délais quand il s'agit de la vie d'un homme. On ne doit pas la sacrifier à de vaines formalités : on ne doit pas, surtout comme le fait M. le solliciteur-général, la livrer sans motifs prouvés à la vindicte des lois. Milord, l'exemple de sir Henry Vane a été très-mal présenté.

Le lord chef-justice. Je dois vous faire observer, messieurs du jury, que ce que dit l'accusé n'est pas prouvé ; et que tout ce qu'a avancé le conseil du roi sans en apporter des preuves matérielles, ne doit pas être pris en considération.

Sidney. Milord, je trouve dans les œuvres de Hales un ou deux passages (il prend l'ouvrage de sir Mathieu Hales), où

il est dit qu'un *overt-act*¹ peut se rapporter à une espèce de trahison, sans cependant qu'on puisse l'étendre à toutes les trahisons. Votre seigneurie sait que Coke et Hales ont écrit sur cette matière (il lit). « Des propos en fait de conspiration ne constituent point un *overt-act*; un projet d'insurrection n'est point un *overt-act*. »

Le solliciteur-général. Je ne dirai plus qu'un mot dans mon intérêt comme dans celui du prisonnier. Si ma plaidoirie renfermait quelque erreur; si mes citations avaient manqué de justesse, mes applications d'exactitude, je prie humblement votre seigneurie de rectifier ces méprises en point de fait comme en point de droit; car à Dieu ne plaise qu'un accusé périsse victime d'une erreur.

Le lord chef-justice. « Messieurs, la longueur des débats qui viennent d'occuper votre attention était commandée par la haute importance de la cause que vous êtes appelés à juger. Il n'entre point dans la pensée du roi ni dans les désirs d'aucun des magistrats délégués pour rendre la justice en son nom, de frapper la tête d'un homme quand le glaive des lois doit la respecter. J'aimerais mieux absoudre mille coupables que de condamner un seul innocent. La question se borne à décider s'il résulte des témoignages qui accusent le prisonnier, comparés à ceux qui le justifient, quel est l'état du procès, et si l'accusé est volontairement convaincu du crime de haute-trahison, pour lequel il est traduit à la barre.

« Les preuves matérielles doivent seules servir à votre jugement. Les argumens du conseil du roi, non plus que les dénégations de l'accusé, n'influeront point sur votre conviction; mais vous savez que dans les tribunaux il est d'usage que le ministère public attaque les accusés, les presse, les pousse

¹ *Overt-act*, terme de droit: ensemble de faits servant à prouver un dessein: *a plain matter of fact, serving to prove a design.*

avec toute la vigueur du raisonnement, et combatte les objections élevées pour leur défense.

« Je vous ferai encore, messieurs, une observation en mon nom et en celui de mes collègues : vous n'avez qu'à vous occuper du fait ; quant aux points de droit, la cour seule est compétente pour en connaître.

« L'acte d'accusation repose sur un statut de la vingt-cinquième année d'Edouard III, qui déclare crime de haute-trahison toute conspiration contre la vie du roi et tout *overt-act* qui s'y rapporte. Le motif qui fit rendre cette loi fut la nécessité de déterminer le crime de lèze-majesté, qui, dans le droit commun, se trouvait trop souvent confondu avec des délits d'une moindre importance. Depuis cette époque jusqu'à la première année du règne de Marie, il fut rendu divers actes du parlement, qui resserrèrent ou étendirent les applications de la loi ; mais le statut publié la première année du règne de Marie, déclara que toutes les trahisons qui n'étaient point énumérées par des actes postérieurs du parlement (*after-acts of parliament*), continueraient à être poursuivies suivant les dispositions du statut de la vingt-cinquième année d'Edouard III. Les récusations, les questions préjudiciales, les questions de forme, toutes celles sur lesquelles a insisté l'accusé, se décident encore aujourd'hui comme au temps de ce statut. Je dois vous dire aussi qu'en matière de droit l'opinion unanime des juges qui siègent dans cette enceinte, opinion conforme à celle de tous les juges d'Angleterre, est que, dans une accusation de haute-trahison, il importe peu que les deux témoins voulus par la loi déposent sur un seul et même fait. Il suffit pour convaincre l'accusé du crime de haute-trahison que les deux témoins signalent des faits qui, quoique d'une nature différente, révèlent une tendance au même but. Dans le procès de lord Stafford, jugé dans le parlement, il fut notoirement reconnu par tous les juges

réunis, que deux témoins, dont l'un indiquait une conspiration ourdie en France, l'autre un complot tramé en Angleterre, suffisaient pour prouver contre le prévenu le crime de haute-trahison. Je réponds à une autre objection, que quelques jurisconsultes ont pensé que de simples paroles ne constituaient point un *overt-act*; mais ni lord Coke, ni aucun des oracles de la jurisprudence, n'ont jamais mis en doute qu'une lettre ne fût un *overt-act*, suffisant pour établir la preuve d'un crime de lèze-majesté. Un vieil axiome dit : *Scribere est agere*.

« M. Sidney reconnaît deux personnes dans le roi, le chef politique et l'homme privé. Comme maître du pouvoir souverain, il est hors de toute atteinte : comme homme, ce n'est qu'en le mettant à mort qu'il y a haute-trahison. Mais je répondrai à cette doctrine que projeter l'emprisonnement de la personne du roi, c'est commettre le crime de haute-trahison. Consultez le procès de lord Cobham. Lord Coke a dit, si un homme veut par force et par violence contraindre le roi à un acte ou à une démarche quelconque, cet homme se rend coupable de haute-trahison aux termes du statut de la vingt-cinquième année d'Elisabeth.

« L'accusation divise le complot en deux chefs : complot contre la vie du roi; complot d'insurrection populaire. Le complot d'insurrection populaire n'est punissable que quand il y a eu commencement d'exécution; en effet, comme l'a justement observé le conseil du roi, on ne saurait poursuivre les sentimens renfermés dans le cœur d'un homme; mais ici, ce grief qui, s'il était isolé, ne serait rien par lui-même, sert à corroborer le premier, dont il fait un *overt-act*.

« Après vous avoir expliqué la loi, messieurs (et il était de mon devoir d'éclairer sur ce point vos consciences, après vous avoir recommandé de n'avoir égard qu'aux faits particuliers à la cause), je dois vous dire un mot des faits généraux.

« Toutes les circonstances qui vous ont été rapportées relativement à la conspiration, ne s'appliquent point exclusivement au procès de l'accusé; elles ne vous ont été exposées que pour dissiper vos doutes sur l'existence d'une conspiration contre le roi et son gouvernement. Un exemple récent autorise la marche adoptée par la cour. Dans le dernier complot des papistes, on exposa les faits généraux du procès avant de procéder à l'audition des témoins appelés à déposer sur les accusations individuelles. Le procès de lord Stafford dans le parlement fut instruit sur les mêmes errements. Ces faits généraux, messieurs, ne vous sont pas présentés comme des preuves contre l'accusé; on n'en fait usage que comme de circonstances accidentielles; ils ont encore pour but de vous convaincre de l'existence du complot dont cette accusation particulière n'est qu'une dépendance. Il est étrange en effet, que, malgré un concours si unanime de témoignages, malgré les aveux et l'exécution de plusieurs complices, l'accusé et quelques autres personnes s'obstinent à parler du complot de Rye House comme d'une chimère. »

Sir Georges Jefferies analyse, dans un long résumé, les dépositions des témoins à charge; il entreprend de démontrer l'existence de la conspiration, la complicité de l'accusé, et ses liaisons avec les mécontents de l'Écosse. Passant ensuite à la partie de l'accusation qui incrimine le manuscrit trouvé parmi les papiers de Sidney, il s'exprime en ces termes:

« Lorsque de deux témoins appelés à déposer dans un procès de haute-trahison, l'un fait une déclaration qui prouve évidemment le crime, et que l'autre rapporte des circonstances qui, sans être concluantes comme les premières, s'y rattachent cependant, la loi déclare ces deux dépositions suffisantes pour opérer une conviction légale du crime. Je vais expliquer plus clairement ma pensée. Il n'y a pas long-temps que tous les juges d'Angleterre se trouvant réunis en vertu

d'une convocation générale, le doyen (*senior*) du conseil du roi remit à leur décision la question suivante : Si j'achète un poignard de J..... S..... pour tuer le roi, et qu'il soit prouvé par un témoin que j'ai acheté cette arme dans cette intention; et si un second témoin certifie que j'ai réellement acheté un poignard de J..... S....., ces deux dépositions ne suffiront-elles pas pour établir l'évidence du crime? Tous les juges d'Angleterre se prononcèrent pour l'affirmative en présence même du conseil du roi. Au reste, M. Sidney s'est étrangement mépris sur les dispositions de la loi, car, dans quelques cas de trahison (et nous aurons à nous occuper si celle-ci est ou n'est pas de ce nombre), dans celui même de falsification ou d'altération des monnaies, un seul témoin suffit pour prouver la culpabilité. Mais s'il vous faut de nouvelles preuves, messieurs, ne les trouvez-vous pas dans l'existence d'un libelle séditieux infâme. Et qui doute encore que ces pages coupables n'aient échappé à la plume du colonel Sidney? Personne, il est vrai, ne l'a surpris dans son cabinet tracant ces lignes, mais la conformité des caractères, les déclarations de Sheppard, Coke et Cary, les circonstances de l'enlèvement de ces papiers, rapportées par Lloyd, peuvent-elles laisser des doutes sur la main qui les a tracées? Il est de mon devoir de vous faire sentir, messieurs, tout ce que ce livre contient de malice, de haine et de fureur. Il remet au parlement et au peuple l'autorité que la constitution confie au roi, et l'auteur, fidèle aux principes consacrés dans son ouvrage, reproduit les mêmes doctrines dans les assemblées séditieuses signalées aux poursuites de la justice. En effet, il fut décidé, dans les séances de ce conseil directeur, qu'une insurrection éclaterait sur tous les points du royaume; et nous voyons dans ce libelle l'insurrection considérée comme un acte légitime du peuple, acte qui ne mérite pas le nom de rébellion. Le roi, dit le libelle, est responsable de sa conduite envers ses sujets; il

leur doit compte d'une gestion que le peuple peut, à son gré, lui laisser ou lui retirer. Le roi n'est qu'un mandataire toujours placé sous la surveillance de ses commettans ; si son administration est impuissante ou coupable, le peuple, dont il a trahi la confiance, reprend les pouvoirs qu'il lui avait remis comme on retire un dépot. Messieurs, la gravité de mon ministère m'interdit toute marque d'indignation ; mais puis-je me rappeler sans douleur que ce sont ces mêmes doctrines qui, de nos jours, ont couvert la patrie de sang et de ruines, et trainé le meilleur des rois à l'échafaud. Ceux-là aussi croyaient que le monarque avait trahi les obligations qui le liaient à son peuple. Messieurs, l'auteur du libelle a bien senti que ses doctrines n'étaient point suffisantes pour corrompre les hommes ; alors il a cherché à égarer leur jugement en donnant à ses maximes la couleur de la religion, en s'appuyant de l'autorité des écritures. Vous savez qu'à une autre époque les énergumènes qui immolaient le roi et persécutaient la noblesse se servaient du même langage dans l'idée de sanctifier leur fureur. On a reproduit pour dernier témoignage le registre des pièces sur lesquelles fut condamné lord Russell. On vous en a donné lecture en vous les présentant plutôt comme une preuve. Je passe maintenant à la déposition des témoins à décharge. »

Le lord chef-justice, après avoir répété les déclarations du comte de Bedford, du comte Clare et de Philippe Howard, continue en ces termes :

« M. Sidney élève une objection qui serait grave si elle était vraie ; il dit que la déclaration de lord Howard n'est qu'un acte de vengeance et le calcul d'un sordide intérêt ; car sa seigneurie était redevable au colonel d'une somme considérable. Rien cependant n'appuie les allégations de l'accusé. »

Le colonel Sidney. Lord Howard en est convenu lui-même à l'audience.

Le lord chef-justice. Je consens qu'il en soit convenu, mais, dans le cas où le colonel Sidney serait convaincu de haute-trahison, sa créance passerait au roi, et lord Howard n'y gagnerait pas un penny. On nous parle d'un sentiment de haine et de vengeance; mais tous les témoins qui ont rapporté les paroles de lord Howard, nous disent qu'il s'exprimait avec attendrissement sur la position du colonel, et qu'il prenait à son sort plus d'intérêt qu'à celui de tous ses complices. On a dit même qu'il offrit sa voiture et son cocher pour transporter dans sa maison la vaisselle et les meubles de M. Sidney, et les y mettre à l'abri d'un enlèvement. Lord Paget et les domestiques de l'accusé vous déclarent que lord Howard protesta de son innocence et de celle du colonel. Que prouve cette protestation? que lord Howard rougissait de déclarer devant d'honnêtes gens qu'il avait trempé dans une action aussi criminelle, et qu'il redoutait les conséquences de cet aveu. Depuis quand de simples dénégations suffisent-elles pour absoudre d'une accusation? Vous le croyez innocent parce qu'il prétendait passer pour tel; et moi j'aurais vu, dans la chaleur de ses protestations, une présomption de culpabilité. L'homme réellement étranger à un crime ne met point tant de chaleur à écarter loin de lui des soupçons auxquels personne ne pense.

On va plus loin: on assure que lord Howard vient acheter, par d'infâmes dénonciations, le pardon de ses crimes, qu'on lui a promis à ce prix. Je vous prie d'observer, messieurs, qu'avant de tenir le propos qu'on vous a répété, sa seigneurie avait déjà déposé dans le même sens à l'époque du procès de lord Russell. Le devoir de tout homme est de révéler une trahison que le hasard ou la complicité ont mise à sa connaissance; mais convenons qu'il est pénible pour un coupable de venir dévoiler devant une cour de justice et à la face de la nation, le secret de ses perfidies. C'est contre son gré, sans

doute, que l'homme dont je vous entretiens est venu se soumettre ici à tant de mortifications; mais considérez, messieurs, que si quelques torts de caractère ou de conduite suffisaient pour détruire la foi qui est due aux témoins, la confiance des juges manquerait bien souvent de lumières pour s'éclairer. Les tribunaux ne reçoivent-ils pas tous les jours des dépositions d'un homme peu considéré, d'un voleur, d'un assassin même? Veut-on exiger que le conseil du roi, pour prouver la conspiration, n'aille chercher ses témoins que hors de la conspiration?

On objecte que l'écriture du libelle indique une date fort ancienne, et que, malgré son étonnante ressemblance avec celle du colonel, elle peut être contrefaite. Là-dessus un gentleman s'est levé et vous a appris qu'il était un homme plein d'adresse et de dextérité. Il s'est fait fort de contrefaire dans une demi-heure toute écriture qui lui serait présentée; c'est peut-être une farce à laquelle on n'est pas obligé de croire; mais, dans tous les cas, je veux bien supposer que ce gentleman a assez d'honneur pour ne pas faire usage d'un art dont il se montre si glorieux, quel temps aurait-on pris pour contrefaire ce livre? Serait-ce sir Philip Lloyd qu'il faudrait considérer comme un faussaire? à quel autre l'accusé fait-il honneur de la composition du libelle? Messieurs, la vie de tout homme m'est chère, et je ne veux point avoir à rendre compte au ciel d'une goutte de sang injustement répandue; mais le salut du roi, la sûreté de sa couronne, ne me sont pas moins précieux; et j'ai dû éviter d'affaiblir à vos yeux la gravité d'un crime qui menaçait de les frapper du même coup. Je m'arrête: il ne m'appartient point d'anticiper sur votre décision ni de préjuger la question de fait. J'ai récapitulé les témoignages avec autant de fidélité que ma mémoire me l'a permis et que ma conscience l'exigeait. Il vous reste maintenant à prononcer si vous croyez le prison-

nier coupable du crime de haute-trahison dont il est accusé.

Le juge Within. Messieurs, il est convenable que vous connaissiez l'opinion des juges qui composent la cour; en point de loi nous acquiesçons à tout ce qu'a dit le lord chef-justice. Une redoutable conspiration menaçait le royaume: les dangers sont passés. A qui sommes-nous redevables de ce bonheur? A la providence seule qui a bien voulu qu'un des coupables, déchiré par les remords de sa conscience, découvrit l'existence du complot. Sans les révélations de Keeling, Dieu sait si nous aurions vu se lever aujourd'hui le soleil qui nous éclaire.

Le jury se retire dans la salle de ses délibérations. Il rentre au bout d'une demi-heure et déclare l'accusé coupable.

Le lundi 26 novembre, le colonel Sidney fut de nouveau ramené à la barre pour entendre prononcer son jugement. Le lord chef-justice s'adressant au procureur-général, lui dit : Monsieur, avez-vous quelque demande à formier?

Le procureur-général. Milord, le prisonnier présent à la barre est convaincu de haute-trahison: je requiers que le jugement soit prononcé.

Le clerc de la couronne. Algernon Sidney, lève la main (il obéit): tu as été décrété d'accusation pour crime de haute-trahison, et traduit à la barre; tu as plaidé *non coupable* et tu as demandé à être jugé par Dieu et ton pays. Ton pays t'a reconnu coupable; qu'as-tu à dire contre la sentence de mort, qui va être prononcée contre toi et contre l'exécution qui doit la suivre aux termes de la loi?

Le colonel Sidney. Milord, je donnerai humblement mon opinion sur ce procès: je le crois illégal. J'ai demandé à être jugé par mon pays et je ne trouve point mon pays dans le jury qui m'a jugé. Quelques-uns de ses membres n'étaient pas francs-tenanciers. Je pense, milord, qu'il n'existe ni loi

ni précédent qui autorise la composition d'un jury qui ne serait pas entièrement composé de francs-tenanciers. Ce vice, dans mon opinion, a frappé le procès de nullité, et sans procès il ne peut y avoir de jugement.

Le lord chef-justice. M. Sidney, vous allez connaître l'opinion de la cour sur ce point. Dans les divers procès qui ont précédé le vôtre, les juges d'Angleterre ont unanimement décidé que, d'après un statut de la reine Marie, les trahisons devaient être jugées par le droit commun, et que le droit commun n'admet pas les récusations que vous venez de présenter.

Sidney. Je présume, milord, que, dans un cas aussi grave, dans un cas où il y va de ma vie et qui d'ailleurs intéresse la nation tout entière, vous m'accorderez un jour pour y réfléchir et un avocat pour prouver l'invalidité de la procédure.

Le lord chef-justice. Il n'est point au pouvoir de la cour de vous accorder votre demande.

Sidney. Milord, je désire que mon *indictment* soit lu de nouveau.

Le lord chef-justice. Dans quel but?

Le colonel Sidney. J'ai une observation à faire sur la forme.

Le lord chef-justice. Eh bien, lisez l'*indictment*.

(Le clerc de la couronne donne lecture de cette pièce.)

Le colonel Sidney. Voudriez-vous bien, monsieur, me permettre d'y jeter un coup d'œil, s'il vous plaît?

Le lord chef-justice. Non, la loi le défend.

Le colonel Sidney. Il existe dans cet *indictment* une omission qui le rend absolument nul. Il ne donne point à Sa Majesté le titre de *défenseur de la foi*, ce qui est une trahison en fait de loi. Cette dénomination *defensor fidei* ne s'y trouve point si j'en ai écouté bien attentivement la lecture.

Le lord chef-justice. C'est un singulier scrupule que de vouloir qu'on ne ravisse au roi aucun de ses titres, après qu'on a cherché à lui ôter la vie.

Le colonel Sidney. Si personne ne menaçait plus que moi la vie du roi, il y aurait peu de danger pour sa personne. J'observe humblement qu'une objection de laquelle peut dépendre ma vie mérite d'être prise en considération.

Le lord chef-justice. M. Sidney, nous connaissons très-bien notre devoir; il ne vous est pas réservé de nous l'apprendre. L'*indictment* est d'une légalité rigoureuse: s'il vous plaît d'élever des objections frivoles, ne soyez pas étonné qu'elles soient rejetées sans beaucoup d'examen. Mais ne pensez pas que la cour vous traite avec une rigueur insolite. La trahison est suffisamment prouvée.

Sidney. Milord, je déclare encore que le manuscrit dont on a donné lecture à la cour ne contient point de trahison; la seule preuve qu'on ait donnée à l'appui de l'accusation qui me l'attribue, consiste dans la conformité des écritures, moyen qui, comme j'ai eu l'honneur de le rappeler à votre seigneurie, ne saurait être pris en considération dans un procès criminel. Il est aisé de qualifier un acte de trahison, mais encore faut-il que cet acte soit examiné et son évidence soigneusement établie.

Le lord chef-justice. Il y a à peine dans ce livre une ligne qui ne contienne un crime de trahison.

Le juge Withins. Ce libelle vous paraît donc bien innocent?

Le lord chef-justice. C'est le point le plus grave de l'accusation. Lorsqu'un homme établit en principe que les rois peuvent être déposés; qu'ils sont responsables envers le peuple; qu'une insurrection générale n'est pas une rébellion; et que ce même homme cherche à justifier de pareilles doctrines,

il est bien juste, sur mon honneur, d'exiger qu'il en rende compte.

Le colonel Sidney. Milord, je lisais, il y a quelques jours, une harangue du roi Jacques, prononcée dans le parlement en 1603, et qui reproduit toutes les maximes que vous reprochez à ce livre. On a tort, au surplus, d'appeler du nom de livre un amas de feuilles éparses trouvées dans le fond d'un tiroir, qui n'ont jamais vu le jour, et qui n'ont été communiquées à personne. Milord, il y a à Londres un homme que je ne savais où trouver à l'époque où je fus assigner mes témoins, mais dont tout le monde peut aujourd'hui indiquer la demeure, c'est le duc de Monmouth. Il a dû connaître tout ce qui s'est passé dans le prétendu conseil directeur, puisqu'on l'accuse d'avoir été un de ses membres; s'il déclare que j'ais jamais trempé dans un complot, je suis prêt à reconnaître tout ce qu'il vous plaira.

Le lord chef-justice. Le procès est jugé, le fait a été établi, nous n'avons plus besoin du témoignage du duc de Monmouth.

Le colonel Sidney. Je demande humblement que ma demande soit admise à la cour?

Le lord chef-justice. Quelle demande?

Le colonel Sidney. Si vous appelez procès....

Le lord chef-justice. Sans doute, la loi l'appelle ainsi.

Le juge Wihins. Nous ne devons plus écouter de frivoles observations : le jury a rendu son verdict. Prétendez-vous avoir été jugé sans avoir été entendu?

Le juge Holloway. Je pense que voilà bien un procès dans toutes les formes.

Sidney. Milord, je demande que vous entendiez mes raisons. Je crois avoir droit à être jugé une seconde fois.

Le lord chef-justice. Cela ne se peut pas.

Sidney. Il y a eu violation des formes.

Le clerc de la couronne. Huissier, faites faire silence.

Sidney. Ne consentez-vous pas à m'entendre, milord?

Le lord chef-justice. La cour ne refusera point de vous écouter, si vous ne vous écartez point d'une juste et raisonnable défense. Mais, en vérité, rien n'est plus étrange que vos plaintes : vous aspirez à vous présenter comme une victime de l'arbitraire; cependant on vous a traité avec des égards et une faveur que rarement on accorde aux accusés. La cour vous a écouté patiemment tant que vous n'avez point abordé des questions étrangères à votre défense; mais si vous faites le procès aux juges de la nation, il est du devoir des juges de la nation de vous interdire la parole. Nous sommes intéressés par notre conscience et nous sermons à ce que justice vous soit faite; juges de la terre, nous devons un compte rigoureux de nos actions au juge du ciel. Nous obéissons à notre conscience, et souvent même nous y sacrifions nos opinions.

Le colonel Sidney. Milord, je fus amené à Westminster le 7 de ce mois par un acte d'*habeas corpus*, rendu la veille du jour où je fus décrété d'accusation, avant qu'un bill fût expédié contre moi; le ministère public ne pouvait savoir si ce bill serait lancé, à moins qu'il n'ait eu des communications avec le grand jury, ce que la loi défend d'une manière expresse.

Le lord chef-justice. Nous ne savons rien de tout cela. Que ne nous parlez-vous aussi d'esprits et de révoltes comme vous l'avez déjà fait?

Le colonel Sidney. Je vous ai parlé de deux misérables qui s'étaient amusés à représenter l'esprit de lord Russell¹.

¹ Les paroles de Sidney, sur les hommes qui avaient représenté l'esprit de lord Russell ne se trouvent pas dans la relation de son procès.

Le lord chef-justice. Continuez, si vous avez encore quelque chose à dire?

Le colonel Sidney. Je demandai une copie de l'*indictment* pour le combattre spécialement. Le conseil que la loi m'accordait pour présenter mes objections me fut refusé.

Le lord chef-justice. C'est conformément à la loi que ce refus a été fait. Sir Henri Vane ne put obtenir la faveur qui vous a été accordée d'une lecture en latin de l'acte d'accusation. Ne dites pas non plus que la cour a rejeté votre déclaration. Je vous engageai à beaucoup de prudence sur ce point, car le procureur-général pouvait faire *demur* à cette déclaration, et, dès-lors, elle était à vos risques et périls.

Le juge Withins. Rappelez-vous, M. Sidney, qu'on vous dit, en effet, que vous vous rendiez responsable de toutes les conséquences qu'elle pouvait entraîner.

Sidney. Milord, je l'aurais faite cette déclaration.

Le lord chef-justice. Je vous éclairai sur les dangers de cette démarche, et c'était à la loi que j'obéissais en vous mettant en garde contre une telle résolution.

Sidney. Non, milord, je ne m'engageais point à faux.

Le lord chef-justice. C'est ce que la cour ne sait pas.

Sidney. Je demande, milord, qu'on ait égard à la demande que j'ai faite afin d'obtenir une copie de mon *indictment*, parce qu'il existe un statut de la quarante-sixième année d'Edouard III, qui accorde à tous les prévenus la faculté d'obtenir une copie de l'acte d'accusation.

Le lord chef-justice. Je vous ai dit que la loi le défend; je vous l'ai dit et je vous le répète encore.

Le colonel Sidney. Votre seigneurie ne m'a pas dit quelle était cette loi.

Le lord chef-justice. C'est peut-être une loi rendue tout exprès contre le colonel Sidney. Si vous avez quelque chose à ajouter...

Le colonel Sidney. Milord, je suis informé de bonne source, et, si votre seigneurie m'en donne le temps, je serai dans le cas de prouver que les formes n'ont point été respectées dans la convocation du jury. Milord, si le jury n'a point été désigné par le bailli, conformément à l'usage, mais par les sous-shériffs Graham et Burton, je vous demande si cette convocation est légale?

Le lord chef-justice. Nous ne pouvons prendre connaissance que de ce qui est relatif au record : s'il y a eu des pratiques illégales suivies par le shériff ou par quelque autre personne, il fallait les signaler comme moyen de récusation avant que le jury prêtât serment.

Le colonel Sidney. Y a-t-il rien au monde de plus irrégulier?

Le lord chef-justice. Je n'ai rien à vous dire là-dessus : vos objections viennent trop tard.

Sidney. Ainsi, milord, tous les citoyens sont aptes maintenant à entrer dans la composition du jury?

Le lord chef-justice. Pourquoi n'êtes-vous pas satisfait des jurés qui vous sont échus ? pourquoi les repoussiez-vous ? soyons de bonne foi : le jury n'est irrégulier que parce qu'il vous a déclaré coupable ; il aurait été légal s'il vous avait acquitté.

Le colonel Sidney. Après que ce jury, si singulièrement composé, a prêté serment, on a produit contre moi quatre témoins dont trois étaient sous le coup d'une accusation. Ils se sont avoués coupables de crimes dont je n'avais nulle connaissance, et ont répété mille histoires par oui dire. Votre seigneurie me promit qu'en résumant les débats elle indiquerait au jury quelles étaient les dépositions qui me concernaient et celles qui m'étaient étrangères. Je ne me rappelle pas que cette différence ait été établie.

Le lord chef-justice. Votre mémoire est infidèle, M. Sid-

ney. Je me suis particulièrement attaché à faire distinguer au jury les faits généraux des faits particuliers du procès ; il était impossible de faire cette discussion avec plus de religion.

Le colonel Sidney. Lord Howard étant le seul témoin qui ait déposé contre moi, on a produit, comme un second témoignage, des papiers qu'on prétend avoir été trouvés dans ma maison. Ces papiers ne peuvent m'être opposés que parce que l'écriture présente de la ressemblance avec la mienne. Nul ne peut dire que je les aie jamais ou lus ou montrés à qui que ce soit. La couleur de l'encre indique qu'ils ont été écrits depuis long-temps, et peut-être depuis vingt ou trente ans. On n'a lu à la cour que des extraits de ce libelle, sans examiner comment ils se liaient avec le reste de l'ouvrage. J'ai demandé qu'on lût le manuscrit en entier, mais on s'y est refusé en me laissant seulement la faculté de spécifier tel ou tel passage, tel ou tel chapitre, faculté illusoire puisque je ne connais pas un mot de ce libelle. J'ai allégué ensuite que dans les procès criminels la conformité des écritures n'était point considérée comme une preuve ; j'ai proposé des objections en matière de droit sur les trahisons qui sont de la compétence du parlement, et qu'aucune autre cour n'a le droit de juger ; j'ai demandé qu'on donnât lecture du statut qui dérobe ma cause à la compétence de la cour ; on n'a répondu que par un refus. J'ai cependant cité quelques jugemens du parlement qui établissent des précédens incontestables.

Le lord chef-justice. M. Sidney, si vous incriminez la justice de la nation en alléguant que nous vous avons jugé sans observation des formes légales, je relevrai de telles inconvenances : rien de ce que la loi autorisait ne vous a été refusé. Si nous vous avions traité avec moins d'indulgence, nous n'aurions fait que notre devoir. De quels points de droit parlez-vous ?

Le colonel Sidney. De celui qui concerne la compétence

des parlements dans certains cas de trahison : c'est un statut de la vingt-cinquième année d'Edouard III. Je demande aussi si écrire c'est agir ?

Le lord chef-justice. Oui, scribere est agere.

L'huissier. Faites silence.

M. Bamfield se lève, et, s'adressant au président :

Milord, je vous prie de me laisser dire un mot en qualité d'*amicus curiae* ; je suppose humblement que votre seigneurie ne rendra pas de sentence s'il existe un vice matériel dans l'*indictment* ; ce vice est la suppression des mots *defensor fidei*, que le clerc de la couronne a omis dans la lecture de l'acte d'accusation et qui font partie des formules légales employées par Sa Majesté.

Le lord chef-justice. Nous avons déjà entendu cette observation : la cour vous sait gré de votre attention ; elle vous en remercie. M. Sidney, il ne nous reste qu'à prononcer votre jugement. Je dois vous dire que, quoique vous ayez incriminé la justice de la cour et ses procédés.....

Sidney. J'en appelle à Dieu et au monde : on refuse de m'entendre.

Le lord chef-justice. Appelez-en à qui vous voudrez. Je souhaiterais de tout mon cœur que, au lieu d'en appeler au monde avec ce sentiment d'indignation qui vous anime, vous ne missiez plus votre espérance qu'en la miséricorde du Dieu du ciel en déplorant l'énormité de votre crime. Je souhaiterais de tout mon cœur que vous ne vous fissiez plus illusion sur votre position ; mais vous conservez encore des espérances, je dois vous avertir d'y renoncer ; car il n'y a que la merci de notre bien-aimé prince qui puisse vous sauver, et vous avez mal reconnu une première fois les effets de sa royale clémence. Je désirerais qu'en qualité de noble et de chrétien, vous eussiez compris toute l'étendue des obligations qui vous liaient au gracieux souverain qui a tant fait

pour vous. Je vous supposais un cœur assez noble, assez sensible, pour dévouer à un roi si bon et si clément le reste d'une vie reconnaissante, au lieu de consacrer vos talens à des trames séditieuses et votre influence à des conspirations permanentes contre son gouvernement et sa personne. Je vois avec douleur que vous cherchez à justifier un livre où se trouve à peine une ligne qui ne soit une maxime condamnable et dont le but est de préconiser la révolte. M. Sidney, votre naissance est illustre, votre esprit distingué : vous n'avez pas de conseil à recevoir de moi ; un sentiment de charité chrétienne pour votre ame est tout ce que je me permettrai de vous exprimer. Je prie Dieu de vous inspirer un repentir salutaire : il ne me reste qu'à prononcer votre sentence. Ecoutez votre jugement. La cour vous condamne à être ramené d'ici au lieu d'où vous êtes venu pour être ensuite traîné sur la cliae jusqu'à la place des exécutions où vous serez pendu par le cou, mais non jusqu'à ce que mort s'ensuive. Votre corps sera ensuite détaché du gibet ; ses parties sexuelles en seront coupées et brûlées devant nous ; votre tête sera séparée de votre corps, et votre corps coupé en quatre quartiers, dont le bon plaisir du roi disposerá. Que le Dieu de toute miséricorde aie pitié de votre ame !

En entendant prononcer cette horrible sentence, Sidney joint les mains avec force et s'écrie : Mon Dieu, mon Dieu, daignez sanctifier en moi ces souffrances et ne pas imputer l'effusion de mon sang à ma patrie et à la ville qui verra mon corps traîné avec ignominie dans les rues ; mais si le sang innocent ne crie jamais en vain, laissez-le retomber sur la tête de ceux qui me persécutent avec tant de malice par haine pour la justice et la vérité !

Le lord, chef-justice. Je prie Dieu de vous rendre, dans un autre monde, le calme que vous paraissez avoir perdu dans celui-ci.

Sidney. Milord, tâtez mon pouls (il lui présente la main) ;

voyez s'il est agité. Je bénis le ciel de ce que jamais je ne conservai plus de calme que dans ce moment.

Le roi commua la peine d'Algernon Sidney en celle de la décapitation. Après sa condamnation, le colonel remit au marquis d'Halifax, son neveu, ministre du roi, un écrit dans lequel il priait le prince de prendre lui-même une connaissance détaillée de son procès. On ne sait si Charles se fit donner lecture de toutes les pièces relatives au jugement; mais l'exécution qui devait suivre immédiatement la sentence, fut différée de trois semaines. Au bout de ce temps, les shériffs se rendirent dans la prison du condamné pour lui remettre sa sentence. Sidney, après l'avoir lue, s'exprima sur la haine de ses ennemis avec une douceur étrangère à son caractère et qui arracha des larmes à l'un des shériffs. Le 7 décembre 1608, Sidney fut conduit à l'échafaud dressé sur Tower-Hill, où sa tête fut, d'un seul coup, séparée de son corps. Avant son exécution il avait remis au shériff un écrit qui circula dans Londres, et qui s'est conservé jusqu'à nos jours. Nous en donnerons ici la traduction :

« Hommes, frères et pères, amis, compatriotes et étrangers.

« Vous attendez peut-être qu'à mes derniers momens j'exprime, par quelques paroles, les sentimens que je porte à l'échafaud, mais la rigueur de la saison, les infirmités de mon âge, accrues par une captivité de plus de cinq mois, me laissent sans force pour répondre à vos espérances.

« Nous vivons sous un régime où la vérité passe pour trahison : mon caractère me défend de parler contre elle ; si je la présentais dans toute sa purité je blesserais les préjugés de ceux qui me conduisent à la mort, et qui me contraindraient au silence. Mon procès et ma condamnation justifient trop bien mes craintes.

« West, Rumsey et Keeling, assignés devant la cour pour prouver le complot, n'ont parlé de moi que pour dire qu'ils

ne me connaissaient pas. Quelques autres, qui me sont également étrangers, n'ont prononcé mon nom et celui de quelques personnages connus que pour se donner quelqu'importance. Lord Howard est souillé de trop d'infamies, ses parjures sont trop évidens, trop révoltans, pour qu'il mérite que je fasse mention de lui. Quand son caractère serait aussi honorable qu'il est hideux; quand il n'aurait point publiquement confessé que le pardon de ses crimes dépendait de son mépris pour les sermens, sa déposition resterait sans force par la raison qu'elle est unique. Laissant donc à part ces témoignages impuissans, toute l'accusation se réduit à un manuscrit qu'on prétend avoir trouvé dans mon cabinet; et dont on ne peut me supposer l'auteur que sur la ressemblance, aujourd'hui si commune, des écritures: moyen inadmissible et qui fut frappé de nullité légale dans le procès de lady Carr. Mais, quand il serait vrai que ma plume eût tracé le libelle inculpé, les poursuites qu'il a exercées n'en seraient pas moins injustes.

« Les feuilles qu'on a exhumées paraissent clairement des fragmens d'un long traité écrit depuis plusieurs années en réponse à un ouvrage de Filmer, qui, de l'aveu de tous les hommes raisonnables, est fondé sur des principes également pernicieux pour les magistrats et pour le peuple.

« Si Filmer a pu écrire et publier à la face du monde que Dieu et la nature ont créé tous les hommes dans la nécessité de se soumettre au gouvernement absolu d'un seul, sans restriction, sans modification, sans garantie; s'il a pu dire que le pouvoir est toujours légitime à quelque source qu'il remonte, soit qu'il ait été transmis comme un héritage ou arraché par l'usurpation, soit que l'élection l'ait donné ou que le crime l'ait conquis; s'il a pu prétendre que nul n'a le droit de s'opposer à cette autorité suprême et qu'elle s'étend sur la volonté, la fortune, la vie des sujets; je ne vois pas pour-

quoi je n'aurais pas exprimé moi-même l'opinion contraire sans violer aucune loi connue. Je puis librement et publiquement déclarer mes opinions et les raisons sur lesquelles je les fonde. Il doit m'être permis de penser et de dire que Dieu a laissé aux nations la liberté de se créer tels gouvernemens qu'elles estimeront les plus propres à opérer leur bonheur ; il doit m'être permis de dire que les magistrats ont été établis pour le bien des peuples, et non les peuples pour l'honneur et la gloire des magistrats ; que les droits de la puissance des magistrats dans tous les pays sont resserrés par les limites que la loi de ces mêmes pays a posées ; que le contrat mutuel, garanti par le chef et le peuple, ne saurait être violé dans aucune de ses parties, sans s'exposer au danger d'une dissolution complète pour l'édifice social ; que l'usurpation ne donne aucune autorité légitime, et que les plus dangereux ennemis des rois sont ceux qui, élevant leur pouvoir à une hauteur exorbitante, reconnaissent sans difficulté dans un usurpateur les mêmes droits que dans un roi légitime ; que l'usurpation ne parvenant guère à s'établir que par le meurtre du roi régnant ou de sa famille, le plus exécrable de tous les crimes se trouverait récompensé par le plus glorieux des priviléges ; que si de semblables doctrines étaient reçues, elles pousseraient les peuples à la destruction de leurs princes, avec plus de violence que ne l'ont fait jamais les plus fougueuses passions ; qu'il n'y aurait plus de sûreté pour les trônes, si le diadème était le prix offert à quiconque oserait les conquérir. Que peu d'hommes même respecteraient la vie des meilleurs monarques, si, par un meurtre, ils pouvaient devenir les oints du seigneur, et si le plus criminel des attentats imprimeait sur leur front ce sacré caractère.

« Tel est l'objet de ce traité. L'auteur appuie ses principes de toutes les raisons qui se présentent à son esprit. Ses idées paraissent conformes aux doctrines des auteurs les plus re-

commandables de tous les temps, de toutes les nations, de toutes les religions. Les meilleurs, les plus sages rois ont toujours reconnu la vérité de ces maximes. Louis XIV a déclaré que l'autorité des rois de France ne s'étendait point au delà des limites sagement et heureusement déterminées par les lois de leur royaume ; c'est sur ce principe qu'il fonda sa querelle avec le roi d'Espagne, en 1667.

« Jacques I^e, dans sa harangue au parlement, prononcée en l'année 1603, reconnaît, par une déclaration solennelle, cette vérité, et l'Écriture elle-même la certifie. Toutefois, si l'auteur s'était abusé, on avait pour le réfuter la loi, la raison, les livres saints ; jamais, en pareille matière, un écrivain ne fut puni que par la honte de se voir convaincu d'erreur et d'absurdité. Il est, je crois, sans exemple qu'on ait déféré le jugement de questions purement théoriques à un jury composé d'hommes sans aptitude pour les comprendre. Mais qu'est-ce encore que tout celà ? l'extravagance de mes persécuteurs a été portée bien plus loin. L'ouvrage qu'ils m'ont opposé n'a jamais été fini : il ne l'eût pas été de quelques années probablement, même jamais. Tel qu'on le produit, il est écrit depuis long-temps ; il n'a jamais été revu ni livré à la connaissance d'aucun homme. Les feuilles qu'on possède ne forment peut-être que la cinquantième partie de l'ouvrage ; encore ne les lit-on que par fragmens et par extraits. Ce qui n'a jamais été connu de ceux qu'on accuse d'avoir conspiré avec moi, on prétend que je l'ai écrit dans l'intention de soulever le peuple au profit de la conspiration. Dans l'impossibilité de préciser le temps, le lieu, les hommes, les circonstances, on se jette dans d'arbitraires hypothèses, on raisonne par suppositions. Ainsi un accusé ne répond plus seulement de ses crimes, mais des rêveries d'un procureur-général. Si l'on parle de l'expulsion de Tarquin, de la conspiration qui détrôna Néron, du meurtre de Caligula et de Domitien, de la

couronne de France transférée de la race de Mérovée à Pépin, des Carlovingiens à Hugues Capet, on arrive, par des applications forcées, à le présenter comme renfermant autant d'allusions à notre roi. Mais si les révoltes qui ont détrôné ces mauvais princes n'avaient rien que de coupable, est-il un seul roi au monde qui possède quelque titre au diadème qui pare son front? Il faudrait, pour prouver la légitimité d'un prince, démontrer que, depuis Noé, le pouvoir a toujours résidé dans sa famille, et qu'il est passé de mâle en mâle et sans interruption de la branche aînée jusqu'à lui. Qui produira cette généalogie qu'on semble exiger comme indispensable? Sans doute elle établirait sans contradiction la légitimité des monarques; mais puisque la trace des droits des familles n'e se retrouve pas, ne siérait-il pas bien mieux aux rois de reconnaître qu'ils tiennent leur couronne du consentement unanime et volontaire des nations, plutôt que de l'usurpation et de la violence dont quelque ambitieux pourrait, à son tour, se prévaloir contre eux. Mais est-ce bien là le crime qui me conduit à l'échafaud? Tirons le voile. On a dit que ma mort était nécessaire pour assurer le succès du complot permanent dirigé contre les protestans d'Angleterre. C'est pour frapper plus sûrement notre religion sainte dans ses partisans les plus intrépides, qu'on réunit dans les tribunaux tant de turpitudes et d'irrégularités. D'autres juges que ceux qu'on m'a donnés auraient-ils consenti à se concerter avec les ministres du roi sur les moyens d'assurer la mort d'un accusé? auraient-ils souffert que les avocats du roi et le sous-shériff créassent eux-mêmes le jury et fissent entrer dans sa composition des membres qui ne fussent pas franc-tiranciers? les aurait-on vu admettre des témoignages tels que ceux qu'on a reçus, refuser une copie de l'indictment, malgré le statut de la quarante-sixième année d'Edouard III,

qui fait de la communication de cette pièce une condition expresse de la légalité des jugemens, et traiter avec légèreté et mépris la question de compétence.

« C'est par l'effet de ces injustices que je suis traîné à la mort. Que le ciel leur pardonne leurs coupables pratiques et détourne les malheurs dont ils menacent la nation ! O mon Dieu ! faites que j'endure dans un esprit de résignation les souffrances de mon supplice, et quoique je tombe comme une holocauste offerte aux idoles, ne souffrez pas que l'idolâtrie s'établisse sur cette terre. Daignez bénir le peuple et le sauver. Défendez votre propre cause ; protégez les hommes qui l'ont embrassée. Rappelez ceux qui s'égarent, dirigez les forts, soutenez les faibles, donnez à tous la sagesse et la justice. Que tout s'accomplisse pour votre gloire. Je vous bénis, ô mon Dieu, de ce que, dans votre infinie miséricorde, vous m'avez choisi pour le martyr de votre sainte foi, de cette religion épurée que je suivis dans ma jeunesse, et pour laquelle votre providence s'est si souvent et si miraculeusement déclarée. »

Le jugement d'Algernon Sidney fut cassé par le parlement la première année du règne de Guillaume et Marie.

Hume, ami de la dynastie des Stuarts, s'exprime ainsi sur la sévérité des refus de Charles II, après la condamnation d'Algernon Sidney :

« L'exécution de Sidney est regardée comme l'une des plus grandes tâches du règne de Charles II. L'évidence contre lui, il faut l'avouer, n'était pas légale, et le jury qui le condamna était pour cette raison très-blâmable. Mais qu'après la sentence rendue par une cour judiciaire, le roi dût s'interposer et pardonner à un homme, qui, bien que doué de quelque mérite, était évidemment coupable ; qui avait toujours été l'ennemi le plus inflexible et le plus invétéré de

la famille royale, et qui avait récemment abusé de la clémence du roi, c'eût été un acte de générosité héroïque, mais qui ne peut pas être regardé comme un devoir ou une obligation. »

CAUSES D'ANTONIO PEREZ,

SECRÉTAIRE-D'ÉTAT SOUS PHILIPPE II,

Devant les tribunaux de Castille et d'Aragon, et devant l'Inquisition.*

(1579—1591.)

Les démêlés d'Antonio Perez avec Philippe II et l'inquisition occupent, dans l'histoire de ce prince, une place mémorable : la perte des libertés de l'Aragon en fut la suite. Cette affaire, qui agita pendant douze ans le cœur de Philippe et qui provoqua le soulèvement de toute une province, est à peine connue. La plupart des historiens passent légèrement sur les circonstances qui l'accompagnèrent, et se bornent à rapporter quelques-uns des principaux faits en les mutilant même et sans en apprécier les conséquences.

Il est vrai que ce n'est qu'un épisode dans la vie de Philippe II ; mais cet épisode dura douze ans : il se rattache à tant d'évènemens importans, il fait si bien connaître le caractère du monarque, il eut une telle influence sur les institutions de tout un royaume, qu'il méritait surtout, de la part des historiens espagnols, une plus grande attention.

Nous avons donc cru convenable de puiser nos renseignements

* Nous avons renvoyé à la fin de ce procès quelques notes historiques ou explicatives de la jurisprudence espagnole, qui auraient pu, par leur longueur, distraire l'attention du lecteur. Nous suivrons la même marche pour le procès suivant.

gnemens aux sources mêmes. Antonio Perez ayant trouvé un refuge en France, publia, sous le titre de *Relaciones*, des détails curieux sur les persécutions qu'il avait éprouvées; mais, en consultant cet ouvrage, nous y avons apporté la défiance que doit naturellement inspirer un accusé parlant de lui-même. Les lettres qu'il écrivait à ses amis nous ont été aussi d'un très-grand secours.

Don Antonio Perez était fils naturel de Gonzalo Perez, qui fut successivement secrétaire-d'état sous Charles-Quint et Philippe II, et de Dona Juana de Escobar; sa naissance fut légitimée par un rescrit de l'empereur. Il reçut à l'université d'Alcala une éducation digne de son rang; mais son père, qui connaissait les dangers du monde dans lequel il avait vécu, et qui prévoyait tout ce qu'on pouvait redouter du caractère de Philippe, l'avait tenu pendant long-temps éloigné de la cour et des affaires, et l'avait envoyé successivement à Louvain et à Venise pour y perfectionner ses études.

Il fut remarqué dans plusieurs cours de l'Europe; et sur le rapport du prince Ruy Gomez, Philippe témoigna le désir de l'attacher à son service. Les désirs des princes absous sont des ordres; le jeune Antonio dut obéir; mais il arriva à la faveur sans beaucoup d'ambition, et plusieurs fois même, comme prévoyant le sort qui l'attendait, il chercha l'occasion de s'éloigner; mais le roi, appréciant ses talents, ne voulut jamais consentir à se priver de lui. Philippe l'initia au secret des affaires, et le nomma à la place de secrétaire-d'état avec des attributions fort étendues. Il fut chargé, entre autres choses, du matériel et du personnel de la guerre.

A cette époque brillait à la cour Anne de Mendoza, princesse d'Eboli, épouse du prince Ruy Gomez, qui était alors le favori du roi. Philippe n'avait pu résister à ses charmes, et sa passion était encore excitée par l'époux de cette princesse, plus jaloux, quoique Espagnol, de la faveur de son

maître que de la fidélité de sa femme. Mais Philippe était aussi discret dans les intrigues d'amour que dans les projets de sa politique. Pour conduire cette affaire avec tout le secret nécessaire et tous les ménagemens qui étaient dus à une personne de ce rang, il crut devoir choisir un confident, et il jeta les yeux sur Antonio Perez.

Perez s'adressa directement à Ruy Gomez, qui n'eut aucune peine à décider Anne de Mendoza à se rendre, le soir même, dans l'appartement du roi.

Quoique cette intrigue devint bientôt publique, Perez resta toujours chargé du soin de ménager les entrevues entre les deux amans, et ce fut peut-être autant à ce ministère secret qu'à ses services publics qu'il dut les récompenses brillantes qu'il reçut de Philippe.

Mais le monarque ne jouit pas long-temps sans partage de son bonheur : Perez, jeune et aimable, ressentit lui-même une vive passion pour la maîtresse de son souverain. Il réussit à être payé de retour. Leur liaison resta long-temps secrète, et le roi n'en eut lui-même aucun soupçon.

Dans le cours de ces intrigues, Escovedo, secrétaire de don Juan d'Autriche, arriva des Pays-Bas à Madrid, chargé, de la part de son maître, de demander le rappel des troupes espagnoles et italiennes. Perez fut contraire à ses vues et empêcha qu'il n'obtint ce qu'il désirait. Escovedo, irrité de cet obstacle et résolu de le détruire, chercha les moyens de s'en venger ; il découvrit bientôt les rapports qui existaient entre Perez et la princesse d'Eboli, et fit part de cette découverte au roi, dans l'espérance de perdre sans ressource un ennemi qui s'opposait à ses desseins.

Philippe dissimula pendant quelque temps pour mieux tirer vengeance de son injure. De leur côté, Perez et la princesse d'Eboli, instruits de ce qui s'était passé, mirent tout en œuvre pour chercher à se disculper aux yeux du mo-

narque. Ils erurent y avoir réussi, et pour perdre entièrement leur ennemi, dont ils attribuaient les dénonciations au désir de se venger de l'opposition de Perez à ses projets, ils ne cessèrent de représenter Escovedo comme un homme dangereux, qui avait conseillé à don Juan de s'emparer de la couronne des Pays-Bas.

Philippe n'eut pas de peine à paraître convaincu du crime d'Escovedo : l'ascendant de ce dernier sur l'esprit de son frère lui inspirait de vives alarmes, et la haine qu'il lui portait n'était pas moins vive que celle qu'il ressentait pour Perez.

Depuis long-temps il désirait éloigner de don Juan d'Autriche cet homme, dont l'esprit remuant et hardi pouvait compromettre son repos et celui d'une partie de ses états. Il était même parvenu à se procurer des preuves écrites des intrigues qu'Escovedo avait nouées en France et en Italie, au nom de son maître, qui était alors chargé du gouvernement des Pays-Bas ; et la chaleur que don Juan d'Autriche mettait à demander des secours d'argent et le retour de son secrétaire, qui était retenu à Madrid sous différents prétextes, ne laissa plus de doute à Philippe sur les projets ambitieux de son frère, dont Escovedo était l'âme.

Il y avait du danger à renvoyer Escovedo, après toutes les preuves que le roi avait acquises de ses intrigues. Il était difficile en même temps de le retenir plus long-temps, à cause de la chaleur avec laquelle don Juan d'Autriche, qui commençait déjà à avoir des soupçons, sollicitait son retour ; et le roi ne voulait pas non plus le faire arrêter, à cause des résultats qu'aurait pu avoir cette mesure pour sa propre tranquillité.

En conséquence, Philippe résolut de perdre à la fois ces deux hommes qui étaient également l'objet de son ressentiment, en les faisant servir mutuellement d'instrument à sa

vengeance, et d'envelopper dans leur ruine son infidèle maîtresse. Il chargea Perez de faire assassiner Escovedo : cet ordre ne tarda pas à être exécuté.

Voici de quelle manière Perez raconte lui-même la manière dont le roi lui fit cette proposition, et dont cette négociation fut conduite :

« Le roi, recueillant chaque jour plus de preuves de la trahison d'Escovedo, et ne voulant pas le laisser retourner auprès de don Juan d'Autriche, qui ne cessait de demander son retour, fit appeler un jour Antonio Perez, et se retira avec lui dans la garde-robe de San-Lorenzo el Réal¹, où étaient déposés les meubles, les ornement et les objets précieux dont on avait besoin pour ce palais. Lorsque Perez fut venu, le roi en ferma la porte avec soin. Perez était arrivé chargé de papiers et de dossiers, quoique se doutant bien que le choix inusité de ce lieu si retiré ne pouvait indiquer que quelque affaire extraordinaire. Le roi ordonna à Perez de déposer ses papiers sur une table, et commença à se promener en long et en large avec lui.

« Enfin il lui dit : Antonio Perez, j'ai réfléchi pendant long-temps et avec douleur sur les négociations de mon frère, ou pour mieux dire de Juan d'Escovedo et de son prédécesseur Juan de Soto; voyant où en étaient venues leurs intrigues, j'ai pensé qu'il était nécessaire de prendre sur-le-champ une résolution, ou que nous n'y serons plus à temps. Je ne trouve pas de remède qui convienne mieux sous tous les rapports, bien entendu d'avance que nous ne devons pas considérer la chose autrement que comme un remède, que de faire disparaître Juan d'Escovedo; car si je le faisais arrêter, mon frère n'en concevrait pas moins de colère que si je me décidais à me défaire de lui. Ainsi, je me résous à ce dernier parti, et ne veux me fier à d'autre qu'à vous pour l'exécution de ce dessein, en considération des preuves ré-

péées que vous m'avez données de votre fidélité et de votre adresse à me servir, et pour que vous, qui connaissez toutes ces trames, et à qui je dois de les découvrir, y portiez remède vous-même. Mais il est nécessaire d'agir promptement pour les raisons que vous savez. »

« Le cœur d'Antonio Perez se souleva à une pareille proposition, et il répondit : — Seigneur², une telle marque de confiance de la part de Votre Majesté me pénètre jusqu'au fond du cœur; mais que votre Majesté me permette de lui parler avec toute la sincérité du dévouement. Je regarde votre majesté comme partie intéressée dans ce cas, bien que sa prudence et sa sagesse la maintiennent toujours calme au milieu des plus grandes offenses. Il se peut aussi que l'indignation que me causent de pareilles offenses, faites à votre service et à votre couronne, m'indignent personnellement, et que je sois devenu partie dans cette affaire. En conséquence, je pense qu'il sera bien de soumettre cette résolution à un tiers, pour la justifier complètement, et pour en assurer le succès. Quant au reste, je suis toujours à la disposition de Votre Majesté. Je n'aurai d'autre volonté que la sienne, et je serai prêt à faire tout ce qu'elle me commandera.

« Le roi répliqua : Antonio Perez, si la proposition que vous me faites de mettre un tiers dans cette affaire est parce que vous ne voulez pas vous y aventurer, j'y consens; si c'est pour prendre conseil sur ma résolution, je n'ai pas besoin d'un tiers. Nous autres rois, en pareilles circonstances, nous agissons comme ont coutume de faire, dans les rangs inférieurs, à l'égard de leurs malades, les grands médecins qui, dans les cas graves et urgents, ne prennent conseil que d'eux-mêmes, bien que dans les maladies ordinaires ils écoutent et acceptent volontiers l'avis de leurs confrères. Croyez-moi, car je vous parle de choses qui sont dans ma profession, en pareille matière, les avis sont plus dangereux qu'utiles. »

« Philippe n'en dit pas davantage, mais Antonio Perez en comprit plus qu'il n'en disait; et sans paraître s'apercevoir que le roi ne voulait pas absolument d'un tiers (car avec les rois il faut souvent ne pas avoir l'air de les comprendre, et c'est ce dont ils vous savent le plus de gré), il continua à le presser pour obtenir le concours d'une troisième personne dans cette affaire. Il lui proposa le marquis de Los Velez, don Pedro de Fajardo, qu'il lui vantait comme un homme dévoué à sa personne, et sachant entendre et se taire.

« Le roi consentit enfin à donner communication de toute cette affaire au marquis de Los Velez, et à lui demander son avis sur le mode d'exécution, soit pour entretenir la disposition de son esprit pendant ces délais, comme il est naturel de faire quand on est excité par la passion ou un désir violent, soit pour que le marquis, voyant la chaleur et l'impatience qu'il apportait dans cette affaire, car il parlait déjà des moyens d'exécution, fut tout à fait porté à approuver la résolution qu'il avait prise. »

Ce moyen réussit à Philippe. Le marquis de Los Velez approuva tout ce qu'il avait décidé; la conscience de Perez fut rassurée, et la perte d'Escovedo consommée.

Mais cette victime n'était pas la seule qui importait au repos de Philippe : son amour trahi, sa confiance trompée, ses biensfaits oubliés, demandaient la punition d'un ministre ingrat et d'une favorite infidèle. L'occasion était belle pour sa vengeance : il pouvait perdre à la fois son riyal et rejeter sur lui tout l'odieux d'un crime qu'il avait lui-même ordonné.

La veuve et les enfans d'Escovedo, excités secrètement par Philippe, allèrent trouver le roi pour réclamer sa justice contre Antonio Perez, qu'ils accusèrent d'être l'auteur de la mort de leur père, et mêlèrent à leurs dénonciations le nom de la princesse d'Eboli. En même temps, cependant, le fils aîné d'Escovedo ne manqua pas d'insinuer au roi, que, si on

lui avait inspiré des doutes sur la fidélité de son père, il avait été indignement trompé.

Philippe comprit cette insinuation, et raconta tout le même jour à son ministre, feignant de n'être pas lui-même la cause de cette dénonciation. La querelle fut envenimée par les ennemis et les envieux d'Antonio Perez, qui ne laisserent pas échapper l'occasion de lui faire expier les faveurs dont son maître l'avait comblé, et sollicitèrent vivement la justice du monarque. Parmi les plus acharnés à la perte du favori, était le secrétaire Mateo Vazquez, qui aspirait à le remplacer dans la confiance du monarque.

Philippe ne démentit pas dans cette occasion son caractère astucieux : tout en désirant la perte d'Antonio Perez, il ne voulait pas paraître aux yeux de ce dernier l'abandonner entièrement, pour que le ministre ne divulguât pas l'ordre secret qu'il avait reçu de faire périr Escovedo. En même temps qu'il désirait se venger de l'affront qu'il avait éprouvé de la part de Perez, il voulait écarter des esprits l'idée qu'il eût eu la moindre part dans la mort du confident de son frère. Il ne cessa donc d'agir auprès de Perez de manière à ne lui inspirer aucune inquiétude sur la sincérité de ses intentions. En conséquence, il lui rendait compte de toutes les démarques qu'on faisait chaque jour pour le perdre, et semblait ne prêter l'oreille à leurs plaintes que pour mieux les tromper en le protégeant secrètement.

Le roi et son ministre paraissaient si bien s'entendre qu'ils s'écrivaient sans cesse pour se consulter mutuellement sur ce qu'il convenait de faire dans toute cette affaire. Quelques-unes des lettres qu'Antonio Perez écrivait au roi, et la réponse de ce dernier, montreront mieux qu'aucun récit la manière dont les choses se passaient entre eux. Nous commencerons par celle qu'un ami de Perez, qui approchait

beaucoup le roi, lui écrivit pour lui rendre compte des bruits qui couraient sur son compte.

« J'ai remis à Sa Majesté la dépêche que vous avez adressée « par un page, et elle a fait dire qu'il pouvait s'en retourner. « Sa Majesté, qui se porte mieux, grâce à Dieu, est sortie un « instant aujourd'hui pour jouir de la campagne et du beau « temps. Puisse Dieu lui accorder, ainsi qu'à vous, la santé « dont nous avons tous besoin. Vous savez tout le désir que « j'ai de vous servir, et je vous en offrirai aujourd'hui la « preuve, quoiqu'il m'en coûte. Il me semble, en effet, que « ce serait mal à moi de ne pas vous donner avis de ce que « j'ai entendu dire hier au soir à trois *cavaliers*, dans le « palais même du roi, bien que je pense que vous devez en « savoir plus qu'eux là-dessus. Néanmoins, j'ai voulu vous « en informer, parce que si mes services pouvaient vous être « utiles, je vous prie d'en disposer librement, et de vous fier « à moi en toute sûreté pour ce qui vous regarde.

« Voilà ce que disait hier un de ces cavaliers aux deux « autres : — Est-ce que vous ne savez pas ce qui se passe ? « Depuis deux jours il n'est question que de l'affaire d'Anto- « nio Perez : Escovedo prétend que c'est lui qui a fait assas- « siner son père ! — Et là-dessus chacun raisonnait à sa ma- « nière. Dans ce moment, je m'avancai près la cheminée, « auprès de laquelle ils étaient ensemble ; et celui qui avait « donné la nouvelle, pensant que j'avais dû entendre quel- « que chose, m'engagea à m'approcher et se mit de nou- « veau à raconter ce qu'il avait déjà dit aux autres. Il ajouta « que Mateo Vazquez en savait beaucoup plus, parce qu'il « s'en occupait activement. Je répondis : — Il est très-pos- « sible que Mateo Vazquez en sache beaucoup plus sur cette « affaire que moi, ou personne : mais ce que je sais, c'est « qu'Antonio Perez était à Alcala pendant la semaine sainte,

« comme il a coutume de faire chaque année ; que c'est dans
 « cette même semaine que l'événement a eu lieu, et que
 « Gaspar de Robles était chez lui lorsqu'on lui en apporta
 « la nouvelle. Je sais aussi qu'Antonio Perez voulut partir
 « sur-le-champ en poste, et prendre toutes les mesures né-
 « cessaires pour découvrir l'assassin. C'est ce que m'a dit
 « Gaspar de Robles lui-même. Ce dernier lui dit auparavant
 « de prendre garde à lui, qu'on voulait lui en faire autant,
 « et qu'on les avait même déjà prévenus tous deux qu'on
 « devait les assassiner. — Je leur répétais encore beaucoup
 « d'autres choses de ce genre que Robles m'avait dites, et la
 « conversation finit là. Je crois bien qu'on doit en savoir davan-
 « tage ailleurs : quoi qu'il en soit, ces bruits m'affligent sin-
 « cèrement à cause des soucis et des chagrins qu'ils pour-
 « ront vous causer. Dans tous les cas, je vous invite à veiller
 « avec soin sur votre personne, que je prie Notre Seigneur
 « de conserver.

Dimanche, 12 février 1578.

BARTHOLOME DE SANTAGO.

« P. S. Veuillez brûler sur-le-champ cette lettre, qui est
 « du plus fidèle de vos serviteurs. »

Antonio Perez envoya sur-le-champ cette lettre au roi, et
 écrivit en tête ces lignes de sa main :

« Voici ce que m'a écrit la personne qui a signé cette
 « lettre. Tout cela m'accable chaque jour de chagrins. Il se-
 « rait bien, cependant, de couper court à cette affaire, à
 « moins que, pour quelque motif secret, cela ne soit utile
 » au service de Votre Majesté. Dans ce cas là même, je crois
 « qu'il y aurait d'autres moyens à employer, et à moins de
 « risque pour Votre majesté et pour moi. »

Le roi répondit à la marge :

« Croyez que ce qui me fait le plus désirer mon rétablissement, c'est ma volonté de m'occuper de cette affaire, qui, « je l'espère, ne pourra manquer de se terminer heureusement. Je suis à moitié mort ; car cette nuit mon pied m'a « fait plus de mal que je n'en avais ressenti depuis deux « jours : mais je me flatte que cela n'aura pas de suite. En « attendant, je vous recommande d'avoir bien soin de vous. »

On voit quelle douceur et même quelle tendresse Philippe affectait vis-à-vis de son ministre. Nous citerons encore un autre billet d'Antonio Perez, ainsi que la réponse que le roi écrivit en marge de sa main, dans lesquels ils se consultent sur ce qu'il conviendrait de faire des mémoires qu'on remettait à ce prince sur la mort d'Escovedo.

Billet d'Antonio Perez au roi.

« Je ne crois pas qu'il convienne de remettre aujourd'hui « au président ces mémoires sans m'entendre. Je prie Votre « Majesté d'y réfléchir, ou, si elle les remet, le président « ne doit rien faire avant d'avoir entendu ce que j'ai à lui « dire. Mais il serait mieux que Votre Majesté lui parlât « elle-même ces jours-ci. De mon côté, je m'expliquerai « avec lui et lui communiquerai mon plan ainsi que les mé- « moires, si Votre Majesté le trouve bon. »

Réponse du roi.

« Il me semble qu'on ne peut tarder de remettre ces pièces au « président, pour les raisons même que vous m'avez données « aujourd'hui. Mais il sera bien de ne le pas faire avant que « vous soyez de retour ici, du même que vous soyez parti « pour Azeca, pour que vous ayez le temps d'en parler ap- « paravant au président. Et si cela vous paraît bien de cette

« manière faites-le moi dire pour que je le sache en arrivant à Ezperaosa. J'approuve que vous expliquez votre plan au président, et que vous lui communiquiez les mémoires comme vous me le dites. »

On voit l'accord qui régnait entre le monarque et le sujet : mais ce n'était là, de la part de Philippe, qu'autant de pièges, pour tromper plus facilement le ministre dont il avait résolu la ruine.

Le plan d'Antonio Perez était de laisser la justice agir pour ce qui le concernait, mais de ne consentir à aucune poursuite contre la princesse d'Eboli, en considération de son sexe et de son rang. Perez assurait le roi qu'il ne pourrait résulter aucun inconvénient de cette manière de procéder, et qu'on ne pourrait découvrir que l'assassinat avait eu lieu par son ordre, parce qu'aucun de ceux qui y avaient contribué n'avait été arrêté, et qu'il n'existaient aucune preuve contre lui. Philippe, bien que satisfait de voir Perez aller de lui-même au-devant de ses projets, semblait ne pouvoir se résoudre à le livrer aux mains de la justice ; mais tous ces retards et ces hésitations ne faisaient qu'aigrir davantage les ennemis de ce ministre, et Vazquez ne cessait de représenter au monarque le scandale qu'excitait partout l'impunité d'un crime aussi odieux.

Enfin le roi, paraissant céder aux désirs de Perez, consentit à ce que ce dernier donnât connaissance au président du conseil royal de Castille³, don Antonio de Pazos, de toutes les circonstances de cet événement, ainsi que des causes qui l'avaient décidé à prendre cette résolution, ou qu'il lui communiquât ensuite son plan. Antonio Perez obéit. Il porta lui-même au président les mémoires qu'on remettait chaque jour au roi contre lui et la princesse d'Eboli.

Philippe n'avait pas encore épousé toutes ses ruses : pour mieux tromper son confident sur ses véritables sentiments, il

engagea don Antonio de Pazos à parler au fils aîné d'Escovedo et à Mateo Vazquez pour leur donner le conseil de se désister de leurs poursuites, en leur faisant sentir les dangers qu'ils attireraient sur leurs têtes, dans le cas où ils ne pourraient prouver leur accusation contre des personnes du rang et du caractère d'Antonio Perez et de la princesse d'Eboli. Don Pedro d'Escovedo, qui n'avait aucune preuve des faits qu'il avançait, qui n'avait pour lui que les soupçons et l'appui des ennemis d'Antonio, donna sa parole de ne plus parler de cette affaire.

Mais le roi savait bien qu'il n'en pourrait être de même de Vazquez et des autres ennemis de Perez. Comme il l'avait prévu, cette démarche ne fit qu'enflammer davantage l'envie et la fureur dont ils étaient animés. Craignant la faveur dont Antonio Perez semblait jouir encore auprès du monarque, ils excitèrent à la vengeance d'autres parens d'Escovedo, et renouvelèrent chaque jour leurs attaques avec plus de force et d'importunité.

Antonio Perez revint de lui-même au conseil qu'il avait déjà donné de se livrer à la justice, à la réserve toujours de ne rien entreprendre contre la princesse d'Eboli, comme étant le seul moyen de mettre un terme aux clamours qui s'élevaient contre lui. Ou bien, il demandait à se retirer de la Cour pour se mettre à l'abri de l'envie et de la haine qu'excitait sa faveur, et qui était accrue par l'irrésolution et la patience du monarque. Mais Philippe ne voulait pas y consentir, et semblait ne pouvoir se passer de ses services : il y eut même entre eux, à ce sujet, de grands débats, comme on le voit par quelques lettres de la main de *ce* prince à Perez. Le roi lui donna sa parole de chevalier de ne jamais l'abandonner, et exige de lui, à son tour, la promesse de ne le pas quitter. Il faisait même prier la princesse d'Eboli d'intercéder auprès de Perez pour l'engager à rester, leur promett-

tant dans ce cas, à l'un et à l'autre, de grandes récompenses. Et celui qu'il chargeait de cette négociation était un grave personnage, le cardinal-archevêque de Tolède, don Gaspar de Quiroga, qu'il offrait pour garant de ses promesses. En vérité, c'était pousser trop loin la dérision et la fausseté.

Cependant Perez commençait à n'être pas sans inquiétude sur sa position, et ne prévoisait que trop bien les orages que semblait receler ce ciel qu'on s'efforçait de lui représenter comme clair et serein. Dans une lettre qu'il écrivait un jour au roi sur des affaires secrètes, il terminait par ces paroles : « Je crains, seigneur, que mes ennemis ne profitent du moment où je ne serai pas sur mes gardes pour m'enfoncer le poignard dans le sein, et qu'abusant de la douceur et de la patience de Votre Majesté, ils ne parviennent, à force d'envie, à la surprendre. Je ne parle pas ainsi sans motifs, car je sais qu'ils ne cessent de s'agiter. »

Le roi, pour le rassurer, répondait à la marge :

« Quant à ce que vous exprimez ici, je vous ai déjà dit ailleurs que vous ne deviez pas être de bonne humeur ; mais croyez que, bien qu'ils ne cessent de s'agiter, cela ne leur servira à rien. Cependant, vous pouvez être sûr que je n'ai appris autre chose que ce que je vous ai dit et montré. »

Antonio Perez n'était pas le seul qui connaît et redoutait le caractère du monarque. Malgré les marques de confiance que Philippe ne cessait de lui donner, non-seulement dans tout ce qui avait rapport à la mort d'Escovedo, mais même dans ce qui concernait les affaires de l'Etat, il voyait l'audace de ses ennemis croître de jour en jour, et se fortifier par la faveur dont Perez continuait à jouir. La princesse d'Eboli n'était pas plus épargnée dans leurs attaques, et alarmée de la puissance qu'ils acquéraient chaque jour, elle se plaignit vivement au roi. Philippe fit tous ses efforts pour l'apaiser, et

parut même vouloir la réconcilier, ainsi que Perez, par l'entremise de son confesseur, avec Mateo Vazquez, qui était le plus acharné contre eux.

Enfin, comme paraissant céder aux vives sollicitations qui lui étaient adressées de venger la mort d'Escovedo, le roi dépouilla tout-à-coup le masque d'amitié dont il avait couvert jusqu'alors ses desseins secrets, et, arrivant tout à coup de l'Escurial à Madrid, il ordonna d'arrêter, en même temps, Antonio Perez et la princesse d'Eboli. Cet ordre reçut son exécution dans la nuit du 28 juillet 1579.

Avant de prendre ce parti, le roi n'avait communiqué son projet qu'au frère Diego de Chaves, son confesseur, et au comte de Barajas, surintendant de la maison de la reine Anne d'Autriche, et grand ami de Mateo Vazquez, qui ignoraient l'un et l'autre les mystères de cette histoire et les causes de la mort d'Escovedo. Il eut soin de n'en rien dire au président du conseil de Castille, don Antonio de Pazos, à qui il avait révélé précédemment les secrets de cette tragique aventure.

Le bruit de cette double arrestation retentit partout : les uns l'attribuèrent au dépit que causait au roi la persévérance de la liaison de son ministre avec Mendoza, qui semblait ainsi le dédaigner ; d'autres virent dans cette résolution un moyen pour Philippe de détourner de lui les soupçons que commençait à faire naître la mort d'Escovedo.

On sera curieux d'apprendre du roi lui-même la couleur qu'il donna dans le premier moment à cet acte. Voici ce qu'il écrivit, dans la nuit même de cette arrestation, au duc de l'Infantado, qui était un des parens de la princesse.

« Mon cher cousin*, vous n'ignorez pas sans doute le peu d'accord et les différends qui existent entre Antonio Perez et Mateo Vazquez, mes secrétaires, dans lesquels

* Le roi donne ce titre à tous les grands d'Espagne.

« est intervenue la princesse d'Eboli, pour laquelle j'ai « toujours eu tous les égards qu'elle mérite, tant à cause de « sa famille, que comme ayant été l'épouse de Ruy-Gomez, « qui m'a servi avec tant de zèle, et pour qui j'ai eu tout « l'attachement que vous savez. Ayant voulu connaître la « cause de tout cela pour y porter remède, et désirant que « tout se passât avec la discréction qu'il convenait, j'ai or- « donné au frère Diego de Chaves, mon confesseur, par « suite de la confiance que m'inspire son caractère, de parler « de ma part à la princesse ; d'entendre ses plaintes contre « Mateo Vazquez, et de connaître le fondement de ses griefs. « Pour remplir fidèlement mes intentions, et approfondir « toute cette affaire, il s'est adressé à d'autres personnes « qu'elle lui a nommées, et ne trouvant pas ces griefs suffi- « samment fondés, il a fait tous ses efforts auprès d'elle, sui- « vant la commission que je lui donnai, pour l'engager à « mettre un terme à son ressentiment, et à rétablir, entre « Antonio Perez et Mateo Vazquez, la bonne harmonie qui « convient au bien de mon service, comme à eux tous. Mais « j'ai appris avec regret que la princesse continuait toujours à « mettre obstacle à leur réconciliation. Mon confesseur lui a « parlé plusieurs fois à ce sujet pour la déterminer à faire ce « que je désirais avec tant de justice. Et voyant que non-seule- « ment je n'avancais à rien, mais même que sa manière d'agir « était absolument contraire au but de mes désirs, j'ai été forcé, « dans son intérêt comme dans celui de la conciliation que je « méditais, de la faire enfin arrêter et conduire cette nuit à la « forteresse du bourg de Pinto *. De tout quoi, j'ai voulu « vous donner avis comme de raison, à cause des liens de « parenté qui vous unissent, pour que vous soyez bien in- « formé de mes motifs, et que vous soyez convaincu que per-

* Petite forteresse qui servait de prison d'état.

« sonne ne désire plus que moi son repos, ainsi que la prospérité de sa maison et l'avancement de ses fils. »

A Madrid, le 29 juillet 1579.

Philippe écrivit aussi, dans le même sens, au duc de Medina-Sidonia, gendre de la princesse.

Nous rapporterons à ce sujet une particularité bizarre, qui, bien que de peu d'importance, mérite d'être connue.

Lorsqu'on apporta au roi ces lettres à signer, au moment même où ces arrestations allaient avoir lieu, il les corrigea de sa main et les fit remettre au net, parce que le secrétaire Mateo Vazquez y était nommé avant Antonio Perez. Un autre fait non moins curieux, et qui montre la passion qui agitait le cœur du monarque, c'est qu'à l'heure même où ses ordres devaient être exécutés, il se rendit en personne dans une église en face de la maison de la princesse d'Eboli, pour voir la chose de ses propres yeux; et que, de retour dans ses appartemens, il resta jusqu'à cinq heures du matin à se promener de long en large avec agitation.

Le lendemain de cette arrestation, le cardinal de Tolède alla, de la part du roi, rendre visite à dona Juana Coëllo, à qui Perez était uni depuis à peine un an, « pour la rassurer, au nom de Sa Majesté, sur l'acte d'autorité qu'elle avait vu exercer contre son mari, et lui dire qu'elle ne devait avoir aucune inquiétude sur ce qui intéressait sa vie et son honneur. » Il resta long-temps auprès d'elle, occupé à lui offrir des consolations, et cherchant à lui prouver « que tout ce qui avait été fait était uniquement dans l'intérêt de son époux, et pour obvier à de plus grands inconveniens. »

Antonio Perez resta prisonnier pendant environ quatre mois dans la maison d'un alcade de la cour⁴, à Madrid. Le confesseur du roi, le frère Diégo de Chaves, alla l'y voir quinze jours après son emprisonnement : ces deux visites excitèrent l'étonne-

ment de toute la cour ; on eut peine à croire à la disgrâce complète d'un homme qui obtenait , après un pareil éclat , des témoignages si marquans de la bienveillance et de l'intérêt de son souverain. Le roi poussait même l'attention jusqu'à écrire souvent à l'alcade pour lui recommander d'avoir bien soin de son prisonnier , et de lui amener ses enfans pour le distraire. Antonio Perez était instruit de tout cela par le moyen d'un domestique de cet officier , qui lui montrait toutes les lettres que son maître recevait du monarque.

Etant tombé malade , Autonio Perez obtint la permission d'avoir sa maison pour prison. Quelques jours après , il reçut la visite de don Rodrigo Manuel , capitaine de la garde du roi catholique , qui venait , de la part de ce prince , requérir d'Antonio Perez le serment de ne conserver aucun ressentiment contre Vazquez et de vivre désormais en bonne intelligence avec lui. Perez prêta ce serment en bonne forme , et tout le monde crut un moment que c'était le terme de ces querelles ; mais elles ne pouvaient finir aussi facilement.

Antonio Perez resta prisonnier dans sa maison avec des gardes pendant six ou huit mois. On les lui ôta ensuite , et il eut la liberté de sortir pour aller à la messe et se promener , ainsi que de recevoir des visites , à condition de n'aller lui-même voir personne. Ces conditions surprisent tout le monde.

Le roi partit pour le Portugal. La position d'Antonio Perez ne changea pas , et il ne discontinua pas ses fonctions. Toutes les affaires se traitaient par l'intermédiaire de ses secrétaires , qui recevaient les dépêches , les communiquaient aux conseillers d'état et les remettaient ensuite au roi. Antonio Perez resta dans cette position jusqu'à la fin de 1585. Mais fatigué alors de ses incertitudes , il résolut d'envoyer des personnes de confiance au roi ; et , plus tard , pour hâter ces négociations , il fit partir un grave religieux , le père

Rengifo, pour aller recevoir les ordres du monarque, et le prier de prendre une résolution définitive à son égard. Philippe écouta ce moine, et le vit toutes les fois qu'il le désira, mais les choses n'avançaient pas davantage.

Enfin, Perez prit le parti d'envoyer son épouse elle-même, après avoir communiqué son projet au président du conseil de Castille, don Antonio de Pazos. Avant qu'elle fût arrivée à Lisbonne, le roi donna l'ordre de la faire arrêter. On s'empara de sa personne, en mer, entre Aldea-Gallega et Lisbonne. Cette malheureuse épouse était enceinte de huit mois. Le trouble que lui causa l'exécution de cette mesure lui occasionna une fausse couche au milieu de la mer. L'alcade la reconduisit à Aldea-Gallega, la déposa dans une auberge et l'interrogea juridiquement sur le motif de son voyage. Il lui demanda si elle voyageait par l'ordre de son mari, et dans ce cas, quelles étaient les instructions qu'il lui avait données, et une foule de choses semblables.

L'alcade retourna auprès du roi pour lui rendre compte de sa mission, et recevoir le prix qu'il attendait d'un pareil service. Pour preuve du succès de son expédition, il lui remit entre les mains l'interrogatoire qu'il avait fait subir à la femme d'Antonio Perez. Le roi, au lieu des grâces que l'alcade espérait, prit le papier, et, sans se tourner même vers cet homme, le jeta au feu et le laissa brûler sans dire une parole. L'alcade, consterné, sortit sans en demander davantage, et, depuis ce moment, n'osa plus ouvrir la bouche sur Antonio Perez, ni sur rien de ce qui le concernait.

Cependant l'issue de cette affaire fut que le roi ordonna au père Rengifo d'aller dire à l'épouse d'Antonio Perez, de sa part, « de retourner chez elle, qu'il lui promettait, comme « roi, et lui donnait sa parole, comme chevalier, de terminer « les affaires de son mari à son arrivée à Madrid. » Tels sont les termes dans lesquels Rodrigo Vazquez parla à ce reli-

gieux au nom du roi, et il lui montra même l'ordre qu'il avait reçu de la main de Philippe, dans lequel ils étaient exprimés.

Mais ce n'était pas la fin des persécutions d'Antonio Pérez. Le roi, toujours à la tête de ses ennemis, et feignant de n'avoir en vue que la justice, donna l'ordre de faire une enquête sur son administration et celle de plusieurs autres secrétaires d'état. C'était ce qu'on appelait en Castille *jugement de visite*. Cette enquête se fit secrètement, et, après qu'on eut recueilli toutes les dépositions, on accusa Pérez d'avoir commis des malversations dans l'exercice de ses fonctions, d'avoir divulgué les secrets de l'état, et d'avoir abusé de la confiance de son maître en ajoutant et en retranchant à son gré dans les dépêches en chiffres qu'il recevait pour le roi.

Perez se défendit sur ces charges d'une manière générale et avec réserve, en disant qu'il ne pouvait entrer dans aucun détail, par respect pour le monarque. En même temps, il écrivit au roi pour lui faire part de sa position et solliciter son intervention dans une affaire qui compromettait son autorité. Il s'adressa aussi au confesseur de Philippe, le frère Diego de Chaves, qui faisait partie des membres de l'enquête, et lui montra les lettres et billets du roi qu'il avait entre les mains, et dans lesquels ce prince lui ordonnait de retrancher, d'ajouter et d'arranger certaines choses dans les dépêches que lui adressaient ses ministres, pour les faire servir dans son conseil au but qu'il se proposait. Chaves, qui jusqu'alors ignorait ou feignait d'ignorer tous ces secrets, sentit sur-le-champ tous les inconvénients qui pourraient résulter de la connaissance de ces pièces. Il recommanda à Perez de ne pas les produire pour sa décharge, de s'abstenir plutôt de se défendre, en lui assurant, ainsi qu'à son épouse, qu'on n'avait pas l'intention de le condamner, et que toutes ces démonstrations n'étaient qu'une simple forme.

Antonio Perez, dans la relation de ses malheurs, qu'il publia en France, allégué d'assez bonnes raisons pour se disculper sur le premier point d'accusation. Mais, en général, les ministres, dans tous les temps et dans tous les pays, n'ont pas manqué d'arguments quand il s'est agi de se défendre de pareilles inculpations. Cependant, nous devons convenir que ses explications nous satisfont complètement. Quant aux deux dernières charges, ce qui y donna lieu, ce furent deux lettres que don Pedro d'Escovedo produisit, et qui avaient été écrites à son père par Antonio Perez. Dans l'une, il lui donnait avis de ce qui se passait dans le conseil relativement à don Juan d'Autriche, qui faisait partie de ce conseil, et dont Escovedo était secrétaire. Dans l'autre, il disait à don Juan d'Autriche et à Escovedo, qu'il avait supprimé, ajouté et arrangé certains passages dans plusieurs lettres que don Juan écrivait au roi son frère.

Enfin, pour prix de sa soumission aux recommandations du confesseur, Antonio Perez fut condamné à être suspendu pendant dix ans de toute fonction, à payer une amende de trente mille ducats, à la réclusion pendant deux ans dans une forteresse, et, après ce temps, à huit ans d'exil du lieu de la résidence du roi. Sous le règne de Philippe, on savait quelques-fois s'affranchir des formes de la justice.

L'acte qu'on signifia à Perez disait simplement que Sa Majesté ayant ordonné un jugement de visite sur l'administration de plusieurs de ses secrétaires, et, entre autres, sur celle d'Antonio Perez, et les juges nommés à cet effet l'ayant condamné à telle et telle peine, il était ordonné à Antonio Marquez, secrétaire de la commission de visite, de lui notifier la décision qui avait été prise à son égard.

Cet acte ne rapportait même pas les considérans du jugement; il était écrit d'une autre main que celle de la personne chargée de diriger l'enquête, et n'était revêtu de la signature

d'aucun des juges, ni de celle du roi, comme le furent ceux qu'on signifia aux autres secrétaires, et comme il a toujours été d'usage. Il y eut plus : Antonio Perez ne put jamais obtenir de copie authentique de cet acte, bien que, pour la conservation de ses droits, il la demandât plusieurs fois. Cette sentence ne fut jamais publiée, il y eut même un juge qui déclara n'avoir pas été consulté, et la personne qui l'avait signée avoua ensuite ne l'avoir fait que parce qu'on le lui avait ordonné.

En conséquence, au moment du départ du roi pour les côtes d'Aragon, un alcade se présente chez Antonio Perez pour exécuter la sentence. Celui-ci, redoutant le sort qui l'attendait, résolut de se réfugier dans une église. Il ne le fit cependant pas avant d'avoir pris conseil du cardinal de Tolède, auprès duquel il envoya un domestique assidé, tandis qu'il retenait l'alcade par des paroles. Ce qu'il y a de plaisant, c'est qu'en présence même de ce dernier, le domestique fit connaître à son maître, par un signe, l'avis du cardinal. Antonio Perez sauta alors par la fenêtre, et se réfugia dans l'église de Saint-Just, d'où il fut arraché, malgré ses protestations, et conduit dans la forteresse de Torrejon.

On mit en même temps séquestre sur tous ses biens et ses papiers, et ce fut après vingt jours de réclusion seulement dans cette forteresse, qu'on vint lui notifier l'acte dont nous avons parlé. Ainsi la sentence avait reçu son exécution avant même d'avoir été signifiée. Cependant, le roi permit quelque temps après à sa femme et à ses enfans, d'aller lui tenir compagnie dans sa prison, où il fut lui-même moins étroitement gardé. On leva aussi le séquestre qui avait été mis sur ses biens, et on lui rendit tous ses papiers.

Ce retour à la douceur envers Perez et sa famille n'était pas sans motifs. On commença aussitôt à lui réclamer toutes les lettres et les billets originaux qu'il avait reçus du roi, en

lui faisant espérer, pour prix de cette soumission, la fin prochaine de ses persécutions. Pensant avec raison qu'on ne lui tiendrait pas parole, il résista à toutes les promesses qu'on lui fit. Alors on résolut d'employer contre lui les moyens les plus rigoureux. Sous prétexte qu'il avait voulu fuir en Aragon pour se prévaloir, comme Aragonais, des *fueros* (lois) de ce royaume et demander justice de ses persécutions, on resserra plus étroitement ses fers. On enleva sa femme et ses enfans, qu'on conduisit prisonniers à Madrid, bien que les plus jeunes de ces derniers n'eussent pas quatre ans. On alla jusqu'à refuser à Dona Juana le confesseur qu'elle demandait, et il lui fut seulement permis de voir celui qu'on lui désigna.

On mit de nouveau le séquestre sur les biens d'Antonio Perez, qui furent vendus à l'encan. On chercha à lui faire peur d'un emprisonnement perpétuel dans une forteresse, et de rigueurs inouïes envers son épouse et ses enfans. Le confesseur du roi était, avec le comte de Barajas, l'agent de ces viles manœuvres, et il écrivit lui-même de sa main deux lettres à cette malheureuse mère et épouse.

Mais Dona Juana Coëlo était douée d'un rare courage : plutôt que de manquer à son devoir et à sa conscience, elle resta sourde à toutes les menaces, et ne céda que sur l'ordre que son mari lui envoya, tracé avec son sang. Voilà à quelles extrémités était réduit un homme qui jouissait naguère de toute la confiance de son souverain.

Enfin, pour obéir à son mari, Dona Juana envoya au confesseur du roi, qui était alors à Monzon, deux caisses par une personne affidée ; elle lui écrivit en même temps pour lui dire qu'elles contenaient la justification de son mari, et le prier de résérer quelques-uns des papiers qu'elles renfermaient pour servir en temps utile.

Le confesseur reçut ces deux caisses fermées et scellées, telles que les lui envoyait Dona Juana, sans les ouvrir ni

voir ce qu'elles contenait. Il ne voulut pas en accepter les clefs, et il ordonna au domestique qui voulait les lui remettre de les porter lui-même sur-le-champ au roi en mains propres. A son arrivée, Philippe l'admit aussitôt, écouta ce qu'il avait à lui dire, et reçut les clefs de sa propre main, de manière qu'on ne saurait prétendre que, malgré son absence, il ait rien ignoré.

Dona Juana sortit de prison, mais les rigueurs exercées envers son mari ne furent pas adoucies. Le domestique, qui avait fait remise des caisses et des clefs, revint avec un reçu de la main du confesseur et une lettre dans laquelle il disait « qu'il ne laisserait à qui que ce fût ces papiers, et qu'il n'y manquerait pas une ligne. »

Il confirma souvent depuis, de vive voix, à Dona Juana les expressions de cette lettre. Un jour même que cette épouse infortunée se plaignait à lui de ses malheurs, ainsi que des nouvelles persécutions qu'on faisait chaque jour éprouver à son mari, malgré toutes les paroles données par le roi, communiquées par lui-même, et qu'elle lui demandait, puisqu'il en était ainsi, de lui rendre ses papiers, le confesseur lui répondit : « Madame, si on tourmente davantage le seigneur Antonio Perez, j'irai au milieu de cette place, je crierai comme un insensé, je révélerai tous les mystères de cette histoire, et vous rendrai vos papiers. »

Enfin, après le retour du roi de l'Aragon, Antonio Perez fut gardé un peu moins étroitement. Quelque temps après il fut même transféré à Madrid, dans une des meilleures maisons de la ville. Il y resta quatorze mois moitié prisonnier, recevant librement les visites de presque toute la cour, des grands seigneurs et des fonctionnaires de tous les grades. Pendant ce temps, il correspondait souvent avec le roi, qui paraissait recevoir ses lettres avec plaisir et les conservait toujours sur lui. Perez lui demanda la permission d'aller aux

offices divins pendant la semaine sainte. Elle lui fut accordée, et on employa pour la lui notifier les formes bizarres et mystérieuses que nous avons vu déployer, dans tout le cours de cette affaire.

Chaves fit appeler un ecclésiastique qui était le précepteur du fils ainé d'Antonio Perez, et lui dit : « Reconnaissez-vous cette lettre du seigneur Antonio à Sa Majesté, dans laquelle il lui demande telle ou telle chose ? Eh bien, dites-lui qu'il se rende aux offices divins à Notre-Dame d'Atocha pendant ces jours-ci. — Mais, seigneur, répondit l'ecclésiastique, que diront Rodrigo Vazquez, son juge, et les agents de la justice ? — Faites ce que je vous dis, répliqua le confesseur en se tournant vers lui, il n'a pas besoin d'autre chose. »

D'après cela Antonio Perez sortit librement pendant le cours de cette semaine ; beaucoup de personnes, même de celles qui étaient le mieux instruites des secrets de cette affaire, ne savaient que penser en voyant la manière dont on agissait envers le malheureux Perez, qu'on ne pouvait se décider à persécuter franchement. Pendant ce temps, Dona Juana ne négligeait aucun moyen pour faire cesser les persécutions de son mari : elle avait réussi à intéresser à son sort l'impératrice, sœur de Philippe ; mais tout le crédit de cette princesse ne put rien sur l'esprit de son frère, dont la haine et la vengeance étaient implacables.

Philippe était parvenu à tromper tout le monde sur ses véritables sentiments et ses desseins à l'égard de son ancien favori. Au moment où il s'apprétait à écraser sa victime sous les coups les plus terribles, il se donnait l'apparence du calme et de la douceur. Abusé par tant de fausseté, le cardinal de Tolède dit un jour à la fille d'Antonio Perez, deux mois à peine avant que ce dernier fût appliqué à la question : « Recommandez à votre père d'être gai ; j'irai un de ces jours le voir, et le prendre pour aller nous promener par la ville. »

Rodrigo Vazquez lui-même, le juge d'Antonio Perez, dit un jour à quelqu'un qui lui parlait de la position singulière de cet ancien favori : — « Que voulez-vous que je vous dise ? Tam-tôt le roi me presse et me lâche la main, tam-tôt il me la retient. Je ne puis deviner ce qu'il peut y avoir entre le roi et son sujet. »

Tout ce mystère, que le roi seul connaissait, exciteit au plus haut degré la curiosité et les craintes des ennemis d'Antonio, qui tremblaient à tout moment de le voir rentrer en grâce auprès du monarque. N'ayant plus d'autre prétexte de persécution contre Perez, ils résolurent de renouveler contre lui leurs attaques au sujet de la mort d'Escovedo, pensant que le roi ne pourraient se refuser à le faire mettre en jugement sur une accusation formelle, sans donner lieu à des conjectures qu'il était bien aise d'éloigner. Il y avait de l'habileté dans ce tour que Philippe donna à sa vengeance, après être rentré en possession des papiers qui auraient pu servir à prouver qu'Antonio n'avait été dans cette affaire que l'instrument de sa politique. En conséquence, Pierre d'Escovedo déposa une plainte en règle contre Antonio Perez, et lui demanda compte de la mort de son père; et le roi consentit à ce qu'on donnât suite à sa requête.

Perez fut de nouveau éloigné de Madrid, et conduit dans la forteresse de Piato, avec un grand appareil. Il fut ramené à Madrid deux mois et demi après, quoique le roi en eût donné l'ordre long-temps auparavant; mais le juge résistait autant qu'il pouvait, ou peut-être ne faisait-il qu'obéir à ses instructions secrètes. Enfin, Antonio fut interrogé sur le crime dont on l'accusait; et dans ses réponses il garda le silence sur ce qui s'était passé entre le roi et lui, au sujet de la mort d'Escovedo, avant et depuis cet assassinat.

Pendant ce temps là, Perez correspondait avec Philippe, et lui redait compte de tout ce qui se passait à son égard,

ainsi que des moyens employés par ses ennemis pour le perdre. Le roi cherchait sans cesse à le rassurer. Dans un des billets qu'Antonio produisit pour sa défense en Aragon, Philippe lui disait en propres termes : « de ne pas s'inquiéter de tout, « ce qu'on faisait, de continuer à agir avec la même réserve, « que de son côté il ne l'abandonnerait pas, et qu'il pouvait « être sûr que la passion ne pourrait rien contre lui. » Il ajoutait encore ces paroles : « Rappelez-vous bien qu'il ne « faut pas qu'on sache que cette mort a eu lieu par mon « ordre. » Il disait beaucoup d'autres choses encore, et beaucoup plus qu'il n'en eût fallu, non-seulement pour faire ab-soudre Perez, mais même pour faire trembler ses persécuteurs.

C'est ainsi que Philippe amusait par de vaines promesses l'ancien dépositaire de ses secrets. Les ennemis de Perez, étonnés des rapports fréquens qui existaient toujours entre le roi et le prisonnier, ne savaient que penser, et redoublaient d'ardeur, dans la crainte de le voir leur échapper. Bien plus, Rodrigo Vazquez, frappé des réponses d'Antonio, avait cru découvrir de grands mystères dans cette affaire, et tout cela lui donnait beaucoup à penser. Le jour de l'interrogatoire, on avertit Antonio Perez qu'il avait dix jours pour répondre aux accusations amassées contre lui pendant dix ans, sans qu'on lui eût communiqué aucuné des charges, ou aucun des actes dirigés contre sa personne. Ce qu'il y eut de plus fort et de plus scandaleux, ce fut la manière dont on donna communication de la procédure aux avocats d'Antonio Perez. Le juge voulut qu'on ne la leur montrât que par fragmens, et même ils ne lisaient pas eux-mêmes, mais c'était le greffier qui leur en donnait lecture, placé à une certaine distance d'eux, cachant les noms des témoins, et passant des articles entiers.

C'était violer toute espèce de droits. On regardait comme prouvées les charges dont on ne donnait même pas connais-

sance au prévenu. Ses juges pouvaient avoir servi de témoins contre lui; et s'il ne pouvait récuser ces derniers, du moins il pouvait refuser d'être jugé par les premiers. C'est ce qu'il fit à l'égard de Rodrigo Vazquez, dont la passion ne pouvait être douteuse; mais on ne daigna même pas écouter ses réclamations.

Pendant cette instruction, le frère Chaves et Rodrigo Vazquez examinèrent les papiers dont l'épouse d'Antonio Perez avait fait la remise, en apportant dans cet examen le plus grand mystère, et en se servant d'un moine pour secrétaire. Après cet examen, le confesseur voyant qu'Antonio Perez, pour complaire à la volonté du roi, persistait à nier sa participation à la mort d'Escovedo, lui écrivit la lettre suivante :

« Seigneur,

« Connaissant les chagrins auxquels vous êtes en proie depuis si long-temps, ainsi que votre famille, j'ai réfléchi en moi-même pour savoir s'il n'était pas conforme aux principes de la charité de donner un conseil à celui qui ne me le demandait pas. Enfin je me suis décidé à le faire, et j'ai pensé que puisqu'il vous aviez une excuse préemptoire pour l'action qu'on vous reproche, dès qu'on viendra à la savoir, vous feriez bien d'avouer simplement ce qu'on vous demande, et de mettre ainsi un terme à toutes vos persécutions, puisque c'est là le fondement de tout ce que vous éprouvez, et que d'ailleurs chacun doit répondre pour soi.

« Que Dieu vous garde de longues années, et vous accorde la santé et le repos dont toute votre famille a besoin. Je ne vous dis pas ici toute la peine que me cause cette affaire, parce que cela est à la connaissance de Dieu, Notre-Seigneur, et même du roi, notre maître.

De San-Lorenzo, résidence du roi, le 3 septembre 1589.

FRAT DIEGO DE CHAVES.

Antonio Perez, après avoir pris l'avis de l'archevêque de Tolède, répondit au confesseur « de bien réfléchir à ce qu'il lui conseillait, et qu'en se condamnant dans un cas si grave, « et qui n'offrait même pas de preuves suffisantes pour l'arrêter, ce serait agir contre sa conscience et surtout contre l'intérêt de sa cause; que d'ailleurs il ne pouvait, en bonne sagesse, déclarer ce que le roi lui ordonnait de faire; enfin, que si le but de tout cela était de satisfaire Escovedo, il vaudrait mieux que cela fût à ses dépens, et non en compromettant les secrets et l'autorité de Sa Majesté, ni le sort de tiers innocens, puisque le roi lui avait ordonné, pour ne pas dire prié, de ne pas dire que cette mort eût eu lieu par son ordre et sa volonté, et qu'il vaudrait mieux, à tous égards, entrer en accommodement avec Escovedo. »

Le confesseur répliqua par une seconde lettre, conçue en ces termes :

« Seigneur,

« J'ai reçu votre lettre du 10 courant, en réponse à la mienne, et j'ai réfléchi de nouveau à ce que je vous ai écrit, ainsi que vous me le recommandez. Je pense tous jours que ce qu'il y a de plus simple pour faire cesser tous vos ennuis et vos souffrances, c'est de déclarer la vérité relativement à votre participation à la mort d'Escovedo; de dire même en vertu de quel ordre vous avez agi, sans parler des motifs qu'on a eus pour vous commander cet acte, ni donner aucun détail, ni aucun indice à ce sujet. Vous me répondez à cela, qu'un homme ayant femme et enfans doit se faire un cas de conscience de se condamner lui et les siens de sa propre bouche, quand il est innocent à ses yeux et devant la justice. La chose est assez grave pour avoir mérité de ma part un examen profond et attentif. Je

« siste donc, en bon chrétien, et après de sérieuses réflexions,
 « à croire que le conseil que j'ai donné, d'après ce que j'ai
 « appris de la bouche de la señora dona Juana Coëlo, par
 « les papiers qu'elle m'a remis de votre part, est conforme
 « à la sainte religion et à la saine raison. Il a pour but de
 « vous empêcher de vous parjurer en justice, et, dans le cas
 « où vous vous seriez déjà rendu coupable de cette faute,
 « de persister dans le péché. Loin de vous faire condamner,
 « vous et des tiers, injustement, c'est le moyen, au contraire,
 « de faire briller votre innocence et de vous sauver, ainsi
 « que ceux-ci, car Diego Martinez, l'un d'eux, ayant été
 « arrêté, subit, comme vous, depuis plusieurs années, un
 « emprisonnement rigoureux et des persécutions cruelles,
 « pour n'avoir pas avoué cette vérité. C'est pourquoi je vous
 « donne cet avis, d'après l'idée que je me fais des lois. En
 « effet, le prince séculier ayant tout pouvoir sur la vie de
 « ses sujets et vassaux, et pouvant la leur ôter pour des mo-
 « tifs justes et par suite d'un jugement, le peut aussi sans
 « avoir recours à des témoins, car, que sont devant ses pré-
 « rogatives, les controverses et la régularité des procédures?
 « Il peut toujours s'en dispenser; et, s'il a quelque motif
 « pour négliger les formalités ordinaires, ce n'est pas une
 « raison pour que le vassal qui, par son ordre, en aurait tué
 « un autre, qui était aussi son vassal, puisse aussi s'en
 « affranchir, parce qu'on doit présumer en droit que cet
 « ordre n'a pu être donné sans des causes justes, ainsi
 « qu'il arrive toujours dans toutes les actions du prince.
 « Or, s'il n'y a pas de faute, il ne peut y avoir de peine
 « ni de châtiment⁵. D'où vous conclurez que si, dans ce
 « cas, vous déclarez la vérité, personne ne sera condamné :
 « au contraire, vous mettrez à découvert votre innocence et
 « celle de vos complices, qui sont, les uns en fuite, les au-
 « tres en prison, ainsi que nous avons, je vous le répète, la

« douleur de vous y voir vous-même. Il vous suffira de dé-
 « clarer la vérité pour réparer tous ces malheurs, et mettre
 « terme à cette affaire. Le roi aura satisfait Escovedo, qui
 « lui a demandé avec tant d'instance et par tous les moyens
 « possibles, justice contre vous, ce qui fait que Sa Majesté
 « n'a pu se refuser à permettre une instruction sur cet événe-
 « ment. Cependant, si vous voulez tourner vos déclarations
 « contre Sa Majesté, on vous forcerait à vous taire, et l'on
 « vous éloignerait de Madrid pour vous apprendre à taire
 « ce qui convient, sans déclarer les causes de cette mesure;
 « car c'est un sujet auquel vous ne devez toucher en aucune
 « manière, comme je vous ai dit. Tout ce que je vous mande
 « dans cette lettre, ainsi que dans ma dernière, m'a été dicté
 « uniquement par la part que je prends à vos malheurs, et
 « non dans le but de vous empêcher de faire votre volonté.
 « Et lors même que mon conseil ne vous paraîtrait pas utile,
 « je crois que la marche que vous voulez donner à cette af-
 « faire, en la conduisant régulièrement jusqu'à la fin, le se-
 « rait encore moins, parce que le juge doit être persuadé de
 « la vérité, par suite des aveux qu'il a reçus de la bouche
 « de la senora dona Juana Coëllo, ainsi que le comte de Ba-
 « rajas. De cette manière, il se contentera peut-être de moins
 « de preuves, et celles qu'il a déjà pourront s'accroître avec
 « le temps, attendu que la justice étant saisie de cette affaire,
 « a les moyens de vous causer, ainsi qu'à vos tiers, mille
 « tracasseries, et de prolonger long-temps encore votre em-
 « prisonnement et vos souffrances.

« L'autre moyen dont vous parlez, et qui aurait pour ré-
 « sultat de s'entendre avec Escovedo, me paraît bien : le nom
 « du roi ne doit pas être même prononcé ; car il est dégoûté
 « de tout ce que vous savez au sujet du père et d'Escovedo
 « lui-même. Ainsi, si vous pouvez réussir à sceller cette paix,
 « ce sera à merveille sous tous les rapports.

« Que Notre Seigneur vous conserve et vous conduise à
« bien. »

De San-Lorenzo, de l'Escurial.

Fray* DIEGO DE CHAVES.

Ces lettres sont assez curieuses pour que nous ayons jugé à propos de les rapporter ici, tant à cause du caractère de celui qui les écrivait, que de sa position auprès de Philippe. Elles furent produites en original dans le procès d'Antonio Perez, en Aragon. Mais une chose digne de remarque, c'est que tout ce que proposait Perez était accueilli et mis facilement à exécution. Ainsi sa proposition d'un accommodement avec Escovedo était approuvée, et celui-ci fut apaisé moyennant un accord de vingt mille ducats, qui lui furent payés, quoique tous les biens de Perez eussent été confisqués, et qu'on lui refusât même les choses nécessaires à la vie.

Mais les persécutions de Perez ne devaient pas finir si promptement. Rodrigo Vazquez qui était parent d'Escovedo, et dont il pouvait par conséquent soupçonner l'impartialité, devint furieux, et écrivit au Roi une lettre pleine de fiel.

Il lui disait que : « si Sa Majesté consentait à la délivrance d'Antonio Perez, par suite de l'accord fait entre ce dernier et Escovedo, ce serait accréditer les bruits qui circulaient dans le public et tendaient à faire croire que cet assassinat avait eu lieu par son ordre ; que, dans l'intérêt de son autorité, Sa Majesté devait se montrer, et ordonner à Antonio Perez de déclarer les causes et les motifs de ce meurtre. » Il ajoutait en propres termes : « Sire, on donne à entendre à Antonio Perez que cet assassinat n'est pas prouvé par le procès, bien que les preuves me suffisent, si c'est à moi de le juger. Je prie donc Votre Majesté de vouloir bien m'écrire un billet que je puisse lui montrer,

* On donne le nom de *frayles* (pluriel de *fray*) aux moines des ordres mendians, et celui de *monjes* à ceux des ordres riches.

« et conçu de cette manière : Dites à Antonio Perez qu'il sait très-bien que c'est moi qui lui ai ordonné de faire assassiner Escovedo pour les causes qu'il connaît, et que je lui ordonne de les déclarer. » On voit avec quelle astuce et quelle perfidie toute cette procédure était conduite. Philippe se prêta à tout ce qu'on lui demandait.

Cependant, Perez avait conservé quelques amis dévoués au milieu de ses disgrâces. Leur zèle luttait, il est vrai avec désavantage, contre la fureur de ses ennemis, et surtout contre la volonté du monarque. Néanmoins, il était parvenu, par l'entremise de l'un d'eux, à se tenir au courant, au fond de sa prison, de toutes les trames dirigées contre lui, et même de la correspondance qui avait lieu secrètement entre le roi et le juge Vazquez. Quelques hommes vertueux, parmi lesquels était le nonce du pape, témoignèrent hautement leur opinion, et le cardinal de Tolède lui-même alla trouver en personne le confesseur pour lui représenter l'inconséquence et la folie de toute cette affaire. Mais cela ne servait qu'à irriter davantage ceux qui étaient acharnés à la perte de Perez ; c'est ce que répétait le confesseur à tous ceux qui venaient parler en sa faveur. Un jour même, il alla jusqu'à s'écrier : « Dites à Perez et à sa femme de n'avoir pas sans cesse à la bouche le mot de justice, mais qu'ils parlent au nom de la miséricorde. » Et le mercredi saint, le jour où Perez s'échappa de sa prison, il répondit à ceux qui vinrent lui rappeler ce mot, « qu'il n'y avait plus de miséricorde. » — « Mais après tout ce que vous avez dit, lui fit-on observer, s'il n'y a plus de miséricorde, rendez au moins justice. » — « Que voulez-vous qu'on fasse pendant la semaine sainte ? répliqua-t-il. Laissons passer ces jours-là, et il ne tardera pas à l'avoir. »

Mais la perte de Perez était arrêtée depuis long-temps. En conséquence, le roi, suivant le conseil de Vazquez, lui

écrivit le billet qu'il demandait, et, en vertu de cette lettre, Perez fut interrogé jusqu'à trois fois.

Avant d'aller plus loin, remarquons les contradictions renfermées dans les ordres et les avis que recevait de toutes parts le prisonnier. Dans des lettres écrites de sa main, le roi lui avait recommandé de ne pas déclarer que l'assassinat avait eu lieu par son ordre. Le confesseur de Philippe lui écrivait le contraire, en lui disant seulement de taire les motifs de cette mesure, *auxquels il ne devait pas toucher*; et Rodrigo Vazquez lui montrait une lettre du roi, qui lui ordonnait de déclarer les raisons qui l'avaient porté à prendre ce parti contre le confident de don Juan d'Autriché. Néanmoins, Perez, fidèle à l'ordre direct qu'il avait reçu de son souverain, persista à répondre qu'il n'avait pas trempé dans la mort d'Escovedo, et qu'il en ignorait les motifs. Lassé de tant de constance, le juge ordonna qu'on lui appliquât la question.

Enfin les supplices arrachèrent de la bouche de Perez les aveux qu'on n'avait pu obtenir de lui auparavant. Le licencié Juan Gomez recueillait les paroles qui lui échappaient au milieu de ses tortures, tandis que Rodrigo Vazquez attendait dans une pièce voisine le résultat de cet affreux supplice. Lorsque son assesseur lui lut la déclaration qu'avait faite Perez, il laissa échapper ces paroles que le malheureux patient entendit lui-même malgré ses souffrances. — « C'est justement comme cela que le roi me l'a raconté. » Perez cita aussi, à l'appui de sa déclaration, une personne de sa maison, un ecclésiastique par les mains duquel passait, avec la permission du roi, toute la correspondance en chiffres.

Dans cette extrémité, voyant qu'on le forcerait de présenter la preuve de sa déclaration, qu'il ne pourrait le faire librement, et qu'on l'accuserait de n'avoir pas livré tous ses papiers quand le confesseur du roi les lui avait demandés, s'il produisait des pièces pour sa décharge; craignant aussi

de ne trouver de terme à ses persécutions que dans la mort, il résolut de faire tous ses efforts pour échapper à ses ennemis.

Enfin, après douze années de souffrances et de malheurs, il réussit, à l'aide de son épouse, de Gil de Mesa et d'un gentilhomme aragonais, son parent, à échapper à la vigilance de ses gardiens. Mais à peine avait-il quitté le seuil de sa prison, qu'il rencontra la justice dans la rue. L'ami qui l'accompagnait, tandis que Gil de Mesa était allé attendre avec les chevaux, s'avança pour parler aux gens de la justice, le laissant derrière comme si c'était un domestique. Après avoir échappé à ce danger, ils arrivèrent à l'endroit où étaient les chevaux, et prirent aussitôt la route d'Aragon. En même temps, Mayorini, génevois de naissance et ami de Perez, courut la poste après lui pour empêcher qu'on ne trouvât de chevaux et les fatiguer, dans les cas où l'on chercherait à le poursuivre. De son côté, lorsque le jour commença à paraître, l'épouse de Perez vint prier les gardes de ne pas entrer dans la prison de son époux, parce qu'il reposait. Enfin, lorsque ceux-ci virent qu'il tardait trop à se réveiller, ils entrèrent et découvrirent la vérité.

Dès que le roi fut instruit de cet événement, il envoya plusieurs personnes à la poursuite de Perez, dans la crainte qu'il ne se réfugiât en France, et ne divulguât les secrets du gouvernement. En même temps, il fit mettre en prison l'épouse d'Antonio, cette noble Juana Coëllo, qui avait soutenu et consolé son mari dans toutes ses traverses, et qui portait dans son sein un nouveau gage de sa tendresse. Les enfans de Perez, dont plusieurs étaient encore au berceau, héritèrent aussi des persécutions de leur père.

Cette héroïque famille, fidèle jusqu'au dernier jour à son devoir, n'avait négligé aucune démarche pour adoucir le sort de son chef. Juana Coëllo ne cessait d'obséder le confesseur, et de réclamer son intervention en faveur de son

époux auprès de son royal pénitent; mais ses plaintes et ses sollicitations étaient vaines. La veille du jour où Pérez subit la torture, elle alla le trouver au couvent royal des religieuses de Saint-Dominique, où elle avait des parentes, ainsi que Chaves lui-même, et là, en présence des autels, elle lui renouvela ses instances. Voyant qu'il restait insensible, elle se tourna vers l'image sacrée qui décorait l'autel, et appelant Dieu à témoin, elle invoqua sa justice. Le confesseur, étonné de ce mouvement, resta un moment pâle et interdit. Il se leva, appela à grands cris les domestiques qui avaient accompagné l'épouse de Pérez, et leur dit de faire venir sur-le-champ la prieure, les sœurs de dona Juana, et ses propres nièces. Dès qu'elles furent arrivées, le confesseur, remis de son trouble, dit avec sang-froid : « Madame la prieure, la señora dona Juana a cherché à me troubler l'âme et la conscience par ses reproches violents : elle a invoqué Dieu pour juge; et lui a demandé justice de ses malheurs et contre moi. Je ne m'étonne pas de ce qu'elle peut dire ou faire : je m'étonne plutôt de ce qu'elle ne dit pas et ne fait pas ; mais que puis-je de plus ? J'ai dit au roi que sa conscience l'oblige de terminer l'affaire du seigneur Antonio Perez immédiatement, et à rendre à cette dame son mari. Dans sa prochaine confession, je le prierai de prendre une résolution. Que puis-je faire de plus, madame ? »

— « Ce que vous pouvez faire ? répartit vivement dona Juana : lui refuser l'absolution s'il ne répare pas sur-le-champ son injustice, et retourner, vous, à votre cellule. Vous serez plus près du ciel dans cette place que là où vous êtes. Comme confesseur, vous êtes juge suprême ; le roi est le coupable, et moi sa victime infortunée. Et quoiqu'il ait une couronne sur la tête, vous êtes plus grand que lui au tribunal de la confession. Ainsi, vous avez le droit de lui adresser des remontrances. » Le confesseur resta muet et confus.

La fille de Perez, dona Gregoria, n'avait pas été moins ardente à réclamer la fin des persécutions de son père. Reconnaissant enfin toute l'inutilité de ses démarches, elle s'était rendue le même jour chez le président Rodrigo Vazquez, accompagnée de ses jeunes frères et d'un oncle; et, après lui avoir reproché les promesses dont il la berçait depuis long-temps, elle ajouta : « J'ai vu que votre seigneurie ne cherchait qu'à abuser de ma crédulité, comme s'il était bien difficile et bien glorieux de tromper une pauvre jeune fille, et l'attribuant à la soif que vous avez de notre sang, je suis venue avec ces êtres innocens pour vous offrir de vous satisfaire. Buvez-le, rassasiez-vous une fois de notre sang, et mettez un terme à nos tourments :achevez,achevez-nous, nous voici tous devant vous. »

Voilà dans quels termes une jeune fille mûrie dans le malheur osait s'adresser à un vieillard septuagénaire, qui, effrayé de son accent, cherchait en vain à la calmer; mais celle-ci, de plus en plus animée, continuait à s'écrier : « Ecoutez-nous, écoutez-nous : faites cesser nos plaintes, ou buvez ce sang innocent, etachevez-nous. Achevez d'arracher l'âme du corps de ces malheureux qui, vieillis dans les douleurs dès leur enfance, ne demandent, ainsi que moi, que la fin de leurs maux. »

Et elle prononçait ces paroles au milieu des sanglots et des gémissements, avec une expression capable d'émouvoir l'être le plus insensible. Mais l'âge et la haine avaient entièrement desséché le cœur de Vazquez.

« Malgré tout son despotisme, Philippe ne manqua pas, dans cette circonstance, de personnes assez hardies pour lui faire entendre la vérité, et lui reprocher même en public sa cruauté. Un religieux de l'ordre de Saint-François prêchant, quelques jours après le supplice de Perez, dans la chapelle du roi, en présence des courtisans assemblés, sur la vanité

de la faveur des princes, osa prononcer ces paroles : « Pourquoi, mes frères, mettre votre orgueil à vous traîner servilement à la suite des princes ? Ne voyez-vous pas la vanité de cette conduite ? Ne voyez-vous pas le péril dans lequel vous vivez ? Ne voyez-vous rien ?... N'avez-vous pas vu cet homme, hier au comble de la faveur, aujourd'hui dans les supplices, et sans qu'on sache pourquoi on le persécute depuis tant d'années ? Que cherchez-vous ? qu'espérez-vous ? » Il ajouta encore : « Je vous parle, mes frères, avec une liberté qui vous étonne, mais c'est un devoir que m'impose mon caractère. Je sais que je n'en retirerai d'autre avantage que de me faire chasser de la cour, ainsi que bien d'autres ; mais je ne me soucie pas plus d'y vivre que vous d'entendre les vérités qui sortent de ma bouche. »

Nous rapportons ces paroles pour rendre hommage au courage d'un membre du clergé, et parce qu'elles sont curieuses pour le temps où elles furent prononcées. On aura peut-être peine à croire à leur authenticité, mais il est certain qu'elles furent entendues de tous les courtisans de la cour de Philippe, et que plusieurs prédicateurs, entre autres le frère Francisco de Torres, furent bannis de la cour sous ce règne, pour avoir reproché à ce prince, dans diverses occasions, son mépris pour les droits de ses sujets. Le fou du roi lui-même, usant de son privilège, entra chez son maître le lendemain du jour où Perez avait pris la fuite, et lui dit : « Sire, quel est donc cet Antonio Perez, dont l'évasion cause la joie partout ? Sans doute il n'était pas coupable, réjouissez-vous aussi. »

Cependant Perez avait gagné l'Aragon, et souffrant des suites de son supplice, il s'était arrêté à Catalayud, première ville de ce royaume. Dix heures après son arrivée, des ordres arrivèrent pour l'arrêter, sans être revêtus des formes juridiques. Ils étaient adressés, non aux officiers de la justice

ment en faisant un choix sur une liste de trois personnes formée par le grand-justicier ⁹.

Ces institutions étaient aussi anciennes que la monarchie, et les Aragonais, peuple ardent et opiniâtre, fiers de ne devoir leurs priviléges qu'à eux-mêmes, avaient de tout temps veillé avec un soin extrême à ce qu'elles fussent maintenues et respectées. Depuis le règne de Charles-Quint, elles avaient, il est vrai, souffert quelques atteintes, mais tout n'avait pas encore été aboli¹⁰, et cela suffisait pour entretenir dans la nation cet esprit de liberté et d'indépendance qui l'avait toujours animée. Pour qu'on juge de l'espèce de vénération superstitieuse que ce peuple nourrissait pour ses institutions, il nous suffira de rappeler le préambule d'une de leurs lois, dans lequel ils déclarent que la stérilité de leur pays et la misère des habitans sont telles que, sans les libertés dont ils jouissent, ils l'abandonneraient bientôt pour aller s'établir dans quelque contrée plus fertile.

Après un grand nombre de tentatives inutiles auprès de la députation permanente du royaume pour obtenir que Perez fût amené à Madrid, Philippe se décida à envoyer en Aragon la procédure commencée contre son ancien ministre, et donna les pouvoirs nécessaires à son procureur fiscal pour le poursuivre comme coupable de lui avoir fait de faux rapports, d'après lesquels il avait cru devoir, dans l'intérêt de ses états, ordonner la mort du secrétaire Escovedo. Mais il eut soin de n'y pas joindre la déclaration de l'éclésiastique, par les mains duquel passait la correspondance en chiffres, non plus que le billet qu'il avait écrit à Rodrigo Vazquez, et que nous avons cité.

Antonio Perez écrivit de nouveau au roi pour lui représenter le danger qu'il y avait de le forcer à produire, pour sa décharge, les lettres mêmes qu'il avait de sa main, et en-

voya auprès de lui un religieux pour lui offrir la preuve des moyens qu'il avait de se justifier. Rien ne suffit pour faire arrêter la poursuite du jugement commencé : le confesseur croyait que tout cela n'était qu'un détour d'Antonio, et qu'il ne lui restait plus d'autre ressource que d'avouer son crime. On jouait même de ruse avec Perez en trainant les négociations en longueur, dans l'espoir qu'il laisserait écouler les délais accordés par les lois d'Aragon pour se défendre. Mais il n'en fut pas ainsi : Perez était aussi fin et aussi habile que ceux qui cherchaient à le perdre. Après avoir employé tous les moyens qui étaient en son pouvoir avant d'en venir à cette extrémité, et ne voulant pas subir le sort de Pison, qui pérît pour s'être fié aux promesses de Séjan, il produisit les papiers qui étaient restés en sa possession.

C'étaient 1° des lettres du roi; d'autres écrites par lui-même à Philippe, avec les réponses de la main de ce prince, sur la même feuille;

Des minutes de lettres qu'il écrivait au nom de Philippe et au sien propre, avec des notes et des observations à la marge de la main du roi;

3°. Des lettres de don Juan d'Autriche à Antonio Perez;

4°. Des lettres du secrétaire Juan de Escovedo.

Quelques-unes des lettres de don Juan et d'Escovedo étaient tout entières de leur écriture, d'autres en chiffres et avaient été déchiffrées par l'ecclésiastique dont Perez cita le témoignage pendant qu'il subissait la question.

Il produisit aussi plusieurs lettres du confesseur du roi, du frère Diego de Chaves, et présenta, en outre, aux juges, un mémoire qu'il composa sur sa cause *. D'après ces di-

* Nous ne donnons pas textuellement ce Mémoire, parce que les faits qui y sont rapportés se trouvent fondus dans notre récit.

verses pièces, sa justification, du moins à l'égard du roi, parut si complète qu'on s'étonna qu'on eût pu laisser aller cette affaire si loin.

L'acte de désistement portait en substance « que le roi se « séparait de la cause, se réservant tous ses droits, pour les « faire valoir là où bon lui semblerait. Mais qu'il déclarait « qu'Antonio Perez l'avait offensé, avait démerité de lui « au-delà de tout, et que, bien qu'il fût facile de présen- « ter des preuves contre les pièces fournies par Antonio « Perez, on ne le faisait pas, par égard pour des personnes « de qualité. »

Cette déclaration étonna tout le monde, parce qu'en Aragon le roi n'était que simple partie devant la loi, et qu'il y avait un tribunal, juge suprême, chargé de veiller à ce qu'il n'entreprît rien contre les droits de ses sujets*.

Cependant, pour empêcher que Perez n'obtint sa liberté pleine et entière, Philippe fit entreprendre contre lui peu de jours après, devant le régent de l'audience royale d'Aragon, un autre procès criminel sous forme d'enquête. C'est le nom que l'on donne dans le Code des *Fueros* au jugement prononcé contre les magistrats ou fonctionnaires publics pour abus de pouvoir, infidélité ou délit quelconque dans l'exercice de leurs fonctions. L'accusation portait sur les mêmes points que nous avons vu produire contre Perez, dans le *jugement de visite*, auquel il avait été soumis en Castille.

On ajouta que quand il arrivait des nouvelles de France en faveur du roi de ce pays, il se réjouissait, et qu'il s'affligeait de celles qui étaient mauvaises; en outre, qu'il avait eu l'intention de passer en Béarn ou en Hollande, ou en d'autres pays ennemis du roi catholique, et protestans. Dans

* Voyez, à la fin de cette cause, la note sur le grand-justicier d'Aragon, etc.

ces sortes de jugemens, on n'employait d'autres formes que celles que le roi ordonnait. Perez, après avoir été interrogé, répondit :

« Qu'il n'avait rien à dire sur le dernier point, qu'il ne pouvait que prendre Dieu à témoin et pour arbitre de l'offense et de l'injure que des hommes osaient lui faire » en voulant s'instituer pour juges de pensées et de désirs secrets, dont il était seul maître et arbitre, et le prier pour sa gloire de n'y pas consentir. Quant au resté, il ne pouvait que répéter ce qu'il avait déjà dit et prouvé dans le procès instruit devant le justicier d'Aragon, où son roi et ses procureurs-fiscaux lui avaient déjà demandé compte des mêmes choses ; qu'il n'avait rien à ajouter à cela, si ce n'est qu'il offrait de produire en sa faveur de nouvelles décharges, qui exciteraient la même colère que celles qui avaient été déjà présentées. » Il fit, en outre, une protestation énergique contre cette nouvelle manière de procéder. Il invita ses juges « à bien réfléchir à ce qu'ils faisaient, à mettre enfin un terme aux offenses qu'on commettait envers le roi, en lui demandant compte tant de fois des mêmes choses. Il fit observer que, puisqu'il avait déjà été condamné en Castille, c'était agir contre toute espèce de droits que de soumettre sa personne à deux jugemens pour les mêmes causes. Que, par d'autres *fueros* particuliers et notoires en sa faveur, l'enquête ne pouvait avoir action contre lui. Il prévenait surtout que les papiers qu'il pourrait présenter dans ce nouveau jugement, comme il devrait le faire suivant le droit naturel que chacun a de se défendre, bien qu'ils fussent superflus, contenaient des secrets de la plus grande importance sur d'autres choses extrêmement délicates. Et, pour prouver qu'il ne disait dans tout le reste, que la vérité, il offrait d'en présenter la

« preuve en secret à la personne que son roi lui désignerait. « Mais il ajouta que si, au mépris de l'avis qu'il donnait, on « continuait à le persécuter, il serait alors obligé, dans l'in- « téret de sa femme et de ses sept enfans, de montrer ces « pièces en justice, et de faire connaître au monde les preuves « de la vérité qu'il avançait, malgré le tort que cela pourrait « causer à l'autorité du roi et à des personnes tierces, et le « scandale que ses révélations produiraient ».

En effet, malgré toutes les précautions de Philippe, Perez avait trouvé moyen de conserver encore en son pouvoir plusieurs billets écrits de la main de ce prince, qui suffisaient pour le disculper, comme ceux qu'il avait présentés dans son procès sur l'assassinat d'Escovedo. Il en fit même parvenir des copies, par une voie indirecte, à don Janigo de Mendoza, marquis d'Almenara, alors commissaire du roi en Aragon, pour soutenir les droits de Philippe sur la question de savoir si ce prince était obligé de choisir un vice-roi de ce royaume parmi les Aragonais même, ainsi qu'à don Andreeo de Cabrera Bonadilla, archevêque de Saragosse, et frère du comte de Chinchou, qui jouissait alors de la faveur du monarque, et à d'autres personnages d'un rang élevé, connues pour leur affection au roi.

Mais Perez ne bornait pas là sa défense : il s'était pourvu, devant les dix-sept composant la députation du royaume, contre cette enquête et contre l'inertie du grand-justicier, se fendant sur ce que le droit réclamé par Philippe ne pouvait lui être appliqué. Les procureurs du roi se fondaient sur le privilége que laissaient au roi les *fueros* d'Aragon sur ses domestiques, et en vertu duquel il pouvait à son gré les punir des fautes qu'ils pouvaient avoir commises dans l'exercice de leurs fonctions. En conséquence, ils avaient déclaré qu'Antonio Perez, ayant été domestique du roi dans la place de secré-

taire-d'état, et ayant manqué à la fidélité qu'il devait à son maître, par ce motif, le roi chargeait le régent de l'audience royale d'Aragon * de procéder au jugement d'enquête, et de s'adresser directement à lui pour tout ce qui surviendrait d'important ou de difficile dans le cours de la procédure. De son côté, Antonio Perez prétendit que la place de secrétaire-d'état était un emploi public qu'on n'avait jamais confondu avec les fonctions de domestique du roi; qu'en supposant qu'il fut compris dans cette classe, la loi ne pourrait s'entendre que du *secrétaire-d'état d'Aragon*; qu'il ne l'avait été que du royaume de Castille, et seulement pour les affaires de cette partie de l'Espagne, puisque Sa Majesté, en sa qualité de roi d'Aragon, avait pour secrétaire don Michel Clément, protonotaire de ce royaume; que la constitution ne parlait que des domestiques particuliers du roi, et que cette qualification ne pouvait, sous aucun rapport, lui être applicable **.

Les dix-sept accueillirent sa requête, et déclarèrent, en conséquence, que l'enquête ne pouvait avoir d'action contre Antonio Perez, et que le roi n'avait, par ce moyen, aucun droit sur lui.

Cette décision porta au plus haut point la colère de Philippe. Voyant que tout ce qu'il entreprenait contre Pérez tournait à l'avantage de ce dernier, et qu'il ne pourrait, par aucun moyen, obtenir son extradition de l'Aragon, il résolut d'employer contre le ministre dont il avait juré la perte une

* Cette institution répond à peu près à nos cours royales.

** Voici l'origine des pouvoirs illimités que les rois d'Aragon exerçaient sur la personne des gens de leur maison et de leurs officiers: dans les premiers temps de la monarchie aragonaise, un roi, voyant toutes les libertés que se réservait la nation et le peu de pouvoir qu'on lui laissait, avait dit: « Mais sur mes domestiques et officiers, quel pouvoir me reste-t-il? » — « Pour eux, faites-en ce que vous voudrez, lui répondit-on. »

arme terrible et à laquelle il ne pourrait se soustraire : ce fut de le livrer, sous quelque prétexte, à l'inquisition.

Il paraît que Perez, après la décision des dix-sept, avait cherché à obtenir sa mise en liberté sur parole ou au moins sur caution, et que n'ayant pu y parvenir, il avait conçu, avec son compagnon de voyage et d'infortune, Mayorini, le projet de s'échapper et de se réfugier en Béarn. Leur dessein avait été découvert au moment où ils allaient l'exécuter, parce qu'ils avaient employé le concours d'un trop grand nombre de personnes : ils furent trahis par un de leurs assidés qui en avertit le régent de l'audience royale : mais Perez avait mis dans ces négociations tant d'adresse, qu'il parut n'y avoir eu aucune part active, ni même y avoir donné son adhésion, de sorte que tout se réduisait relativement à lui à un simple soupçon.

A défaut de preuves, on chercha à subordonner contre lui des témoins, et on les choisit parmi les criminels qui étaient renfermés dans la même prison et les domestiques même de Perez. Les détails qu'on recueillit de leur bouche fournirent le prétexte de le dénoncer au tribunal de l'inquisition, et le 19 février 1691, le régent écrivit à l'inquisiteur Molina la lettre suivante :

« Dans la résidence d'Antonio Perez, on a découvert qu'il avait formé, avec Juan-Francisco Mayorini, le complot de se rendre en Béarn et en d'autres lieux de la France où il se trouve des hérétiques, avec l'intention de faire ce que vous pourrez apprendre par les déclarations des témoins, dont je vous envoie des copies authentiques. Et comme il s'agit ici d'une affaire qui pourrait porter un grand préjudice à la cause de Dieu et à celle du roi notre maître, j'ai cru devoir tout vous communiquer, afin que vous et vos collègues en ayez connaissance et le preniez en considération.

« Le régent XIMENEZ DE ARAGUES. »

A cette lettre étaient jointes les accusations suivantes : « Qu'Antonio Perez et Juan-Francisco Mayorini avaient « pensé à s'évader de leur prison, en disant qu'ils s'en iraient « en Béarn, auprès de Vendôme* et de sa sœur**, ou en « d'autres lieux du royaume de France, où ils trouveraient « beaucoup d'hérétiques ennemis de Sa Majesté; qu'ils es- « péraient en être bien reçus et traités avec la plus grande « faveur, parce que Perez connaissait les secrets de l'état et « qu'il pourrait les dévoiler; qu'ils avaient ajouté à ce dis- « cours d'autres propos non moins criminels et offensans « pour la majesté du roi notre maître, et qu'ils étaient résolu- « lus de lui causer tout le mal possible. »

Le témoin Juah-Luis de Luna, gentilhomme aragonais, détenu dans la prison du Royaume, avait déposé avoir entendu dire à Mayorini que quand même il pourrait s'échapper, il ne le ferait point seul; mais qu'il n'hésiterait pas s'il pouvait s'en aller avec Perez, parce qu'il le conduirait *au prince de Béarn*, et que ce coup d'adresse lui rapporterait beaucoup d'argent.

Antonio de la Almunia, de Saragosse, déclara que Mayorini avait dit en sa présence qu'il songeait à s'évader et à emmener Perez avec lui.

Diego Bustamante (qui, après avoir été pendant dix-huit ans attaché au service d'Antonio Perez, l'avait quitté parce qu'il s'était laissé gagner par les promesses et les insinuations du marquis d'Almenara), déposa avoir entendu dire à son maître « que si son appel n'était pas reçu, il passerait en France pour demander à madame de Béarn*** un asile où il

* Henri IV était désigné en Espagne sous le nom de duc de Vendôme, depuis la mort de son père, Antoine de Bourbon, et il n'était pas reconnu comme roi de Navarre, encore moins comme roi de France.

** Catherine de Bourbon, qui fut ensuite duchesse souveraine de Bar.

*** Catherine de Bourbon, qui gouvernait la principauté de Béarn et le royaume de la Basse-Navarre, pendant l'absence de son frère Henri IV.

pût vivre tranquille, et qu'il irait où cette princesse voudrait l'envoyer; qu'il avait lié une correspondance sur ce projet avec Mayorini, qui occupait une autre chambre; qu'un jour Perez dit au déclarant d'écrire à Mayorini *d'exécuter enfin sa promesse, et de lui montrer ce qu'il était en état de faire, dût-il appeler le diable à son aide*; mais qu'il avouait que ce propos de son maître n'était qu'une plaisanterie; que Perez s'entretenant un jour avec un autre de ses domestiques, Guillaume Stars, Hollandais, il lui dit que s'il allait en France, il l'enverrait dans son pays avec la commission de charger son oncle de lui faire préparer un navire pour le transporter en Hollande. »

On aura peine à croire que de pareilles déclarations aient suffi pour faire dénoncer Antonio Perez devant le saint-œuvre comme coupable du crime d'hérésie. Mais Llorente a eu lui-même sous les yeux toutes les pièces de ce procès. A la vérité, on n'osa les présenter comme décisives, mais on pensait qu'une fois le saint-œuvre saisi de la personne de Perez, la situation de ce dernier deviendrait de plus en plus critique. Pendant le cours de cette intrigue, le régent Ximenez de Aragues recevait les ordres du marquis d'Almenara, à qui il faisait part chaque jour de ce qui se passait à l'égard du prisonnier; le marquis envoyait sa correspondance au comte de Chinchon, et celui-ci la communiquait au roi. La résolution était prise de priver pour toujours Antonio Perez de sa liberté, et même de le faire mourir si on pouvait obtenir sa condamnation avec quelque apparence de justice.

Les inquisiteurs de Saragosse étaient don Alonso Molina de Medrano et don Juan Hurtado de Mendoza. Ce dernier était cousin du marquis d'Almenara; l'autre, un homme intrigant, immoral, et qui voulait obtenir, de quelque manière que ce fût, un évêché. Le marquis lui accorda, par cela même, plus de confiance qu'à son parent, dont le caractère

bon et tranquille ne pouvait se faire au rôle de persécuteur. En effet, don Juan évita, autant qu'il lui fut possible, de prendre part à cette procédure, et il obtint même bientôt d'aller exercer ses fonctions d'inquisiteur dans un autre tribunal.

Molina reçut du régent la lettre et les déclarations qui l'accompagnaient ; mais au lieu de les communiquer au tribunal, il les envoya sur-le-champ à Madrid, à l'inquisiteur-général don Gaspar de Quiroga, cardinal de Tolède. Le marquis d'Almenara en donna en même temps avis au comte de Chinchon, et celui-ci au roi, qui, en ayant conféré avec le cardinal, lui ordonna de prendre les mesures convenables pour constater les délit s dont Perez s'était rendu coupable envers la religion, afin de lui en faire subir la peine. Le 5 mars, le même prélat, qui avait paru montrer tant de bienveillance envers Perez, dans le cours de ses persécutions en Castille, et pour lequel cet infortuné conservait encore une vive reconnaissance après sa retraite en France, écrivit au tribunal de Saragosse que l'inquisiteur Molina recevrait seul les déclarations des témoins ; que les inquisiteurs les examinerai ent sans le concours de l'ordinaire diocésain et des consultants, et qu'ils les enverraient à Madrid avec leurs avis.

Nous ne pouvons attribuer ce changement qu'aux imputations d'hérésie, que les persécuteurs d'Antonio Perez multipliaient contre lui : elles furent présentées sous une forme odieuse à ce cardinal qui ne voulut pas se relâcher de la sévérité de son caractère d'inquisiteur.

Le 20 mars, dix témoins furent interrogés. Antonio Perez sut le nom et la qualité de quelques-uns d'entre eux, et même la nature de leurs dépositions. Cependant, il ignora toujours les charges principales qui servirent de fondement à son procès. Diego Bustamante, son domestique, et Joan de Basante, maître de langue latine, qui le voyaient souvent dans la pri-

son, citèrent des propositions qui, en réalité, ne prouvaient rien contre Perez, mais qui furent présentées de manière à donner une apparence de justice au parti qu'on voulait prendre contre lui.

Le tribunal remit l'information à l'inquisiteur-général, et celui-ci au frère Diego de Chaves, confesseur du roi, le même dont nous avons dévoilé les intrigues dans les affaires qui ont précédé. Chaves choisit quatre propositions imputées à Perez, et une à Mayorini, pour les qualifier contre leurs auteurs.

La dernière se réduisait à ces mots indécent que les Italiens prononcent souvent dans leur mauvaise humeur, *pota de Dio*, ou *pota de Madona*, espèce de jurement que Mayorini avait proféré en perdant au jeu. Ces paroles échappées à Mayorini furent qualifiées du *blasphème hérétique*, suffisant pour motiver l'incarcération du prévenu dans les prisons du saint-office, de manière que son procès semblait ne faire qu'un et se lier avec celui de Perez, contre lequel le commissaire-qualificateur* établit la censure suivante :

Première proposition extraite de la déclaration de Bustamante.

« Quelqu'un disant à Perez de ne point parler mal de don Juan d'Autriche, il répondit : — Après le reproche que m'a fait le roi de travestir le sens des lettres que j'écrivais, et de trahir le secret du conseil, il est juste et il m'est permis de me justifier, sans regret et sans ménagement pour personne : *si Dieu le père voulait y mettre obstacle, je lui couperais le nez, pour avoir permis que le roi se soit montré si peu loyal chevalier envers moi.* »

* Dans le langage de l'inquisition, on donnait le nom de qualificateurs aux théologiens chargés de censurer les actions et les discours, en exprimant leur opinion sur la croyance intérieure de leurs auteurs.

QUALIFICATION¹⁰.

« Cette proposition est blasphématoire, scandaleuse, offensante pour les oreilles pieuses, et sentant l'hérésie des Vaudois qui supposent un corps à Dieu le père. »

*Deuxième proposition prise de la déclaration de
Juan de Basante.*

« Antonio Perez, voyant la mauvaise situation de ses affaires, dit un jour avec colère, dans sa douleur : *Je ne croirai peut-être bientôt plus en Dieu. On dirait qu'il dort pendant que mon affaire se poursuit ; s'il ne fait pas un miracle en ma faveur, je suis exposé à perdre la foi.* »

QUALIFICATION.

« Cette proposition est scandaleuse, offensante pour les oreilles pieuses, et suspecte d'hérésie, parce qu'elle suppose que Dieu peut dormir, et elle a un rapport intime avec la précédente, où l'on parle de Dieu comme s'il avait un corps. »

*Troisième proposition tirée de la seconde déclaration de
Diego de Bustamante.*

« Un jour où Perez était dévoré de chagrins et d'inquiétude, comme il lui arrivait souvent, surtout lorsqu'on lui mandait ce que sa femme et ses enfans avaient à souffrir, il s'écria, comme accablé par la douleur : *Qu'est-ce donc que tout cela ! Dieu dort, ou tout ce qu'on nous mande de lui n'est que tromperie. Est-il donc faux qu'il y ait un Dieu ?* »

QUALIFICATION.

« La première partie de cette proposition est suspecte d'hérésie, en ce qu'elle nie qu'il y ait une providence en Dieu, et qu'il s'occupe des choses de ce monde. La seconde et la troisième sont hérétiques. »

Quatrième proposition, extraite également de la seconde déclaration de Bustamante.

« Antonio Perez, irrité de la manière injuste, selon lui, dont il était traité, et de la part que prenaient à ses persécutions des personnes qui, par leur caractère, auraient dû agir autrement, et n'en jouissaient pas moins de l'estime attachée à une conduite irréprochable, dit un jour : *Je renie le sein qui m'a nourri. Est-ce là être catholique ? Si cela était, je ne croirais plus en Dieu !* »

QUALIFICATION.

« La première partie est scandaleuse ; la seconde est blasphematoire, offensante pour les oreilles pieuses ; et, si on la joint aux autres, elle est suspecte d'hérésie, comme impliquant l'idée que l'existence de Dieu est une imposture. »

Ces qualifications donnent une idée de la manière dont on procédait à l'égard de Perez ; car, en supposant même qu'il eût tenu les discours qu'on lui reprochait, il était évident qu'ils lui avaient été arrachés par le chagrin ou le désespoir. Et les lois mêmes de l'inquisition excusaient cette faute. L'article 5 de l'instruction* cinquième de Sé-

* Ce sont les ordonnances faites par le grand-inquisiteur-général et par le conseil de l'inquisition, confirmées par le roi, et adressées aux

ville, délivrée le 17 juin 1500, dit formellement à cet égard : « De même, quant à ce que les inquisiteurs ordonnent quelquefois de faire arrêter pour des choses peu importantes et qui n'impliquent pas l'hérésie, attendu qu'il ne s'agit que de mots qui sont plutôt des blasphèmes que des hérésies, et qui ont été prononcés dans l'impatience ou la colère, nous ordonnons que dorénavant personne ne soit arrêté pour un motif semblable. »

D'ailleurs, les déclarations que nous avons rapportées n'établissaient pas de preuves suffisantes contre Antonio Perez; mais comme tout cela était une affaire d'intrigue, dont la religion n'était que le prétexte, on ne craignit point d'agir ouvertement contre tous les statuts de l'inquisition, et particulièrement contre le troisième article de la quatrième instruction de Tolède, de 1498, qui disait : « Nous ordonnons aussi aux inquisiteurs d'user de prudence lorsqu'il s'agira de faire arrêter quelqu'un, et de ne décréter l'arrestation qu'après avoir acquis les preuves suffisantes du crime d'hérésie imputé au prévenu. »

Toutes ces considérations n'empêchèrent pas qu'Antonio Perez et Mayorini fussent déclarés prévenus du crime d'hérésie, pour avoir entretenu une correspondance avec la princesse de Béarn, qui était hérétique, et avoir formé le projet de se réfugier dans cette principauté, ou en Hollande, pays protestants; mais surtout d'avoir désiré le succès de la cause de Henri, qu'il aurait voulu voir assis sur le trône de France, contre le vœu du pape. Antonio Perez fut en outre déclaré coupable de magie et de sorcellerie, et par conséquent amenable, avant tout, devant l'inquisition, malgré l'appel qu'il avait formé devant le justicier, et qui devait être suspendu

tribunaux subalternes du Saint-Office, pour y être considérées comme lois particulières à leur régime intérieur, dans la conduite et le jugement des affaires qui sont de leur ressort.

jusqu'à ce que le tribunal de l'inquisition eût prononcé son jugement.

Cette résolution fut communiquée au conseil de la *Suprême**, qui, après l'avoir examinée, l'approuva et arrêta, le 21 mai, qu'Antonio Perez et Juan-Francisco Mayorini seraient traduits dans les prisons secrètes de l'inquisition, pour y être surveillés de très-près, et que cette mesure serait exécutée sur-le-champ, pour que personne n'en pût être instruit ni même la soupçonner. Ces intentions furent suivies, et l'inquisiteur-général expédia avec tant de diligence l'ordre du conseil, que le courrier chargé de le porter fit en deux jours la route de Madrid à Saragosse, c'est-à-dire cinquante lieues d'Espagne, ou quatre-vingt-six lieues de France.

Le 24 mai, les inquisiteurs donnèrent au grand-alguacil^{**} du saint-office l'ordre de se saisir de la personne des deux accusés. Le concierge de la prison du Royaume dit qu'il ne pouvait les livrer sans un ordre du grand-justicier d'Aragon ou d'un de ses lieutenans. Les inquisiteurs écrivirent alors aux lieutenans du grand-justicier, et leur ordonnèrent, sous peine d'excommunication, d'une amende de mille ducats, et de plusieurs autres châtiments, de remettre, dans l'espace de trois heures, les deux prisonniers, « sans que le *fuero* de la manifestation dût y apporter obstacle, car son application ne pouvait avoir lieu dans les procès pour crime d'hérésie ; et que, par cette raison, les inquisiteurs devaient révoquer ou annuler, et que de fait ils révoquaient et annulaient une telle interprétation du *fuero*, comme mettant obstacle au libre exercice du saint tribunal. »

Le secrétaire présenta cette lettre au grand-justicier, don Juan de la Nuza, en audience publique, et en présence des

* Ce conseil était institué pour toute l'étendue de l'Espagne, et était gouverné par le grand-inquisiteur-général. Il gouvernait les inquisitions provinciales.

cinq lieutenans qui componaient son conseil, ainsi que de tous les officiers de son tribunal. Le grand-justicier ayant pris le parti de se soumettre à la demande des inquisiteurs, un des lieutenans se transporta à la prison du Royaume, et remit Perez et Mayorini au grand-alguacil du saint-office, qui donna un reçu de leurs personnes, et les conduisit tranquillement, chacun dans une voiture séparée, au palais de l'*Aljaferia*, l'ancien *Alcasar* des rois maures, qui était situé hors des murs de la ville, et le siège de l'inquisition.

On sut depuis que le courrier qui avait apporté à Saragosse les ordres de Madrid, avait aussi remis des lettres du comte de Chinchon au marquis d'Almenara ; que celui-ci avait eu un entretien particulier avec le grand-justicier, pour l'engager à ne faire aucun usage du droit du royaume en faveur des accusés ; et que les lettres des deux inquisiteurs furent écrites dans la même nuit, quoique datées du 24, parce qu'ils avaient été informés par le marquis d'Almenara de la manière dont la chose devait se passer.

Antonio Perez, qui avait prévu le danger, fit part de ses craintes à ses amis, et, pour prouver l'illégalité des projets de l'inquisition, citait en sa faveur plusieurs exemples qu'il rapporte dans ses Mémoires imprimés.

Le premier est celui du comte d'Aranda, père de celui qui vivait alors. Ce seigneur, ayant eu quelques démêlés avec l'inquisition, et craignant de tomber entre ses mains, s'était présenté devant le grand-justicier, en invoquant le *fuero de la manifestation*. On lui assigna la ville de Saragosse pour prison, et lorsque les inquisiteurs le sommèrent, quelque temps après, de comparaître dans la salle de leurs audiences, il refusa d'obéir en faisant valoir son arrêt, et en disant que le château de l'*Aljaferia*, où siégeait le saint-office, était hors de la ville.

Un exemple non moins récent était celui d'un gentilhomme

aragonais, d'une famille illustre, nommé don Bernardo de Castro, qui, après avoir été condamné à la *relaxation** par le saint-office, avait été placé par ses parens et ses amis sous la sauvegarde de la *manifestation*, lorsque déjà l'on s'était saisi de sa personne pour le livrer au bras séculier. Cette mesure avait suffi pour faire suspendre l'exécution du jugement jusqu'à ce que le conseil du grand-justicier eût décidé si la conduite des inquisiteurs avait été contraire aux priviléges du royaume ; et le condamné ne fut en effet exécuté que lorsqu'on eut déclaré qu'elle n'offrait aucune irrégularité.

Dans ce temps là même où toutes les fureurs de l'inquisition étaient déchaînées contre Antonio Perez, la députation du royaume était en contestation avec le saint-office, pour l'abus qu'il avait fait de ses censures dans une affaire semblable, contre Antonio Gamir. Cet Espagnol, étant dans la prison du *Manifestados*, les inquisiteurs avaient demandé qu'il leur fût livré ; mais le lieutenant du grand-justicier, chargé d'examiner l'affaire pendante devant lui, refusa, d'accord avec les autres membres du tribunal, de céder à la demande du saint-office. Les inquisiteurs excomunièrent le lieutenant ; et la députation permanente du royaume, ayant pris la défense du juge, comme liée à celle de ses priviléges, fut frappée du même anathème. Elle eut recours au pape, qui refusa d'entendre ses envoyés, et lui fit dire de s'adresser à l'inquisiteur-général. Sur ces entrefaites, le pape mourut, et lorsque son successeur, Grégoire XIII, fut monté sur le trône pontifical, les députés renouvelèrent leurs instances auprès de lui. En 1572, le souverain pontife adressa à l'inquisiteur-général un bref de commission. Cependant l'anathème lancé depuis deux ans contre les représentans et le lieutenant du

* C'est l'acte par lequel les inquisiteurs livraient le coupable aux juges séculiers pour subir la peine capitale suivant la loi civile ; c'est le seul cas où l'inquisition ordonnait cette mesure.

justicier n'avait pas été levé. Ce dernier étant mort dans cet intervalle, les inquisiteurs avaient défendu expressément qu'on lui accordât la sépulture ecclésiastique. Les députés avaient fait embaumer son corps, et l'avaient conservé dans cet état pendant qu'ils faisaient poursuivre à Rome cette affaire, qui leur avait déjà coûté plus de cinquante mille ducats. Enfin, ils obtinrent une déclaration qui leur permettait de faire rendre au défunt les honneurs de la sépulture ecclésiastique. Cette cérémonie se fit en 1573, avec beaucoup de solennité, pendant que la question principale restait suspendue jusqu'à l'assemblée générale des cortès, qui devait avoir lieu en 1585, sous Philippe II, dans la ville de Monzon. Les députés de la nation se plaignirent au roi de l'abus que l'inquisition avait fait de son autorité dans la circonstance dont on venait d'être témoin, et dans beaucoup d'autres dont le souvenir durait encore. Il fut décrété que, dans l'espace de six mois, il devrait être respectivement nommé des arbitres par le saint-office et par la députation du royaume, pour terminer les différends, et que, si les inquisiteurs refusaient d'entrer en accommodement, par ce moyen les députés auraient recours à l'inquisiteur-général, en lui adressant l'exposé de leurs griefs, ou, s'il refusait d'en faire justice, au pape lui-même. L'affaire en était toujours au même point, et lorsqu'il fut question de nommer des commissaires pour les envoyer à Rome, les inquisiteurs mirent tout en œuvre pour faire échouer ce dessein.

Mais, dans sa position, Pérez avait à lutter à la fois contre le ressentiment du roi et la crainte qu'inspirait le despotisme du saint-office. Malgré l'inégalité de cette lutte, ses amis n'étaient pas restés inactifs. Résolus d'empêcher toute infraction aux priviléges du royaume, ils représentaient au peuple les libertés de l'Aragon anéanties, si l'on permettait une seule fois qu'un homme, qui avait porté appel au tribu-

nal du grand-justicier, pût être enlevé et traduit dans une autre prison par l'ordre d'une autorité indépendante de ce magistrat, et au mépris des *fueros* du pays. Le mot de *fuero* avait une vertu magique en Aragon, et y aurait soulevé jusqu'aux pierres, tant cette nation conservait encore d'attachement à ses institutions. On n'avait pas oublié non plus les obstacles que l'établissement de l'inquisition avait rencontrés dans ce royaume, lorsque Ferdinand y introduisit cette institution **, incompatible avec l'esprit de liberté, naturel à ce peuple ; et les partisans de Perez s'appliquèrent à ranimer en faveur de ce dernier cette répugnance que le temps n'avait pu encore détruire.

Attentifs à surveiller les menées de leurs adversaires, ils avaient découvert les intrigues des officiers du roi et des inquisiteurs pour subordonner des témoins. Les conseils d'Antonio Perez se présentèrent aussitôt devant le *zalmedina** de Saragosse, Galacian Cerdan, premier magistrat de cette ville, et lui demandèrent, *ad futuram rei memoriam*, d' informer sur ce complot et cet embauchage de témoins, et d'interroger les personnes mêmes qui avaient été subordonnées. Le *zalmedina* admit leur pourvoi. Un des témoins déclara que la chose s'était passée ainsi : « Que l'alcade de la prison (Antonio Lopes de Ores) et les domestiques du marquis d'Almenara, lui avaient demandé, en employant auprès de lui les promesses, les présens et les menaces, de déposer contre Antonio Perez. Qu'on lui apporta un billet d'un inquisiteur ** pour l'encourager, et un papier qu'on lui dit de signer. Il le fit sans savoir ce qu'il contenait ; et, afin de pouvoir jurer avoir entendu prononcer à Antonio Perez les choses qu'on lui demandait, on les lui dit d'abord ; qu'enfin il signa ce

* Magistrat d'Aragon dont la juridiction s'étend sur les affaires civiles et militaires.

** L'inquisiteur Molina.

papier. Que, pour satisfaire à sa conscience, il rétractait ce qu'il avait dit, et jurait qu'il ne connaissait même pas Antonio Perez, tant il était loin de savoir de pareilles choses de lui. » Il ajouta en outre « qu'avant tout cela, dans une émeute qui avait eu lieu dans la prison, on lui avait promis son pardon et sa liberté, s'il voulait dire qu'Antonio Perez avait été le fauteur de ce soulèvement, et profiter du trouble pour assassiner Mayorini. Que, quant à la première de ses propositions, il ne voulut pas y consentir ; mais que, pour la seconde, il essaya de la mettre à exécution, et blessa méchamment Mayorini à la tête, dans l'intention de le tuer. » Deux autres témoins firent une rétractation à peu près semblable, et déclarèrent positivement « que tout ce qu'ils avaient dit contre Antonio Perez était faux, et qu'ils avaient été gagnés pour cela. »

La découverte d'un complot aussi atroce avait révolté tous les cœurs, et chacun se montrait résolu à s'opposer à de pareilles injustices et à une infraction aussi manifeste aux libertés de l'Aragon. De son côté, lorsque Antonio Perez sortit de la prison du royaume pour être transféré dans celle du saint-office, il avait chargé deux de ses domestiques d'en informer sur-le-champ don Diego Fernandez de Heredia, son ami, ainsi que plusieurs autres gentilshommes. Dès que ceux-ci eurent fait connaître cette nouvelle dans la ville, le peuple commença à se répandre dans les rues et les places publiques, en criant à la violation de ses *fueros* et de ses libertés, et *mort aux traitres !* Il se transporta aussitôt en foule à la maison du marquis d'Almenara, qui était dans cette ville pour le roi, et l'agent le plus actif des intrigues dirigées contre Antonio Perez. Le justicier d'Aragon accourut en personne sur les lieux, pour tâcher d'apaiser ce tumulte ; mais ses efforts furent inutiles. L'indignation du peuple ne con-

naissait plus de bornes : il pénétra, en même temps que les gens du justicier, dans la maison du marquis, qu'il maltraita tellement, qu'il l'eût laissé pour mort s'il n'eût été conduit à la hâte dans la prison Royale*, où il mourut quatorze jours après des suites de ses blessures.

Les insurgés insultèrent aussi l'archevêque, et le menaçèrent de lui ôter la vie, et de mettre le feu à son palais, s'il n'obtenait des inquisiteurs le rétablissement de Perez et de Mayorini dans la prison du royaume. Ils firent les mêmes menaces au vice-roi, évêque de Teruel ; et bientôt, s'étant réunis au nombre de plus de trois mille, ils se portèrent vers l'*Aljaferia*, qu'ils entourèrent de toutes parts, et menacèrent de le livrer aux flammes, si les inquisiteurs, qu'ils juraient de faire périr dans le feu, ne rendaient sur-le-champ leurs prisonniers. Déjà ils s'apprêtaient à mettre leurs menaces à exécution, lorsque l'évêque vice-roi, le duc de Villa-Hermosa, les comtes d'Aranda et de Morata, quelques autres seigneurs accoururent, et cherchèrent à s'interposer entre le peuple et les inquisiteurs, essayant de calmer les uns, et invitant les autres, au nom du salut commun, à leur remettre Antonio Perez et son compagnon, pour éviter de plus grands malheurs ; car le peuple paraissait disposé à ne conserver aucune mesure. Le vice-roi entra dans le palais, accompagné des comtes d'Aranda et de Morata, et de plusieurs autres personnes, et, après beaucoup de débats et de pourparlers, en sortit enfin avec les deux prisonniers. La multitude poussa des cris de joie à la vue d'Antonio Perez, l'entoura ; et voulut le forcer à monter à cheval pour être vu

* Cette prison était celle où l'on renfermait les personnes soumises à la juridiction des officiers du roi, et dans la prison du Royaume, étaient renfermées celles qui portaient appel du jugement de ceux-ci au tribunal du grand-justicier d'Aragon.

de tout le monde; mais le vice-roi réussit à calmer cet élan d'exaltation et le fit entrer dans une voiture pour être reconduit à la prison de la Manifestation.

Avant de consentir à la remise des deux prisonniers, l'inquisiteur Molina s'était d'abord obstiné à vouloir réprimer les efforts de la foule, malgré les instances réitérées des seigneurs dont nous avons parlé. Voyant enfin que l'effervescence et le danger croissaient rapidement, il fut obligé de céder, mais en déclarant qu'il ne renonçait pas aux droits du saint-office sur leurs personnes, et qu'il leur assignait seulement pour prison celle du Royaume. Cette résistance ne laissa pas que d'être cause de quelques malheurs particuliers.

Les inquisiteurs informèrent le Conseil de la *Suprême* de tout ce qui venait de se passer. Déjà beaucoup de leurs partisans, qui craignaient pour leurs jours au milieu de cette fermentation générale, et qui avaient secondé le marquis d'Almeida dans ses intrigues pour remplir les vues du roi, étaient arrivés à Madrid. On recueillit leurs dépositions, et il résulta de leurs dires que les comtes d'Aranda et de Mora, les barons de Barboles (don Diego de Héredia), de Biescas et Sallen (don Martin de la Nuza), du Purroy (don Juan de la Luna), de la Laguna, et plusieurs autres des principaux seigneurs du pays, avaient excité, dès le commencement, le peuple à la révolte, et fomenté des troubles, en représentant les atteintes qu'on portait aux *fueros* d'Aragon.

Cependant, les inquisiteurs cherchaient à justifier leur conduite, et prétendaient n'avoir point violé la prison du Royaume, puisqu'ils s'étaient contentés de recevoir les deux prisonniers des mains d'un lieutenant, et en vertu d'un ordre du grand-justicier. En même temps, armés de la Bulle de Pie v du 1^{er} avril 1569, concernant les opposants à l'exercice

du saint-office*, ils invitaient ceux qui en avaient encouru les censures à se présenter volontairement pour demander l'absolution de leur faute, en se déclarant coupables, et à dénoncer ceux qui étaient sous le poids du même anathème. Mais les députés du royaume, sur l'avis de plusieurs jurisconsultes, firent une déclaration portant que personne ne devait craindre d'être compris dans cette excommunication, parce que tout ce qui s'était passé n'avait été entrepris que pour la défense et le maintien des *fueros*, et qu'il y avait au contraire des censures très-graves prononcées par l'église contre ceux qui oseraient les attaquer ou les laisseraient attaquer sans les défendre.

De leur côté, les députés du royaume, voyant les dispositions que conservaient les inquisiteurs, et l'agitation qui régnait généralement, non-seulement à Saragosse, mais dans tout l'Aragon, résolurent de nommer treize jurisconsultes pour examiner si la connaissance du procès de Perez devait appartenir au saint-office ou au tribunal du justicier. Ils espéraient calmer de cette manière la fermentation des esprits. L'avis de ces jurisconsultes fut d'abord contraire aux préentions de l'inquisition : ils déclarèrent que ce serait une violation manifeste des libertés de l'Aragon, que de permettre que Perez fut jugé par un autre juge que celui au tribunal duquel il avait appelé. Mais s'étant laissé séduire ou intimider, ils se rétractèrent ensuite, sous prétexte que le prisonnier, ayant entretenu une correspondance secrète avec le roi de France, qui était hérétique, il n'appartenait qu'à l'inquisition de connaître de ce qui pouvait intéresser la religion. Ils ajoutèrent que les inquisiteurs avaient, il est vrai, excédé

* Celui qui empêchait ou concourrait à empêcher l'exécution des ordres des inquisiteurs, était qualifié de *fauteur d'hérésie et suspect d'hérésie*, à un degré plus ou moins élevé, suivant la gravité des circonstances.

leurs pouvoirs en faisant annuler la manifestation du prévenu, parce qu'il n'y avait pas de puissance sur la terre qui eût ce droit, à l'exception du roi et des députés réunis en cortès; mais que, si les inquisiteurs demandaient au grand-justicier que les prisonniers leur fussent livrés, et que *la jouissance du privilège de la manifestation fût suspendue* pendant la poursuite de l'inquisition et toute la durée de leur procès, on pouvait mettre leurs personnes à leur disposition, parce que cette mesure n'offrait rien de contraire aux droits du royaume.

Cette décision était entièrement contraire aux lois du royaume : aussi l'opinion l'attribua-t-elle à l'influence du tribunal du grand-justicier, qui s'était prêté à la remise de la personne de Perez, et se voyait condamné par la première déclaration des jurisconsultes.

Tout le temps que durèrent ces débats fut employé en intrigues de la part des agens du roi. L'autre parti, moins puissant, mais très-fort par le nombre, et décidé à tout, inonda les rues et les places de pamphlets, dans lesquels on signalait les menées et les desseins de ses adversaires.

Si les ennemis d'Antonio Perez étaient ardents à sa perte, il ne l'était pas moins pour se défendre. Il porta plainte devant les Dix-sept contre le lieutenant Micer Torralba, l'un de ses juges, pour les injustices notoires et les violences dont il s'était rendu coupable à son égard. Ce magistrat fut condamné à être privé de tout emploi pendant sa vie, et à être banni du royaume; sept voix furent pour la mort. Les Dix-sept représentaient tout le royaume, et formaient une cour suprême dont le roi ni personne ne pouvait appeler. Cette institution remontait aux temps les plus reculés de la monarchie, et avait été établie pour la protection de ceux qui pouvaient avoir à se plaindre des lieutenans ou de leurs officiers subalternes. Ils étaient élus au sort, et ils avaient

seuls le pouvoir d'appeler en justice les lieutenans : pouvoir dont le roi lui-même ne jouissait pas, lors même qu'il avait à se plaindre du tribunal de ces derniers. Les Dix-sept envoyèrent en outre au roi et à l'inquisiteur-général le résultat de leur information sur les intrigues qui avaient eu lieu contre Perez dans la prison.

Ce jugement produisit un grand effet parmi le peuple, en mettant au grand jour une partie des manœuvres coupables employées contre Antonio Perez, et en justifiant en quelque sorte les excès auxquels son indignation l'avait porté dans la journée du 24 mai. Les malheurs de cette victime du ressentiment de Philippe inspiraient aux Aragonais un vif intérêt, et ils ne voulaient pas consentir à abandonner un infortuné qui était venu se mettre sous la protection des libertés de leur pays, après avoir été traîné pendant douze ans de prison en prison et éprouvé tout ce que la persécution a de plus cruel. Ils étaient révoltés de voir ces maux partagés par une épouse fidèle, d'innocens enfans et de pauvres religieux, qu'on punissait pour s'être intéressés au sort d'un homme malheureux.

On avait vu Antonio Perez, en Castille, tantôt accusé d'une chose, tantôt d'une autre; ensuite, au milieu de ses fers, on l'avait vu recouvrer une partie de la confiance de son souverain, et être consulté sur les affaires de l'état, mais toujours poursuivi sous quelque nouveau prétexte, et sans cesse aux prises avec la tyrannie. De toutes ces circonstances, il en était résulté généralement une disposition favorable à l'égard d'Antonio Perez. Ou il avait raison dans son appel et dans les autres droits qu'il réclamait, ou il ne l'avait pas. Dans tous les cas, puisqu'il avait réclamé le privilège de la manifestation, on ne devait pas le laisser languir plus long-temps, ni retarder davantage l'exécution de la justice. S'il était coupable, il fallait le condamner, sinon le remettre en liberté, et défendre ses droits dans l'intérêt de tout le

royaume. Voilà jusqu'où portaient les raisonnemens des Aragonais indignés, et il devenait impossible de les ramener à d'autres sentimens sans que justice fût faite.

D'un autre côté, Philippe n'était pas sans inquiétude. Craignant que les intrigues de ses agens ne fussent impuissantes, et de ne pouvoir ressaisir sa victime, il faisait écrire sans cesse au gouverneur civil de l'Aragon, don Juan de Gurrea, pour lui recommander d'employer tout son crédit à faire condamner Perez, de quelque manière que ce fût, à un emprisonnement perpétuel, ou au moins de quelques années, parce qu'alors, si cela ne pouvait être autrement, on trouverait moyen d'entretenir contre lui quelques dénoncations pour le garder toujours en prison. Dans une de ces lettres, le roi avait ajouté de sa propre main : « Que, dans le cas même où tout ce qui avait été dit ci-dessus ne pourrait avoir lieu, on devait au moins tâcher d'obtenir qu'il ne sortît pas du royaume d'Aragon, parce que c'était là le principal. » D'après cela, qu'on juge de ce qui se passait dans l'âme de Philippe, et de l'intérêt qu'il mettait à retenir Perez en son pouvoir.

Assurément, il ne pouvait imaginer de meilleur moyen pour satisfaire son ressentiment que de le livrer à la disposition du saint-office, et l'on peut dire qu'il fut parfaitement secondé par ses agens dans sa vengeance.

En vain Perez écrivit à la députation du royaume pour lui représenter que sa cause était celle de tous les Aragonais; en vain plusieurs de ses amis entreprirent de prouver que la *suspension* ne violait pas moins le privilège de la manifestation que l'*annulation*, puisque le prisonnier pouvait être mis à la torture, privé du droit de conserver sa liberté sous serment, et exposé au malheur d'un procès interminable: tous ces raisonnemens furent sans force. On décida secrètement que les inquisiteurs demanderaient une seconde fois

qu'on leur livrât les prisonniers, sans que leur demande contît ni ordres ni menaces ; mais elle devait se borner au *seul objet de la suspension des effets du privilège*.

On fit aussi entendre au roi qu'il serait utile qu'il écrivît au duc de Villa-Hermosa, aux comtes d'Aranda, de Morata et de Sastago, pour les engager à prêter main-forte au vice-roi d'Aragon, avec leurs parens et leurs amis, et à aider les autorités constituées, si les évènemens rendaient ce secours nécessaire. Philippe II suivit ce conseil, et les lettres qu'il écrivit à ces seigneurs furent aussi aimables et aussi flatteuses que s'il avait ignoré la part que les comtes d'Aranda et de Morata, en particulier, avaient prise aux derniers évènemens.

Perez ne vit plus alors pour lui de salut que dans la fuite ; il avait tout disposé pour forcer la prison, et était au moment d'exécuter son projet, lorsque le perfide Juan de Basante, son complice et son faux ami, fit tout manquer, en révélant le complot au père Romano, jésuite, qui avertit à temps les inquisiteurs.

Cependant, forte de l'appui des autorités du royaume, et impatiente de se venger de sa première défaite, l'inquisition fixa d'abord au 20 août suivant l'exécution de son projet contre Antonio Perez et Mayorini, qui devait être secondée cette fois, non-seulement par les officiers et les partisans du roi, mais par tous les corps du royaume. Néanmoins, comme on connaissait les dispositions du peuple, et qu'on craignait que cela ne devînt l'occasion d'une nouvelle émeute, on résolut de convoquer auparavant les consistoires* du royaume pour examiner les moyens de parer à ces inconvénients et d'arriver au but qu'on se proposait.

Cette assemblée, à laquelle se rendirent toutes les autorités de l'Aragon et de la ville de Saragosse, ainsi que les

* Tous les corps du royaume et de l'église concourraient à ces assemblées pour décider les litiges en commun.

principaux seigneurs du pays, se tint dans la maison du vice-roi, au nom du royaume, et au grand scandale de la majorité de la nation, parce que l'objet de la réunion était absolument contraire aux *fueros*. On déploya dans cette occasion un grand appareil militaire. Les grands arrivèrent accompagnés de leurs partisans et de leurs vassaux armés, et tout cela pour transférer deux hommes d'une prison dans une autre. A cette vue, tout Saragosse fut en armes : l'alarme se répandit partout. Le peuple remplit les rues et les places publiques, qui retentirent des cris de guerre et du bruit des instruments guerriers ; les bannières flottaient de toutes parts. Mais tout cet appareil se dissipa pour le moment en fumée.

L'entreprise ne fut pas néanmoins abandonnée : le parti de la cour en demandait avec force l'exécution. Les seigneurs, qui s'étaient engagés à la secouder de tous leurs moyens, offraient l'aide de leurs bras et de leurs gens. Quelques-uns même, qui avaient des doutes sur la légalité de cette mesure, étaient d'avis de livrer d'abord Perez, quitte à voir ensuite les moyens de porter remède à leurs *fueros*. Enfin, d'un accord unanime, on convint de différer l'entreprise jusqu'au 24 septembre suivant, pour donner le temps au peuple de se calmer, mais de garder le secret sur cette décision.

En attendant, on employa toutes les voies possibles de négociation pour effrayer les uns et apaiser les autres. Le peuple répondait à tout « qu'il ne ferait rien contre la justice, mais que si on entreprenait quelque chose contre ses *fueros*, il saurait mourir pour ses libertés ; que la justice était au dessus de toutes les lois humaines. »

Sur ces entrefaites, le grand-justicier du royaume d'Aragon, don Juan de la Nuza, mourut, et fut remplacé dans sa charge par son fils.

Cependant, le roi rassemblait des forces nombreuses sur les frontières de la Castille et de l'Aragon, et répandait par-

tout le bruit que c'était pour les envoyer en France au secours de la ligue. Quelques jours avant le 24 septembre, il fit partir don Alanzo de Vergas pour prendre le commandement de cette armée, afin de favoriser par cette attitude la résolution qu'on avait prise de transférer de gré ou de force la personne d'Antonio Perez en Castille.

Le jour fixé, avant la pointe du jour, le gouverneur militaire, don Ramon Cerdan, réunit toutes les personnes sur lesquelles il pouvait compter, au nombre de plus de deux mille. De leur côté, les inquisiteurs avaient fait venir à Saragosse un très-grand nombre de familiers du saint-office¹³, pris dans les villes les plus rapprochées. On plaça huit cents hommes sur la place du marché, devant la prison, avec un peu de cavalerie, et le reste se répartit dans les rues en différens détachemens. La nuit se passa à faire des rondes et à s'assurer des endroits qu'on croyait les plus importans. Au jour, tout était dans un ordre parfait. Le gouverneur allait et venait partout, haranguant les uns, menaçant les autres, pour tâcher de maintenir l'ordre dans la ville.

Le peuple, furieux de voir déployer cette force contre la justice, gardait un morne silence. L'heure du conseil arrivée, les officiers de l'inquisition s'y rendirent, et présentèrent leurs requêtes à la rédaction desquelles avaient concouru les treize jurisconsultes et les juges eux-mêmes. Ils demandèrent qu'on remît entre leurs mains Antonio Perez et le génevois Mayorini. Comme la résolution était prise d'avance, leur demande fut admise, malgré l'opposition de quelques personnes, qui firent entendre dans ce tribunal, ainsi que dans l'assemblée du royaume, leurs voix en faveur des deux prisonniers.

Alors le vice-roi, évêque de Teruel, un lieutenant, un député, deux jurés, précédés de leurs masses et de tous les signes distinctifs de leur caractère, se rendirent en grand cortège à la prison, avec les familiers de l'inquisition, un se-

crétaire et un alguacil, et accompagnés du duc de Villa-Hermosa, des comtes d'Aranda, de Morata, de Sastago, et d'autres seigneurs et cavaliers.

Tout se passa avec le plus grand cérémonial pour inspirer du respect au peuple.

Pendant ce temps, les autres députés, le nouveau justicier et ses lieutenans étaient restés dans la maison où s'étaient tenus les consistoires. Un lieutenant, un député et un juré entrèrent dans la prison avec les familiers du saint-office et quelques hommes bien armés. Après que les portes eurent été refermées avec soin, ils s'arrêtèrent un moment au greffe pour régler les formalités de la remise. Ensuite ils envoyèrent appeler Antonio Perez par l'alcade, le même qui avait suborné les faux témoins. Perez descendit, et, tout le monde étant debout, on accomplit la cérémonie de la remise.

Le lieutenant dit que, « les seigneurs inquisiteurs demandant qu'on leur livrât Antonio Perez et Juan-Francisco Mayorini pour des motifs qui concernaient la foi, on leur faisait remise de leurs personnes en suspendant ainsi l'appel. Le prisonnier demanda « ce qu'il devenait son droit d'appel, qui devait passer avant tout, ainsi que son droit d'être entendu avant d'être jugé. » On lui répliqua que « ce qu'il réclamait ne pouvait avoir lieu, que toutes les requêtes et tous les actes juridiques possibles avaient été faits en son nom ou à d'autres noms. »

On fit ensuite descendre Mayorini, et, après les avoir chargés de fers tous les deux, on fit approcher deux voitures pour les emmener chacun séparément. Le vice-roi et toute sa suite étaient restés dans les maisons voisines de la prison, attendant la sortie des prisonniers, et observant les mouvements du peuple.

Ces formalités durèrent quelque temps, et la foule grossissait de plus en plus. Enfin don Martin de la Nuza, à la

vue du péril que courrait sa patrie, du danger qui menaçait son ami, et de la crainte et du respect dont tout le monde paraissait momentanément frappé, donna le premier le signal. Ce fut lui qui porta le premier coup contre un des officiers de justice, qui dirigea cette masse confuse, et la mit en mouvement pour la défense de sa patrie, de son ami, de la justice et de la liberté. Excité par son exemple, le peuple attaqua aux cris de *vive la liberté!* les détachemens qui étaient postés sur la place du Justicier. Don Martin, voyant le combat engagé, se porta d'un autre côté pour animer le zèle de la multitude, et l'exhorter à combattre avec courage; et le peuple de Saragosse ne démentit pas dans cette circonstance sa réputation de valeur.

Cependant, outre l'intérêt de la patrie, comme il s'agissait aussi de la défense de Perez, et que ses amis étaient doublément intéressés à le sauver, on alla avertir Gil de Meza, qui s'était tenu caché jusqu'à ce moment pour éviter les poursuites dirigées contre lui. A cet avis, il sortit à la tête de quelques amis dévoués, courut à la place du marché, où étaient le gouverneur, la cavalerie et les autres troupes chargées de protéger l'entreprise contre Antonio Perez. Le combat fut un moment assez vif; mais bientôt les gens du gouverneur et des autres seigneurs, surpris de cette attaque imprévue, prirent la fuite. Les chefs résistèrent encore pendant quelque temps; mais enfin, se voyant entourés et pressés de toutes parts, ils furent forcés d'abandonner le champ de bataille à leurs ennemis, qui, dans leur fureur, mirent la voiture en pièces, et coupèrent les jarrets aux mules qui y étaient attelées.

Le gouverneur se réfugia, avec quelques-uns des principaux seigneurs, dans une maison en face de la prison, d'où ils continuèrent à tirer sur la foule à coups d'arquebuse. Avec les débris de la voiture et ce qu'il trouva sous la main,

le peuple mit aussitôt le feu à la maison, et chacun se sauva comme il put, les uns par la cheminée, d'autres en sautant par les fenêtres et pardessus les murs, au risque de leur vie.

Il y eut au moins deux cents personnes tuées ou blessées dans le parti de l'inquisition et de la cour. Le zalmédina, ou juge ordinaire de Saragosse, un député de l'année précédente, don Juan-Luis Moreno, et plusieurs autres personnages de distinction, périrent dans cette affaire. Le gouverneur reçut lui-même deux coups d'arquebuse qui l'atteignirent sans le blesser.

Parmi ceux qui combattirent pour la défense de leurs *fueros*, il y eut aussi quelques morts et quelques traits d'héroïsme remarquable. Un vieillard, père de sept enfants, non content d'offrir sa vie en sacrifice pour les libertés de sa patrie, voulut que ses fils apprisseat tous à ses côtés à périr quand il le fallait pour la défense des droits qui leur avaient été transmis par leurs aïeux. Une femme, une mère, rappela par son courage les temps glorieux de Lacédémone, en disant à son fils, au moment où il se préparait pour aller combattre : « Va, mon fils, mène avec toi ton propre fils, et mourez tous deux, s'il le faut, pour une cause si belle. »

Lorsque la victoire parut assurée, les acclamations retentirent de toutes parts : tout le monde se montrait aux fenêtres exprimant l'allégresse et la joie la plus vive, et offrant au peuple des rassemblements. De nos jours, Saragosse a acquis une illustration nouvelle en défendant encore son indépendance.

Cependant, les agents du roi et de l'inquisition, qui étaient restés renfermés dans la prison, instruits de la tournure que prenaient les choses et du triomphe des partisans de Perez, commencèrent à trembler pour eux-mêmes et à quitter leurs armes pour s'échapper, lorsqu'ils virent que le peuple se tournait vers la prison, appelant Antonio Perez à haute voix, et demandant à le voir. Ils le prièrent de se montrer

pour satisfaire et apaiser la multitude. Perez refusa un moment, dans la crainte de quelque trahison ; enfin il céda, mais auparavant il demanda qu'on lui ôtât ses fers, ce qui fut fait sur-le-champ par l'ordre du lieutenant.

Dès qu'il parut aux fenêtres, ce fut un cri de joie général, que la vue seule d'Antonio Perez ne pouvait calmer. Enfin ceux qui étaient venus pour se saisir des deux prisonniers, reconnaissant que le peuple ne se contentait pas de la vue de Perez, mais qu'il voulait sa liberté, et que, pour l'obtenir, il s'apprétait déjà à enfoncer les portes de la prison, commencèrent à s'esquiver un à un, et le laissèrent bientôt à peu près seul. Les gardiens de la prison le supplièrent alors eux-mêmes, par l'ordre du lieutenant, de descendre et de céder aux désirs de la multitude, pour empêcher ceux qui étaient dans la prison d'être assassinés.

Antonio Perez s'y refusa obstinément, et demanda acte de la prière qui lui était faite ; mais il n'y avait ni officier, ni notaire, ni personne qui remplît son devoir : tout le monde avait perdu la tête. Enfin ceux des chefs de l'entreprise qui étaient restés, convaincus que tout ce que les subalternes lui demandaient en leur présence était inutile, finirent eux-mêmes par le prier de sortir pour le salut de tous. Le geolier lui ouvrit alors une petite porte dérobée pour qu'il s'en allât seul, et que le peuple ne cherchât pas à délivrer d'autres prisonniers.

Antonio Perez sortit enfin de la prison. Il était temps, car le peuple était si furieux, qu'il n'eût épargné aucun de ceux qui avaient agi dans cette occasion contre ses priviléges. Dès qu'il parut, personne ne chercha à pénétrer dans la prison : chacun était satisfait, et la rage avait fait place à l'enthousiasme.

Antonio Perez portait sur ses traits l'empreinte de la maladie : son visage était pâle, sa démarche mal assurée. Il se présenta au peuple la tête découverte pour lui témoigner

sa reconnaissance. On l'entourait, on se pressait sur ses pas pour mieux le voir, pour le plaindre de ses souffrances, pour l'assurer que désormais il n'avait plus rien à craindre de l'injustice de ses bourreaux. Chacun brandissait son arme nue au dessus de sa tête comme pour le protéger. Il traversa de cette manière la place du marché et quelques rues, reueillant sur sa route les vœux et les bénédictions universelles, et on le conduisit dans la maison de don Diego de Heredia, où on l'obligea à se montrer à plusieurs reprises aux fenêtres, salué chaque fois par des acclamations unanimes.

Lorsqu'il fut en sûreté, le peuple se porta de nouveau vers la prison où Mayorini se trouvait encore retenu. Pour cette fois, il n'y avait plus ni geolier ni personne : la frayeur avait gagné tout le monde. On enfonça la porte du cachot dans lequel l'ami de Perez était renfermé, et on le mit en liberté ainsi que quelques autres prisonniers.

Pendant que ces choses se passaient, le clergé de l'église de Saint-Paul, et les moines des deux couvents de Saint-François, sortirent en procession vers l'après-midi, et parcoururent la ville, précédés du Saint-Sacrement, de la croix, de reliques et d'autres enseignes de dévotion, en répétant à haute voix : « *Paz, senor; misericordia, Dios senor.* » — « *Donnez-nous la paix, seigneur; accordez-nous votre miséricorde, Dieu tout-puissant.* » Au milieu du tumulte et de l'agitation générale, cette vue ne manquait pas d'imprimer dans les cœurs le respect et une sainte terreur ; mais aucune arme ne fut déposée avant que le peuple n'eût obtenu satisfaction des atteintes portées à ses *fueros*.

Enfin, le peuple n'éprouvant plus de résistance, et ayant obtenu ce qu'il voulait, commença à s'apaiser de lui-même et à se disperser. En un jour, il avait réparé une partie des persécutions que la méchanceté humaine avait entassées depuis douze ans sur la tête d'Antonio Perez ; et une chose

digne de remarque, c'est qu'au milieu de toute cette fermentation il ne s'était porté à aucun désordre étranger au but de cette émeute.

Dès le même jour, après s'être reposé quelques momens dans la maison de don Diego de Heredia, Antonio Perez prit des chevaux, et partit publiquement de Saragosse avec Gil de Mesa, un ami et deux domestiques, accompagné pendant un quart de lieue par les acclamations, les bénédictons et les vœux d'une foule de peuple. Il continua sa route pendant neuf lieues en se dirigeant vers les *Cinco Villas**. Alors, craignant d'être découvert et arrêté, il renvoya son ami et ses domestiques, et se retira dans une montagne avec Gil de Mesa. Il passa trois jours dans cet état, n'ayant pour toute nourriture qu'un peu de pain, et un peu de vin qu'il avait apporté par hasard, et qui lui dura pendant tout ce temps. La nuit, il allait à la recherche de l'eau : le jour, il se tenait caché.

Dans cette situation, il apprit que le gouverneur, le même qui avait dirigé l'entreprise du 24 septembre, était à sa poursuite ; quoique malade des suites des fatigues de cette journée, et voyageant lentement et en voiture. En conséquence, il renonça à aller plus loin par cette route, bien qu'il eût eu d'abord l'idée de se sauver par la vallée du Roncal. Il commença à éprouver quelque inquiétude, et à être embarrassé sur ce qu'il devait faire. Sur ces entrefaites, don Martin de la Nuza vint à son secours. Il lui fit conseiller de revenir à Saragosse, ajoutant qu'il se chargerait de lui, et qu'il lui serait beaucoup plus facile de le soustraire aux mains de ses ennemis, au milieu de la ville, que parmi les montagnes où il se trouvait. Dans cette confiance, Antonio Perez revint à Saragosse le 2 octobre suivant. Don Martin alla le recevoir en

* C'est le nom d'un petit arrondissement et évêché, composé de cinq villes.

dehors de la ville, y rentra avec lui, et le conduisit dans sa maison. Il confia ce secret à deux amis, et c'était lui ou l'un de ceux-ci qui lui portait de la nourriture. Le jour, don Martin sortait en ville, et se tenait au courant des affaires publiques : le soir, il lui tenait compagnie, et ils se consultaient ensemble sur ce qui se passait.

Quelque secrète que fut la présence d'Antonio Perez dans la ville de Saragosse, elle fut cependant soupçonnée par les inquisiteurs et le vice-roi. Ceux-là firent les recherches les plus rigoureuses chez don Diegò de Heredia, baron de Barboles, et dans plusieurs autres maisons. Don Antonio Morejon, second inquisiteur, plus accessible que Molinà*, pensant que don Martin connaissait l'asile de Perez, entrâ en négociation avec lui ; et le pressa de lui découvrir, en lui promettant que, si Perez se présentait volontairement, il se-rait bien traité. Mais celui-ci voulait avoir la certitude qu'une fois son procès terminé il ne serait pas transféré à Madrid pour être mis à la disposition du gouvernement, qui n'eût pas manqué de le faire périr.

Dans cette négociation, l'agent de l'inquisiteur était un certain Pinella, son ami intime, qui ne pouvait marcher sans un sauf-conduit, comme ayant été condamné pour divers délit par l'inquisition.

Enfin l'inquisiteur, voyant que rien ne se concluait par l'entremise de ce Pinella, ou plutôt, comme on le verra par la suite, reconnaissant qu'il ne pouvait tromper don Martin par de pareils moyens, le fit prier de venir le voir, en lui donnant sa parole de le bien traiter. Don Martin, dans le désir d'arranger les affaires d'Antonio Perez, et d'empêcher qu'il fût obligé de passer à l'étranger, y consentit, malgré le

* Don Alonso Molina de Medrano était déjà à Madrid, où on l'avait récompensé en lui donnant une place dans le conseil des ordres militaires. Sa place était occupée à Saragosse par don Pedro de Zamora.

danger qu'il pouvait y avoir à accepter cette entrevue.

En conséquence, accompagné d'un seul ami, il se rendit, à onze heures du soir, à l'Aljaferia, cet alcasar des rois maures, situé hors des murs de Saragosse, où était le siège de l'inquisition. Il y avait du courage de la part de don Martin dans cette démarche, car l'Aljaferia était déjà garni de soldats par suite de l'émeute qui avait éclaté dans la ville. Mais il y allait avec confiance, sachant bien que, si on commettait contre lui quelque violence, la ville se soulèverait de nouveau, et que c'était tout ce que l'inquisiteur pouvait craindre le plus. Il passa deux heures avec ce dernier dans de grands débats.

A son retour, don Martin raconta toutes les offres, les supplications et les caresses qu'on lui avait faites pour l'engager à révéler la retraite d'Antonio Perez. Il s'en alla sans rien conclure.

Enfin, on comprit que toutes ces négociations n'étaient qu'autant d'artifices et de pièges pour découvrir le secret de la retraite de Perez, ou l'amuser jusqu'à l'arrivée de don Alonzo de Vergas avec son armée. Les amis d'Antonio Perez interceptèrent même quelques lettres qui ne laissèrent plus de doute à cet égard, et dans lesquelles se trouvait aussi la preuve de toutes les intrigues dirigées contre lui.

On se procura, entre autres, une lettre du même inquisiteur Morejon, conçue dans des termes qui méritent d'être rapportés. Elle était adressée au comte de Chinchon, qui jouissait alors de la faveur du monarque. Il lui rendait compte des personnes qui se joignaient au parti de l'Aragon, et sortaient de Saragosse pour marcher à la rencontre de l'armée castillane. Il citait les capitaines, les chefs et les officiers nommés par le royaume, et conseillait que le roi commençât la guerre promptement, avant que les Aragonais eussent eu le temps de réunir leurs forces. Ensuite il venait à parler de

Perez, qui était la cause de tout ce mouvement, et il disait : « que par l'homme qui le mettait auparavant au courant des personnes qui voyaient familièrement Antonio Perez dans sa prison, et lui avait procuré des renseignemens sur beau-coup de choses, il espérait savoir où il allait. » Il ajoutait « qu'il donnait à cet homme cent ducats par an, mais qu'il n'était pas content, et qu'ainsi il pourrait lui donner plus; qu'il conseillait aussi de tenir étroitement rénfermés l'épouse et les enfans d'Antonio Perez, parce que, sachant la tendresse que ce dernier avait pour sa famille, c'était ce qui pourrait lui faire le plus de peine; et que le même homme avait entendu dire à Perez ces propres paroles : « J'ai tort de ne pas me soumettre à ce qu'on veut de moi pour faire cesser les souffrances de ma femme et de mes enfans. » Il terminait par indiquer modestement la récompense que méritait son zèle, et disait « que l'archevêché de Tolède ne serait pas trop pour un pareil service. »

Ainsi, dans l'intérêt de son avancement personnel, il renonçait à ses fonctions d'inquisiteur, et le juge ecclésiastique devenait l'esclave des volontés et du ressentiment du prince temporel. Voilà pour ce qui concerne l'un de ceux qui étaient destinés à prononcer sur le sort d'Antonio Perez. Quant à l'inquisiteur Molina, nous avons dévoilé sa conduite dans l'affaire des faux témoins : il avait été surpris, au milieu de la nuit, armé, et sous un déguisement indigne de sa profession, intriguant contre Antonio Perez.

Cependant, des évènemens plus importans venaient d'avoir lieu. Don Alonzo de Vergas avait rejoint son armée sur les confins de l'Aragon, et prenait une attitude de plus en plus hostile. Lorsqu'on vit qu'il ne se préparait à rien moins qu'à pénétrer dans le royaume à main armée, au mépris des *fuegos*, les Aragonais de toutes les classes résolurent de s'op-

poser de tous leurs moyens à l'agression étrangère, et de défendre les libertés de la patrie. La même disposition se manifesta sur tous les points du royaume. On ne douta plus que Philippe n'eût juré la ruine des priviléges de l'Aragon, qui étaient trop souvent un obstacle à l'accomplissement de ses volontés, et qu'il ne fût décidé à frapper un grand coup pour anéantir toute résistance légale.

À la vue d'un pareil danger, la plupart des magistrats particuliers du royaume et des seigneurs qui avaient prêté main-forte au parti de la cour, non par trahison, mais par faiblesse, et dans le désir de tout concilier, commencèrent à se repentir de leur faute, et firent cause commune avec le reste de la nation.

Mais il s'agissait de prendre les mesures nécessaires pour s'opposer à l'invasion dont Vergas menaçait l'Aragon. En conséquence, un grand nombre de personnes de tous les rangs s'adressèrent à la députation du royaume, qui représentait l'Aragon entier, pour l'engager à présenter ses requêtes en forme contre une pareille violence et une pareille violation des priviléges du pays, devant le grand-justicier et ses lieutenans, dont le tribunal jugeait souverainement et d'une manière absolue tous les différends qui pouvaient exister entre le roi d'Aragon et ses sujets aragonais.

Les députés du royaume consultèrent des hommes de loi pour savoir ce qu'ils devaient et pouvaient faire en droit. D'après l'avis de ces derniers, ils présentèrent leurs requêtes au tribunal du justicier, et demandèrent et requirent « que « le justicier prît les armes et marchât à la rencontre de l'ar- « mée castillane, à la tête de laquelle don Alonso de Vergas « s'avancait en Aragon, en vertu du deuxième *fuero de ge- neralibus privilegiis regni Aragonum.* »

D'après ce privilège, nul n'avait le droit de faire entrer

aucune troupe étrangère en Aragon, ni d'exercer de juridiction à main armée, ni d'arrêter, ni de commettre aucune violence contre qui que ce soit, ni même de porter le ravage dans un champ d'oliviers, suivant les expressions mêmes de ce *fuero*. A leur avènement au trône, les rois d'Aragon juraient tous de respecter les priviléges et les libertés du pays, et Philippe II avait prêté lui-même ce serment. Mais ce prince, quoique affectant les dehors d'une grande piété, ne craignait pas de manquer à sa parole toutes les fois qu'il croyait avoir intérêt à le faire. Il en donna la preuve dans cette circonstance, bien que, suivant l'usage du temps, les souverains pontifes eussent confirmé les *fueros*, et prononcé les censures les plus graves contre ceux qui se refuseraient à les observer.

Le tribunal du justicier examina juridiquement ces requêtes : on fit tous les actes et toutes les significations de droit, en observant toujours les égards qu'on devait au prince. Une information officielle eut lieu pour s'assurer si l'armée commandée par don Alonzo de Vergas venait dans une intention hostile contre les Aragonais. Il fut prouvé, entre autres choses, que don Alonzo avait déclaré à son armée que, « pourvu qu'on ne touchât ni aux monastères ni aux églises, on pouvait tout piller et tout saccager. » En conséquence, il fut décidé par le tribunal « que le justicier devait prendre les armes, et que les habitans du royaume devaient marcher pour s'opposer à l'entrée de l'armée castillane. »

Une sentence de mort fut aussi prononcée contre don Alonzo de Vergas et son armée, et on lui envoya des huissiers et des notaires pour la lui signifier, à Bernalda, monastère de l'ordre de Saint-Bernard, situé sur la limite des deux royaumes de Castille et d'Aragon, et lui défendre, sous peine d'être exécuté, de franchir la frontière qui séparait les deux pays.

Don Alonzo chercha d'abord à éviter les officiers du royaume ; mais quand il sut que ceux-ci déclaraient que, si on refusait de les écouter, ils cloueraient leurs significations sur les portes, il se décida à les admettre et à entendre la signification de la sentence prononcée contre lui. Les officiers du royaume ne furent nullement inquiétés dans leur mission, et revinrent tranquillement à Saragosse, après s'être acquittés de leur devoir.

Telle fut la marche qu'on suivit avant de recourir aux armes. En vertu de la décision que nous avons rapportée, le justicier fut requis juridiquement de se mettre à la tête du royaume, et de pourvoir à l'exécution de la sentence prononcée. Il accepta volontiers cette mission, et se prépara à la remplir. Il commença aussitôt, de concert avec les députés du royaume, à nommer les officiers qui devaient former les cadres de guerre, comme dans les armées organisées. Les principaux seigneurs du pays acceptèrent d'en faire partie.

Don Martin de la Nuza, cousin du grand-justicier, reçut une commission de maître-de-camp, signée de ce magistrat et des députés du royaume. Cette pièce, qui a été conservée par Perez, mérite d'être connue :

« Nous, don Juan de la Nuza et Perellos, du conseil de Sa Majesté, et grand-justicier d'Aragon; don Fray Augustin Navarro, abbé de Notre-Dame de la Piedra; don Juan de Luna, seigneur de Púrrroy; Geronimo de Oro; Luis Navarro et Juan de Mercuello, députés du royaume d'Aragon : à vous, seigneur don Martin de la Nuza, salut et amitié.

« D'après l'avis qui nous a été donné que don Alonzo de Vergas était entré et entrait avec une armée nombreuse, composée de soldats étrangers, dans le royaume, et se dirigeait sur la ville de Saragosse, avec des intentions hostiles

« contre ses habitans et ceux du royaume, au mépris des
« *fueros* et des libertés de l'Aragon, et qu'ainsi, en vertu du
« deuxième *fuero de generalibus privilegiis regni Ara-
gonum*, nous sommes tenus de convoquer le nombre
« d'hommes qui nous paraîtra nécessaire pour résister à
« cette invasion, et chasser du royaume à main armée ledit
« don Alonzo de Vergas et son armée, ainsi que tous les
« étrangers qu'il conduit : après nous être assurés, comme
« nous le devions d'après nos *fueros*, de ce qui était, et
« avoir mûrement réfléchi sur ce que nous devions faire,
« en vertu du deuxième *fuero de generalibus privilegiis*,
« nous nous sommes offerts sur-le-champ, et avons consenti
« à faire ladite convocation. En conséquence, nous avons fait
« convoquer une grande partie des habitans du royaume, à
« cause des forces nombreuses que ledit don Alonzo de Ver-
gas mène avec lui. Et comme pour cela il est nécessaire
« d'avoir un grand nombre d'officiers et de personnes pour
« conduire et diriger tout ce monde, et leur apprendre ce
« qu'ils ont à faire; pleins de confiance dans vos talens et
« votre fidélité, seigneur don Martin de la Nuza, nous vous
« nommons et créons par les présentes, maître-de-camp des
« troupes de guerre qui descendant et viennent de la ville
« de Huesca, de la montagne de Jacca, ainsi que de vos vas-
« saux et du contingent de ladite ville, des *Cinco-Villas*, de
« Barbastro, de Monzon et de Foya de Huesca, pour que
« vous les instruisiez, leur commandiez et leur ordonniez ce
« qu'ils doivent faire, vous donnant, comme nous vous don-
« noms, toute l'autorité dont les maîtres-de-camp ont cou-
« tume de jouir dans les autres royaumes et pays; entendant
« qu'ils vous regardent et vous considèrent comme leur
« maître-de-camp, et vous obéissent en cette qualité, sous
« peine des mêmes châtiments qu'on a coutume d'infiger aux

« soldats pour cause de désobéissance et d'insubordination envers leurs maîtres-de-camp, en Italie et ailleurs.

« Données en la ville de Saragosse le quatrième jour du mois de novembre, année quinze cent quatre-vingt-onze. »

Signé : le grand-justicier d'Aragon ; Luis de Navarro ; Juan-Luis de Marcuello ; don Juan de Luna ; Geronimo de Oro (ce dernier était secrétaire de l'inquisition).

(Ici étaient le sceau du justicier et celui du royaume.)

Ensuite était écrit :

Par l'ordre du justicier d'Aragon et des députés, Juan de Mendibe, notaire et secrétaire ; Diego de Miedes, notaire et secrétaire.

On expédia en même temps des exprès dans toutes les parties du royaume pour faire connaître la résolution du tribunal du justicier ; les chaires retentirent d'encouragement à prendre les armes. On fit aussi une répartition par villes et par bourgs des personnes et des munitions, d'après laquelle chacun devait se tenir prêt pour marcher à la défense de la patrie contre l'armée castillane, et l'on écrivit à la députation permanente de Catalogne et de Valence pour demander les secours stipulés par les traités, dans le cas où l'un des pays serait menacé d'une invasion. Il se forma aussitôt un corps considérable, composé des habitans de Saragosse et de son territoire. On leva l'étendard de St-Georges, la bannière du royaume, qui ne se déployait que dans de semblables occasions et dans les momens de crise, et chacun vient se ranger autour du drapeau national.

Le justicier sortit de Saragosse en grande pompe et en

ordre de bataille, entouré d'une grande partie des membres de la noblesse, parmi lesquels on remarquait le duc de Villa-Hermosa, le comte d'Aranda, qui avaient favorisé le parti du roi et de l'inquisition dans la journée du 24 septembre, don Juan de Luna, don Diego de Heredia et quelques autres. Mais cette ardeur fut de courte durée : dès le second jour, la plupart des chefs auxquels le royaume avait confié le soin de sa défense, réfléchissant sur le peu de ressources qu'ils avaient pour résister à une armée disciplinée comme celle de Vergas, commencèrent à se repentir de leur démarche précipitée ; et, effrayés des suites qu'elle devait avoir, ils crurent les prévenir par la suite, en laissant à chacun la liberté de prendre le parti qu'il jugerait le plus convenable. De cette manière, ce corps formé à la hâte et avec tant d'appareil, mais dans l'organisation duquel on n'avait eu le temps d'introduire aucune discipline, se débanda et se dispersa complètement.

D'un autre côté, Philippe, joignant la ruse à l'adresse, avait, depuis les évènemens du 24 septembre, écrit à divers députés et jurés, ainsi qu'au duc de Villa-Hermosa, au comte d'Aranda et à quelques autres seigneurs, pour leur exprimer sa reconnaissance de la conduite qu'ils avaient tenue dans cette occasion. Don Alonzo écrivait en même temps aux mêmes personnes, ainsi qu'à beaucoup d'autres, et leur disait : « Qu'il ne venait que pour passer en France, « et châtier en chemin deux ou trois personnes, pas davantage, et rendre à la justice sa force et son éclat. Qu'il n'avait nullement l'intention de toucher aux *fueros* ni aux « libertés de l'Aragon, ni de rien faire qui pût leur porter la « moindre atteinte ; qu'il était plus Aragonais dans le cœur « que qui que ce soit, et qu'il priait Dieu de le garder de « pareilles intentions. » Voilà les assurances qu'il donnait pour engager le peuple à la douceur ; mais personne ne pou-

vait y avoir confiance. Aussi la plupart de ceux qui avaient pris part aux projets de résistance ordonnés en vertu de la sentence prononcée par le tribunal du justicier, à la requête des députés du royaume, jugèrent-ils plus prudent de se soustraire par la fuite à la vengeance du monarque.

Don Alonso de Vergas, ne trouvant plus d'opposition, fit son entrée à Saragosse avec son armée. Pour mieux tromper les habitans et inspirer aux chefs du parti national une fausse confiance, il continua d'abord le même langage qu'il avait tenu dans ses lettres. Bien plus, par un ordre exprès du roi, il fit publier dans les pays environs un édit qui assurait de leur pardon tous les fugitifs, pour les engager à revenir dans leurs maisons, sur l'assurance que l'intention de Sa Majesté était de ne déployer la rigueur de sa justice que sur les auteurs de la révolte.

Dans le premier moment, on se contenta de faire quelques arrestations, et de mettre à prix la tête d'Antonio Perez et de quelques-uns de ses amis les plus dévoués. La tranquillité paraissait rétablie.

Ce calme apparent trompa un grand nombre de personnes, qui furent assez imprudentes pour se fier aux promesses du roi et sortir de leurs retraites, entre autres le duc de Villa-Hermosa, les comtes d'Aranda et d'autres, à qui Philippe avait écrit des paroles de reconnaissance et d'amour. Le grand-justicier, don Juan de la Nuza, qui avait rempli en cette circonstance son devoir comme suprême interprète des lois et exécuteur de la justice, eut aussi l'imprudence d'ajouter foi à ces assurances, et de se mettre à la discrétion des ennemis de sa patrie.

Le roi, charmé du succès de la ruse qu'il avait employée, envoya aussitôt à Saragosse le commandeur Gomez Vazquez avec l'ordre de faire arrêter sur-le-champ le grand justicier, don Juan de la Nuza, ainsi que le duc de Villa-Hermosa et le

comte d'Aranda ; de faire trancher la tête au premier en vingt-quatre heures, et transférer les autres où il serait ordonné.

Ces arrestations eurent lieu sur-le-champ, et, sans plus tarder, on signifia au grand-justicier de se préparer à la mort. Le lendemain, il fut conduit sans autre forme de procès, sur la place du marché où l'on avait dressé un échafaud, et décapité à la vue du peuple. Son corps fut ensuite enseveli avec tous les honneurs dûs à son haut rang ; mais ses biens furent confisqués, et sa maison rasée jusqu'aux fondemens.

Il est curieux de connaître les circonstances de cette exécution, qui sont rapportées par Perez dans ses *Relaciones*. Don Juan de la Nuza fut arrêté au sortir du conseil ordinaire de son tribunal par un capitaine des troupes de don Alonzo de Vergas. Il fut conduit de là chez cet officier; celui-ci lui dit simplement de se rendre à la maison de don Juan de Torrellas, qui avait été désignée pour prison, avec d'autres, pour ceux qu'on arrêtait. En chemin il rencontra des religieux de la compagnie de Jésus, qui l'attendaient, et qui entrèrent avec lui dans la voiture pour l'aider à mourir. Ainsi, le confesseur était instruit avant lui du sort qui lui était préparé.

En arrivant, on lui signifia qu'il devait mourir. Le justicier, étonné, s'écria : « Comment ? qui a prononcé cet arrêt ? » On lui répondit que « c'était le roi lui-même. » Alors il demanda à voir la sentence. On lui montra quelque lignes de la main du roi, adressées à don Alonzo de Vergas, et comprises en ces termes :

« Au reçu de cette lettre, vous arrêterez don Juan de la Nuza, justicier d'Aragon. Faites en sorte que je reçoive la nouvelle de sa mort en même temps que celle de son arrêtation. Vous lui ferez trancher sur-le-champ la tête, et voici les paroles qu'on devra crier : Telle est la justice

« que le roi notre seigneur ordonne envers ce cavalier, pour « crime de trahison et de provocation à la révolte, ainsi que « pour avoir levé l'étendard du royaume contre son roi. C'est « pourquoi le roi ordonne que sa tête soit tranchée, ses « biens confisqués, ses maisons et ses châteaux détruits de « fond en comble. Que celui qui a commis un tel crime soit « ainsi puni ! »

Ce papier ne portait pas d'autre signature que celle du roi. Le justicier chercha envain à réclamer contre l'illégalité de cet acte en disant « qu'il ne pouvait être jugé ni condamné que « par les cortès, par le roi et le royaume assemblés. »

En effet, jusqu'au moment où l'on entendit la voix du crieur et où on lut sur l'échafaud la sentence que nous venons de rapporter, personne dans la ville ne se doutait de ce qui allait arriver, en voyant don Juan de la Nuza entre les mains de la justice. Il y eut à peine vingt heures de distance entre l'instant de son arrestation et celui de sa mort ; et on ne se donna même pas la peine de produire aucune charge contre lui ni d'entendre sa défense. Et cependant, d'après les lois et les fueros du royaume d'Aragon, personne sur la terre ne pouvait être son juge dans les affaires temporales, à l'exception du roi et du royaume assemblés, c'est-à-dire des cortès légitimement convoqués.

Ainsi périt par un indigne abus de pouvoir le dernier des justiciers de l'Aragon, suprême interprète des lois, dont la juridiction s'étendait sur le souverain comme sur le sujet, et qui, par la force que lui donnaient les fueros du royaume, avait une puissance supérieure même à celle du monarque. Avec don Juan de la Nuza périt cette noble institution, qui remontait aux temps les plus reculés de la monarchie aragonaise, et était pour les peuples un rempart contre les empiéteux du pouvoir ecclésiastique et séculier.

Le duc de Villa-Hermosa et le comte d'Aranda furent con-

duits en Castille, et renfermés, l'un au château de Burgos, l'autre à Mota de Medina. On les fit mourir six mois après dans leur prison, ce qui n'empêcha pas qu'ils ne fussent déclarés loyaux et fidèles sujets de sa Majesté.

On voit d'après cela, que Philippe calculait assez bien dans ses vengeances. Il faisait d'abord périr les gens pour sa propre tranquillité, et ensuite, pour la consolation des familles, il les réabilitait ou leur rendait des honneurs après leur mort.

Cependant Philippe ne se borna pas à ces exécutions dans sa vengeance: il l'étendit sur des hommes de loi, des magistrats, des députés, des ecclésiastiques, des lieutenants, des jurés, sur plusieurs des magistrats même qui avaient favorisé le projet de livrer Perez au saint-office. Des biens furent confisqués, des maisons détruites, des châteaux ravagés.

Non-seulement on exerça toutes ces rigueurs contre les personnes arrêtées, mais contre des mères, des épouses, bien qu'elles fussent elles-mêmes véritables propriétaires de ces biens, et qu'elles n'eussent point à répondre des délits de leurs maris, de leurs fils, lors même que la confiscation n'eût point été positivement interdite par les lois de l'Aragon.

Ainsi, au lieu de cette clémence qu'on avait tant annoncée, les châtiments s'étendirent sur tous ceux qui avaient eu la moindre part à ces troubles, sur les hommes de loi, parce qu'ils avaient exprimé l'avis qu'on pouvait et devait prendre les armes contre l'armée castillane; sur les députés, parce qu'ils avaient rempli leur devoir en se rendant les interprètes des vœux de la nation dans les requêtes qu'ils présenterent devant le tribunal du grand-justicier; sur les lieutenants, dont le tribunal ne reconnaissait aucun pouvoir au-dessus de lui sur la terre, parce qu'ils avaient jugé suivant les lois et les fueros du royaume; sur le justicier, parce qu'il avait exécuté les décrets du tribunal suprême.

On fit plus : on rétablit dans leurs fonctions des hommes qui avaient été exclus du tribunal des lieutenans par un jugement des Dix-sept d'Aragon, pour leurs injustices et les violations qu'ils avaient commises contre les lois. C'étaient Chasles et Torralba qui avaient encouru cette peine, le premier pour ses iniquités envers un grand nombre de personnes, le second pour sa conduite contre Antonio Perez.

Mais ce n'est pas tout encore : les témoins qui avaient été gagnés pour déposer contre Antonio Perez devant le saint-office, et avaient rétracté leurs déclarations, furent arrêtés par l'inquisition, et condamnés pour s'être dédits à six années de galère et deux cents coups de fouet. Le zalmédina qui était en exercice à cette époque, fut aussi arrêté par le saint-office, pour avoir fait cette information, condamné à six ans de réclusion dans la forteresse d'Oran, et déclaré inhabile à posséder aucun emploi, lui et ses fils, c'est-à-dire qu'il fut pani pour avoir rendu justice.

Jamais tant de crimes, tant d'actions révoltantes ne furent commises en un si court espace de temps : Philippe et l'inquisition rivalisaient de forfaits. L'un et l'autre ne sont plus. Et quelle trace ont-ils laissé de leur influence sur la destinée du peuple soumis à leur joug ? l'ignorance, la superstition et la misère.

Mais revenons à Perez persécuté et fugitif. Il resta pendant trente-huit jours caché à Saragosse, depuis le 2 octobre jusqu'au 10 novembre. Don Martin de la Nuza lui donnait toujours les mêmes marques de dévouement. Ils n'avaient pas tardé l'un et l'autre à s'apercevoir que toutes les négociations avec le vice-roi et l'inquisiteur Morejon n'étaient qu'autant de supercheries, et n'avaient d'autre but que de retenir Perez jusqu'à l'arrivée de don Alonzo de Vergas avec son armée. Les troupes castillanes devaient entrer dans deux jours. Voyant le danger qu'il y aurait pour

celui qui était la cause de tous ces troubles de rester exposé à la fureur de toute une armée, tandis que la plupart des chefs, chargés de veiller à la défense de la patrie, pourvoyaient par la retraite à leur sûreté, ils se consultèrent l'un et l'autre sur la résolution qu'il convenait de prendre en cette extrémité. Il fut décidé qu'Antonio Perez sortirait aussitôt de Saragosse, et se dirigerait vers les montagnes.

Enfin, le 10 novembre 1591, Antonio Perez sortit de Saragosse, à la faveur d'un déguisement, deux jours avant qu'Alonzo de Vergas y entrât avec son armée. Don Martin de la Nuza l'accompagna à pied par toute la ville. Il lui en fit ouvrir les portes sans qu'aucune des gardes le reconnût. Perez prit le chemin de Sallen ; don Martin resta à Saragosse pour faire face aux évènemens qui pouvaient se présenter, car il était toujours l'objet du respect universel. Sa présence à Saragosse était une chose importante, parce que sans doute, s'il s'était éloigné le même jour qu'Antonio Perez ; et qu'on eût eu connaissance du départ de ce dernier, sa retraite n'aurait pas été aussi sûre. Il resta aussi parce qu'il voulut faire preuve de courage et montrer jusqu'au dernier moment son amour pour sa patrie.

Le lendemain du départ d'Antonio Perez, don Martin se présenta devant les consistoires assemblés, et leur dit « qu'ils « savaient les mesures qui avaient été résolues, les évènemens qui s'étaient passés, et qu'ils n'ignoraient pas non plus l'approche de don Alonzo de Vergas avec son armée. « Qu'avant de prendre une résolution pour ce qui le concernait et ce qu'il devait faire, il voudrait connaître d'eux-mêmes leur détermination. Que si leur intention était de se défendre et de s'opposer à l'entrée de l'armée castillanne dans cette ville, il s'offrait pour la défense de sa patrie, de ses lois, de ses priviléges, et pour concourir à l'exécution de la sentence prononcée. Sinon, qu'il se re-

« tirerait dans son château où il resterait, si toutefois les violences et les rigueurs dont il voyait son pays menacé le lui permettaient ».

Il demanda en outre qu'on fît ouvrir les portes dans ce dernier cas à ceux qui voudraient s'éloigner. On accueillit cette dernière partie de la proposition de don Martin, parce qu'à dire vrai, pour le reste, tout le monde était mou et découragé. En sortant de là, il monta à cheval et partit publiquement de Saragosse avec deux amis, suivi d'une foule nombreuse et accompagné de tous les corps de la ville, qui lui exprimaient leurs regrets de le voir s'éloigner. Il leur répétait ce qu'il avait dit devant les consistoires, et ajoutait : « Que s'il eût cru sa présence utile à ses concitoyens, il se rait resté pour mourir au milieu d'eux ; mais que les choses étaient arrivées à un tel point de faiblesse et de misère que ce serait vouloir périr honteusement ; qu'il n'était pas juste de lui conseiller une pareille chose ; que pour lui il engageait tout le monde à pourvoir à sa sûreté et à ne se fier à aucune justice dans ce moment d'irritation. »

C'est ainsi que don Martin de la Nuza sortit de Saragosse, après avoir donné à ses concitoyens l'exemple de son héroïque dévouement à son ami et aux libertés de sa patrie. Il prit le chemin des montagnes et suivit la même direction qu'Antonio Perez, couvrant ainsi la retraite de ce dernier.

Antonio Perez passa plusieurs jours avec Gil de Mesas et un ami au milieu des rochers, des montagnes et des cavernes, vivant de pain et d'eau, et exposé pendant la nuit à un froid rigoureux. Enfin il arriva à Sallen, qui était le dernier village de ce côté de l'Aragon. Don Martin le joignit deux jours après, et le recueillit dans un château fort qui appartenait à sa famille depuis longues années. Là on renouvela avec lui les négociations, plus à découvert que la fois précédente, par l'entremise du doyen de Saragosse. On disait

dans des lettres : « qu'*Antonio Perez* serait jugé tout à fait à sa satisfaction, que sa femme et ses enfans seraient gardés moins étroitement, auraient plus de commodités, qu'on leur donnerait tout ce qui leur serait nécessaire, et qu'ils seraient traités convenablement. »

Ce peu de mots suffit pour donner une idée du traitement qu'éprouvaient une épouse infortunée et de pauvres enfans, sur lesquels le monarque, sans pitié pour leur faiblesse et leur innocence, faisait retomber toute la haine qu'il portait au mari, au père. Non-seulement on retenait en prison ces êtres innocens, qui pour la plupart ne connaissaient du monde que la captivité et l'infortune, mais ils furent même pendant un temps privés de communications les uns avec les autres. Tous les biens d'*Antonio Perez* avaient été confisqués, vendus à l'encaissement, et on refusait à sa famille les choses essentielles à la vie.

Cependant, d'après la tournure que prenaient les choses, don Martin de la Nuza, n'espérant rien dans son pays en faveur de son ami, et croyant ne pouvoir tenir cachés chez lui deux hommes avec tout le secret nécessaire, fut d'avis qu'*Antonio Perez* et *Gil de Mesas*, qui, depuis le 24 septembre, ne s'étaient pas quittés, se séparassent. On convint que ce dernier se rendrait en France, pour tâcher d'obtenir de la princesse de Béara, Catherine de Bourbon, sœur du roi, la permission pour son compagnon, de séjourner dans ce pays. *Gil de Mesas*, cet ancien et fidèle ami de *Perez*, qui avait constamment partagé sa destinée, après avoir pris une part active à son évasion de Madrid et de Saragosse, partit avec une lettre de ce dernier pour cette princesse, dans laquelle il lui demandait un asile, que, de toutes les manières, elle ne pouvait être que bien aise d'accorder au favori disgracié du rival de son frère.

Le texte de cette lettre et celui d'une autre qu'il écrivit à

Henri IV, le 9 décembre, pendant qu'il était à Pau, prouvèrent l'imposture d'Antonio Agnoz, son domestique, lequel déposa à Madrid que Perez lui avait montré trois lettres que ce prince lui avait écrites, pour l'engager, par mille promesses, à venir le joindre. Or, si la chose eût été vraie, il ne se serait pas exprimé comme il le fit en lui demandant un asile.

Sur ces entrefaites, on reçut la nouvelle qu'un corps de trois cents hommes se dirigeait vers Sallen, à la recherche d'Antonio Perez, sous la conduite de don Antonio de Bar-daxi, baron de Coucas, et de don Rodrigo de Mur, de la Pinilla. Ces derniers avaient offert aux inquisiteurs de leur livrer Perez, si on leur promettait leur grâce ; car le premier allait être mis en jugement, comme coupable d'avoir fait la contrebande des chevaux, et le second devait être exécuté pour cause de révolte dans une tentative du même genre. Les inquisiteurs, dans le désir de se ressaisir de leur proie, consentirent à tout, et leur remirent un mandat d'arrêt contre Antonio Perez, après avoir signé la convention qui leur était proposée.

Il n'y avait plus pour Perez qu'un parti à prendre, c'était de passer les Pyrénées ; et il exécuta sur-le-champ cette résolution dans la nuit du 24 septembre, accompagné seulement de deux serviteurs. En rapprochant les dates des principaux événemens que nous avons racontés, ne semblerait-il pas que certains hommes aient une époque fatale, qui doive toujours être marquée pour eux par quelque évènement important ?

Malgré les souffrances physiques et morales qu'il éprouvait depuis long-temps, et qui avaient influé sur sa santé, Antonio Perez traversa à pied, au milieu de la nuit, les neiges des Pyrénées. La fatigue et le froid avaient tellement épuisé ses forces, et les chemins étaient si mauvais dans cette sai-

son, qu'on fut souvent obligé de le porter à bras dans certains passages. Enfin, il arriva à Pau le 26 novembre, déguisé en berger, et sous le nom d'un des deux serviteurs qu'il avait avec lui. Il fut conduit devant le capitaine de la garde qui lui demanda qui il était, dans quel but il venait et d'où il venait. Il répondit qu'il était Espagnol, et qu'il arrivait d'Espagne, à la recherche d'un gentilhomme qu'il décrivit. Un moment après il fut dans les bras de Gil de Messas, à qui Madame avait promis toute sa protection, non-seulement pour son ami, mais pour tous ceux qui seraient obligés de s'exiler de leur pays par suite des derniers événemens. Perez ne tarda pas à éprouver les effets de la bienveillance de cette princesse, qui s'empressa avec une magnificence royale de venir au-devant de tous ses besoins et d'adoucir, autant que cela était en elle, une partie des maux qu'il avait soufferts.

Pendant qu'il était à Pau, Antonio Perez vit arriver chez lui don Martin de la Nuza, qui lui rendit compte de ce qui s'était passé depuis son départ de Sallen, et de l'arrivée des troupes du roi dans cet endroit. Don Martin aurait pu résister s'il avait voulu, mais il avait préféré se retirer vers la frontière de France, pour ne pas mettre inutilement le pays en confusion. Cependant, il avait eu une entrevue sur la limite des deux pays avec les chefs du détachement qui avaient exprimé toute leur douleur d'avoir manqué leur proie, après l'avoir poursuivie pendant si long-temps à travers les montagnes, et ils l'avaient engagé à tenter auprès d'Antonio Perez quelque moyen de conciliation. Mais ce dernier était payé pour n'avoir aucune confiance dans les agents de Philippe, et il ne voulut pas se mettre de nouveau entre les mains de ses ennemis.

Peu de temps après, les réfugiés Aragonais firent une nouvelle tentative en faveur des libertés de leur pays. Ils

persuadèrent à la princesse de Béarn que, s'ils rentraient en Aragon, la majeure partie de la nation se joindrait à eux, et que ce soulèvement mettrait Philippe dans l'embarras, et l'empêcherait de pouvoir continuer d'envoyer des secours au parti de la ligue en France. En conséquence, du consentement de son frère, elle leur donna un petit corps de Français pour servir de noyau à l'insurrection. Mais leur projet ayant été éventé, on en donna connaissance au roi et au commandant des troupes royales en Aragon, qui prirent toutes les mesures nécessaires pour faire avorter l'expédition.

Les réfugiés se réunirent à Oleron, et don Alonso de Verzagz occupa les montagnes, envoyant devant lui quelques troupes d'infanterie et de cavalerie. Les Aragonais entrèrent par Sallen, ayant à leur tête don Martin de La Nuza, don Riégo de Heredia, don Juan de Luna, don Francisco de Ayerbe, don Gil de Mesas et d'autres. Ils s'avancèrent jusqu'à Biescaz, sans que leur nombre augmentât ; tout-à-coup ils se trouvèrent en présence des troupes royales, qui leur livrèrent bataille et les défirèrent complètement.

Plusieurs des principaux chefs furent faits prisonniers, entr'autres don Riégo de Heredia, don Juan de Luna, Ayerbe, Riégo Perez. Don Martin de la Nuza réussit à s'échapper des mains de l'ennemi. Ses malheureux compagnons furent conduits à Saragosse, jugés, appliqués à la question pour les forcer à déclarer leurs complices, et condamnés les uns à avoir la tête tranchée, les autres au *garrote**. La terreur produite par ces sanglantes exécutions rétablit enfin partout la tranquillité.

* Le *garrote* est un supplice qu'on inflige aux nobles, et qui remplace la corde. Le patient est attaché à un poteau par un collier en fer qui lui serre le cou, et étranglé au moyen d'une vis. Si tous les criminels qui ont droit à cette triste distinction réclamaient en Espagne le privilège du *garrote*, il y en aurait bien peu de pendus.

Peu de temps après, le roi convoqua les Tarazones (états du royaume), et, après avoir reçu des peuples des marques satisfaisantes de leur repentir, fit publier une amnistie, en exceptant quelques personnes du pardon général. Pour prix de sa résistance, l'Aragon perdit toutes ses libertés et ses priviléges; et si ce royaume conserva pendant quelque temps encore les formes de quelques-unes de ses institutions, Philippe, en témoignant à la nation combien peu il les respectait, crut que cela suffirait pour l'empêcher de vouloir les réclamer dans la suite, et de s'en servir comme d'une barrière contre l'autorité royale.

Cependant, le roi n'abandonnait pas ainsi sa victime. Furieux de la voir échapper, il résolut de l'atteindre par tous les moyens possibles. De concert avec les inquisiteurs, il offrit de faire grâce de la peine capitale, et promit des emplois, de l'argent et des honneurs à tout coupable qui ôterait la vie à Antonio Perez, ou le ramènerait prisonnier en Espagne. Un des sicaires de Philippe fut même arrêté et condamné à mort à Bordeaux, après avoir avoué le crime qu'il méditait; et il ne dut la vie qu'à l'intercession d'Antonio lui-même auprès de la princesse de Béarn. D'après la réputation de galanterie qu'avait Perez, on envoya à Pau une belle dame, à qui l'on promit de grandes récompenses et des honneurs, si elle pouvait parvenir à l'attirer dans ses pièges et à le faire assassiner la nuit pendant qu'il serait dans ses bras. Mais dès qu'elle connut Perez, l'amour l'emporta sur l'intérêt, et au lieu de chercher à remplir sa mission, elle découvrit elle-même à Perez le complot, et lui offrit sa maison et tous les secours dont il pourrait avoir besoin.

Plus tard, lorsqu'il était en Angleterre, deux Irlandais furent pendus pour avoir conspiré contre ses jours, après qu'on eut trouvé sur eux des ordres signés des agens de Philippe. On lit dans le journal de Henri iv, par l'*Estoile*,

(tom. II, pag. 253), que le 6 janvier 1596, un Espagnol fut roué sur la place de Grève, comme convaincu d'avoir voulu tuer Antonio Perez. Cet Espagnol était don Rodrigo de Mur, baron de la Pinilla, l'un de ceux que nous avons vu marcher à la poursuite de Perez, en Aragon; et il déclara avoir été envoyé par don Juan de Idyaquez, ministre de Philippe II.

Mais ces manœuvres homicides doivent-elles nous étonner, quand on songe qu'à l'époque où Antonio Perez était renfermé dans la forteresse de Torrejon de Valasco, et où dona Juana Coëllo était retenue en prison à Madrid, avec ses enfans, le comte de Barrajas vint en personne trouver cette épouse infortunée pour l'engager à commettre un crime horrible sur son mari, sur le père de ses enfans, et en lui promettant pour récompense sa délivrance et celle de sa famille? Tentative qui montre toute la duplicité et la scélérité de Philippe. Il espérait par ce calcul envelopper toute la famille d'Antonio Perez dans une ruine complète, en la présentant au monde, comme une maison frappée de malédiction.

Cependant, Perez était resté quelque temps à Pau, avant de se rendre auprès d'Henri IV, qui était alors occupé à résister aux efforts des ligueurs, et brillait déjà de la gloire d'Ivry. Ce prince fut enchanté de donner asile à l'ancien favori de Philippe, à un homme qui connaissait tous les secrets de la politique de son rival. Il reçut Perez à bras ouverts, et le combla de caresses et d'honneurs. La retraite de ce ministre disgracié et aigri par les persécutions les plus violentes, chez le plus grand ennemi de son ancien maître, devint d'un préjudice irréparable à la monarchie espagnole. Ayant été pendant long-temps le dépositaire des vues de Philippe, dont il connaissait l'esprit et l'astuce, il révéla d'importans mystères à la France. Par ces éclaircissements sur

les ressorts que son ambitieuse rivale mettait en mouvement, cette puissance acquit toute facilité de déjouer ses mesures; et l'on peut dire que cette couronne dut en partie aux révélations de Perez la supériorité qu'elle commença à obtenir peu de temps après sur son ennemie, et qui ne fit qu'augmenter dans la suite, grâce au caractère du monarque et à la sage administration de Sully.

Perez protesta cependant jusqu'à l'article de la mort de la fausseté de cette imputation, qui, malgré les injustices de Philippe à son égard, n'était excusable sous aucun rapport. Mais nous avons peine à croire aux assurances qu'il donna, en voyant toutes les séductions qu'employaient auprès de lui Henri IV et tous les principaux personnages de cette époque, et le fiel qu'il nourrissait dans son sein contre Philippe.

Philippe eut tort de pousser à bout un homme auquel il avait confié ses secrets. Il dut se repentir dans la suite d'avoir démenti en cette occasion sa réputation de sagesse et de prudence, et de s'être trop laissé emporter par le désir de venger son amour trahi.

Enfin ce monarque, voyant la faveur dont son ancien secrétaire jouissait auprès de Henri, résolut de le tourmenter par tous les moyens possibles, en continuant à exercer sa vengeance sur son innocente famille, et en employant contre lui toutes les ruses de la chicane, en même temps qu'il sou-doyait des assassins pour le faire périr.

De leur côté, le 25 février 1592, les inquisiteurs déclarèrent Antonio Perez fugitif : ils firent afficher un édit dans l'église métropolitaine de Saragosse, et le sommèrent de comparaître dans l'espace d'un mois. Ce terme était d'une injustice notoire, car ils savaient qu'Antonio Perez était dans un pays étranger alors en guerre avec l'Espagne; et les constitutions du saint-office accordaient jusqu'à un an de délai, suivant la distance du lieu où se trouvaient les accusés. Les

dispositions de cet édit étaient extrêmement irrégulières, et nullement conformes aux règles ordinairement usitées.

Les déclarations des témoins qui furent interrogés à Madrid, en 1591, après le premier tumulte de Saragosse, et celles qui furent reçues dans cette dernière ville après l'arrivée de Vergas, aggravèrent singulièrement les charges contre Antonio Perez. On s'attacha à des faits qui, dans toute autre circonstance, et à l'égard de toute autre personne, n'eussent pas eu la moindre importance ni excité le plus petit intérêt. Mais il s'agissait d'Antonio Perez, et il n'en fallait pas davantage pour faire accueillir et qualifier théologiquement de *téméraires, de suspectes d'hérésie*, les imputations les plus absurdes.

De nouvelles propositions furent établies contre Perez, et qualifiées avec la même subtilité que précédemment. Voici comment était conçue une de ces propositions :

« En parlant de notre roi, Philippe II, et de Vendôme, Antonio Perez dit que le roi était un tyran, mais que Vendôme serait un grand monarque, car il était excellent prince, et qu'il gouvernerait l'état à la satisfaction de tout le monde ; en sorte qu'il se réjouissait beaucoup lorsqu'il entendait parler de ses victoires, et disait que ce n'était pas une hérésie de le rechercher et de lui parler. »

QUALIFICATION.

« L'accusé se montre impie à l'égard des choses de Dieu et de la sainte foi catholique, fauteur et violemment suspect d'hérésie ; et comme il vit maintenant au milieu des hérétiques qu'il louait, il prouve qu'il est lui-même hérétique. »

Les deux écrits qu'il publia à Pau, en 1591, autant pour complaire au désir de la princesse Catherine, que pour satis-

faire la curiosité des habitans de cette contrée, et dans les-
quels il raconte les détails de ses persécutions, furent soumis
aussi à un examen théologique, et fournirent de nouvelles
charges au procès, parce que les qualificateurs y frappèrent
plusieurs propositions de la censure inquisitoriale.

Remarquons que dans ces ouvrages, où, à travers l'a-
gneur qui était naturelle à la position de l'auteur, l'on trouve
quelques réflexions justes et des vues dignes d'un grand mi-
nistre, Antonio Perez ne dit pas un mot de ses liaisons avec
la princesse d'Eboli, qui était toujours en prison.

Disposés comme ils l'étaient à seconder les vues de la cour
et à comprendre dans la matière du procès d'Antonio Perez
tout ce qui pouvait tourner à sa ruine, les inquisiteurs ac-
cueillirent avec confiance une dénonciation vague qui fut
portée par un de leurs familiers contre Antonio Perez, et
qui tendait à faire considérer ce dernier comme descendant
de juifs, parce que, dans le bourg d'Ariza, voisin de Mon-
real, d'où sa famille était originaire, il y avait eu un Juan
Perez, nouveau chrétien, brûlé par l'inquisition comme héré-
tique juïdaïsant. En consultant les registres du saint-office,
on trouva en effet que, le 13 novembre 1489, un certain
Juan Perez d'Ariza, qui, après avoir habité cette ville,
était allé s'établir à Catalayud, fut condamné à la relaxatior,
et brûlé comme hérétique juïdaïsant, fils et descendant de
juifs, et qu'Antonio Perez, prêtre et frère de ce dernier,
était mort hérétique juïdaïsant, suivant des déclarations re-
çues le 7 juin et le 17 août 1488. Il était dit en outre,
dans la sentence prononcée contre Juan Perez, qu'il avait
contribué, avec les nouveaux chrétiens de Catalayud, à l'as-
sassination du premier inquisiteur d'Aragon.

En conséquence, sur ces simples indications, les inquisiteurs chargèrent, le 16 avril 1592, Pascal Gilberto, prêtre
et commissaire du saint-office, de constater, le plus prompte-

ment possible , s'il existait quelque degré de parenté entre Antonio Perez et les condamnés du même nom , et si Gonzalo Perez , qui avait été secrétaire de l'empereur et était le père d'Antonio , descendait de ce Juan Perez. Le commissaire s'adressa pour cela à un familier de l'inquisition et à deux hommes de la dernière classe du peuple , et écrivit qu'il *avait entendu dire* que tous les individus désignés sous le nom de Perez étaient de la famille de l'ancien ministre de Charles-Quint et de Philippe II. Sur ce témoignage , le fiscal présenta un réquisitoire le 14 , et demanda qu'il fût nommée une commission pour entendre les témoins.

Les inquisiteurs décrétèrent l'interrogatoire le 27 du même mois , et le commissaire remit au tribunal , le 5 mai , les déclarations de six des habitans les plus respectables de Monreal , par leur naissance , leur âge et leur caractère , qui avaient été interrogés comme témoins. De ce nombre étaient don Antonio Palafox , vicillard de plus de soixante ans , frère du baron d'Ariza , don Pedro Perez del Cuende , et don Juliano de Torres , tous membres de la noblesse. Ils déclarèrent à l'unanimité que la famille de Gonzalo n'était pas la même que celle de Juan et d'Antonio Perez d'Ariza. Le commissaire ajouta qu'il avait examiné d'autres témoins qu'il désignait dans la lettre , toutes personnes très-âgées , entre autres deux curés et un prêtre , dont il ne voulait pas , disait-il , rapporter les dépositions , parce qu'elles ne différaient pas des autres : plusieurs même de ces témoins remontaient jusqu'aux aïeux de Gonzalo Perez , et disaient avoir connu le père de celui-ci , qui était dans son temps secrétaire de l'inquisition de Calahorra , ainsi que Domingo Perez , oncle de Gonzalo.

Les inquisiteurs ne furent pas satisfaits du résultat de cette enquête : ils mandèrent au commissaire de ne prendre d'informations , ni parmi les habitans de Monreal , ni parmi ceux

d'Ariza, mais dans les villes voisines. Le commissaire suivit la marche qui lui était prescrite, et interrogea trois témoins : l'un, qui était âgé de quatre-vingts ans, répondit qu'il ignorait ce qu'on lui demandait, qu'il savait seulement que l'edit Antonio Perez, prêtre judaïsant, avait eu une fille mariée à Domingo Obeja. Un prêtre, commissaire du saint-office, se contenta de déclarer qu'il avait entendu dire, mais d'une manière vague, qu'Antonio Perez était de cette famille. Le troisième témoin, âgé de cinquante-un ans, déclara que Gonzalo Perez avait eu pour père et mère Domingo Obeja et Maria Perez, fille du prêtre judaïsant. Le commissaire envoya cette information le 15 mai, et écrivit qu'il n'avait rien négligé pour multiplier les déclarations, mais qu'il n'avait pu s'en procurer d'autres.

Ce dernier témoignage était le seul qui portât réellement contre Antonio Perez : mais on voit le peu de confiance qu'il méritait, d'abord à cause de l'âge peu avancé du témoin, ensuite parce qu'il n'était pas probable que Gonzalo Perez eût pris, de son choix et contre la règle générale, le nom de sa mère, fille d'un prêtre juif, et nièce d'un homme condamné à la relaxation.

Mais le fiscal de l'inquisition ne se découragea pas aussi facilement : il envoya à Monreal un nouveau commissaire de son choix, avec l'ordre de trouver des habitans qui certifiasent par leurs témoignages la descendance d'Antonio Perez telle qu'on la désirait. Cette nouvelle tentative n'eut pas plus de succès, et on eut la plus grande peine du monde à obtenir de trois témoins des déclarations vagues, qu'ils ne signèrent même pas.

Ce qu'il y a de certain sur la généalogie d'Antonio Perez, c'est que la mère de son père Gonzalo, épouse de Bartelemi Perez, qui fut secrétaire de l'inquisition de Calahorra, loin d'être la fille d'un prêtre juif, était, au contraire, issue d'une

famille très-noble de Ségovie, du nom de Pérez del Hierro, et qu'il n'y avait aucun rapport de parenté, soit direct, soit indirect, entre la famille d'Antonio Perez et celle de laquelle on voulait qu'il descendît; et si les inquisiteurs l'eussent bien voulu, il leur eût été facile de s'en convaincre en consultant le contrat de mariage passé entre Antonio Perez lui-même, en 1578, et dona Juana Coëllo, qui, à peine devenue son épouse, ne connaît que la persécution et le malheur. Ils pouvaient connaître de cette manière sa véritable généalogie.

Cependant, toutes ces considérations n'empêchèrent pas que le fiscal, dans l'accusation qu'il porta contre Antonio Perez, le 6 juillet, ne soutint qu'il descendait de juifs et d'hérétiques juâïsans, afin de fortifier le soupçon d'hérésie, suivant le système et la coutume des tribunaux de l'inquisition. L'accusation fut composée de quarante-trois articles, tous plus vagues les uns que les autres, uniquement fondés sur des propositions avancées sans réflexion, dans la colère et dans l'excès de la douleur, ou qui n'avaient aucun rapport au dogme, et n'étaient pas même attestées par deux témoins qui fussent d'accord sur le temps, le lieu et les circonstances.

Il serait trop long d'en donner le détail complet, nous en citerons seulement quelques-unes.

Le septième article était motivé « sur l'éloge qu'Antonio Perez avait fait de Vendôme, et sur ce qu'il avait dit « que la reine d'Angleterre, le grand-duo de Florence, la république de Venise, et même le pape Sixte-Quint, étaient favorables à Henri, et désiraient qu'il fût roi de France, parce qu'il avait les qualités d'un bon prince; que cette politique était raisonnable, et que tous les souverains de l'Italie feraient bien de le seconder dans cette entreprise, afin d'affaiblir la puissance de Philippe II et d'augmenter celle de Henri, qui méritait d'être le monarque du monde entier; » que Perez, par ses conversations, cherchait à animer ceux qui l'écou-

taients, afin que, lorsqu'il quitterait l'Espagne pour aller en Béarn, ils fussent prêts à le suivre dans ce pays, et à embrasser la religion de Vendôme, qui était protestante. »

Le dix-huitième article était fondé sur ce que Perez, voyant que le saint-office songeait à le punir comme hérétique, avait dit « que, s'il assistait à la prochaine assemblée des cortès à Monzón, il proposerait l'abolition du tribunal de l'inquisition, parce que c'était une injustice révoltante de voir qu'il punissait comme hérétiques les Espagnols qui exportaient des chevaux en France : expressions qui annonçaient assez l'appui que Perez aurait voulu donner aux hérétiques, et qu'on ne pouvait s'empêcher de blâmer comme criminelles, d'après les bulles du saint-siège, qui défendaient, sous peine d'excommunication, de fournir des secours aux ennemis de la sainte église catholique. »

D'après le vingt-huitième article, il paraît que Perez, irrité des mauvais traitemens qu'il avait à essuyer de la part de Philippe II, avait dit tout haut « qu'il ferait fabriquer des tapisseries et des couvertures où l'on verrait des anneaux de fer et des chaînes brodées sur les angles, des châteaux-forts et des prisons sur les bords, et le chevalet de la torture au milieu, avec cette devise en bas : *gloriosa pro præmio*, et cette autre : *barato de engano*, désabusément à bon marché ; et cette troisième en haut : *decora pro fide* ; ce qui n'était autre chose qu'une satire injurieuse contre la personne du roi, au mépris de la doctrine de l'église, qui commande d'honorer et de respecter le souverain. »

Par le trentième article, il était accusé d'avoir voulu, en sa qualité d'hérétique, profaner les églises et insulter aux images de la vierge Marie et des saints, en disant que, « s'il parvenait à s'échapper, il enverrait à la Madona del-Pilar de Saragosse, une lampe d'argent, la plus grosse qu'on eût encore vue, avec cette inscription : *Captivus pro evasione ex*

voto redditum, majora redditurus pro uxoris, natorumque liberatione de populo barbaro, iraque regis iniqui, et de potentia judicium, semen Chanaan. « Un prisonnier a donné cette lampe en accomplissement du vœu qu'il avait fait s'il obtenait sa liberté : ses dons seront plus considérables s'il voit sa femme et ses enfans sauvés des mains d'un peuple barbare, de la colère d'un roi inique et de la puissance de juges, race de Chanaan. »

Le seul article vraiment grave, s'il eût été prouvé, était le trente-deuxième, où il était accusé d'avoir eu des habitudes contraires aux bonnes mœurs. Cette assertion était fondée sur une prétendue conversation, dans laquelle Perez aurait excusé lui-même ses goûts contre nature. Mais Perez, au contraire, était connu à la cour pour sa galanterie, et, depuis son mariage avec dona Juana Coëllo, il avait eu d'elle sept enfans.

Cependant, à la requête du fiscal, les qualificateurs s'assemblèrent de nouveau, le 16 août, pour censurer les propositions que l'on avait notées, ainsi que celles qui étaient contenues dans les *Relaciones* imprimées à Pau. Ils en qualifièrent seize de *téméraires et erronées*, quelques-unes de *blasphématoires et sentant l'hérésie*, et conclurent, comme au 9. avril, qu'Antonio Perez était *suspect au degré le plus violent*, surtout pour le fait de propositions imprimées, doublement reprehensibles en ce qu'elles étaient rendues publiques. Nous ne nous arrêterons pas à prouver le mépris que mérite cette censure, fondée sur des déclarations aussi vagues et aussi peu probables.

Le dix-huit du même mois, le fiscal requit qu'Antonio Perez fût déclaré contumace, comme ne s'étant pas présenté pour répondre aux charges, et conclut à ce que le jugement définitif fût prononcé. Les juges traitèrent l'affaire comme suffisamment instruite, et le 7 septembre, après avoir con-

voqué l'ordinaire diocésain, ainsi que plusieurs consulteurs théologiens et jurisconsultes, parmi lesquels se trouvait un des délateurs mêmes, ils votèrent* la peine de la *relaxation* en effigie. Le conseil de la suprême confirma ce jugement le 13 octobre suivant, et le 20 les juges prononcèrent définitivement.

Perez fut déclaré *hérétique formel, huguenot convaincu, impénitent, obstiné*, et condamné à être relaxé en personne aussitôt qu'on pourrait le prendre; et, en attendant, à subir cette peine en effigie, avec le *san-benito*** et la mitre. Ses biens étaient confisqués, et la sentence voulait son nom à l'infamie dans ses enfans et ses petits-enfans en ligne masculine, outre les autres peines de droit attachées à cette espèce de jugement, dont l'exécution eut lieu le même jour.

En même temps, les inquisiteurs, après avoir promené leurs vengeances sur les principaux auteurs de la révolte, et ceux dont ils redoutaient le plus l'indépendance, entre autres sur la personne de don Martin de la Nuza, qui avait eu l'imprudence de rentrer en Espagne, dans l'espoir de se soustraire aux recherches du saint-office, et avait eu la tête tranchée sur l'échafaud, publièrent un édit de grâce en faveur de ceux qui demanderaient l'absolution des censures qu'elles

* Les inquisiteurs et consulteurs des provinces votaient d'abord sur la sentence qu'il s'agissait de prononcer. Ensuite ils adressaient leurs opinions au conseil pour être soumises à ses délibérations. Si celui-ci opinait en sens contraire, il indiquait au tribunal la conduite qu'il devait tenir. Alors les inquisiteurs modifiaient, confirmaient, et prononçaient en leur nom un jugement définitif, qui était peut-être contraire à leurs propres lumières, et qu'ils établissaient sous l'influence de l'opinion des membres composant le conseil suprême.

** Le *san-benito* était un scapulaire de drap jaune que l'on faisait prendre aux hérétiques condamnés, aux prévenus viollement soupçonnés, et dans quelques autres cas particuliers. Il y avait diverses sortes de *san-benito*.

pourraient avoir encourus à l'occasion des évènemens causés par l'affaire d'Antonio Perez.

Plus de cinq cents personnes se présentèrent pour demander le pardon de leurs fautes ; ce qui nous a fait connaître une foule de détails presque plaisans, par l'importance qu'oh attachait à de véritables misères.

De graves personnes, de la classe de la noblesse, vinrent demander l'absolution, uniquement pour rassurer leur conscience, qui ne leur reprochait rien.

Un médecin, pour avoir été voir Antonio Perez dans sa prison pendant qu'il était malade.

Un homme d'affaires, pour avoir été le procureur d'Antonio Perez, et avoir fait plusieurs démarches pour le servir.

Une femme, pour s'être écriée, en voyant conduire Antonio Perez à l'inquisition : « Pauvre malheureux ! après l'avoir laissé tant de temps dans la prison, ils ne l'avaient pas encore trouvé hérétique !

Une autre, pour avoir fait une petite quête auprès de quelques personnes charitables, afin de pouvoir venir au secours d'Antonio Perez, qui ne pouvait jouir de son bien.

Une autre, parce qu'étant marchande de plomb, de balles et de poudre, elle en avait vendu indistinctement à ceux qui venaient en acheter, soit de la part des inquisiteurs pour le service du château de l'Aljaferia, soit à ceux qui avaient pris les armes contre l'armée castillane.

Une autre, pour avoir préparé dans sa maison le man-
ger d'Antonio Perez, que son fils, Antonio Agnoz, do-
mestique du prisonnier, lui portait dans sa prison.

Une autre, pour avoir simplement désiré qu'Antonio Perez se tirât d'affaires.

On vit même un membre de la députation du royaume pour la noblesse, venir demander l'absolution du saint-

office pour un vote émis dans le comité des représentans.

Dans l'*auto-da-fé*¹⁴ qui eut lieu à cette occasion, l'effigie d'Antonio Perez portait cette inscription : *Antonio Perez, secrétaire du roi notre seigneur, né à Montréal d'Ariza, et résidant à Saragosse ; herétique convaincu, fugitif et relaps**. Le lien de sa naissance était aussi mal indiqué que la sentence qui le condamnait était injuste, comme il fut reconnu dans la suite ; car, bien qu'il fût originaire de Montréal, il était né à Madrid.

La nouvelle de cette condamnation arriva à Perez tandis qu'il était en Angleterre, où la reine Élisabeth et Leycester l'avaient accueilli avec distinction.

Qu'on ne croie pas cependant, d'après ce que nous avons rapporté, que tout le monde partageait cet esprit de pusillanimité et de bassese dont nous avons cité quelques traits : au contraire, on vit dans tous les rangs l'exemple d'une résistance morale et énergique aux injustices criantes de l'inquisition et aux empiètemens de l'autorité royale.

Un ecclésiastique, vicaire de la paroisse de Saint-Paul, le docteur don Gregorio de Andia, apprenant qu'un prêtre avait refusé l'absolution à plus de deux cents personnes, parce qu'elles ne s'étaient pas fait absoudre des censures, s'écria : « *Le prêtre est un ignorant. Que ces gens-là et tous ceux qui ont été dans la révolte viennent à moi, je leur donnerai l'absolution de leurs péchés avec plaisir, et sans craindre un seul instant de telles mesures.* »

Ces paroles hardies le firent arrêter et jeter dans les prisons secrètes du saint-office, où il partagea le sort d'un grand nombre d'Aragonais de tous les rangs qui étaient persécutés, les uns pour s'être élevés contre les intrigues et les injustices

* On appelle *relaps* celui qui, ayant été déclaré hérétique, ou viollement suspect de l'être, et ensuite absous des censures, a été repris pour les mêmes actions et les mêmes discours.

des inquisiteurs à l'égard d'Antonio Perez ; d'autres, pour avoir résisté aux mesures de ces derniers ; d'autres, enfin, pour avoir protesté contre la violation des institutions du royaume, et déclaré que, si le prince des Asturias se présentait dans l'assemblée des cortes d'Aragon, pour être reconnu comme successeur du roi et recevoir le serment de fidélité de la nation, ils ne le prêteraient que dans le cas où le prince jurerait préalablement de réparer tout le mal causé par les agens du roi et les inquisiteurs.

Pendant ce temps, Philippe continuait à retenir en prison l'épouse et les enfans d'Antonio Perez, malgré toutes les démarches que Henri IV, qui prenait intérêt au sort de ces êtres infortunés, et qui avait fixé auprès de lui cet ancien ministre, fit faire auprès de ce monarque en leur faveur. Au milieu de ses persécutions, comme dans son séjour en France, Perez était sans cesse occupé du malheur qui pesait sur sa famille ; on voit, par les lettres qu'on a conservées de lui, toute la douleur que lui causait la triste destinée de sa femme et de ses enfans. Le dévouement de dona Juana Coëllo excite au plus haut degré sa reconnaissance ; il se montre surtout touché du courage que déploie, malgré son extrême jeunesse, sa fille chérie, dona Grégoria, qui ne devait plus sortir vivante du donjon dans lequel la retenait renfermée la barbarie du monarque. Il la représente servant de mère à ses frères et sœurs d'un âge plus tendre, et consolant, par ses soins et son affection, celle à qui elle devait le jour. Ses autres enfans ne sont pas moins l'objet de sa sollicitude paternelle : il leur donne des avis sur la manière d'employer leur temps, et leur adresse des recommandations sur leur santé. Et, lorsque lui-même était retenu dans les fers, et que ses farouches persécuteurs le privaient de toute communication avec ces êtres chéris, il confiait au papier les pensées que lui suggérait son amour de père et d'époux.

Nous ne saurions dire tout l'intérêt qu'on trouve dans ces lettres, ainsi que dans celles que Perez écrivait à ses amis, au nombre desquels étaient l'infortuné comté d'Essex et le connétable de Montmorency. Nous aurions désiré pouvoir en rapporter ici quelques-unes, pour montrer à la fois les pensées qui ne cessaient d'occuper le malheureux Perez, et donner une idée des tourmens qu'on faisait éprouver à de pauvres enfans, à peine en âge de marcher. Mais les détails dans lesquels nous avons été obligés d'entrer nous ont déjà fait excéder les bornes dans lesquelles nous eussions désiré de nous renfermer.

Cependant, la mort de Philippe II, qui arriva en 1598, et les changemens que cet évènement amena dans les conseils du gouvernement, firent concevoir à Perez l'espoir d'arranger son affaire auprès du roi. Mais il était poursuivi par une puissance toujours vivante en Espagne, et qui ne pourra périr qu'après que les lumières, pénétrant dans toutes les classes de la société, en auront fait sentir l'abus et le danger. Sans ce malheur, il n'est pas douteux que Philippe III ne lui eût accordé la permission de rentrer dans sa patrie. Il adoucit du moins, à l'égard de la famille d'Antonio Perez, une partie des maux que son père lui avait fait souffrir, et pardonna en outre à tous ceux qui subissaient encore quelque peine par suite des évènemens qui s'étaient passés à Saragosse.

Le président Rodrigo Vazquez éprouva la désaveur du nouveau souverain, et mourut au moment où dona Juana Coëllo avait intenté une action contre lui pour obtenir justice du tort qu'il avait causé à sa famille. Mais ni les dispositions favorables du roi, ni les diverses circonstances que nous avons rappelées, n'étaient assez puissantes pour changer les arrêts de l'inquisition.

Lorsque Henri IV mourut, en 1610, Perez était dans sa soixante-onzième année. Cet évènement, en le privant de

son protecteur, ne fit que rendre plus vif, chez lui, le désir de retourner en Espagne et de revoir sa famille. Il renouvela ses démarches par l'intermédiaire de l'évêque des Canaries, qui était conseiller de l'inquisition, et qu'il avait beaucoup connu à Paris; mais elles n'eurent pas plus de succès que les précédentes.

Enfin Antonio Perez, accablé par les ans et les infirmités, termina, le 3 novembre 1611, une vie qui avait été remplie par ses longs malheurs, après avoir donné plusieurs preuves de son catholicisme; dont ses enfants surent profiter pour purger sa mémoire et obtenir la révocation du jugement qui l'avait condamné, en 1592, à Saragosse.

Le 21 février 1612, les six enfants d'Antonio Perez exposèrent au conseil de l'inquisition que leur père était mort saintement après avoir vécu en bon catholique à Paris, et souvent témoigné le désir de se rendre devant l'inquisition pour répondre aux charges que le fiscal avait présentées contre son orthodoxie, bien qu'il n'eût jamais erré dans la foi; que ses enfants avaient le droit d'être entendus sur cette circonstance de la vie de leur père, parce qu'elle intéressait leur honneur et leur réputation; mais qu'étant réduits à une extrême pauvreté par la confiscation de ses biens, il leur était impossible de se transporter à Saragosse : ils demandaient donc que l'affaire fût portée à Madrid, et qu'on les admît à laver sa mémoire. Le conseil décrêta qu'il serait donné au fiscal copie de cette demande, et celui-ci n'avait pas encore répondu, lorsque les enfants d'Antonio Perez présentèrent, le 10 avril, une seconde requête, pour dire qu'afin de donner plus de poids à l'exposé qu'ils avaient fait précédemment, ils apportaient différentes pièces envoyées de Paris, et dont ils étaient prêts à prouver l'authenticité par serment et par tout autre moyen de droit.

Au nombre de ces pièces étaient, 1^o. un certificat de la

faculté de théologie de la Sorbonne, qui attestait la pureté de la doctrine d'Antonio Perez sur la religion catholique.

2°. Un bref du pape, du 26 juin 1607, qui absolvait Antonio Perez des censures prononcées contre lui.

3°. Le testament d'Antonio Perez lui-même, fait à Paris, le 29 octobre 1611, dans lequel il demandait à être inhumé dans l'église du couvent des Célestins, et qu'il fût dit des messes pour le repos de son âme.

4°. Une information faite à Paris au commencement du mois de février 1612, devant l'auditeur du nonce apostolique, à la demande de Gil de Mesas, Espagnol, gentilhomme de la chambre du roi de France, et l'ami, le parent et l'exécuteur testamentaire d'Antonio Perez, dans laquelle on voit que ce dernier menait depuis long-temps à Paris, une vie non-seulement catholique, mais édifiante.

5°. Des lettres du nonce du pape à Paris, qui constatent les sentiments de piété, de dévotion, et d'attachement à la religion catholique, que Perez a conservés jusqu'à sa dernière heure, etc.

Malgré ces preuves, le fiscal du conseil suprême répondit contradictoirement, le 9 juillet 1612, et soutint qu'Antonio Perez avait été véritablement hérétique et huguenot obstiné jusqu'à sa mort, le fait n'étant pas incompatible avec ce qui était contenu dans l'information présentée, attendu que l'hérésie était une erreur de l'entendement. A l'appui de cette opinion, il avança une foule d'autres absurdités de ce genre.

Les choses n'avaient cependant pas. Enfin, au mois de novembre suivant, don Gonzalo Perez, le fils aîné du malheureux Antonio, présenta la déclaration originale que son père avait faite à l'article de la mort, et qui était ainsi conçue :

« Déclaration faite par moi, Antonio Perez, à l'heure de ma mort : ne pouvant tenir la plume moi-même dans l'état

« où je suis, j'ai prié Gil de Mesas de l'écrire de sa main,
« suivant la forme et teneur que je lui dicterai.

« Dans la situation où je me trouve, et à la veille d'aller
« rendre compte à Dieu de ma vie, je déclare et je jure que
« j'ai toujours vécu et que je meurs chrétien et fidèle catho-
« lique, et j'en prends Dieu à témoign. Je proteste à mon roi
« et seigneur naturel, ainsi qu'à toutes les couronnes et à tous
« les royaumes qu'il possède, que je n'ai point cessé d'être
« son fidèle serviteur et sujet, témoignage qui pourra m'être
« rendu par le seigneur connétable de Castille, et son ne-
« veu, don Baltasar de Luniga, qui me l'ont entendu dire
« plusieurs fois dans les longues conversations que nous
« avons eues ensemble, ainsi que pour l'offre que j'ai faite
« plus de mille fois de me retirer où mon seigneur et maître
« voudrait m'envoyer pour y vivre et y mourir son fidèle et
« loyal sujet; et dernièrement encore, avec l'aide du même
« Gil de Mesas et d'une autre personne de confiance, j'ai écrit
« au suprême conseil de l'inquisition, à l'illusterrissime cardi-
« nal de Tolède, inquisiteur général, et au seigneur évêque
« des Canaries, membre du conseil de l'inquisition générale,
« offrant de me présenter devant le saint-office pour me jus-
« tisier de l'accusation portée contre moi, et leur demander
« un sauf-conduit, avec promesse de me rendre où il me se-
« rait ordonné d'aller: sur quoi j'ai invoqué le témoignage
« dudit seigneur évêque; et comme tout cela est véritable,
« je déclare que si je meurs dans ce royaume, c'est pour n'a-
« voir pu faire autrement, et à cause de l'état de souffrance
« où m'ont réduit mes peines, protestant que je ne mens
« point, et suppliant mon roi et seigneur naturel qu'il daigne
« se rappeler, dans sa grande clémence et sa bonté royale,
« les services que mon père a rendus au sien et à son aïeul,
« pour que ma femme et mes enfans, orphelins et dépouil-
« lés, en obtiennent quelque soulagement à leurs maux,

« et que ces tristes et malheureux enfans ne perdent pas,
 « parce que leur père va mourir dans un pays étranger,
 « la faveur et la grâce qu'ils méritent comme fidèles et loyaux
 « sujets, ainsi que je leur recommande de vivre et de mourir. Ne pouvant en dire davantage, j'ai signé cette déclaration de ma propre main et de mon nom, à Paris, le 3 novembre 1611. »

Signé ANTONIO PEREZ.

Malgré les témoignages les plus illustres et les plus honorables qui furent produits en faveur d'Antonio Perez, le fiscal continua à s'opposer à la révision du procès; cependant le conseil décréta qu'elle, aurait lieu si l'arrêt obtenait l'approbation du roi. La consultation fut présentée à Philippe III, qui accorda sur-le-champ son consentement. Le conseil en donna alors avis au tribunal de Saragosse, en informant don Gonzalo Perez qu'il pouvait se rendre dans cette ville et y faire commencer l'affaire en réhabilitation.

Don Gonzalo arriva à Saragosse, avec la procuration des autres enfans d'Antonio Perez, et il n'est pas d'obstacles, de lenteurs et de mortifications que sa pauvreté ne lui suscita de la part de ses juges, qui regardaient sans doute comme indigne d'eux de s'occuper du sort d'une famille réduite à l'indigence. L'avocat qui fut désigné à Gonzalo par le saint-office, prouva qu'il n'était pas moins dur que les ministres de ce tribunal. La pauvreté de son client glaça son courage, et ni l'honneur ni l'humanité ne purent l'engager à prendre sa défense. Don Gonzalo fut obligé de présenter une requête au tribunal pour faire révoquer la commission donnée à son avocat, et en obtenir un autre.

Enfin, le 14 mai 1613, son nouveau défenseur présenta au saint-office la demande connue, dans le style de l'inqui-

sition, sous le nom de *cédule des défenses**. Il l'appuyait de pièces importantes, et concluait à ce que le tribunal voulût bien déclarer nul le jugement du 20 octobre 1592, ou au moins le casser, comme fondé sur un faux exposé.

Parmi les pièces produites par l'avocat de la famille de Perez, étaient un diplôme de Charles-Quint, daté de Bologne, le 26 février 1533, par lequel cet empereur nommait don Gonzalo Perez, père d'Antonio, chevalier de l'Eperon-d'Or, en considération des nombreux et importans services qu'il en avait reçus, ainsi que le rescrit qui légitimait la naissance d'Antonio, sous la date du 14 avril 1542. Il y joignait une pièce qui prouvait les droits de Gonsalo Perez à jouir des priviléges des Aragonais, bien qu'il fût né à Ségovie, ville de Castille, où son père n'était que pour le service du roi, et une autre qui justifiait de la noblesse et de la pureté de son origine, et prouvait que le reproche qu'on avait adressé à Antonio Perez de descendre d'ancêtres juifs n'était qu'une imposture.

Les inquisiteurs promirent de faire pour la veuve et les enfans d'Antonio Perez ce qui serait conforme à la justice et dépendrait du tribunal ; mais leur promesse resta sans effet jusqu'au 25 octobre de l'année suivante, jour où le premier témoin fut entendu à Saragosse. Que l'on compare cette lenteur avec la diligence que l'on mit à décréter à Madrid, plus de vingt ans auparavant, les mesures qui livraient Perez aux mains de l'inquisition, et qui requièrent leur exécution le lendemain à une distance si considérable. Don Gonzalo ne cessa de réclamer pendant cet intervalle contre la lenteur de cette

* C'est la requête dans laquelle l'accusé expose, article par article, et sous forme d'interrogatoire, les faits qu'il croit utiles à sa défense contre l'accusation fiscale ; elle renferme aussi les noms des personnes qui peuvent faire connaître la vérité sur chacun de ces faits.

procédure ; mais les juges ne voyaient qu'avec indifférence les larmes de la pauvreté et les plaintes de l'honneur outragé. Ils firent si bien , que don Gonzalo fut obligé de renoncer à faire entendre des témoins éloignés dont les déclarations eussent été importantes , et de se contenter des déclarations de ceux qui seraient trouvés à Saragosse , pourvu qu'on mit promptement le procès en état d'être jugé , et qu'on prononçat définitivement la sentence de réhabilitation , afin de pouvoir retourner à Madrid , où sa malheureuse mère était malade et craignait de mourir en laissant ses enfans sous le poids d'un jugement qui les flétrissait.

D'après les constitutions primitives du saint office , les peines prononcées contre les coupables ne pouvaient s'étendre à leurs enfans ; mais , comme on voit , cette institution avait pris un caractère de violence , de barbarie et d'audace , bien différent de ce qu'elle était dans son origine. Le fiscal alla un jour jusqu'à reprocher à don Gonzalo de porter un habit fin , parce que cela lui était défendu , disait-il , comme ayant été atteint par un jugement qui condamnait son père et ses descendants à l'infamie.

Cependant , les témoignages qui furent accueillis suffirent pour disculper entièrement la mémoire d'Antonio Perez. Il fut clairement prouvé qu'il n'était ni l'enfant sacrilège de don Gonzalo , ni un descendant de la race des juifs , et que les imputations d'hérésie qui avaient servi à le faire condamner étaient toutes fausses ou devaient être déclarées comme telles , puisqu'elles n'étaient appuyées que par le dire d'un seul homme ; qu'en supposant même qu'elles fussent vraies , elles n'annonçaient autre chose que le désespoir d'une âme affligée , et non des sentiments réfléchis et volontaires. Encore n'avait-on montré à l'avocat de don Gonzalo , et toujours sous le sceau du secret , que celles qui étaient le moins favorables pour obtenir la réhabilitation de la mémoire d'Antonio Perez.

Il paraissait juste et conforme au droit que le fiscal, après avoir vu le résultat des actes, consentit à la révocation de la première sentence. Néanmoins, malgré la validité des témoignages et des moyens qui furent produits, il présenta aux juges et consulteurs, le 14 mars 1615, un long plaidoyer, dans lequel il concluait à ce que la sentence fut maintenue, mais qui ne prouvait autre chose que son ignorance, la fausseté de sa logique, et l'abus qu'il faisait de propositions isolées, en leur donnant une interprétation fausse et maligne. Les juges adoptèrent son avis, et votèrent à l'unanimité, le 16 mars, contre l'instance des enfans d'Antonio Perez, dans l'espoir sans doute de couvrir ainsi l'injustice de leurs prédecesseurs, et de prouver que le saint-office ne pouvait jamais se tromper.

Les inquisiteurs ne négligèrent rien pour persuader au conseil suprême qu'ils n'avaient écouté que la voix de la justice dans le jugement qu'ils venaient de rendre ; mais ce n'étaient plus les mêmes membres qu'en 1592, l'influence de Philippe II n'était pas là pour agir sur leurs délibérations, et ceux qui componaient ce tribunal, étant plus élevés en dignités et en lumières, n'étaient pas, comme les inquisiteurs de Saragosse, dirigés par des considérations basses et étroites. En conséquence, le conseil suprême cassa le jugement de ces derniers, le 7 avril 1615, en disant : « qu'attendu les nouveaux documens survenus dans le procès, il révoquait la sentence qui condamnait Antonio Perez, et tout ce qui y était contenu et exprimé ; déclarait sa mémoire acquittée, ses enfans et tous ceux qui en descendraient rétablis dans le droit de jouir des charges et des emplois honorifiques, sans que l'acte d'accusation du fiscal ni ses suites pussent porter atteinte à la pureté de leur sang ni à l'honneur de leur descendance. »

Le 10 du même mois, le conseil soumit son décret à la

sanction du roi, en exposant qu'il le croyait juste, sauf à se conformer à ce que Sa Majesté ordonnerait de plus convenable. Philippe III écrivit de sa main sur la marge de cette pièce : « *Qu'on exécute ce qui est contenu dans le présent décret, puisqu'on dit qu'il est conforme à la justice.* »

Le 2 mai, le conseil suprême renvoya le procès aux inquisiteurs de Saragosse, avec la résolution qu'il avait prise, en leur ordonnant de s'y conformer, pour le jugement qu'ils devaient prononcer en présence des ministres du secret ; et d'en donner connaissance aux parties, et acte à qui-conque en ferait la demande. Les inquisiteurs de Saragosse, blessés de cet ordre, en différèrent l'exécution jusqu'au 6 juin suivant. Alors don Gonzalo Perez demanda acte du décret du conseil suprême, dans un mémoire où il exposa que *son intention était de s'en servir pour publier et rendre notoire l'innocence de son père et la justice qu'on venait de rendre à sa mémoire*. Cette pièce lui fut remise, et il la fit imprimer aussitôt pour la distribuer.

Les inquisiteurs dénoncèrent ce procédé au conseil suprême, qui ordonna la saisie de tous les exemplaires qu'on trouverait encore entre les mains de Gonzalo et chez l'imprimeur, et les chargea de réprimander le fils d'Antonio Perez, pour avoir agi sans la permission du saint-office, mais en prescrivant de ne faire que des reproches verbaux. On alla chercher don Gonzalo chez lui pour l'amener dans la salle d'audience du tribunal de l'inquisition ; mais on ne l'y trouva plus : il était déjà parti pour Madrid, après être enfin arrivé au terme de ses longs efforts, et avoir prouvé que toutes les fureurs de l'inquisition avaient été injustement déchaînées contre son père pendant plus de vingt ans.

Telle est la fin des persécutions qui troublerent la plus grande partie de la vie d'Antonio Perez, de ce brillant favori dont la jeunesse s'était écoulée dans l'ivresse des cours, et

qui le suivirent dans la tombe. Puisse son exemple être sans cesse présent à l'esprit des courtisans qui se dévouent aveuglément aux volontés des grands de la terre ! Pour complaire à son maître, nous voyons ce ministre se prêter d'abord à de basses intrigues, et aller bientôt jusqu'à servir d'instrument à ses crimes. Mais si le monde doit condamner Perez, Philippe devait au moins l'absoudre; car, en le persécutant, il le punissait du crime dont il avait été lui-même l'instigateur et le complice.

NOTES

DU PROCÈS D'ANTONIO PEREZ.

ON sait que le célèbre monastère de San-Lorenzo-el-Real, bâti dans le petit village de l'Escurial, situé au pied du Guadarrama, est un ouvrage de Philippe II, et l'accomplissement d'un vœu qu'il avait fait le jour de la bataille de Saint-Quentin, qui fut livrée le jour de la saint Laurent.

Ce magnifique édifice fut construit par le célèbre architecte Herrera.

Quoique destiné à des moines, les rois d'Espagne y ont un logement qu'ils occupent pendant quelques mois de l'année.

C'est à l'Escurial que sont enterrés, depuis Philippe II, les rois et tous les princes de la famille royale.

L'Escurial est célèbre par sa bibliothèque, la plus riche de l'univers en manuscrits arabes, et par sa magnifique galerie de tableaux, qui possède plus de vingt-quatre œuvres capitales de Raphaël.

Senor. Ce titre ne s'applique en Espagne qu'aux rois et aux princes de la famille royale; on le donne encore aux membres de la magistrature considérés collectivement. Cette distinction accordée aux cours de justice fournit la matière d'une note au procès suivant.

³ Le conseil royal, qu'on appelle aussi conseil de Castille, est le tribunal suprême de la monarchie espagnole. Ses attributions sont immenses. Elles sont presque universelles.

Comme cour de justice, il est tribunal d'appel des audiences et de chancellerie. Il est en même temps cour de cassation pour le fond et pour la forme. Il a la grande et petite voirie du royaume,

ainsi que la surintendance des ouvrages publics, des canaux, etc. Il est souverain dans tous ses jugemens. C'est une section de ce conseil, qu'on appelle la camara, qui présente les candidats pour toutes les charges de judicature, pour les évêchés, et pour beaucoup d'autres emplois de la haute administration.

Il est présidé ou par un grand d'Espagne ou par un gouverneur.

Quand c'est un grand, il porte le titre de président, et c'est toujours au moins un lieutenant-général des armées. Cette place est souvent vacante, la cour ne la remplissant que lorsqu'il est question de faire exécuter quelque grande mesure. Ainsi, lorsque Charles III eut résolu l'expulsion des jésuites, le comte d'Aranda, qu'il chargea de cette exécution, fut créé président du conseil de Castille. Il était en même temps capitaine-général de la Nouvelle-Castille, et avait ainsi tout pouvoir.

Quand la place de président est vacante, on nomme un gouverneur qui le préside; ce magistrat est ordinairement le doyen des conseillers.

Le roi ne lui donne jamais d'autre nom que celui de *conseil royal*, qui est son titre officiel. Il n'est pas nécessaire d'être noble pour en faire partie.

⁴ Les alcades sont des magistrats dont les fonctions tiennent de celles du maire et du juge-de-paix. Ceux de la cour ont la juridiction ordinaire dans le lieu de la résidence royale, et cinq lieues à la ronde: elle s'étend à vingt pour les vols. Il y en a toujours deux auprès du roi quand il entend la messe en public; et quand le monarque fait quelque voyage, il doit toujours y en avoir un ou deux à la suite, et aux ordres du grand majordome; ce sont eux qui règlent les approvisionnemens dans tous les lieux où l'on passe. Ils assistent aussi à l'enterrement des membres de la famille royale. Réunis, ils forment la cinquième chambre du conseil royal, qui ainsi est suprême, parce qu'on ne peut appeler de leurs jugemens au criminel qu'à cette même chambre. On peut appeler des jugemens que chacun d'eux prononce dans son tribunal particulier au conseil royal; et, lorsque ce conseil se réunit, leur chambre y prend toujours part, et forme un corps avec lui.

Ils portent, pour signes distinctifs de leurs fonctions, une robe et une baguette.

⁵ Ce raisonnement est curieux par sa subtilité. Il ne faut pas croire cependant que de pareilles doctrines trouvassent de l'appui dans le clergé et même dans l'inquisition à cette époque. Un prédicateur ayant dit dans un sermon prononcé en présence de Philippe, dans l'église de Saint-Jérôme, à Madrid, « que les rois avaient un pouvoir absolu sur la vie et les biens de leurs vassaux, » il fut mis en jugement par l'inquisition. Outre quelques peines particulières qu'on lui infligea, il fut condamné à se rétracter publiquement dans le même lieu et avec toutes les cérémonies usitées pour les actes juridiques. Il monta en chaire, dit qu'il avait émis telle proposition, tel jour, dans cette même chaire, qu'il s'en rétractait comme étant une proposition erronée, « parce que, Messieurs, » ajouta-t-il, en lisant un papier qu'il avait à la main, « les rois n'ont d'autre pouvoir sur leurs vassaux que celui qui leur est accordé par les lois divines et humaines, et non par leur volonté libre et absolue. »

⁶ Ce nom s'applique à toute loi ou statut particulier de quelque royaume ou province. Il vient du mot latin *forum*, qui signifie *place publique*, parce qu'anciennement les audiences se tenaient en public. Le mot de *fuero* renferme en lui-même le sens d'*usage* et de coutume. *Voyez aussi sur ce mot une note du procès suivant.*

⁷ On appelle fiscal en Espagne le magistrat que nous nommons procureur du roi. Mais cette qualification n'est pas exclusivement donnée aux magistrats qui, chez nous, sont chargés de poursuivre les délits et les crimes. Le mot fiscal s'applique à toutes les fonctions criminelles, civiles ou administratives, dans lesquelles un commissaire du gouvernement ou de l'autorité supérieure intervient, soit pour faire exécuter les lois, soit pour requérir le châtiment de ceux qui les ont violées, soit enfin pour prendre de simples informations, et, dans ce dernier cas, la fonction du fiscal se rapproche davantage de celle de nos juges d'instruction. L'acception de ce mot est si générale, que les Espagnols en ont fait un verbe qui est employé très-souvent au figuré. Ainsi l'on dit

fiscaliser (*fiscalizar*) la conduite de quelqu'un, sans que cela signifie que cette personne soit poursuivie juridiquement; mais cela veut dire, suivant les cas, ou que sa gestion est examinée par ses supérieurs, ou qu'il est surveillé de près. Un père fiscalise la conduite de son fils, un mari de sa femme, et vice versa. On dit plaisamment de quelqu'un qui porte des regards trop curieux dans l'intérieur d'un ménage, *M. un tel fiscalise mes actions*, etc.

Dans les causes militaires, l'officier qui, en France, s'appelle rapporteur, est nommé fiscal en Espagne. Il y a aussi des fiscaux dans les cours ecclésiastiques, dans les administrations financières, et jusque dans les associations particulières soumises à la surveillance du gouvernement.

Les magistrats qui remplissent ces fonctions dans les tribunaux de l'Espagne ne sont pas, comme en France, en dehors de la cour où ils les exercent, et quoique l'inamovibilité des juges ne soit pas établie par les lois fondamentales de l'état, un usage immémorial l'a en quelque sorte consacrée. Ce n'est que depuis 1823 que les exemples de destitution sont devenus fréquens. Il est juste de reconnaître que les tribunaux espagnols ont, dans ces derniers temps, moins cédé que les autres corps de l'état aux influences de l'esprit de parti.

⁸ Ce mot s'entendait en Aragon de tous ceux qui en appelaient de la décision de quelque juge que ce soit, et même du roi, au tribunal du grand-justicier, pour être jugé suivant le droit et les *fueros* du royaume.

⁹ Les documents nous manquent pour établir d'une manière précise la manière dont se faisait la nomination du grand-justicier. Une des prétentions de la junte ou union, formée contre Jacques 1^{er} en 1264, était que le roi ne pourrait nommer personne à cette place sans le consentement des ricos-hombres* ou nobles du premier ordre (Zurita, *Annales de l'Aragon*, t. 1,

* Le titre de *rico-hombre* a précédé celui de grand, que portent actuellement les principaux seigneurs de l'Espagne. Ils n'ont pris le titre de *grands* qu'en 1516. A ce rang, se rattachent plusieurs priviléges, tels que celui d'avoir la tête couverte devant le roi.

p. 180); mais le roi, dans la réponse qu'il fit à leurs remontrances, affirma qu'il était d'un usage immémorial et conforme aux lois du royaume, que le monarque, en vertu de sa prérogative royale, élût le justicier (Zurita, *ibid.*, p. 181; Blanca, p. 656). Par un autre passage de Zurita, on voit que tant que les Aragonais jouirent du privilège de l'Union, c'est-à-dire du pouvoir de se confédérer contre leurs souverains toutes les fois qu'ils croyaient qu'il avait violé leurs droits et leurs immunités, alors non-seulement le grand-justicier était nommé par le roi, mais il ne gardait son emploi qu'autant qu'il plaisait au prince. Cet usage n'était cependant suivi d'aucun mauvais effet, parce que les priviléges de l'Union étaient un frein suffisant contre l'abus de l'autorité royale. Mais lorsque ces priviléges furent abolis comme contraires à l'ordre et à la tranquillité de l'état, on convint que la charge de grand-justicier serait à vie. Plusieurs rois cependant tentèrent de renverser les justiciers dont ils se défaient, et y réussirent quelquefois; mais, pour se mettre en garde contre ces usurpations, qui auraient détruit le but de l'institution, et rendu le justicier un instrument servile de la couronne au lieu d'être le défenseur du peuple, les cortès firent, en 1442, une loi qui ordonnait que ce magistrat posséderait sa charge à vie, et qu'il ne pourrait en être dépouillé que par l'autorité des états (*Fueros y observancias del reyno de Aragon*, l. 1, p. 22). Par les premières lois, la personne du justicier avait été déclarée sacrée; et il ne devait rendre compte de sa conduite qu'aux cortès (*Ibid.*, p. 15, 6). Zurita et Blanca, qui ont tous deux publié leur histoire pendant que le justicier d'Aragon conservait ses priviléges et sa juridiction, ont négligé d'expliquer plusieurs circonstances concernant les fonctions de cette haute magistrature; il est vrai qu'ils écrivaient pour leurs compatriotes, suffisamment instruits dès fonctions de ces magistrats, qu'on regardait comme les conservateurs des droits de la nation, comme le palladium des libertés de l'Aragon; et on avait raison, car leurs immunités péirirent le jour où don Juan de la Nuza perdit la tête sur l'échafaud.

Il serait inutile de consulter les historiens récents sur un point

que les anciens ont passé sous silence. L'ancienne constitution de ce royaume avait changé de face, et le gouvernement absolu y était déjà établi sur les ruines de la liberté, lorsque les écrivains des deux derniers siècles composèrent leurs annales. Ils étaient sans doute ou trop peu curieux de connaître la nature des institutions auxquelles leurs ancêtres avaient dû les avantages de la liberté politique, ou trop timides pour oser les rapporter avec beaucoup d'exactitude. L'esprit avec lequel Mariana, Minimia son continuateur, et Ferreras ont écrit leur histoire, est bien différent de celui des deux historiens d'Aragon que nous avons cités plus haut.

Au sujet de la charge du grand-justicier, deux autres faits méritent d'être remarqué : 1^o aucun des ricos-hombres ne pouvait être revêtu de cette dignité. Ce magistrat était tiré de la seconde classe de la noblesse, ou *hijos dalgo** simple (*Fueros y observancias*

* Ce mot, qu'on prononce *hidalgo* dans le langage familier, littéralement traduit en français, signifie fils de quelque chose. C'est ainsi qu'en Espagne on désigne les nobles, ou pour mieux dire les gens que nous appelons *gens comme il faut*; car, en réalité, la noblesse en Espagne, depuis surtout que la grandesse, par l'abolition des anciennes cortès, n'est plus un corps politique, n'est effectivement qu'une distinction purement honorifique, et n'a que des priviléges de préséance, ou l'usage, devenu droit, d'occuper exclusivement quelques charges de la cour. On conçoit la noblesse en Espagne d'une autre manière que dans les autres états de l'Europe. Les modifications que cette institution a subies parmi nous depuis la révolution, existaient en Espagne, où, de temps immémorial, la grandesse, et, dans un petit nombre de cas, les nobles titrés de Castille et d'Aragon, étaient ce qu'est notre pairie nouvelle. L'origine de cette noblesse n'est point le droit que les vainqueurs se sont arrogé sur les vaincus : des circonstances différentes ont donné lieu, dans ce pays, à des combinaisons sociales d'une autre nature. Dans le temps où le droit féodal s'établissait en France, en Angleterre et en Allemagne, par des causes qu'il n'entre pas dans notre plan de déduire, toute la population espagnole combattait en masse pour chasser les Maures de son territoire. Cette lutte a duré près de huit siècles. Les Espagnols combattaient *pro aris et focis*, sous la conduite de rois soldats et de chefs souvent élus par eux-mêmes. Ce n'était point comme vassaux qu'ils prenaient les armes, c'était comme citoyens. Une tradition fidèlement conservée dans chaque

del reyno de Aragon, l. II, p. 21, 5). En voici les raisons : par les lois d'Aragon, les *ricos-hombres* n'étant point sujets aux peines capitales, il fallait, pour la sûreté publique, qu'on choisisse les justiciers dans une autre classe, afin de pouvoir les rendre responsables des abus d'autorité dont ils auraient pu se rendre coupables, et les contenir dans le devoir par la crainte de toute la rigueur des lois (Blanca, p. 756, 657; Zurita, t. II, p. 229; *Fueros y observancias del reyno de Aragon*, l. IX, p. 182, 183).

famille, fait remonter leur noblesse au moment où le joug fut secoué, et chacun a le droit de réclamer l'unique distinction admise, qui est de descendre de vieux chrétiens. Il suffit donc de produire ces preuves pour être censé noble. Ce document se nomme *ajecutoria*. On dit aussi *noble de solar conocido*, en parlant des familles qui possèdent une portion quelconque du sol depuis l'époque où les Espagnols essayèrent de chasser les Maures de leur territoire. Voilà pourquoi la noblesse est si commune dans la Biscaye, dans la Navarre, dans les Asturies, et dans les provinces de Santander, de Léon et de Burgos, qui ont été délivrées les premières. Le nombre des familles nobles, dans ces provinces, l'emporte de beaucoup sur celui des familles roturières. Il y a tel canton des Asturies, par exemple, où l'on ne pourrait trouver une seule de ces dernières. Au reste, et par une suite nécessaire de cet état social, les nobles espagnols peuvent, sans déroger, exercer toutes sortes de professions. On a vu à Madrid, il y a trente ans, une maison de commerce et de banque sous la raison de Pedro Giron et compagnie. Le nom de Giron est celui de la famille d'Ossuna, l'une des plus illustres de l'Espagne, dont le chef, grand d'Espagne, premier gentilhomme de la chambre et colonel du régiment des gardes espagnoles, lieutenant-général, etc., etc., dirigeait en personne cette maison de commerce. Ajoutons que les grands d'Espagne, successeurs immédiats des riches-hommes (*ricos-homes*, et, plus tard, *ricos-hombres*) de Castille et d'Aragon, n'ont jamais eu aucun des priviléges qui accablaient les malheureux vassaux en France, en Angleterre et en Allemagne. Le mot de serf n'existe dans la langue espagnole que dans l'acception pieuse ; on dit serf (*siervo*) de Dieu et de la Vierge Marie.

Nous aurons souvent occasion, dans les diverses causes espagnoles que nous publierons dans ce recueil, de faire connaître la sagesse des anciennes institutions d'une nation dont l'histoire ancienne et moderne est généralement ignorée.

Il paraît aussi, par plusieurs passages de Zurita, que le justicier avait été institué pour réprimer l'esprit de domination et d'oppression qui était particulier à la noblesse, aussi bien que pour mettre des bornes à la puissance du souverain; c'est pour cela qu'on le choisissait dans un ordre de citoyens également intéressés à balancer ces deux pouvoirs.

2°. Un magistrat revêtu d'une aussi grande autorité que le justicier, aurait pu l'exercer d'une manière pernicieuse à l'état, s'il n'eût été lui-même soumis à aucun contrôle; mais la constitution avait prévu ce danger et y avait porté remède. A chaque assemblée des cortès, on choisissait au sort, parmi les personnes qui les componaient, dix-sept personnes, qui formaient un tribunal chargé de surveiller spécialement la conduite et les actes du grand-justicier. Cette cour se réunissait trois fois par an à des époques déterminées. Chacun avait le droit de s'y plaindre de tout acte d'iniquité ou de négligence de la part du justicier ou des juges inférieurs qui agissaient en son nom. Le justicier était mandé pour rendre compte de sa conduite; et punissable s'il avait manqué à ses fonctions, soit par négligence, soit par sa volonté. Les membres de ce tribunal prononçaient leurs sentences par serment. La loi qui créa cette cour et régla les formes de ses procédures, remonte à l'an 1461 (Zurita, *Annales de l'Aragon*, t. IV, p. 102; Blanca, *Commentarii rerum Arag.*). La responsabilité du justicier remonte même à une époque plus avancée, bien que les formalités fussent différentes. Dès le commencement de cette institution, ses actes étaient soumis à la révision des cortès, et la crainte continuelle de ces informations sévères et impartiales était un puissant motif pour exciter ce magistrat à remplir avec fidélité ses fonctions. On trouve, dans l'année 1386, un exemple frappant de l'autorité du justicier mise en opposition avec celle du roi. Par les constitutions d'Aragon, le fils aîné ou héritier présomptif de la couronne avait un grand pouvoir et une juridiction fort étendue dans le royaume (*Fueros y observancias del reyno de Aragon*, l. 1, p. 16). Pierre IV, à l'instigation d'une seconde femme

qu'il avait épousée, résolut de déposer son fils de ses droits, et défendit à ses sujets de lui obéir. Le prince s'adressa aussitôt au justicier, qui était, dit Zurita, le défenseur du sujet contre toute violence et oppression de la part du roi. Le justicier lui accorda le *firma de derecho*, acte au moyen duquel, en donnant caution de comparaître en justice, il ne pouvait être privé d'aucun de ses droits ou priviléges qu'en conséquence d'une procédure instruite devant le justicier, et d'une sentence de ce magistrat. Cet arrêt fut publié par tout le royaume, et, malgré une proclamation contraire du roi, le prince continua d'exercer tous ses droits, et son autorité fut universellement reconnue. (*Fueros y observancias de Aragón*, t. II., p. 385.)

¹⁰ Dans la langue du saint-office, on appelle *qualification* la censure des actions et des discours, faite par des théologiens, dans les affaires qui sont du ressort de l'inquisition, en les déclarant, soit *hérétiques formels*, soit *voisins de l'hérésie*, *induisant à l'hérésie*, *favorables à l'hérésie*, *téméraires*, *scandaleux*, *offensant les oreilles pieuses*, ou *contraires à l'Évangile et à la foi catholique*, etc. Cela s'appelle aussi *note théologique*.

Il y a deux espèces de qualifications :

^{1°} La *qualification de l'objet*, qui est la censure des faits et des paroles imputés à l'accusé, considérés en eux-mêmes, et abstraction faite de l'intention qu'il a pu avoir.

^{2°} La *qualification du sujet*, qui est l'opinion que les qualificateurs établissent sur la croyance intérieure de l'accusé : ils la qualifient *non suspecte* d'adhésion à l'hérésie dont il s'agit pour les faits ou les paroles qualifiés, ou *suspecte d'hérésie au moindre degré*, ou à un degré *éminent*, *très-grave*, *violent*, ou enfin *formellement hérétique*.

¹¹ Le nom d'*alguacil* se donne en général aux officiers de justice chargés d'arrêter les personnes que les magistrats leur désignent. Il y a diverses sortes d'*alguacils*, suivant les grades et prérogatives attachés à cet emploi. Ainsi, il y en a pour les villes et les bourgs. Quelquefois ce titre passe dans une famille par droit

d'hérédité, d'après une grâce particulière du roi; il appartient au choix du conseil et des juges des villes ou des bourgs, ou bien il est à la nomination du corrégidor ou du gouverneur. Il y a aussi dans les tribunaux des *alguacils mayores*, ou alguacils en chef, qui sont distingués des autres dans les matricules du conseil ou du tribunal, comme il y en a de la sainte inquisition, des croisades, des ordres militaires, pour les Indes, les douanes, etc.

¹² Les Aragonais s'étaient opposés pendant long-temps à l'établissement de l'inquisition sous Ferdinand. Voyant enfin l'inutilité de leurs efforts, ils résolurent de sacrifier un ou deux inquisiteurs, afin d'effrayer les autres, persuadés qu'après cet événement on ne doutera plus des dispositions du peuple, que personne n'oseraît être inquisiteur, et que le roi lui-même serait obligé de renoncer à son dessein.

Ils connaissaient mal leur souverain: l'assassinat de l'inquisiteur Arbries, qui eut lieu le 15 septembre 1485, ne servit qu'à fournir un prétexte contre les *nouveaux chrétiens*, auxquels on attribuait ce crime. On donnait ce nom aux juifs et hérétiques convertis, et à leurs descendants.

¹³ Les familiers du saint-office étaient une véritable garde nationale à la disposition des inquisiteurs, et enrégimentés sous le nom de *milice du Christ*. Les plus grands seigneurs ambitionnaient l'honneur d'en faire partie. Ils devaient poursuivre les hérétiques et les hommes suspects d'hérésie, fournir des secours, pour les mettre en prison, aux sergents et aux sbires du tribunal, en un mot faire tout ce que les inquisiteurs leur demandaient pour la punition des personnes suspectées et poursuivies par l'inquisition.

Les Espagnols ne s'étant soumis dans le principe qu'avec répugnance au tribunal de l'inquisition, quelques hommes prudens jugèrent à propos de se soustraire aux suspicions qu'ils pouvaient encourir pour leur conduite, en s'offrant volontairement pour être *familiers du saint-office*. Ils étaient regardés comme faisant partie de la famille de l'inquisition, et Ferdinand et Isabelle leur accordèrent diverses prérogatives et immunités.

Ces franchises en firent tellement augmenter le nombre, qu'il y eut des villes où les privilégiés se trouvèrent plus nombreux que ceux des habitans qui étaient soumis aux charges municipales : aussi fut-on obligé d'en réduire ensuite le nombre, dans une assemblée générale des cortès du royaume.

¹⁴ L'*auto-da-fe* (acte de foi) est la lecture publique et solennelle des extraits des procès et des sentences que les inquisiteurs prononcent en présence des coupables ou devant leurs effigies, ainsi que de toutes les autorités et les corporations les plus respectables de la ville, et particulièrement du juge royal ordinaire, à qui on livre un moment les personnes ou les effigies des condamnés, pour qu'il prononce aussitôt la peine de mort ou du feu, d'après les lois de l'état concernant les hérétiques, et qu'il ordonne sur-le-champ leur exécution, après avoir fait préparer, sur l'avis préalable et secret des inquisiteurs, l'échafaud, le bois, la machine à étrangler, et convoqué les exécuteurs ordinaires.

Il y a plusieurs espèces d'*auto-da-fe*.

L'*auto-da-fe général* est celui dans lequel figurent un grand nombre de coupables de toutes les classes ; des individus qui sont brûlés vifs comme impénitens ; d'autres qui le sont après avoir été étranglés comme hérétiques relaps, quoique repentans ; d'autres encore qu'on brûle en effigie, et dont on jette les os dans les flammes après les avoir exhumés, comme étant morts dans l'impénitence ; d'autres enfin en effigie seulement, comme contumaces absens. On y voit aussi des hérétiques réconciliés, confessés et repentans ; des *pénitenciés*, des criminels, des sujets suspects d'hérésie, qui font abjuration, et qu'on absout *ad cautelam*.

L'*auto-da-fe particulier* a lieu lorsqu'on expose les condamnés sans l'appareil et la solennité de l'*auto-da-fe général*. Ni les autorités ni les corporations de la ville n'y assistent : le saint-office y est seul présent, et le juge ordinaire s'y trouve toutes les fois qu'il y a quelque coupable à exécuter.

L'*auto-da-fe singulier* est celui d'un seul coupable, dans l'église ou sur la place publique, suivant les circonstances.

Il y a aussi des *audiles*, ou petits *auto-da-fe*. Dans ce cas, le coupable est amené simplement dans les salles mêmes de l'inquisition. Cette cérémonie peut avoir lieu, ou les portes ouvertes, afin que les personnes qui désirent y assister aient la faculté d'entrer, ou les portes fermées, et alors on n'y admet que celles qui ont le droit d'y venir; dans ce dernier cas, les choses se passent quelquefois en présence d'un certain nombre de témoins ou spectateurs étrangers au tribunal, et qui ont été désignés par le doyen des inquisiteurs, ou seulement sous les yeux des ministres du secret et des secrétaires du saint-office.

PARRICIDE.

PROCÈS

DE

DONA MARIA VICENTA DE MENDICTA

ET DE

DON SANTIAGO SAN JUAN

**ACCUSÉS DU MEURTRE DE DON FRANCISCO DEL CASTILLO, ÉPOUX
DE DONA MARIA VICENTA DE MENDICTA.**

MADRID, 1798.

INTRODUCTION.

Le procès dont nous allons rendre compte a eu en Espagne une grande célébrité. L'impression profonde qu'il fit sur les esprits n'est pas encore effacée, et toutes les fois qu'on veut citer un grand crime, l'assassinat de Castillo est rappelé. Les circonstances horribles qui précédèrent cet attentat, les incidents extraordinaires qui en firent découvrir les auteurs, le rang que ceux-ci occupaient dans la société, et, il faut le dire à la louange des Espagnols, l'extrême rareté des crimes de cette nature dans leurs annales judiciaires, contrib-

buèrent à donner à cette cause un éclat dont nous avons eu un exemple en France, lors de l'assassinat de Fualdès. Un nombre infini de personnes se rendirent à Madrid, de toutes les parties de l'Espagne, pour assister à l'instruction de ce procès mémorable, dont l'intérêt fut augmenté par le talent que déploya le fiscal Melendez Valdez. Le discours que ce magistrat prononça dans cette occasion, consomma dans le barreau espagnol la révolution commencée quelques années auparavant, par les ministres éclairés que Charles III avait placés à la tête de l'administration de la justice, et parmi lesquels on doit citer principalement Campomanes et Monino. Avant cette époque, les fiscaux et les avocats, sur-tout dans les causes criminelles, hérissaient leurs plaidoyers de citations latines et grecques. Un style diffus et barbare, ou bien les formes de la mauvaise école littéraire à laquelle Gongora avait donné son nom à la fin du dix-septième siècle et au commencement du dix-huitième, tel était l'état du barreau, lorsque les hommes dont nous avons parlé, y introduisirent une réforme qui fut aussi prompte que complète. Depuis lors et surtout après le procès qui nous occupe, le parquet et les avocats espagnols ont brillé d'un éclat égal à celui dont se glorifient avec raison l'Angleterre et la France. Si des causes accidentelles et les malheurs publics qui accablent l'Espagne depuis 1808, ont ralenti cet essor, les talents qu'ont déployés quelques-uns des membres des Cortès en 1811 et 1812, prouvent que l'éloquence de tribune en Espagne n'a besoin que d'occasions pour justifier les hautes espérances qu'avaient fait concevoir les auteurs de cette réforme.

Le discours que prononça Melendez Valdez dans cette circonstance fit une sensation prodigieuse, et il est resté modèle du genre. Les personnes qui ne connaissent Melendez que par le rang qu'il occupe parmi les poètes espagnols, s'éton-

neront qu'en écrivain qui s'est montré souvent l'émule de Tibule et de Parny ; se soit élevé à une si grande hauteur dans un genre si opposé.

Après avoir raconté les principaux faits de cette cause, nous donnerons la traduction entière du réquisitoire de Meléndez Valdez. Cette pièce peu connue n'a été publiée qu'en 1818, et n'a jamais été traduite.

Voici la note des éditeurs espagnols sur Meléndez Valdez :

« Il n'y a personne en Espagne qui ne connaissse le nom de ce poète éminent, qui a élevé la poésie espagnole à une hauteur inconnue jusqu'à lui, mais dont les ouvrages sont beaucoup plus lus en Allemagne et en Italie qu'en Espagne même. Plusieurs littérateurs célèbres ont payé à la muse de Meléndez le tribut d'admiration et de reconnaissance qui lui est dû. Nous citerons particulièrement M. de Sismondi qui, dans son excellent ouvrage de la littérature des peuples du midi de l'Europe, apprécie avec autant de goût que de justice le mérite poétique de Meléndez.

« Cet écrivain est moins connu comme magistrat. Cependant sa carrière fut très-brillante, et le peu de discours qu'il a prononcés pendant le temps qu'il a exercé la charge de fiscal au tribunal suprême de Madrid le placent comme orateur à un rang très élevé. »

EXPOSÉ.

Francisco del Castillo, riche négociant de Madrid, était marié avec Maria Vicenta de Mendicta. Ils étaient l'un et l'autre d'extraction noble (*hijos dalgo*) et également bien partagés des biens de la fortune. Castillo avait été élevé avec soin. Voulant acquérir de nouvelles connaissances dans sa profession, et dans l'économie civile dont il avait fait une

époque particulière, il fit plusieurs voyages, notamment celui de Londres, où il conduisit sa femme qu'il aimait tendrement; mais cet amour n'était pas partagé: en vain, il s'épau-
sait en attentions délicates, et cherchait à prévenir tous ses
désirs; ses prévenances étaient accueillies avec froideur. Un
penchant prononcé vers la dissipation et la galanterie, fer-
mait les yeux de cette épouse injuste sur les qualités d'un
homme aussi aimable que généreux, et préparait de loin la
catastrophe dont on va lire le récit.

A leur retour à Madrid, il s'éleva des ouages entre les époux; ils eurent quelques légères altercations occasionées par les justes reproches que Castillo adressa à sa femme sur sa conduite inconsidérée. C'est à cette époque qu'il faut rapporter les prétendus mauvais traitemens que les défenseurs de Maria Vicenta ont allégués, pour l'excuser, et dont on verra la résutation victorieuse dans le plaidoyer de Meléndez Valdez. Ce qu'il y a de vrai, c'est qu'à un caractère franc, généreux et essentiellement honnête, Castillo joignait une grande vivacité, dont sa bonté naturelle tempérait les effets. Mais cette indulgence du mari enhardit la femme. Elle fit des connaissances qui portèrent atteinte à sa réputation. Castillo surmontant sa répugnance à user de son autorité, rompit ces liaisons, et soit retour sincère, soit dissimulation, l'épouse se soumit et cessa, au moins en apparence, des fréquentations que son mari réprouvait. Le calme paraissait rétabli dans le ménage, lorsqu'arriva à Madrid un parent de Maria Vicenta, natif de Barbastro en Aragon, dont Castillo était le parrain. Ce fut dix-huit mois avant l'événement qui fait le sujet de cette notice. Ce jeune homme, âgé de vingt-quatre ans, venait dans la capitale pour s'y faire recevoir avocat. Il paraissait être d'un caractère doux, timide, taciturne, et annonçait peu d'esprit. Il fut accueilli avec la plus bienveillante hospitalité par Castillo, dont la maison devint

en quelque sorte la sienne. Cet homme généreux ne se contenta pas de l'admettre à sa table, il lui ouvrit sa bourse; et l'aida de ses conseils et de ses lumières en l'appuyant de toute la considération dont il jouissait lui-même, pour lui rendre faciles les premiers pas dans la carrière du bacheau. Son noble cœur était loin de soupçonner le prix affreux que San Juan réservait à sa bienfaisante amitié. María Vicenta et son jeune parent se tardèrent pas à s'enflammer l'un pour l'autre, et tout porte à croire que les premières avances furent faites par l'épouse adultère. La timidité de l'amant et sa jeunesse relativement à sa complice qui était plus âgée de huit ans, permettent de faire cette supposition. Quoi qu'il en soit, cette passion s'exalta au point, qu'après plusieurs incidents dont le lecteur trouvera le détail dans l'acte d'accusation, la mort de Castillo fut résolue entre les deux amans. Ils choisirent pour exécuter leur crime la soirée du 9 décembre 1797:

Le cadavre de la victime fut trouvé par le juge instructeur, étendu entre les deux lits de l'alcove conjugale, nu entre deux draps, et percé de onze coups de poignard.

Le lieu de cette effroyable scène présentait les traces du désordre occasioné par la résistance du malheureux Castillo; ses habits épars, la lampe de nuit renversée, les cordons des sornettes brisés, et le plancher couvert du sang de la victime.

Cet horrible attentat surprit tout le monde, non-seulement dans la capitale, mais dans les provinces où Castillo était connu par diverses commissions importantes dont il avait été chargé. Comme au moment de son assassinat, il était occupé de certaines affaires d'un haut intérêt pour l'association dite des *cinco gremios mayores*¹; il y eut dans le public des rumeurs qui attribuèrent la mort de Castillo à

des vengeances particulières de quelques membres de ce corps puissant.

La vérité ne tarda pas à se faire jour. Le vrai coupable et sa complice furent découverts. Ils furent convaincus et condamnés au supplice du garrot.

Maria Vicenta de Mendicta était âgée de trente-deux ans, San-Juan de vingt-quatre.

Nous avons pensé qu'il serait plus intéressant pour le lecteur d'apprendre par le réquisitoire que nous traduisons, tous les détails de cette affaire, que de la lire sous la forme d'une narration.

Il nous eût été difficile de mettre dans notre récit le même intérêt. Le plaidoyer de Melendez Valdez est en même temps un réquisitoire et une instruction complète du procès. Les preuves du crime y sont présentées avec beaucoup de force. L'orateur s'y élève à de hautes considérations morales, sans jamais perdre de vue son sujet. Ses digressions sont courtes; l'enchaînement des faits est présenté avec autant de clarté que de talent, et les arguments des défenseurs des coupables sont appréciés avec bonne foi.

Seigneur*,

« Votre Altesse a entendu ces jours derniers le triste récit d'un des plus grands et des plus atroces attentats, auxquels puissent porter une passion furieuse et un coupable oubli du devoir et des bonnes mœurs. Elle a également vu les louables efforts des éloquens défenseurs des prévenus, pour diminuer l'horreur du crime qui leur est imputé. Un orateur plus exercé que je ne le suis dans l'art difficile de la parole, et doué des lumières et des connaissances qui me manquent, trouverait dans le crime déplorable dont je

vais rappeler à Votre Altesse les horribles circonstances, une grande occasion de faire triompher victorieusement la loi, en effrayant par un exemple salutaire la dépravation qui de nos jours a fait tant et de si funestes progrès. Que de hautes leçons pourraient sortir de sa bouche ! en discutant cette cause, où, grâce à une permission particulière de la Providence, les ruses et les manœuvres par lesquelles le crime cherche ordinairement à dérober les traces qui peuvent faire découvrir les coupables, n'ont pas même pu être employées ; où deux parricides se montrent dans l'horrible nudité de leur forfait avec toutes les circonstances atroces qui l'on précédé et accompagné. Des ténèbres profondes enveloppent d'abord le crime et les auteurs, mais tout à coup des incidents inattendus répandent une vive lumière qui atterre les coupables et détermine leur aveu spontané. Quel tableau à présenter au public encore effrayé de l'énormité du forfait ! La vertu réclame une vengeance éclatante ; les mœurs et le saint noeud conjugal indignement outragés, sollicitent un châtiment sévère qui garantisse leur sécurité pour l'avenir, et le cri public s'unit à la justice pour demander en réparation la prompte application de ce châtiment exemplaire et par bonheur rarement appliqué dans notre patrie. C'est de cette hauteur qu'un magistrat accoutumé à parler dans cette enceinte auguste, et rassuré par une gloire et une réputation déjà acquises, pourrait envisager la cause qui m'est confiée. Exerçant pour la première fois mon terrible ministère, et dénué de l'expérience qui en facilite les fonctions, me suffira-t-il de peindre à Votre Altesse cet attentat sous les couleurs les plus exécrables, pour qu'ële juge que j'ai dignement rempli mes devoirs et répondu à son zèle ? Que pourrai-je dire après le peu de temps que j'ai eu pour m'instruire de ce volumineux procès ? Mes paroles manqueront nécessairement de force, mes réflexions seront moins puis-

antes que celles que Votre Altesse aura faites elle-même dans sa profonde sagesse. Mes devoirs comme avocat de la cour sont invariablement fixés ; mais mes efforts pour réclamer ses droits sacrés paraîtront toujours inférieurs au cri de tous les gens de biens et au zèle que je vois briller dans les yeux de Votre Altesse et qui enflamme son cœur de cet amour ardent de la justice qui la caractérise.

« Mon courage se ranime toutefois, et je me console en considérant que, si le but du véritable orateur doit être d'émouvoir les cœurs en faveur de la vérité et de la vertu, je suis puissamment aidé dans le cas présent par l'indignation de tous ceux qui m'écoutent, de ceux même qui ont seulement entendu parler de ce crime atroce. Leurs voix s'unissent à la mienne pour demander au nom de l'humanité, de l'innocence et de la sûreté publique, qu'il soit donné en ce jour un exemple mémorable d'une juste sévérité, pour que les mœurs publiques soient vengées, le lit conjugal assuré, et qu'une éclatante satisfaction soit donnée aux mânes de Castillo.

« C'est en 1788 que cet époux infortuné s'unît à Maria Vicenta de Mendieta. Il lui était permis d'attendre le bonheur en formant un lien dans lequel il apportait de son côté un mérite et des qualités heureuses universellement reconnues, ainsi qu'une fortune très-considérable. Il voyait dans ce mariage la perspective d'une vie paisible et innocente, dans une carrière honorable qu'il espérait suivre avec succès, en appliquant à sa profession les connaissances acquises dans ses nombreux voyages, que le désir de s'éclairer plutôt qu'une vaine curiosité, lui avait fait entreprendre. Certes, une autre épouse que celle qu'un sort funeste lui fit choisir, aurait apprécié l'heureux concours de tant de circonstances avantageuses. Mais celle que sa destinée fatale lui réservait, était indigne de trouver le bonheur dans le sein de l'innocence.

Elle ne sut trouver de plaisir que dans la dissolution, et fut assez malheureuse pour s'y livrer sans honte et sans remords. Votre Altesse a appris de la bouche des témoins les querelles antérieures et les scènes déplorables de ce ménage malheureux, occasionnées, non comme ont voulu le prouver les coupables et comme ont essayé en vain de nous le persuader leurs éloquens défenseurs, par l'humeur fâcheuse ou par la conduite criminelle de Castillo, mais par les condamnables écarts de son infidèle compagne. Elle-même nous l'assure dans sa déclaration du 22 décembre, tant est grande et puissante la force irrésistible de la vérité! Ne nous dit-elle pas dans cette déclaration, que son mari, loin de lui faire violence, n'usait à son égard que de bons procédés; qu'elle avait le gouvernement absolu de la maison; qu'il lui était permis de recevoir qui bon lui semblait; d'aller dans les assemblées et dans les lieux publics. Elle jouissait enfin de tout ce qui pourrait combler les vœux d'une épouse vertueuse et digne d'un aussi bon mari.

« Quoique celui-ci, en homme prudent, prit en patience les écarts continuels de sa femme, et même quelques actions suspectes sur lesquelles l'honneur et le respect dû au public engagent trop souvent à fermer les yeux, il ne put cependant s'empêcher de blâmer certaines fréquentations; il dut même en défendre quelques-unes, notamment celle de son perfide assassin, Santiago de San-Juan. Ici nous rappellerons à Votre Altesse les dépositions des témoins domestiques, véridiques et sans reproches, qui nous apprennent les sorties continues de Maria de Mendicta, allant incognito visiter son amant; ses manières libres et peu décentes, indignes d'une femme de sa classe; ses dons fréquens d'argent, de linge, même d'un lit, la remise d'un passe-partout pour qu'il pût entrer librement et sans être vu dans la maison; ce bal scandaleux dont la pudeur s'offense, et sur lequel les mœurs et la

justice ordonnent de jeter un voile*, leurs entretiens dans un lieu *immonde* comme leurs âmes **, et cent autres circonstances que Votre Altesse écouterait avec dégoût et dont la répétition l'offenserait en souillant l'enceinte auguste où j'ai l'honneur de parler.

« Il y a cependant un fait que je ne puis passer sous silence, parce qu'il peint à la fois le caractère sanguinaire de cette femme, ainsi que la patience et la douceur de son mari. Le témoin Antoine Garcia dépose que le 3 décembre, six jours avant l'assassinat, dans une querelle survenue entre les deux époux, la femme lui fit trois fortes égratignures au visage, et que lorsque les personnes présentes voulurent les apaiser, cette furie répondit qu'on les laissât, attendu qu'elle seule suffisait pour terrasser son mari. Tirez, je vous prie, seigneur, de ce fait les conséquences qu'il présente naturellement, et la cause sera jugée. N'y voyez-vous point comme moi, la modération et la prudence d'une part, et de l'autre l'audace d'une femme déjà en proie aux sanglantes furies qui, six jours plus tard, la poussent au parricide ?

« Dès lors, et même déjà depuis long-temps, les deux amans avaient résolu de commettre l'horrible attentat dont ils croyaient avoir besoin pour se livrer avec plus de sûreté à leur commerce adultère. Pour mieux exécuter leur crime, San-Juan feint un voyage à Valence, pour lequel le loyal Castillo lui fournit l'argent nécessaire. Il change de logement plusieurs fois ainsi que de nom. Il cache avec soin le lieu de sa

* Pendant une absence de Castillo, sa femme donna un bal dans sa maison, après lequel, pour être plus libre avec San-Juan, elle enferma à la clé, seule avec un officier, une jeune personne qui logeait accidentellement chez elle.

** Dans cette occasion, San-Juan, pour éviter la présence de Castillo, se réfugia dans le privé, où Mendicta alla l'entretenir jusqu'au départ de son mari, dont l'amant alla occuper le lit après que le premier fut sorti.

raissance, et se munit des pistolets et du poignard dont il s'est servi depuis. Et pendant ce temps, ce couple pervers attend avec une patience atroce une occasion sûre pour se défaire de l'homme qu'il aurait dû respecter à tant de titres. En effet, non-seulement il comblait de biensfaits de toute espèce la femme perfide qui le déshonorait, non-seulement il fermait les yeux sur ses désordres, en faisant tous ses efforts pour les cacher au public, mais encore il disposait de ses grands biens en la déclarant son héritière après sa mort. Son infâme assassin, le traître San-Juan, recevait de lui de nombreuses marques d'amitié; il l'aaidait de sa bourse, et trop indulgent pour une passion qu'il n'ignorait pas, il transigeait en quelque sorte avec elle, en permettant que celui dont il recevait un outrage si rarement pardonné, fit à sa femme une visite journalière, chose incroyable si le fait n'était authentiquement prouvé par les témoins et par les aveux des deux coupables!

« Mais il n'y a pas de transaction possible entre l'innocence et le crime. Celui-ci s'alimente de ses propres fureurs; les deux coupables peu satisfaits de la liberté qui leur était laissée de se voir une fois le jour, sans donner de scandale, en recherchaient avec empressement de plus fréquentes occasions. Les témoins déposent que peu de jours avant le funeste 9 décembre, on les a rencontrés plusieurs fois ensemble dans les rues, dans les promenades publiques, dans des allées obscures, parlant avec chaleur, s'animant sans doute réciproquement au grand forfait qu'ils méditaient. C'est dans un de ces entretiens (ils l'ont déclaré eux-mêmes) que le perfide San-Juan proposa à sa complice d'égorger son mari en sa présence, et de l'attacher ensuite pour faire croire qu'il avait été tué par des voleurs. C'est aussi dans cette occasion que San-Juan s'étant écrié, qu'il fallait absolument que lui ou son rival pérît, la criminelle épouse répondit que dans

ce cas, c'était son mari qui devait mourir. Alors fut fixé le jour de cet exécrable parricide.

« Cependant Castillo est atteint d'une indisposition qui le force à garder la chambre et le lit. Il semble qu'un destin fatal appraniisse les obstacles et facilite aux deux conjurés les moyens de consumer leur crime. Cette maladie de la victime, loin de leur inspirer des sentimens plus humains, est à leurs yeux une occasion favorable pour l'assassiner. Dans la matinée de ce malheureux jour, Maria Vicenta de Mendiota sort de chez elle pour chercher son barbare amant ; elle le trouve et détermine avec lui le mode d'exécution du parricide. San-Juan se masquera, Maria Vicenta assurera son entrée dans la maison, le signal sera l'ouverture d'une des persiennes du balcon. L'heure est fixée : c'est à sept heures et demie du soir (aveu des deux coupables). Vers midi une légère discussion a lieu entre les deux époux : le motif, que Votre Altesse a entendu de la bouche de cet ami de la victime, Antonio Castillo, dont les soins ont été si utiles pour la découverte des circonstances du crime, vient à l'appui de ce que nous savons déjà de l'indulgente bonté du malheureux époux. Il se plaignait douloureusement dans cette occasion de l'indifférence de sa femme ; il souhaitait qu'elle lui apportât elle-même son léger repas. Celle-ci dissimule et cède aux instances du malade : mais tout entière à l'idée de l'attentat qu'elle est si près de commettre, elle ne s'occupe que des moyens d'écartier de sa demeure toutes les personnes qui pourront en empêcher l'exécution. Elle éloigne sous un prétexte frivole ses domestiques mâles ; elle parvient à décider le fidèle ami de son époux, Antonio Castillo, à se retirer, malgré son désir de passer la soirée auprès du malade ; elle ne permet pas au caissier d'approcher de son maître, pour lui faire signer la correspondance (aveux de Maria Vicenta). Cette femme, jusque-là si indifférente pour les affaires de sa

maison, s'inquiète du moindre mouvement. Elle va elle-même répondre aux personnes qui sonnent à la porte d'entrée, tant elle craint que les pas de son complice, que dans sa féroce impatience elle croit toujours entendre, ne puissent arriver avec sécurité vers le lieu choisi pour cet horrible sacrifice ! L'assassin arrive enfin, et c'est elle qui le reçoit. Elle venait dans ce même instant d'apporter un breuvage à son époux. Elle a laissé toutes les portes ouvertes, et après s'être séparée de son complice, elle prend soin d'occuper auprès d'elle, dans un lieu écarté, les femmes de sa maison. C'est dans ce moment, et pour la première fois que le remords se fit sentir dans son cœur impitoyable; car c'est à ce remords vengeur que j'attribuerai le tremblement et les soupirs que ces deux servantes déclarent avoir remarqué et entendus avec surprise. Sa bouche impie ne craignit pas de se plaindre dans cet instant terrible de ce que son époux lui avait ordonné de s'éloigner. Elle osa, par une impudence et par une barbarie sans exemple, prononcer le nom de cet infâtré, au moment même où elle savait qu'il succombait sous les coups de son amant.

« Cependant le lâche assassin se précipite vers l'alcove où souffrait le malheureux Castillo. Il a soin de fermer aux verroux les portes intérieures de l'appartement, il s'élance le poignard à la main sur un malade sans défense. Celui-ci effrayé essaya de se lever; mais le coup mortel était déjà porté. Castillo conserva assez de force pour appeler par deux fois sa cruelle compagne : *Maria Vicenta ! Maria Vicenta !* s'écria-t-il; mais celle-ci s'efforce de distraire ses deux servantes, et nie qu'elle ait entendu des cris (déposition des deux domestiques).

« Castillo, le malheureux Castillo, fait un dernier effort; il lutte pour se défendre contre son barbare agresseur. Il parvient en se débattant à arracher le masque de l'assassin;

peut-être l'a-t-il reconnu ; mais celui-ci, de plus en plus aveuglé par sa rage, multiplie ses coups et le perce onze fois. La victime succombe enfin, en tournant, sans doute, ses yeux moribonds vers l'adultère épouse qui avait ordonné sa mort, et l'assassin, avec une tranquillité qui fait frémir, conserve assez de sang-froid, en présence du cadavre, pour aller prendre dans un bureau deux onces d'or, salaire de son horrible attentat. Que Votre Altesse me permette de la transporter dans cet effroyable instant, dans cette alcove, théâtre de désolation et d'horreur, pour y pleurer et maudire avec moi la scène sanglante qui vient de s'y passer. Un homme de bien, dans la fleur de l'âge, doué des plus nobles qualités, est attaqué et assassiné dans sa propre maison, par un perfide parent ; désarmé, nu et baigné dans son sang, il est arraché du lit conjugal par celui-là même qui le souillait, ce lit, l'asile le plus sûr et le plus respecté chez tous les peuples de la terre. Il meurt en implorant le secours de sa femme, qui feint un évanouissement pour empêcher qu'il ne soit secouru par deux femmes fidèles, et pour donner le temps à l'assassin de s'évader*. Voyez-vous, seigneur, ce malheureux, les mains teintes de sang, allant saisir le prix de son infâme trahison, s'échappant du théâtre de son crime, et poursuivi déjà par le désespoir et les furies qui s'emparent de son âme criminelle ; entendez-vous les cris d'effroi des serviteurs, le tumulte du peuple accouru à ces oris ; la justice et la force armée s'avancant, et ajoutant, par leur présence, à l'horreur

* Les deux servantes ont déclaré qu'étant accourues aux cris de la victime, elles trouvèrent la porte de l'appartement de Castillo fermée, et que, dans ce moment, María Vicenta Mendicita eut un évanouissement, pendant lequel sans doute l'assassin s'échappa. Quand elles revinrent avec un instrument pour rompre la porte, elles ne trouvèrent plus la lumière qu'elles avaient laissée dans ce lieu. Alors elles ouvrirent une fenêtre, et crièrent au voleur. A ces cris, les voisins arrivèrent, ainsi que les soldats du corps-de-garde voisin.

de ce tableau ? Quels objets pour la juste sévérité de Votre Altesse, et combien ils eussent excité sa tendre sollicitude pour tous ses enfans ! C'est dans ce moment, c'est dans ce lieu, c'est devant cet horrible cadavre, qu'il serait à désirer qu'eût commencé l'instruction judiciaire, et que les coupables eussent pu être interrogés au nom de la loi. Que ne puis-je les transporter ici ces lugubres objets, les mettre en présence des criminels, et contempler le terrible effet qu'ils produiraient sur eux. Le bras vengeur de la justice divine les frapperait déjà du châtiment qu'ils ont mérité. Mais, que dis-je, chargés nuit et jour du poids de leur forfait, la punition a commencé du moment où il a été commis. La Providence qui veille d'en haut sur l'innocence outragée, a pris soin d'éclairer leurs pas. Tous ceux qu'ils ont faits pour se sauver, les ont rapprochés de l'échafaud qui les attend.

« Maria Vicenta de Mendicta est déposée sur-le-champ en lieu sûr. Son interrogatoire commence. Ses domestiques sont interrogés aussi, et quoiqu'alors rien n'indiquât les véritables coupables, la perspicacité du public de la capitale, et un instinct général de tous ceux qui apprécient cette affreuse nouvelle, se réunissent pour dénoncer à la justice l'épouse parricide. Chacun de vous, seigneurs, a été témoin de l'impression extraordinaire que fit sur les esprits cet épouvantable attentat. La crainte et la terreur saisirent tous les cœurs. Il n'y eut personne qui ne frémît et qui ne regardât autour de soi, tremblant pour sa sûreté et pour sa vie.

« J'étais alors loin de cette grande capitale, dans une des premières cités de la Castille*. Ses honnêtes habitans éprouvèrent les mêmes sentimens, et tous désignèrent unanimement la coupable. Ce qui prouve, ainsi que je l'ai dit, la profonde impression que cet attentat a faite sur les esprits,

* A Valladolid, où Melendez Valdez était juge avant d'être promu à la place éminente de procureur du roi à Madrid.

c'est que, parmi tant d'évènemens nouveaux et de rumeurs qui successivement occupent l'attention publique en s'effaçant l'un par l'autre de la mémoire des hommes, le parricide commis sur la personne de Castillo est resté gravé dans les âmes : il excite encore la même horreur que le premier jour, et remplit l'imagination de lugubres idées qui conservent toute leur force.

« Maria Vicenta Mendicta, interrogée, se renferme dans une malicieuse ignorance de tout ce qui s'est passé ; elle ne dit rien, elle ne soupçonne ni n'accuse personne. Mais tandis que chacun croyait que le crime ne reste enseveli dans les ténèbres, la providence commence à en découvrir les traces. Antonio Castillo, le fidèle ami du défunt, fait connaître dans le plus grand détail les incidens importans de ce jour funeste¹; et c'est dans ce même moment que Maria Vicenta Mendicta écrit la lettre mystérieuse dont le tribunal a entendu la lecture. Cette lettre est adressée à un Thaddée Santissa, totalement inconnu. Antonio Castillo fait retenir la lettre, et la présente au juge instructeur. Cette lettre fatale, mise sous les yeux de la coupable, la confond, la fait frémir, et devient la première preuve de son détestable parricide².

« C'est cette lettre qui met sur la trace de l'assassin. Mais voyez en même temps, seigneur, et bénissez la main protectrice de l'éternelle justice, qui met un bandeau sur les yeux du coupable quand elle juge à propos de le punir dans ce monde. Cet homme, qui avait tant à craindre, qui aurait dû fuir aux extrémités de la terre pendant qu'il en avait encore la possibilité, qui a reçu, ainsi qu'il l'a avoué, un autre avis de sa criminelle amante de se mettre en sûreté, qui, d'après

* Cette déposition, faite le 14 décembre, et la lettre dont il sera parlé tout à l'heure, donneront toutes les lumières nécessaires pour découvrir et poursuivre les coupables.

les difficultés qu'il éprouvait de retirer de la poste cette fatale lettre, aurait dû soupçonner que ses démarches étaient épiées ; cet homme que tourmente le souvenir de son crime, qui, effrayé de la clamour publique contre les auteurs de cet attentat exécrable, se réfugie d'hôtellerie en hôtellerie, qui voit l'indignation et l'impatience du public prêter son appui au zèle ardent des magistrats pour découvrir les assassins de Castillo ; cet homme ne peut se décider à quitter la capitale, où il est enfin arrêté le 26 décembre.

« A peine est-il enfermé dans sa prison que son courage l'abandonne. Sans doute l'image sanglante de celui qui le crut son ami se représente plus vivement à lui dans la solitude, et s'unit aux remords d'une conscience que les scélérats n'étoffent jamais entièrement ; car, dès le premier interrogatoire, il avoue son crime librement et spontanément, avec toutes les circonstances dont Votre Altesse a entendu le récit. Sa malheureuse complice avait également tout avoué, et Votre Altesse s'est étonnée de cette prompte et prodigieuse conformité dans les aveux de ces deux grands criminels. Par un autre prodige, où le doigt du ciel se montre également, San-Juan avait conservé, parmi ses effets, l'habit qu'il portait le jour de l'assassinat. Cet habit est devant vous, teint du sang de l'innocente victime. Cette preuve irrécusable, si celles que nous avons reçueillies étaient contestées, réveille en nous toute l'horreur des premières impressions que nous avons éprouvées.

« Est-il possible, d'après de pareils témoignages, de douter que Maria Vicenta Mendicta et Santiago San-Juan sont convaincus de parricide sur la personne de Francisco del Castillo. Le crime est constant : les indices, les présomptions et les preuves ont été mis sous les yeux de Votre Altesse. Les malheureux coupables n'osent pas les nier ; ils ne cherchent pas à atténuer l'atrocité des circonstances ; ils l'avouent

de leur plein gré, ainsi que l'exige la loi, sans vouloir se disculper, sans invoquer aucune exception, et avec une telle conformité, que si leurs déclarations eussent été faites en même temps, dans un seul acte, et un seul parlant pour les deux, il ne pourrait s'y trouver une conformité plus rare et plus singulière.

« C'est en vain que le défenseur de la perfide Maria Vicenta nous oppose que sa déclaration a été l'ouvrage de la violence ou de la crainte : je sais très-bien que notre sage Code veut que la déclaration soit exigée sans violence ; j'avoue aussi que tout acte produit par la douleur ou par la crainte ne peut être considéré comme émané d'une libre volonté, et qu'il ne doit pas être invoqué contre le prévenu, et je perds encore moins de vue les sages dispositions de nos lois, qui veulent que la plus grande loyauté et une entière franchise président aux démarches des ministres de la justice, ainsi qu'aux formes et aux procédés qu'elle a établis ; mais je sais aussi que la translation de Maria Vicenta Mendicta dans une prison particulière, et sa mise au secret, contre laquelle ses défenseurs se sont récriés, était indispensable. La sévérité de cette mesure de précaution, et les prétendus sévices dont cette femme a été l'objet, ont été fort exagérés, comme il arrive toujours en pareil cas. La prison ne doit pas être pour les coupables un lieu de commodité et de délices : il suffit qu'il ne soit pas exercé contre eux de rigueurs inutiles. L'expérience nous prouve, par de fréquens exemples, que des précautions qui paraissent peut-être minutieuses ont prévenu leur évasion, et que des moyens, dont l'efficacité n'a pu être jugée qu'après le succès, ont puissamment contribué à faire découvrir les complices et les circonstances du crime. Mais je ne prétends point faire par ces paroles l'apologie de la violence et des voies arbitraires : cet odieux système n'est ni dans mes principes ni dans mon cœur, je le repousse de

toutes mes forces , et je déplore sincèrement que nos prisons soient telles que l'humanité et la raison aient à gémir sur les souffrances qu'y éprouvent les malheureux que la sûreté publique , et le juste devoir de venger la société outragée, forcent d'y renfermer. Espérons que le temps n'est pas éloigné où notre gouvernement , qui se montre si zélé pour toutes les améliorations praticables, tournera ses regards vers cette partie de l'administration.

« On nous a reproché , dans la défense de Maria Vicenta , que cette dame aurait dû être traitée comme noble , et qu'en cette qualité elle jouissait du privilège de n'être point enchaînée ; on ajoute qu'avant de la mettre aux fers , le juge devait , d'après le droit , examiner son état et sa qualité. Je nie que de pareilles dispositions se trouvent dans nos lois. Tous les citoyens , nobles ou plébéiens , sont égaux devant l'autorité publique. La noblesse est une exception , un privilège qui consiste uniquement dans certaines distinctions simplement honorifiques , et dans une aptitude qu'elle donne à des emplois particuliers à la cour. C'est dans ce cas seulement que celui qui jouit de cet avantage peut en réclamer le droit ; mais cette qualité , dans un accusé , n'oblige en rien le magistrat devant lequel tous sont égaux.

« Les défenseurs reprochent au juge instructeur un excès de zèle , en ce que , dans l'interrogatoire du 9 décembre , il adressa à la prévenue des questions captieuses , afin d'en obtenir des aveux qui pussent servir des preuves dont on manquait , en usant de menaces , et cherchant à l'effrayer en offrant à son imagination l'image des rigueurs qui pourraient être exercées contre elle ; mais outre qu'il est faux que le juge instructeur ait employé ces moyens , en était-il besoin au moment où les preuves s'amoncelaient de toutes parts ? Toutes ces preuves se confirmaient l'une par l'autre ; les démarches déjà connues de Maria Vicenta pendant la soirée du funeste

9 décembre, n'étaient-elles pas un indice assez fort ? sa lettre à l'inconnu Santisa n'était-elle pas déjà entre les mains de la justice ? son trouble lorsqu'elle lui fut présentée, ses audacieux efforts pour l'arracher des mains du juge, le mystérieux contenu de cette lettre, ne sont-ils pas des indices suffisants ? qu'exigerait de plus le juge le plus scrupuleux pour justifier les poursuites de la justice, et qu'exigera de nous le défenseur si de pareils témoignages ne lui paraissent pas légitimer la mise en accusation ? Si la lettre était innocente, et si elle ne contenait rien qui pût compromettre celle qui l'avait écrite, pourquoi ses efforts pour la déchirer ? pourquoi ce trouble pendant l'interrogatoire ? Toutes ces circonstances sont plus que suffisantes pour que les juges se croient autorisés à accuser celle que, dès le premier moment de l'assassinat, la voix publique a désignée comme coupable.

« Mais, nous dit-on, on n'avait pas le droit d'ouvrir une lettre, et par conséquent tout ce qui s'est fait par suite de cette prétendue violation du secret dû à la correspondance privée est illégal et nul de plein droit. Comment peut-on soutenir que le juge instructeur n'avait pas le droit de faire ouvrir une lettre écrite par une personne placée déjà sous le pouvoir de la justice, et qui était adressée à un homme totalement inconnu à toute la maison de Castillo, lettre recommandée avec tant de soin au commis Dominique Garcia, chargé de la jeter à la poste, quoique adressée à Madrid même ? Le fidèle Castillo, qui était bien informé de tous les secrets de ce ménage malheureux, n'était-il pas autorisé à concevoir de violens soupçons ? ce Castillo, que nous connaissons tous sous les plus honorables rapports, et qui a été si injustement calomnié dans cette enceinte, devait-il ne pas saisir l'occasion que la providence paraissait devoir lui offrir ? Cette lettre enfin pouvait, en éclairant la justice, décharger de toute culpabilité les domestiques présumés innocens

par l'opinion publique, et que cependant la justice avait dû faire arrêter jusqu'à ce que la vérité fut découverte : ces malheureux gémissaient dans les fers. Dominique Garcia et Casillo s'empressèrent de saisir cette occasion que la providence faisait nette miraculeusement de découvrir les vrais coupables. Ils crurent devoir en profiter, et le juge, qui d'ailleurs n'avait pas ordonné l'ouverture de la lettre, puisqu'elle ne lui fut remise qu'après avoir été lue, était suffisamment autorisé à en faire usage. D'après le système des défenseurs, celui qui connaît les auteurs et les circonstances d'un crime caché devrait en garder le secret, attendu qu'il ne lui est pas permis de faire des révélations officieuses. D'après ce principe insoutenable, celui qui remet entre les mains de la justice un dépôt qui lui a été confié par des mains suspectes, commettrait un délit, puisqu'il trahirait la confiance d'un tiers après l'avoir admise. On peut faire observer d'ailleurs, pour lever tous les scrupules s'il en restait après ce que je viens d'exposer, que la lettre ne fut pas enlevée de la poste, dépôt sacré et inviolable pour tous, mais lue par le commis à qui elle avait été confiée. Celui-ci, si l'on veut, a trompé la confiance de sa maîtresse : c'est à lui seul qu'elle doit s'en prendre ; elle peut demander à être autorisée à le poursuivre ; mais peut-on en conclure que le juge instructeur auquel la lettre a été remise ouverte n'a pas dû profiter, pour l'instruction de la cause, des lumières que cette communication lui procurait ?

« Supposons que cette lettre n'eût point existé, et que les rigueurs qui en ont été la suite n'eussent pas eu lieu, et qu'au gré des défenseurs ces circonstances n'eussent pas fait partie du procès : la prévenue a-t-elle réclamé sur ce point ? s'est-elle plainte elle-même de la sévérité des mesures qui ont été prises ? n'a-t-elle pas confirmé, dans toutes ses déclarations postérieures, tout ce qu'elle avait avoué dans les interrogatoires dont on prétend annuler l'effet ? celui du 24 décembre,

entre autres, n'a-t-il pas été fait pendant qu'elle était encore dans un lieu, sûr à la vérité, mais qui ne peut être qualifié de prison, et sans qu'aucune rigueur fût exercée contre elle? tous ses aveux ne sont-ils pas pleinement confirmés, ratifiés par son complice? Ce malheureux, dont l'ingénuité contraste d'une manière si étrange avec l'horrible forfait dont il s'est rendu coupable, n'omet aucune des circonstances que Maria Vicenta Mendicta a déclarées à la justice; il n'ajoute rien de plus: il y a identité parfaite dans les aveux; que veut-elle donc maintenant? que réclame son défenseur? C'est en vain qu'il essaie de revenir sur l'instruction: la lumière qui en est résultée ne peut plus être obscurcie par des sophismes, la vérité percerait à l'instant à travers tous les nuages qu'on voudrait éléver.

« Quant au malheureux et coupable San-Juan, quelle exception fera-t-il valoir en sa faveur, contre la terrible déclaration faite par lui-même, de son plein gré, dans les premiers momens de sa détention, spontanément, sans contrainte, et n'ignorant pas les conséquences immédiates de ses aveux? J'avoue à Votre Altesse qu'en portant toute ma considération sur ce procès, j'y vois principalement le doigt de la providence, qui a voulu, sans doute, donner un grand exemple aux hommes du pouvoir des remords dans la personne de Mendicta et de son complice. Elle a voulu leur apprendre que le poids du crime anéantit, dans celui qui le commet, jusqu'à la faculté de veiller à sa propre conservation: la vérité sort malgré lui de sa bouche. L'appareil des supplices, la certitude d'une mort ignominieuse, ne peuvent contenir les mouvements d'une conscience bourrelée: admirable et salutaire disposition de la sagesse divine, qui place dans le cœur de l'homme le plus pervers une horreur involontaire des forfaits, et qui préserve la société en modifiant en quelque sorte la perversité des inclinations!

« La raison et la loi de *partida*⁴ (loi 3, tit. 3, part. 3) veulent que la conviction (*consciencia*) et l'aveu du coupable précédent l'application de la peine. Ces conditions ayant été remplies, je déclare, devant Dieu et devant les hommes, que Santiago San-Juan et Maria Vicenta de Mendicta sont tous les deux coupables de la mort de Francisco de Castillo, et quel genre de mort? j'ose à peine le qualifier devant Votre Altéssse; il réunit toutes les circonstances horribles qui signalent les plus grands attentats: la prémeditation, la perfidie, la cruauté dans l'exécution. Un père de famille, désarmé, sans défense et malade, est attaqué et égorgé dans son propre lit. Ce crime a le double caractère d'attentat domestique et d'assassinat, puisque le lâche exécuteur de ce forfait en recueille à l'instant le prix infâme, en s'emparant des pièces d'or déposées dans le bureau. Cet horrible salaire avait été promis à San-Juan par sa perfide complice; mais, ainsi que nous l'avons dit dans l'instruction, il ne devait être livré que le lendemain du meurtre. L'assassin, pressé de recevoir le prix de l'épouvantable assassinat qu'il venait de commettre, s'en empare immédiatement, l'avarice et la scélératesse dominant à la fois ce cœur fâlon. On a prétendu que cet or était un don généreux promis pour une autre cause; je laisse la sagacité de Votre Altéssse apprécier l'inavaisemblance de cette supposition.

« Toutes les circonstances qui, d'après nos lois, caractérisent le parricide, se trouvent dans ce déplorable procès: la femme égorgé son mari, l'ami perce le sein de son bienfaiteur. Rien ne peut soustraire les coupables à cette horrible catégorie de criminels; que dis-je, seigneur, tous les crimes dont s'épouvanter la société se réunissent ici dans un seul crime: parricide, adultère, violation de l'asile le plus sacré du citoyen et de l'époux, l'amitié outragée, les mœurs publiques offensées, la patrie déplorant la perte d'un de ses plus

dignes enfans, et privée des avantages que des connaissances peu communes, et un usage généreux d'une grande fortune répandaient sur les citoyens de la capitale.

« Mais examinons si, comme on l'a prétendu, quelques circonstances atténuantes diminuent l'horreur de cet attentat.

« On insinue, dans la défense, que Maria Vicenta Mendicato gémissoit en secret sous l'oppression d'un époux cruel, qu'elle était continuellement en butte à ses violences ; même à ses coups, et que, ne trouvant aucun autre moyen de secouer le joug qui pesait sur elle, elle eut recours à celui qu'elle a employé. On ose nous la présenter comme plus digne de compassion que de la sévérité des lois.

« Sous quelles lois, grand Dieu ! vivrions-nous, si de tels principes étaient admis sans contradiction ? où trouverions-nous sûreté pour nos personnes ? lequel d'entre nous ne traindrait, au sortir de cet auguste lieu, de rencontrer un homme qui, pour une démarche mal interprétée, pour un mot dont il se croirait blessé, pour une simple impolitesse, ne se crût en droit de le priver de la vie. Un ressentiment, quelque fondé qu'il pût être ; une offense réelle, un caractère dur, barbare même si l'on veut, autorisent-ils le meurtre et la trahison ? Telles sont, seigneur, les conséquences inévitables de ce système qu'on cherche à établir pour excuser la coupable épouse de l'infortuné Castillo. Les juges ne sont-ils pas toujours prêts à recevoir les plaintes de l'opprimé, quel qu'il soit ? les tribunaux ne sont-ils pas toujours ouverts ? cette femme les a-t-elle invoqués ? a-t-elle confié aux magistrats les dégoûts amers dont ses défenseurs nous la représentent comme abreuvée ? Les femmes, parmi nous, ne sont que trop favorisées : nos condiscendances pour elles n'ont que trop altéré nos mœurs antiques. L'extrême indulgence par laquelle nous avons remplacé l'étroite sévérité que nos ancêtres mettaient dans leurs relations domestiques avec le

sexé, et une galanterie trop voisine de la dissolution, ne peuvent avoir que de funestes résultats pour l'ordre social. Du désordre des mœurs au crime, la pente est rapide. L'attentat dont je parlais devant Votre Altesse, la punition éclatante au nom des lois, et les circonstances dont il a été précédé, m'ont inspiré ces tristes réflexions : puissent-elles produire un effet salutaire dans des cœurs égarés, mais non encore corrompus.

« Mais où donc sont les preuves qu-même les simples indices de ces mauvais traitemens dont on nous parle tant ? N'avons-nous pas les déclarations de Maria Vicenta elle-même, qui contredisent son propre défenseur sur ce point ? Tout ce que nous avons appris du malheureux Castillo nous le représente comme doté d'un esprit intelligent et vif, hardi et courageux, mais d'un cœur généreux et franc sans ressentiment ni rancune. C'est un époux qui transige, si l'on peut s'exprimer ainsi, sur son propre déshonneur, avec celui-là même qui l'outrage. Votre Altesse en a vu la preuve dans sa conduite avec le barbare San-Juan. Un mari qui, ne pouvant ignorer la conduite criminelle de sa perfide épouse, se contente d'exprimer une seule fois son mécontentement, et qui, au lieu de l'en punir comme il en avait le droit incontestable, et comme il aurait dû le faire, veut sortir de la maison et aller coucher dans son magasin (déclaration d'un témoin et aveu de Maria Vicenta).

« Tout cet échafaudage de mauvais traitemens exercés par Castillo contre sa femme, et imaginé par les défenseurs de celle ci pour atténuer sa culpabilité, se réduit à quelques vivacités d'un époux qui n'aurait été que trop sondé à n'écouter que sa juste indignation. Les dépositions des témoins et les propres aveux de la coupable me mettront à même de faire apprécier à Votre Altesse la faiblesse des arguments,

qu'a définit de meilleures excuses, les défenseurs de Maria Vicenta essaient de faire valoir. Vous verrez, seigneur, que les prétextées violences de Castillo n'ont pas même été poussées au point où elles arrivent quelquefois dans les ménages exempts des désordres trop réels de celui-ci. Dans une seule circonstance, et après des reproches reçus presque avec mépris, Castillo la menaça du geste. L'épouse, courrouçée, se fait dresser un lit à part dans un autre appartement. Le trop faible époux la rappela; il lui donna toutes sortes de satisfactions, et dans une maladie subite, et feinte s'il faut en croire la déposition de la servante, seul témoin de ce fait, il alla chercher lui-même un médecin, et mit le plus grand empressement à lui administrer les remèdes ordonnés par ce docteur, qui a déclaré depuis que le prétexte mal dont se plaignait cette femme n'existaient que dans son imagination.

« Dans une autre circonstance, ce mari, qu'on ose accuser de cruauté, se laisse déchirer la face par sa femme, furieuse de ce que la présence de son époux l'empêche de recevoir l'amiant auquel elle a donné rendez-vous. Cet homme, qu'on nous représente comme un tyran, permet que sa femme, dont il a tant de droits de se dénier, sorte de chez elle aux heures que bon lui semble; il souffre qu'elle fréquente les assemblées et les théâtres, et qu'elle reçoive dans sa maison toutes les personnes qu'elle juge à propos d'y admettre. Et c'est là ce mari cruel qui châtie et tourmente sa femme, à laquelle on veut nous persuader qu'il ne reste que la ressource de l'assassinat pour se débarrasser du joug qui l'opprime! Plût à Dieu que l'infortuné Castillo eût usé de sévérité: sa fatale indulgence est sans doute la cause première d'un attentat que nous n'aurions pas à déplorer aujourd'hui, si, usant de la juste autorité que nos lois et nos mœurs placent dans les mains des chefs de la famille, il eût coupé le mal dans

sa racine dès qu'il en aperçut les premiers symptômes. Je n'aurais pas à exercer aujourd'hui mon terrible ministère contre son indigne et criminelle épouse.

« On insiste encore, et l'on nous dit, pour écarter la complicité de Maria Vicenta dans l'assassinat commis par la main de son perfide amant, qu'elle n'a jamais pu soupçonner le cruel projet que celui-ci nourrissait, par la connaissance qu'elle avait de son peu de résolution et de sa pusillanimité. La réponse à cet argument est péremptoire : San-Juan déclare qu'un jour où la prévenue allait le visiter dans son hôtellerie, elle avait rencontré dans la rue d'Atocha la foule qui allait voir le supplice d'un malfaiteur, et qu'émue à cette occasion par l'idée du crime qu'elle se disposait à commettre avec la participation du déclarant, elle lui fit part de son trouble en l'engageant à renoncer au projet formé entre eux de donner la mort à son mari. San-Juan traita ses remords de préjugés, et persista dans sa résolution. Est-ce là de la pusillanimité? les défenseurs peuvent-ils soutenir que Maria Vicenta ne jugeait pas San-Juan capable de mettre à exécution son détestable plan? Il y a plus, après que ce léger éclair de repentir fut dissipé, les deux complices se livrent avec une nouvelle ardeur à l'accomplissement de leur horrible dessein. Ils conviennent que San-Juan feindra un voyage à Valence. D'horribles larmes d'un épouvantable amour, larmes de sang sans doute, se mêlent à ces affreux entretiens. C'est là que la sentence est portée, et qu'il est reconnu entre les deux adultères que la même terre ne pouvant plus supporter à la fois le mari et l'amant, il faut que le mari périsse. Maria Vicenta, de plus en plus excitée par les furies qui règnent dans son cœur, multiplie ses entrevues avec San-Juan pour le soutenir dans son affreuse résolution. Elle l'anime; elle lui promet un salaire de deux pièces d'or; elle lui donne le signal de l'ouverture de la persienne; elle

l'introduit dans la maison, et, pendant que le crime se consumme d'après les mesures qu'elle-même a prises pour en assurer l'exécution, elle s'occupe froïdement de distraire ses servantes dans un lieu éloigné. Elle feint un évanouissement pour les retenir auprès d'elle. Et l'on ose avancer qu'elle ne pouvait soupçonner que le crime fut commis par San-Juan. Je vous le demande, seigneur, après de tels antécédens, Maria Vicenta peut-elle aliéguer qu'elle ne croyait pas que San-Juan se porterait à cette extrémité? Son concours et sa coopération au parricide peuvent-ils être niés? ou bien aurait-il fallu, pour convaincre ses défenseurs de la culpabilité de leur cliente, qu'elle eût elle-même enfoncé le poignard dans le sein de son époux malade et désarmé? D'après cet étrange système, le voleur qui tient l'échelle de son compagnon pendant que celui-ci exécute le vol, ou cet autre qui, un fusil à la main, écarte les passans qui pourraient l'empêcher, ne doivent pas être réputés complices du délit, et la loi doit les renvoyer absous.

« Je voudrais, seigneur, je voudrais pouvoir être indulgent et contenir mon indignation; peut-être mes paroles ressentent trop de l'horreur dont je suis pénétré, et sortent de la mesure qui convient à l'impassible sévérité de mon ministère. Votre Altesse excusera cet élan de ma douleur, il soulage mon cœur brisé. L'infatigé Castillo fut mon intime ami; il m'honorait de son estime, et au moment où nous nous promettions de resserrer les deux noeuds qui nous unissaient par de plus fréquens entretiens, depuis que le choix de notre auguste souverain m'avait appelé dans la capitale; il est enlevé à mon amitié et à la patrie qu'il honnoraît, par la cruauté d'une épouse ingrate et d'un faux ami, aussi lâche que perfide.

« On nous dit enfin que, cette femme n'avait ni les moyens ni la capacité nécessaires pour commettre un aussi

grand crime ; quoи naturellement docile et timide , elle joignait à la faiblesse de son sexe celle de sa propre constitution ; qu'une passion furieuse en avait fait une machine qui ne recevait d'impulsion que de son adultère amant ; qu'ainsi , on l'a vue après la mort de son époux , n'éprouver ni grandes afflictions , ni craintes sur sa propre sûreté ; qu'elle ne s'est pas émue quand elle a été arrêtée ; que , loin de s'affliger dans l'étroite prison où elle a été renfermée au secret , elle n'a perdu ni l'appétit ni le sommeil.

« Telles sont les propres paroles de son défenseur. Je les ai fidèlement répétées. Mais je ne puis dissimuler mon étonnement qu'elles aient été proférées dans le sanctuaire de la loi. Le droit qu'ont les défenseurs de faire valoir en faveur de leurs clients tout ce qui peut atténuer leur culpabilité , ne donne pas celui d'établir des maximes aussi pernicieuses. Quoi ! on ose nous représenter comme une femme timide la furie qui ne balance pas à déclarer au malheureux séduit par ses perfides charmes ; que , puisque de l'amant ou du mari l'un des deux doit périr , c'est celui-ci qui sera frappé. Était-elle faible et timide l'épouse qui se jette sur son mari et imprime sur son visage des traces de sa rage forcenée ? qui s'écrie , lorsqu'on veut la séparer de sa victime , qu'on la laisse , parce qu'elle seule suffit pour la terrasser ; qui se complait pendant tant de jours à faire tous les préparatifs du parricide ? Manquait-elle de hardiesse et de résolution , celle qui , malgré les continues représentations de son trop indulgent époux , persistait dans ses dérèglements ? celle qui , à toutes les heures du jour et de la nuit , ne craignait pas d'aller de rue en rue , d'hôtellerie en hôtellerie à la recherche de son amant ? Mais , dit-on encore , la passion dont cette malheureuse était possédée l'exaltait et l'électrisait ; la frénésie qui s'était emparée d'elle la privait de l'usage de sa rai-

son et troublait son jugement. Singulière jurisprudence ! certes, rare moyen de défendre la coupable et de l'absoudre du crime dont elle est convaincue par ses propres aveux ! Ainsi le voleur pourrait donner pour excuse de son délit la passion qui l'aveugle ; il pourrait dire que l'idée de l'argent lui ôte la liberté, et que, dès que ce métal s'offre à sa vue, il ne peut s'empêcher de le dérober. Un adultera pourrait alléguer que la beauté d'une mère de famille, honnête et vertueuse, l'enflamme et lui ôte le jugement ; et l'infâme auteur du viol pourrait attribuer à un tempérament irrésistible et à des désirs qu'il ne peut contenir les excès auxquels il se serait porté. D'après ces horribles principes aucun délit n'entraînerait la culpabilité ; car y en a-t-il un seul dont le motif ne soit une passion violente ? Jamais criminel a-t-il commis un crime sans sentir son cœur agité, bien que souvent l'exécution en ait lieu avec un sang-froid apparent ? Je ne nierai point qu'après et depuis l'assassinat de Castillo, sa coupable moitié, accablée sous le poids de ses remords et saisie d'un triste pressentiment du sort funeste qui l'attendait, n'ait présenté les symptômes d'une immobile stupidité. Ces exemples sont fréquens parmi les scélérats, dès qu'ils se voient dans les fers. L'image horrible de leurs forfaits, et la crainte du glaive vengeur des lois suspendu sur leur tête, produisent cet effet sur ces âmes atroces. Mais au moment de la consommation du crime, l'âme jouit de toutes ses facultés. La malheureuse Maria Vicenta ne les avait par perdues lorsqu'elle combinait avec tant de prévoyance les infernales dispositions qui amenèrent la catastrophe du 9 décembre. Qu'elle était loin de la prétendue stupidité qu'on dit s'être emparée de ses sens, lorsqu'elle rentra ce même jour à une heure après midi, venant de prendre les dernières mesures avec son complice, et employant avec autant d'a-

dresse que de perfidie ; tous les moyens qu'elle sut imaginer pour écarter du lit de son époux malade l'amie fidèle dont la présence était un obstacle à ses funestes desseins.

« Quant à San-Juan, ce misérable ne peut pas plus que sa complice faire valoir à sa décharge les motifs de folle exaltation et d'absence de jugement, produites par un amour effréné. Je connais bien la force terrible des passions, ainsi que leur funeste empire sur les cœurs qu'elles enflamment et subjugucent. L'histoire est remplie d'exemples mémorables, et les observations morales sur la triste humanité confirment et appuient tout ce que nous apprend l'histoire ; mais je sais aussi que le devoir de l'homme est de résister à ses passions et de les dompter. C'est pour cela que nous avons reçu le don céleste de la raison qui a été refusé à la brute : cette fidèle compagne nous avertit sans cesse de nos erreurs, et nous indique les moyens de prévenir les chutes. Je soutiens avec les moralistes de tous les temps et de tous les lieux, que, si nous succombons, nous sommes d'autant plus coupables que nous avons toujours la liberté de ne pas faillir. Cette liberté dont le ciel nous a laissé l'usage est notre condamnation. Si nous en abusons pour faire le mal, nous sommes coupables devant Dieu et devant les hommes. La lâcheté n'est point une excuse : il y a toujours dans le cœur de l'homme assez de force pour rentrer dans le sentier de la vertu quand il a eu le malheur de s'en écarter, et la conscience est toujours là pour nous avertir lorsque nous prenons une fausse route. C'est donc en vain que le défenseur de San-Juan veut l'excuser sur la violence de son amour : il devait l'étouffer dans son cœur quand il en ressentit les premières atteintes, et puisqu'il avait eu le malheur d'y succomber, la fuite devait le préserver des horribles résultats qu'il a amenés.

« Mais si Votre Altesse rejette, comme je le pense, ces

frivoles arguments, quel effet pourront produire sur elle ceux que les défenseurs prétendent tirer de la pusillanimité de San-Juan, de son caractère rude et mélancolique, de son peu d'instruction et de son excessive timidité? En s'assurant, ce que je nie, que l'état moral du prévenu fut tel qu'on le peint; quel prétexte fournirait-il pour se soustraire au châtiment sévère que la loi impose, et quelle conséquence veut-on tirer de la maladie dont il fut attaqué à la fin de septembre dernier? croit-on nous persuader que cette maladie, que nous savons positivement, d'après les informations judiciaires qui ont été prises, n'avoir été qu'un mal de gorge, avait altéré son jugement au point de le rendre furieux, et qu'elle provenait elle-même d'une affection mélancolique insurmontable? Cet homme qu'on veut faire passer pour mélancolique, lâche et pusillanime, se complaint pendant un long espace de temps, à préparer avec sa complice l'exécution de son crime. Il traite de préjugés le mouvement de repentir de la misérable Maria Vicenta; la prétendue altération de sa raison se déclare tout à coup par la plus grande atrocité. C'est dans son propre cœur qu'il a puisé la férocité qu'on l'a vue déployer, dans ce cœur barbare où le remords n'a eu aucun accès avant l'exécution du crime médité avec tant de réflexions. J'accorde toutefois, mais pour en déduire des conséquences différentes, que San-Juan a été un lâche. Il l'a été lorsqu'il a attaqué, sans courir le moindre risque, un homme malade et désarmé. Et quel est cet homme? celui dont il souille le lit, celui qui l'admet à sa table, son ami, son bienfaiteur; celui qui lui donne généreusement l'argent nécessaire pour ce voyage supposé à Valence, dans l'espoir peut être que cette séparation ramènera au devoir une épouse égarée.

« Aucun des deux prévenus ne peut alléguer d'excuse pour diminuer l'énormité du crime. Ce crime est le plus

grand qui puisse être commis, et je répète ici ce que j'ai déjà dit, je suis embarrassé pour le qualifier, ou plutôt je vois une série de forfaits dans un seul forfait. La sûreté personnelle est attaquée dans ce qu'il y a de plus sacré, le toit domestique; le saint nœud conjugal est outragé, rompu; les mœurs publiques et tout ce qu'il y a de plus auguste et de plus vénérable sur la terre sont offensés. Un tel exemple ne peut rester impuni. A qui pourra-t-on se fier désormais s'il faut soupçonner sa propre femme? qui ouvrira son cœur aux douces étreintes de l'amitié si les amis assassinent les amis? qui se montrera généreux et bienfaisant si la mort est le prix de la générosité et de la bienfaisance? qui osera dormir tranquille dans son lit si l'infortuné Castillo n'a pas trouvé de sûreté dans le sien? Je ne trouve, seigneur, je le répète encore, ni pensées ni expressions pour peindre à Votre Altresse ce que j'éprouve.

« De toutes les qualifications qu'on peut donner au crime que je poursuis, le parricide est celui qui le signale le plus exactement.

« Tous les peuples de la terre ont envisagé cet attentat avec horreur, et l'ont puni des plus grands supplices. Il y a des législateurs qui ont craint de le nommer dans leurs codes, croyant qu'un crime aussi énorme était impossible. Ceux qui en ont fait mention ont jugé que la peine de mort était trop douce; ils ont cru nécessaire d'y ajouter l'appareil des supplices et des circonstances qui le rendissent épouvantable. Les anciens Egyptiens, après avoir piqué le corps du criminel avec des roseaux pointus, l'enveloppaient dans un fagot d'épines auquel ils mettaient le feu. Les Grecs le lapidaient. Les vertueux Romains, après l'avoir rudement fouetté, l'enfermaient dans un sac avec certains animaux, afin de rendre sa fin plus douloureuse. Ailleurs, on l'enterrait vivant; on déchiquetait son corps avec des tenailles ar-

dentes ; on le brûlait ou on lui infligeait le supplice de la roue. Une ancienne loi du *fuero júrgo*⁵ condamne le parricide à la peine de mort, et adjuge ses biens aux héritiers de celui qui a été assassiné. Notre grand législateur, Alphonse, se conformant autant que possible aux sages lois romaines, s'explique ainsi dans la douzième loi, au titre des *homicides* : « Si le père tue le fils, ou le fils le père, ou le mari sa femme, ou la femme son mari, ceux qui les aideront ou leur donneront des conseils pour qu'aucun des sus-dits mourût traitreusement, soit par crimes, soit par des herbes, publiquement ou en secret, soit qu'il y eût parenté entre eux et celui qui mourra de cette manière, soit qu'il n'y en ait point ; que celui qui aura commis ce forfait soit publiquement fouetté en présence de tous ; qu'il soit mis dans un sac de cuir dans lequel aura été enfermé un chien, un coq, une couleuvre et un crapaud, et après qu'il sera dans le sac avec ces quatre bêtes, on coudra l'ouverture du sac, et on le jettera à la mer ou dans la rivière la plus proche du lieu où le crime aura été commis. » Voilà la loi, seigneur.

« Et vous, à qui son exécution a été confiée, dignes ministres de la sainte justice, pourriez-vous, d'après un texte aussi clair, balancer un seul instant à imposer la peine qu'elle destine aux deux parricides, Maria Vicenta de Mendicta et Santiago de San-Juan. Peut-être devrais-je ajouter aux dispositions de la loi en demandant que l'échafaud soit dressé en face de la maison où le parricide a été commis. Les circonstances horribles qui l'ont précédé, et ses funestes conséquences, exigent que le châtiment soit solennel, et reste, pour l'avenir, un témoignage de l'horreur que ce forfait a inspirée. Les grands attentats doivent être vengés d'une manière exemplaire. Celui-ci est le plus grand qui ait jamais été commis. Je réclame la sévérité de Votre Altesse dans cette

occasion, et je la prie de considérer qu'elle doit d'autant moins s'en départir, que nous vivons malheureusement dans un temps où le relâchement des mœurs publiques et la dissolution des liens sociaux ont fait de rapides progrès. Un égoïsme funeste, l'oubli des devoirs les plus sacrés, le mépris des saintes obligations qu'impose le nœud conjugal, ont fait à la société des plaies qui la menacent des plus grands désordres. Une pernicieuse habitude du célibat multiplie et entretient les occasions d'adultére. Cet éloignement pour le lien qui est le plus sûr appui de l'ordre social est encouragé par la persévérance, et prétend s'excuser sur l'impossibilité d'entretenir décentement une épouse : raison frivole puisée dans les exigances d'un luxe désordonné, dans le mariage lui-même, dans cet état si saint, qui fait la consolation et le bonheur de l'homme pendant les deux tiers de sa pénible carrière. Que d'altérations fatales se sont introduites ! qu'ils sont devenus rares ces exemples d'unions assorties, bénies par le ciel, et douées d'une heureuse fécondité, espoir de la patrie !

« Un pressentiment funeste m'agit en ce moment, seigneur ; l'immoralité qui a pénétré dans tous les rangs de la société m'effraie pour l'avenir. J'y vois la source de tous les crimes. Celui dont je poursuis le châtiment auprès de Votre Altresse en sera le triste prélude, si une juste et salutaire sévérité n'effraie ceux dont les dérèglements les exposent aux mêmes excès.

« Insisterai-je encore sur l'horreur des circonstances qui ont accompagné le parricide dont je requiers le châtiment au nom de la loi. Je ne pourrai que me répéter. Je terminerai en faisant considérer à Votre Altresse que son jugement est attendu avec impatience dans toute l'Espagne, et jusque dans les pays étrangers, où cet attentat a excité une indignation égale à celle qui s'est manifestée parmi nous. Je vous montrerai la patrie pleurant un de ses plus dignes fils. Le

Dieu de la justice a les yeux sur votre tribunalement auguste ; ce Dieu qui, dans ses saintes Écritures, veut que le sang soit levé par le sang, vous a tracé vos devoirs. Il a remis entre vos mains le glaive des lois pour protéger les peuples et poursuivre le crime. Donnez un grand exemple, et qu'à l'avenir l'innocence et la vertu reposent en paix à l'abri de votre autorité tutélaire. Ma tâche est remplie : il ne me reste qu'à fermer le souhait de n'avoir plus à exercer mon terrible ministère dans une occasion semblable, et que ce soit la dernière fois que le mot exécrable de parricide sorte de ma bouche.

« Je requiers contre Maria Vicenta de Mendicta, et contre Santiago San-Juan, la peine portée en la partie 7 du titre 8 de la loi 12. »

Le tribunal condonna les deux coupables au supplice du garrote, dont nous avons donné l'explication à la page 258. La sentence fut exécutée sur la place Mayor de Madrid, le 23 avril 1798, en présence d'une foule immense accourue de tous les points de l'Espagne pour assister au jugement.

La pièce suivante fut publiée dans les gazettes du temps :

Filiation et dernières volontés des deux coupables don Santiago San-Juan et dona Maria Vicenta de Mendicta, qui ont souffert la peine du garrote dans la place Mayor de Madrid, le 23 avril 1798.

« Dona Maria Vicenta de Mendicta, native de Santander, âgée de trente-deux ans, fille de don Pedro Augustin et de dona Rosa Garcia, le premier natif de Mena-Garay et la seconde de Saragosse, fut mariée à don Francisco del Castillo, négociant de cette capitale.

« Elle ordonna, par ses dernières volontés, que le montant de trois fonctions d'église avec sermon serait employé

en messes pour les âmes du purgatoire. Elle ne fit pas d'autres dispositions et ne laissa point de dettes.

« Don Santiago San-Juan, natif de Barbastro en Aragon, âgé de vingt-quatre ans, célibataire, fils de don Francisco, du même évêché, et de doña Josefa Garcia, native de Saragosse. Les deux coupables étaient parens. San-Juan était filleul de Castillo.

« Il ordonna, par ses dernières volontés, que deux messes seraient dites à Notre-Dame du Pilar, deux à Notre-Dame du Tremedal, et six pour les âmes du purgatoire. Dettes : une de huit cents réaux, une de quatre-vingts, et une autre de six florins.

« Ils furent enterrés dans le caveau de l'église de Saint-Just, dans la nuit du lundi 23 avril, et le lendemain il fut célébré à leur intention un service funèbre solennel dans la même église⁶. »

NOTES

DU PROCÈS DE DONA MARIA VICENTA DE MENDIETA* ET DE DON
SANTIAGO SAN-JUAN.

¹ *Cinco gremios mayores.* On appelle à Madrid *los cinco gremios mayores*, une association des principaux négocians de la capitale, pris parmi ceux qui se livrent à une des cinq branches de commerce qu'on regarde comme les plus considérables, telles que marchands de drap, de toile, épiciers en gros, etc. Cette société traite avec le gouvernement, affirme certaines branches du revenu public, et fait des avances. Le capital de cette association est réparti par actions.

² *Seigneur.* Le tribunal criminel de la capitale, appelé *sala de alcaldes de casa y corte*, est traité d'altesse, et quand on s'adresse à lui dans l'exercice de ses fonctions, on lui parle ainsi qu'au roi lui-même, en lui disant *señor*. On voit par là la haute idée que les Espagnols ont de la magistrature, puisque ce n'est que pour le souverain et les membres de la famille royale qu'ils emploient la locution simple de *señor*, tandis que les grands d'Espagne et tous ceux qui sont qualifiés d'excellence sont toujours traités d'excellentissime seigneur. La magistrature en corps, représentant le roi, a droit aux mêmes respects. Les membres des cours suprêmes sont traités individuellement de seigneurie illustrissime.

³ *Son détestable parricide.* Comme cette lettre fut la cause réelle de la découverte des coupables, il nous paraît à propos de la copier et d'entrer dans quelques détails sur les motifs pour lesquels elle fut écrite par Mendieta.

Le 15 décembre, cette femme, toujours détenue provisoire-

* C'est par une erreur d'impression qu'on a constamment désigné le principal personnage de ce procès sous le nom de *Mendicta* : c'est *Mendieta* qu'il faut lire.

ment, fit appeler un des commis de sa maison, nommé Dominique Garcia, ou, à son défaut, son camarade Pierre Llaguna. Celui-ci s'y rendit. Elle lui fit plusieurs questions sur les démarches judiciaires qui se faisaient, et s'informa surtout avec soin des déclarations qu'aurait pu faire Antonio Castillo. Elle rappela ce témoin vers midi, et témoigna une curiosité encore plus vive. Dans la soirée, Garcia alla la voir, et remarqua qu'elle paraissait très-préoccupée de ce qu'avait pu déposer Antonio Castillo. Elle cherchait surtout à excuser l'obstination qu'elle avait mise, dans la soirée de l'assassinat, à éloigner cet ami du lit de son mari. Enfin elle le pria d'attendre qu'elle eût fini d'écrire une lettre qu'elle le chargeait très-expressément de remettre à la poste avant de rentrer au magasin.

La lettre portait l'adresse de Thaddée Santisa, à Madrid. Ce nom inconnu, la singularité de se servir de la voie de la poste pour écrire dans la ville même, et l'affection avec laquelle María Vicenta s'était informée du contenu des dépositions d'Antonio Castillo, firent naître des soupçons dans l'esprit de Garcia. Il en fit part à Castillo et à son confesseur. Celui-ci lui conseilla de l'ouvrir. Il s'y détermina, et, apercevant du mystère dans son contenu, il résolut, d'après le conseil de ces deux personnes, de la remettre au juge instructeur.

La lettre était ainsi conçue :

« Mon cher Vincent, profite de la leçon, mon cher enfant, pour bien vivre, et prends garde de faire de fausses démarches ; reste chez toi où quitte la ville, ce qui sera le mieux, pour éviter le danger. Jusqu'à présent, on ne soupçonne rien, mais on fait de vives démarches. La cause a changé de juge, l'autre ayant été destitué. Adieu jusqu'à Noël, où tu viendras certainement, sans faute, me tenir compagnie. Mes souvenirs à ton père. Adieu encore. »

M. V. M. (Maria Vicenta Mendieta.)

Le juge instructeur présenta cette lettre à Mendieta pour la reconnaître ; mais elle voulut la déchirer, et ce ne fut qu'avec peine qu'on parvint à la soustraire à ses efforts. Cet indice fut le motif de sa translation dans une prison plus rigoureuse.

La lettre fut mise à la poste, et deux alguacils furent apostés, afin de déconvir si San-Juan, à qui on supposait qu'elle était écrite, viendrait la chercher*. Il y vint en effet, mais il y eut quelque difficulté, parce que les alguacils ne se trouvaient point à la poste dans cet instant. La négligence de ces employés fit perdre une seconde fois l'occasion de s'emparer de la personne de San-Juan. Enfin on y parvint par le moyen des commissaires, parmi lesquels on trouva celui qui avait transporté ses effets dans le dernier logement qu'il occupait.

4 *Loi de partida.* On appelle *leyes de partida*, le Code rédigé par Alphonse VIII, dit le Sage, vers le milieu du treizième siècle. Ce grand prince, beaucoup plus avancé que le siècle dans lequel il vivait, introduisit en Espagne le droit romain en le modifiant. Les lois qu'il promulgua sont un modèle de sagesse et de discernement; elles régissent encore l'Espagne, et l'on peut dire avec vérité que si l'époque présente exige une réforme dans la législation espagnole, c'est seulement sur les dispositions qui ont été ajoutées à cette législation par les successeurs d'Alphonse, surtout depuis la réunion des deux couronnes d'Aragon et de Castille. Pendant que toute l'Europe gémissait sous les lois barbares du régime féodal, l'Espagne seule possédait un Code digne d'un peuple civilisé, et qui a pu servir de modèle jusqu'à la promulgation de celui de la France constitutionnelle. Le législateur espagnol ne s'était pas contenté de régler l'administration civile et criminelle.

* Il existe dans tous les bureaux de la poste aux lettres de l'Espagne un usage qui n'a pu encore être aboli, malgré les nombreux inconvénients qu'il doit nécessairement produire. Une ou deux heures après l'arrivée du courrier, on affiche à la porte des bureaux la liste, par ordre alphabétique et par numéros, de toutes les lettres et paquets qui ne portent pas sur l'adresse le nom de la rue et le numéro de la maison. Chacun va lire la liste, et demande, en indiquant le numéro, la lettre qu'il dit être à son adresse; il est toujours cru en payant le port. Les difficultés qu'éprouva San-Juan vinrent sans doute de ce qu'un ordre supérieur avait ordonné de ne délivrer la lettre adressée à Thaddée Santisa qu'en présence des alguacils, qui firent peu d'exactitude à remplir leur mandat d'attendre qu'on vint réclamer la lettre.

minelle de la justice. Des lois municipales, admirablement rédigées, donnaient à la nation des droits aussi étendus et peut-être plus sagement combinés que ceux dont les Anglais jouissent actuellement. Il en était résulté dans les mœurs nationales une sorte de liberté pratique qui était rarement violée ; ce n'est, comme nous l'avons dit plus haut, que depuis la réunion des deux couronnes, et surtout après l'avènement de la maison d'Autriche, que l'arbitraire s'introduisit dans le gouvernement. Qu'on se représente l'Espagne des quatorzième et quinzième siècles, avant l'établissement de l'inquisition, avec ses cortès, et un système municipal tel qu'oseraient à peine l'espérer aujourd'hui nos publicistes les plus libéraux ; avec des rois qui tous, un seul (Pierre-le-Cruel) excepté, ont été populaires ; qu'on se représente, disons-nous, cette Espagne à la fois si riche par son sol et si grande par ses lois, et l'on ne s'étonnera plus de l'épithète de fiers Castillans et de nobles Aragonais que cette nation se donnait à elle-même.

⁵ *Fuero Juzgo.* Le *fuero juzgo* est le Code des lois faites par les Goths, et que le roi Saint-Ferdinand fit traduire du latin dans l'Espagnol du onzième siècle. Il est très-remarquable que la langue espagnole fut déjà fixée au point que l'on n'ait pas eu besoin de traduire de nouveau ce recueil, qui précéda de peu de temps celui de *las leyes de partida*.

Les lois du *fuero juzgo* ne sont plus invoquées dans les tribunaux que comme souvenir, ou, comme dans le cas présent, pour corroborer l'autorité de *las leyes de partida*.

⁶ *Dans la même église.* La confiscation des biens étant presque toujours en Espagne une suite de la condamnation des criminels, la piété publique pourvoit à ce que leurs dernières volontés relatives aux prières qu'ils ordonnent soient accomplies. Pendant les trois jours qui précèdent le supplice, les coupables sont déposés, sous sauve-garde, dans une chapelle destinée à cet usage. Ils y reçoivent les consolations de la religion, et même les visites de leurs parens ou de leurs amis, avec la permission du procureur du roi (fiscal). Un tronc placé à l'entrée de la chapelle reçoit les of-

frandes nombreuses qu'on s'empresse d'y apporter. Le matin du jour de l'exécution, qui a ordinairement lieu à deux heures, les membres d'une confrérie dite des agonisants parcourent les rues, dès sept heures, pour recueillir les aumônes du peuple, qui, dans ces occasions, refuse rarement de contribuer. On ramasse souvent ainsi des sommes considérables, qui sont exclusivement employées en messes et offices spirituels. Cette partie du casuel des églises est assez considérable. Lorsque le fameux Riego fut exécuté, la somme qui fut recueillie pendant les trois jours qu'il resta dans la chapelle, montait à plusieurs milliers de réaux.

Le lecteur trouvera peut-être que ce plaidoyer ne mérite pas les éloges que lui donnent les éditeurs espagnols, d'après lesquels nous avons nous-mêmes présenté ce document comme ayant produit une vive sensation. Il faudrait, pour en apprécier le mérite relatif, connaître l'état déplorable dans lequel était tombée l'éloquence du barreau dans les dix-septième et dix-huitième siècles, et comparer avec le réquisitoire de Melendez Valdez ceux de ses prédecesseurs. Nous avons dit que ce discours produisit une révolution dans le barreau, et le fait est exact, en ce sens qu'il donna le premier exemple d'une argumentation raisonnable, et proclama des principes conformes aux nouvelles idées de législation criminelle, sévèrement repoussées jusqu'à cette époque.

HAUTE-TRAHISON.**PROCES****DE WILLIAM LAUD****ARCHEVÈQUE DE CANTORBÉRY, MINISTRE DE CHARLES 1^{er}.****EXPOSÉ.**

Le procès de l'archevêque Laud peut être diversement jugé par l'histoire. Il est difficile que, dans une longue administration exercée en des moments de troubles, un ministre ne se laisse pas surprendre à quelques actes empreints de l'imprudence naturelle à toutes les choses humaines; mais si l'accusation fut injuste, une iniquité non moins révoltante a souillé la mémoire du tribunal appelé à décider ce procès. On ne voit qu'avec une douleur profonde l'amère dérision qui présida aux débats, et qui semble glacer dans le cœur des juges tous les sentiments de l'humanité.

Fils d'un marchand de draps de la ville de Reading, William Laud s'éleva, par la seule recommandation de son mérite, à la dignité d'archevêque de Cantorbéry et de ministre de Charles 1^{er}. L'austérité de ses mœurs et l'inflexibilité de ses principes devaient le rendre impopulaire chez une nation qui, agitée par des semences de révolte, était disposée à déverser sur les ministres du roi une partie des dégoûts que lui inspi-

rait la royauté elle-même. La faveur du prince est un danger pour celui qui l'obtient dans un temps de révolution. Laud fut tour à tour accusé de papisme et d'arianisme : son estime pour les ouvrages de Bellarmin, et son zèle pour le gouvernement épiscopal, excitèrent l'animosité des puritains. Ils ne voyaient qu'avec horreur les soins de l'archevêque à exalter les droits du sacerdoce, à introduire dans le culte de l'église réformée des cérémonies dont quelques-unes différaient peu des pratiques de l'église romaine : la table de communion entourée d'une balustrade, les ministres revêtus d'une chape pour administrer les sacremens, les communians obligés de les recevoir à genou, des crucifix et d'autres images placées dans les temples, furent à leurs yeux des scandales qui annonçaient l'antechrist.

Devenu tout-puissant par la mort du duc de Buckingham, Laud usa de son pouvoir pour réprimer l'esprit de faction qui éclatait de toutes parts dans l'état. Peut-être espérait-il parvenir plus sûrement à ce but en favorisant l'uniformité du culte dans les trois royaumes de la Grande-Bretagne ; peut-être aussi ce projet lui fut-il inspiré par quelque motif d'ambition personnelle* : quoi qu'il en soit, il en fit le principal objet de son ministère. Il décida le roi à faire réimprimer les trente-neuf articles de la confession anglicane, avec de courtes explications qui en fixeraient irrévocablement le sens. C'était substituer l'autorité de l'église à la doctrine d'examen, qui est regardée comme le principe de la religion réformée. Le peuple résista à ces innovations. Laud se trouva engagé, pour les soutenir, dans un système de rigueur qui produisit des effets funestes. Ne pouvant réussir par la persuasion, il voulut introduire par force la liturgie anglicane en Ecosse.

* On croit qu'il n'avait l'intention de réunir les trois royaumes sous une même religion que pour s'en rendre le chef en qualité de primat d'Angleterre.

Un tribunal d'inquisition, créé sous le nom de haute commission, fut chargé de poursuivre les prédictateurs fanatiques et les autres opposants au système d'union. Cette mesure donna une nouvelle ardeur à la résistance. Les opposants subissaient des condamnations, mais ils conservaient leurs principes; d'autres sortaient du royaume. Ces émigrations dévinrent si nombreuses que le travail des manufactures en souffrit. Les puritains, qui trouvèrent dans cette circonstance un motif de plaintes légitimes, s'en servirent avec habileté. Une faute réelle fit adopter à des esprits prévenus les calomnies les plus évidentes. On répandit dans la nation que Laud travaillait ouvertement à rétablir la religion romaine, à détruire les priviléges du peuple. Cette opinion devint générale. On crut avoir trouvé une preuve irrécusable de son penchant pour le catholicisme, dans l'habitude qu'il avait d'appeler l'église de Rome *l'Eglise mère*. Ses ennemis assuraient que le pape lui avait offert le chapeau de cardinal. La vérité est que, sans être favorable aux catholiques, il cherchait à les opposer aux puritains, dont les principes l'avaient alarmé. Mais on croyait si peu à son attachement pour la religion anglicane, qu'une dame, à laquelle il reprochait de vouloir rentrer dans la communion catholique, lui répondit en souriant : vous travaillez à nous ramener tous à Rome; je crains la foule, et je veux y arriver avant vous.

Ce fut au milieu des clamours publiques élevées contre l'archevêque, que s'ouvrit le parlement de 1640. Laud y fut accusé par ses ennemis, qui avaient acquis une autorité à laquelle rien ne résistait plus. Son arrestation fut ordonnée. On le traduisit à la tour de Londres au milieu des huées de la populace. Enfin, au bout de plus de deux ans de captivité et de persécutions de toute espèce, ce vieillard, âgé de quatre-vingts ans, fut mis en jugement, et condamné à la peine de mort comme coupable de haute-trahison.

PROCÈS

DU RÉVÉREND PÈRE EN DIEU

WILLIAM LAUD

LORD ARCHEVÈQUE DE CANTORBÉRY.

ACCUSÉ DE HAUTE-TRAHISON DEVANT LA CHAMBRE
DES LORDS.

WESTMINSTER-HALL, 1643.

LE 18 décembre 1640, les communes ayant accusé l'archevêque de Cantorbéry de haute-trahison devant la chambre des lords, décrétèrent qu'il serait mis en arrestation et détenu à Black-Rod jusqu'à ce que l'information fût terminée, et qu'elles eussent rédigé l'acte d'accusation. Le mardi 26 février 1641, l'accusation, composée de quatorze articles, fut portée à la chambre haute ; il y était dit :

« 1°. Que William Laud, lord archevêque de Cantorbéry, s'était efforcé de détruire les lois du royaume, pour substituer au régime légal le gouvernement arbitraire.

« 2°. Qu'il avait sapé l'autorité des parlemens au profit, non-seulement du pouvoir absolu, dans la personne du roi, mais encore de son autorité particulière et de celle des autres évêques, en opposition ouverte avec la loi.

« 3°. Que, par des menaces et des promesses faites aux

juges, il avait perversi le cours de la justice, et dépouillé les sujets du roi de leurs garanties les plus sacrées.

« 4°. Que, dans les tribunaux soumis à sa juridiction, il avait vendu la justice en acceptant des présens.

« 5°. Qu'il avait publié ou fait rendre divers canons contraires aux prérogatives de la couronne et aux lois, usurpé une autorité illégale, et cherché à légitimer cette usurpation par une formule insidieuse de serment.

« 6°. Qu'il s'était investi d'une puissance papale et tyrannique.

« 7°. Qu'il s'était efforcé d'anéantir la véritable religion pour y substituer les superstitions papistes.

« 8°. Qu'il avait abusé de son pouvoir pour donner à ses créatures des bénéfices arrachés à des ecclésiastiques qui en étaient en possession; qu'il avait choisi de préférence des hommes infectés de la croyance romaine pour leur donner ces investitures.

« 9°. Que les chapelains de sa maison, chargés de la censure des livres, étaient des papistes secrets; dont le zèle romain avait permis l'impression des ouvrages les plus superstitieux.

« 10°. Qu'il avait cherché à réconcilier les églises d'Angleterre et de Rome pour établir dans le royaume une hiérarchie catholique.

« 11°. Qu'il avait interdit la chaire et les pratiques du culte à des ministres orthodoxes, et forcé plusieurs loyaux et fidèles sujets à s'exiler de leur patrie.

« 12°. Qu'il avait abrogé les priviléges garantis aux églises françaises et hollandaises établies dans le royaume; qu'il avait essayé de mettre la discorde entre l'église anglicane et d'autres religions réformées.

« 13°. Qu'il s'était efforcé d'établir diverses innovations papistes dans le royaume d'Ecosse, afin de pousser ce royaume

à la guerre contre le royaume d'Angleterre ; qu'il avait conseillé à Sa Majesté de subjuger les Écossais , et forcé le clergé anglais de contribuer à cette guerre ; qu'il avait censuré la pacification comme honteuse , et animé les ressentimens du prince jusqu'à lui faire entreprendre une guerre offensive contre les Écossais .

« 14°. Que , pour prévenir toute accusation sur ces procédés criminels , il avait cherché à subvertir les droits du parlement , et à causer une division entre Sa Majesté et son peuple . »

Pour ces divers motifs , les communes accusaient William Laud , lord archevêque de Cantorbéry , du crime de haute-trahison .

Deux jours après l'envoi des articles , l'archevêque fut conduit à la Tour de Londres ; il y resta au secret depuis le 29 février 1641 jusqu'au 24 octobre 1643. A cette époque , on lui communiqua dix articles additionnels , avec ordre , de la part des lords , de répondre par écrit , dans le délai de six jours , aux divers griefs d'accusation .

Les articles additionnels établissaient :

« 1°. Que , dans le cours de la troisième et de la quatrième année du règne de Sa Majesté , l'accusé avait fait casser le parlement , dispersé ses membres les plus distingués , en les signalant comme de factieux puritains , et recommandé aux électeurs des candidats papistes .

« 2°. Que , pendant les dix dernières années qui venaient de s'écouler , il avait travaillé à éléver au dessus des lois le pouvoir du conseil privé (council-table) , les canons de l'église et la prérogative royale .

« 3°. Que , pour accroître la puissance ecclésiastique , il avait empêché l'entérinement des actes de prohibition dans les tribunaux ecclésiastiques .

« 4°. Qu'un jugement pour non résidence ayant été rendu

contre un ministre nommé Burley, il en avait empêché l'exécution, en disant qu'il ne souffrirait pas qu'un jugement par *nihil dicit* fût prononcé contre un membre du clergé.

« 5°. Qu'il avait fait emprisonner un juge-de-paix, John Corbet, pour avoir fait lire la pétition des droits aux sessions de la paix; que, pendant la détention de ce magistrat, il avait consenti à ce que ses fermiers abandonnassent ses terres d'Alderly; qu'il s'était opposé à l'exécution d'un jugement obtenu par sir John Corbet; qu'il avait fait retenir ce gentleman prisonnier jusqu'à ce qu'il se fût soumis à ce qu'on exigeait de son obéissance.

« 6°. Que plusieurs sommes d'argent lui ayant été données pour l'acquisition de bénéfices inféodés, il avait fait rendre un jugement imique par la cour de l'échiquier.

« 7°. Qu'il avait donné asile et secours à des prêtres papistes, traducteurs des trente-neuf articles de la confession anglicane.

« 8°. Qu'il avait assuré qu'il fallait porter un grand coup à l'église pour qu'elle pût être ramenée à l'unité.

« 9°. Que, dans le mois de mai 1640, après la dissolution du parlement, il avait convoqué un synode, dans lequel furent rendus des canons contraires à la loi, aux priviléges des chambres législatives, et où fut prêté un serment dont la formule illégale et dangereuse approuvait une doctrine contraire à la discipline de l'église; qu'il avait prêté lui-même ce serment, et qu'il l'avait exigé de plusieurs membres du clergé; qu'il avait emprisonné l'évêque de Gloucester pour avoir refusé d'approuver lesdits canons et la formule du serment.

« 10°. Que la résolution ayant été prise par le conseil privé d'assister le roi à l'aide de moyens extraordinaires si le parlement se refusait aux subsides demandés, l'archevêque avait méchamment conseillé à Sa Majesté de dissoudre le

parlement en 1640, ce qui fut exécuté ; que, bientôt après, il dit au roi qu'il était maintenant assuré de toute tutelle dans son gouvernement, et libre d'employer tous les moyens qu'il croirait bons pour obtenir des subsides dont il avait besoin. »

Quand ces articles lui furent communiqués, l'archevêque adressa une pétition à la chambre des communes pour demander qu'on lui accordât sur les revenus de ses propriétés, qui étaient sous le séquestre, une somme nécessaire aux dépenses de son procès, ainsi que la restitution des papiers qu'on lui avait saisis, et qui lui étaient nécessaires pour sa défense. Il demanda en outre un conseil, un solliciteur (*procureur*) et quelques domestiques pour le servir.

Cette première pétition resta sans réponse ; une seconde fut mieux accueillie. M. Dell, secrétaire du prélat, lui fut donné pour solliciteur ; MM. Hearn, Chute, Hales et Gerard composèrent le conseil qui devait l'assister dans sa défense ; mais on refusa de lui accorder la plus légère somme sur ses revenus. Un membre de la chambre des communes * dit à ce sujet qu'on devait procéder, à l'égard du prélat, *in formâ pauperis*. Cependant, on exigea de lui une rétribution pour les copies qu'il prit de ses propres papiers.

L'archevêque adressa dans le même temps une autre pétition à la chambre des lords. Il priait les nobles pairs de spécialiser les cas de trahison dont on l'accusait, afin qu'il pût les distinguer des autres délits mentionnés dans l'accusation ; car les divers crimes qu'on lui imputait étaient présentés dans un tel état de confusion, qu'il semblait que tous les articles impliquaient trahison, ce qui ôtait aux avocats de son conseil la possibilité de lui donner leur avis sur les points de fait. Les lords et les communes refusèrent de faire cette

* Glynn.

distinction ; toutefois, les lords consentirent à une prolongation de délai, et on lui donna jusqu'au 13 novembre pour répondre aux articles.

Au jour fixé, le primat se présenta à la barre de la chambre haute. Il avait écrit sa réponse à la suite du décret précédent ; elle se résumait en ces termes : « qu'il n'était point coupable en la manière et suivant la forme établies par les articles de l'accusation. »

Le 10 janvier suivant, l'archevêque comparut de nouveau devant les lords. On lui fut observer que sa réponse ne s'appliquait pas aux premiers articles, qu'elle manquait de précision. On l'ajourna, pour répondre, au 20 janvier.

L'archevêque présenta une nouvelle position tendante à ce que sa réponse aux derniers articles subsistât indépendamment de celle qu'il préparait ; il ce qu'une distinction fut établie entre les cas de trahison et les simples délits ; de manière à ce qu'il pût donner des réponses particulières aux griefs de diverse nature qu'on lui reprochait, enfin à ce qu'il fut permis à ses défenseurs de parler sur l'ensemble des articles.

Le parlement rejeta cette demande, et le primat, réduit à la nécessité de donner une réponse unique et générale, déclara, comme il l'avait fait déjà, « qu'il n'était pas coupable. » Il invoqua cependant le dernier acte d'omnistrie pour échapper aux articles qui étaient relatifs aux affaires de l'Ecosse.

Le 12 mars 1643, jour fixé pour l'ouverture du procès, Laud comparut à la barre de la chambre haute. Il y trouva une commission de membres de la chambre des communes chargés de poursuivre l'accusation contre lui. C'étaient le serjeant Wilde, M. Brown, M. Maynard, M. Nicholas et M. Hill. Prynne leur servait de solliciteur : il était assisté de deux autres membres, Grice et Beek.

L'archevêque fit observer à la chambre que, pendant les débats, Prynne appelait les témoins auprès de lui, et leur donnait des instructions secrètes. Cette remarque ne fut point accueillie.

Le serjeant-Wilde ouvrit les débats en ces termes :

« Mylords,

« Si la mémoire de toutes les pratiques criminelles qu'on a dirigées contre notre croyance et nos lois avait pu s'effacer dans nos cœurs, la cause qui occupe vos seigneuries nous en aurait retracé un souvenir bien douloureux; sans doute nous nous ferions un devoir de jeter un voile d'indulgence et d'oubli sur les fautes de l'accusé si elles n'avaient été que les écarts ordinaires de la fragilité et de l'inadvertance humaines; mais, forcés de reconnaître ici la malice et la perversité qui constituent les crimes prémedités, nous craindrions d'assumer sur nos têtes une redoutable responsabilité si nous hésitions à les signaler à votre justice. La trahison existe dans cette cause au degré le plus éminent. Ses effets embrassaient tout le royaume; ils tendaient à la subversion de ses bases constitutionnelles. Assez odieux de sa nature, ce crime se trouve agravé par la qualité du coupable, qui, élevé aux dignités les plus éminentes de l'église et de l'état, doué de mille avantages personnels, a fait servir à la destruction du bien public tout ce que sa position et ses talents lui donnaient d'influence et de crédit.

« L'histoire ne présente que trop souvent les ministres de la religion chrétienne abusant de leur caractère sacré, pour semer l'ivraie au milieu du bon grain, et provoquer la plupart des désordres qui perdent les empires. Aussitôt que, oubliant leur mission de paix, ils s'ingèrent dans les affaires temporelles, Dieu se plaît à les frapper d'aveuglement. Suivant l'expression du prophète, il ne leur inspire plus que des

conseils d'imprudence et d'erreur. L'accusé nous en offre un exemple. Uniquement occupé des affaires de l'état, il a provoqué toutes les innovations illégales, tous les procédés tyrraniques qui, de nos jours, ont affligé l'église et le gouvernement, en un mot tous les désordres qui nous agitent.

« Après avoir obtenu de la sagesse de nos princes notre affranchissement du joug de l'antichrist, après tant de massacres, de complots et de persécutions produits par le projet de l'introduire de nouveau, on s'étonnerait que le peuple n'eût pas voulu lapider cet homme, qui cherchait à nous ramener à ces désastreux principes d'erreurs et de ténèbres. Naaman fut un homme puissant dans le royaume de Syrie, toutefois il fut frappé de la lèpre. L'homme qui comparait devant vous, mylords, est moralement couvert de cette affreuse infection ; il n'existe d'autre moyen d'extirper la contagion que d'employer le glaive de la justice. Que vos seigneuries en fassent usage : cette rigueur est nécessaire pour rendre la vie et la force à l'état languissant. »

L'archevêque ayant obtenu la permission de se défendre, prit la parole ; il dit :

« Mylords,

« Quelles que soient les espérances que je fonde en votre justice pour obtenir une sentence d'absolution, je ne vous dissimulerais point l'affliction que j'éprouve en me voyant traduit à la barre des criminels. Quelle que soit au reste l'issue de ce procès, je remercie Dieu de ce qu'il m'a accordé la grâce de me faire vivre sans honte, et de me permettre d'envisager la mort sans terreur. Le monde ne saurait être plus fatigué de mon existence que je ne le suis de ses tribulations ; mais si la loi n'a attaché la peine de mort à aucun des actes que ces hommes me reprochent, j'en appelle à la justice de vos seigneuries, puisqu'il ne m'est point permis

d'en appeler à César, Dieu prendra soin de protéger mon innocence.

« L'accusation se compose de deux chefs; la subversion des lois, et celle de la religion établie par elles.

« Je fus pendant tout le cours de ma vie le rigoureux observateur de notre constitution. J'ai eu quelque part dans l'administration de ce royaume, et nul ne s'est conformé avec une obéissance plus scrupuleuse à tout ce que prescrivent nos lois aux hommes d'état. Les daces, défenseurs que vous m'avez donnés pourront certifier eux-mêmes cette vérité, puisqu'ils ont fait partie du conseil privé. Convaincu que les lois humaines soumettaient la conscience des hommes à leurs obligations, je me suis constamment conformé à ce qu'elles prescrivent. Chercher à détruire la loi me paraît un crime; enfreindre ses dispositions est un crime également révoltant. J'ai développé cette doctrine dans l'ouvrage que j'écrivis contre Fisher. »

L'archevêque lit un passage de son livre; il revient ensuite à sa défense.

« Né dans le sein de l'église anglicane, élevé dans le respect de ses saintes croyances, elle a été mon unique règle pendant le nombre d'années qui m'ont été accordées par le ciel; je ne m'en suis point écarté dans la dignité éminente à laquelle la faveur du prince a daigné m'appeler. La mort seule pourra m'arracher aux fonctions que j'y occupe, et éteindre dans mon cœur les idées religieuses dont il s'est constamment nourri. Toujours immuable dans mes principes, j'ai rejeté loin de moi l'influence des considérations humaines; et pourtant, si ma conscience m'eût permis de conformer mes opinions religieuses aux temps et aux circonstances, j'aurais échappé facilement aux difficultés de tout genre qui se sont multipliées autour de moi.

« Depuis que j'ai acquis quelque autorité dans l'église,

mes efforts ont tendu vers un seul et même but. Je me suis efforcé de rendre aux pratiques extérieures du culte la solennité qui inspire le respect des nations, la décence et l'uniformité, condition inviolable de l'unité dans l'église. Je voyais avec douleur que le mépris attaché aux pratiques de notre religion, un choix mal entendu dans la distribution des plaidés, exposaient les saintes vérités au doute et à l'irrévérance des peuples. J'ai essayé de corriger les abus conformément aux canons et aux lois, mais je n'ai jamais agi que dans l'intérêt et avec l'approbation de l'Angleterre.

« Mes pensées aussi bien que mes actions ont été intérressantes du dessein d'altérer la religion et d'introduire le papisme. Si je croyais que la vérité seule put trouver place dans cette enceinte, je sommerais tous les êtres humains qui se trouvent entre le ciel et l'enfer de déclarer ce qu'ils savent sur ma conduite religieuse. J'ai toujours hui la dissimulation, quoiqu'elle eût pu m'offrir une voie de salut ; je pense qu'un évêque chrétien doit rester étranger à tous les moyens réprouvés par le ciel.

« Si mon dessein fut d'introduire le papisme, il est étrange que j'aie travaillé à détacher de ses croyances ceux qui l'avaient embrassé, à en détourner ceux qui semblaient vouloir s'en rapprocher. Je puis compter jusqu'à vingt-deux personnes, la plupart d'une haute condition, que mes conseils ont rappelées à la religion protestante*. Aucun ecclésiastique ne donna des preuves plus multipliées de son zèle pour nos croyances.

« Quand des accusations plus précises me seront objectées,

* Laud s'était fortement prononcé contre les prédications catholiques de Somerset-House, et contre les cérémonies qu'on y célébrait sous la protection de la reine. Les catholiques le regardaient comme un de leurs plus redoutables adversaires.

L'emprisonnement de Burton, Prynne et Bastwick, mais plus particulièrement encore la censure infligée à Prynne pour la publication d'un libelle, furent considérés comme le résultat de ses conseils et l'effet de son influence. On lui reprocha enfin d'avoir contribué à la suppression de deux brasseries, qui avaient été détruites sous le prétexte qu'elles portaient préjudice au palais de Saint-James.

La séance fut levée et ajournée au vendredi 22 mars suivant.

Lorsque les lords furent assemblés de nouveau, la commission exposa que M. Newcomen, de Colchester, avait refusé de donner la communion en d'autres lieux qu'à la balustrade.

Burroughs, témoin appelé pour déposer sur ce fait, déclara qu'il avait sollicité pour la mise en accusation de ce ministre, mais que son bill fut rejeté. Il fut traduit ensuite lui-même devant la cour de haute-commission, en vertu d'un warrant de l'archevêque Laud. Après son arrestation, le maire refusa d'obéir à un *habeas corpus*, en disant qu'il se conformerait plutôt à un warrant de l'archevêque qu'à un ordre signé du roi. Une lettre adressée pour cette affaire au juge Crawley fut montrée au juge Hutton.

Un second témoin, nommé Aik, dépose que le primat avait pris sous sa protection quelques joueurs que la police avait trouvés dans une taverne à une heure très-avancée de la nuit.

« On avait eu le projet, ajoute ce témoin, de me faire consentir à recevoir la communion à la balustrade ; la haute-commission m'envoya des lettres missives ; lorsque je me présentai devant l'archevêque, sa grâce me dit que si je me refusais à obéir aux ecclésiastiques, je devais m'attendre aux rigueurs de la part de la haute-commission. Je passai en Hollande pour ne pas prêter le serment *ex officio*.

Un dernier témoin, nommé Grafton, de la secte des Brownistes, déclare qu'il avait passé douze ans en prison et payé une amende de cinquante livres sterling. Il croit que, sans l'opposition de l'archevêque, il aurait été rendu plus tôt à la liberté.

La séance est ajournée au jeudi 28 mars.

Dans les débats de cette séance, les commissaires accusèrent le primat d'avoir censuré, destitué et emprisonné un ecclésiastique, M. Huntley; d'avoir dit à son procureur qu'il méritait d'être pendu par les pieds.

On lui reprocha encore d'avoir fait emprisonner ceux qui adressaient des protestations parlementaires; d'avoir dit à Prynne, qui en présenta une à la cour, qu'il ferait pendre par les pieds celui qui en apporterait une autre; qu'il s'étonnait qu'on osât faire des protestations, puisque la haute-commission était au dessus de tout le reste.

Il fut accusé de corruption dans l'exercice de ses fonctions; d'avoir obligé sir Richard Gresham à donner, pour la réparation de l'église de Saint-Paul, la moitié d'une amende de deux cents livres, à laquelle l'avait condamné la haute-commission. Les accusateurs ajoutèrent que quelques habitans de Chester ayant été condamnés au paiement d'une somme de mille livres sterling pour avoir donné un banquet à Prynne, l'archevêque, moyennant un présent de deux muids de vin des Canaries, fit réduire l'amende à deux cents livres sterling.

Tels furent les points d'accusation que les commissaires développèrent dans la séance du 28 mars.

Le 16 avril, ils essayèrent de prouver que le primat avait fait rendre des canons dans un synode après la dissolution du parlement. On prétendit qu'il avait voulu s'investir d'un pouvoir papal: Quelques lettres de l'université d'Oxford furent produites, dans lesquelles on donnait au prélat les qua-

lifications suivantes : *sanctitas tua, spiritu sancto effusissimè plenus, summus pontifex*, etc.

Un témoin l'accusa d'avoir dit : « Le clergé est tombé dans le dernier degré d'avilissement ; il n'en était pas ainsi autrefois ; j'espère lui rendre son ancienne considération. »

Sir Richard Samuel déclara qu'il avait été traduit devant la haute-commission par ordre de l'archevêque pour avoir exercé ses devoirs de juge-de-paix contre quelques ecclésiastiques ; un des griefs élevés contre lui était d'être un ennemi du clergé.

Après que la cour eut entendu encore quelques témoins, on ajourna la séance au 22 avril. L'archevêque se présenta au jour fixé ; mais l'ajournement fut renvoyé au 25 du même mois, puis au 30, où l'audience lui fut encore refusée. Cependant la dépense occasionnée par la position de l'archevêque s'élevait à sept à huit livres sterling par jour.

Enfin, le samedi 4 mai, la chambre des lords consentit à reprendre les débats. Le commissaire Nicholas prit la parole ; il reprocha de nouveau à l'archevêque les qualifications qu'il s'était laissé donner par l'université d'Oxford et par d'autres ecclésiastiques. Il trouva dans cette circonstance une preuve du dessin formé par l'accusé de soustraire le clergé à la puissance civile. Il cita une harangue prononcée dans la chambre étoilée, où ce prélat avait dit qu'il fallait bien se garder d'établir un choc dangereux entre les lois de l'église et celles du royaume.

Quelques témoins déclarèrent qu'il avait fait appeler deux juges-de-paix devant la haute-commission, pour avoir tenu leurs audiences dans une église de Tewkesbury ; que le maire d'Oxford envoya la garde pour les chasser de ce lieu. L'audience fut troublée. On emprisonna un constable, et l'archevêque refusa de dénoncer cet abus de pouvoir.

D'autres témoins déposèrent que le primat avait formé le

projet d'abolir les inféodations; qu'il avait introduit dans la haute-commission des attributions exorbitantes; qu'il avait extorqué au roi une patente pour faire appliquer à la réparation de l'église de Saint-Paul les amendes prononcées par la haute-commission.

La reprise des séances, remise au 9 mai, fut retardée jusqu'au 13 du même mois. L'archevêque, n'étant pas prévenu de cet ajournement, fut amené deux fois par le lieutenant de la Tour jusque dans le vestibule de la salle des séances. Il y resta exposé pendant plusieurs heures aux insultes et aux risées de la populace; puis il fut ramené dans sa prison sans avoir été entendu.

Le 16 mai, on l'accusa d'avoir présenté un prêtre aveugle pour occuper un bénéfice inféodé appartenant à sir Arthur Haslerig, qui ne devait être rempli que par un laïc. Il avait dit dans cette occasion que, si sa vie se prolongeait encore quelques années, il n'y aurait plus de laïcs bénéficiers. On lui reprocha la destitution illégale de Georges Fautry; des alterations commises dans les statuts de l'université d'Oxford, dont il s'était déclaré l'unique régulateur*; des statuts nouveaux, illégalement imposés à des églises cathédrales; la défense de rien changer à ces statuts sans son aveu; l'ordre de démolir quelques maisons qui avaient été bâties sur une terre consacrée dans le voisinage de Winton; l'intention de visiter les deux universités; la censure d'un livre de Bawwick contre l'épiscopat: ces divers actes de son autorité lui furent opposés comme autant de crimes. On rappela une conversation dans laquelle il avait dit que l'épiscopat était au dessus du trône.

Le 20 mai, les commissaires s'attachèrent à prouver les articles 6 et 7 de l'accusation. Ils étaient motivés sur les ef-

* L'université d'Oxford, en vertu d'un privilège accordé par le pape, prétendait ne point dépendre de la juridiction des évêques.

sorts tentés par le prélat pour altérer et détruire la religion réformée.

Quelques changemens opérés dans sa chapelle, à Lambeth, servirent de preuve à cette accusation. Des témoins certifierent qu'il avait placé la table de communion dans la direction du nord au sud; que des vitraux coloriés, imitant les peintures d'un Missel, décorent les fenêtres de la chapelle; que le prélat faisait des salutations en sortant de sa chapelle et en quittant l'autel. On produisit comme pièces de conviction un orgue, des chandeliers, un tableau d'histoire enlevé de la partie postérieure de l'autel, des chapes dont le prélat avait coutume de se revêtir dans les cérémonies. Il fut prouvé qu'il avait consacré les vases servant à la communion. Une bible, trouvée dans sa bibliothèque, dont la reliure représentait les cinq plaies du Sauveur; un Missel, d'autres livres relatifs à la liturgie romaine, un livre de prières où le temps des divers offices était marqué comme dans les bréviaires catholiques, parurent autant de preuves du dessein attribué à l'archevêque d'introduire le papisme. On ajouta que, dans une galerie de la chapelle, on voyait un *ecce homo*, le portrait de tous les pères de l'église, et, au dessus d'un de ces tableaux, l'image d'une colombe, symbole du Saint-Esprit.

L'archevêque obtint la permission de répondre à ces allégations.

« Les changemens apportés dans ma chapelle de Lambeth, dit-il, étaient rendus nécessaires par le désordre indecent qui régnait dans un lieu si saint. Je plaçai la table de communion dans la direction du nord au sud, conformément aux instructions de la reine Elisabeth; ceux-là seuls sont coupables d'innovations qui dénaturent l'intention de ce déplacement. Les peintures des vitraux n'étaient que de misérables caricatures: je parvins, avec l'aide de mon secrétaire, à

découvrir quelle avait été la pensée du peintre; je fis retoucher son travail en donnant plus de correction à ses figures; mais non, comme on l'a prétendu, sur l'imitation des peintures du Missel. Les vitraux représentaient l'histoire du monde depuis la création jusqu'au jour du jugement. Ce sujet ressemble peu à ceux qu'on trouve dans les Missels catholiques.

« Calvin lui-même a pensé que les tableaux et les images n'étaient pas sans utilité pour l'instruction du peuple. Sous le règne d'Edouard VI et d'Elisabeth, les peintures étaient autorisées dans les temples. L'usage des salutations se pratiquait encore du temps d'Elisabeth, et si aujourd'hui même on s'impline, par une démonstration de respect, dans les deux chambres du parlement, pour qui y aurait-il crime à rendre à Dieu, dans son propre temple, un hommage qu'on ne refuse pas aux hommes. Les orgues, les candelabres, se voyaient, sous les derniers règnes, dans toutes les chapelles royales. Quant à la consécration des vases, cette pratique a toujours été observée dans l'église aussi bien que la dédicace des temples.

« Si ces objets ne sont rendus respectables par aucune consécration, si on ne les distingue point des choses d'un usage ordinaire, le peuple ne connaîtra plus rien de sacré. Le sacrilège deviendra une chimère. Il n'y aura plus de différence entre une église et la maison d'un citoyen, entre la table-sainte et une table domestique. Saint Paul a dit : Toi qui abhordes les idoles, dois-tu commettre un sacrilège ? Je dirai à mon tour : Toi qui abhordes les idoles jusqu'à vouloir détruire d'inoffensifs vitraux, dois-tu exposer les choses saintes à une profanation que puniraient les adorateurs même des idoles ?

« Mon livre de prières n'a point été composé d'après un Missel, mais sur le modèle d'un recueil de ce genre dont se

servait l'évêque André. La Bible est un présent d'une dame protestante ; elle n'est jamais sortie de ma bibliothèque : j'ai toujours eu soin de la dérober à tous les yeux. Il est vrai que je possède un *Misal* et quelques livres de prières approuvées par les papistes ; mais ils appartiennent plutôt à la liturgie grecque qu'à la liturgie romaine. Si je ne possédais pas de pareils livres, comment pourrais-je connaître et combattre les erreurs des catholiques ?

« J'ai aussi plusieurs copies de l'*Alcoran* : dis-t-on, en partant du même principe, que l'archevêque de Canterbury est musulman ?

« Si les prières contenues dans mon livre sont classées suivant un ordre particulier, je ne pense pas que cette distinction soit un crime. Qu'on prenne la peine de lire la prière que j'ai prononcée à la consécration de la chapelle d'Hammersmith, l'on verra s'il y a quelque chose d'hétérodoxe dans ma croyance. Si j'avais tant d'inclination pour les superstitions des papistes, il est étonnant que M. Prynne, avec toute sa diligence, n'ait pas trouvé dans mes papiers de prière à la bienheureuse Vierge et aux saints.

« Quant à la colombe représentant le Saint-Esprit, et à la présentation de Jésus au peuple, je trouve mon excuse dans un passage du livre de Calvin, où ce réformateur déclare qu'on peut exposer des tableaux représentant des sujets historiques ou des faits qui sont avérés. D'ailleurs, ces peintures décorent la galerie depuis le règne de la reine Marie. Aucun de mes prédécesseurs sous Elisabeth ou sous le roi Jacques n'a songé à les enlever. Le crucifix placé derrière l'autel se voit en cet endroit depuis trente ans, sans que jamais personne s'en soit alarmé.

« Je dirai encore un mot sur les salutations qu'on me reproche.

« Je vois avec douleur qu'on croit aller au delà des de-

veurs religieux en rendant à Dieu quelques hommages extérieurs ; mais qu'on y prenne garde : lorsque l'esprit de ténèbres découvre qu'on travaille à bannir la superstition de l'église, il s'efforce d'y introduire l'irrévérence et la profanation. »

Quand l'archevêque eut cessé de parler, le président leva la séance, et ajourna la reprise des débats au 23 mai. L'archevêque se présenta au jour indiqué, mais la chambre refusa de s'occuper de son procès.

Cependant, le comité des séquestrés lui délivra, sur un ordre du parlement, une somme de deux cents livres sterling prise sur ses revenus ; ce fut tout ce qu'on lui accorda pendant les deux ans que dura son emprisonnement.

Dans la séance suivante, le 27 mai, la commission renouvela l'accusation relative aux peintures de la chapelle de Lambeth ; elle fut observer qu'il s'y trouvait une image de Dieu le père. Prynne montra à la cour un livre trouvé dans la bibliothèque de l'archevêque. Toutes les pages étaient ornées d'une gravure relative à quelque trait de la passion de Jésus-Christ.

Il fut accusé d'avoir introduit des pratiques superstitieuses dans la cérémonie du couronnement, ainsi que d'avoir altéré le serment que prêtent les rois d'Angleterre ; d'avoir souffert qu'une image de la Vierge fût peinte sur la porte de l'église de Sainte-Marie, à Oxford ; d'avoir permis que les ecclésiastiques de la même ville fissent usage de chapes, des salutations, des cierges, des images, et que, dans diverses églises paroissiales, la table de communion eût été disposée en face de l'autel.

Le 6 juin, la séance fut reprise. On reproduisit une grande partie des griefs précédemment énoncés. On accusa ensuite l'archevêque d'avoir fait rendre par la haute-commission plusieurs sentences illégales, particulièrement contre

un prédicateur nommé Workman, qui avait prêché contre l'adoration des images; contre M. Sherfield, ministre à Salisbury, mis en accusation pour avoir ordonné l'enlèvement des vitraux de son église qui représentaient l'image de Dieu le père. Le docteur Bragge, chapelain du prélat, chargé de l'examen des écrits théologiques, n'avait point permis l'impression des sermons du docteur Featly, où se trouvait une diatribe contre les images. Ce refus d'un agent subalterne fut imputé à l'archevêque comme un fait personnel.

A l'issue de la séance, le prélat demanda la parole au chancelier, pour se plaindre d'un écrit récemment publié sous le titre de *Diurnal*, dans lequel son nom était livré aux diffamations les plus scandaleuses. On affirmait dans ce libelle que les commissaires avaient victorieusement prouvé tous les articles de l'accusation énoncée par l'*empeachment* des communes. L'accusé observa que cette assertion, évidemment fausse, tendait à soulever contre lui l'opinion publique. Il demanda la répression de ces écrits calomnieux; mais la cour, sans prendre en considération la réclamation du prélat, leva la séance et s'ajourna au 11 juin.

A la reprise des débats, les commissaires essayèrent de démontrer les efforts tentés par l'archevêque pour renverser la religion de l'état. On cita, comme preuve de ce dessein; la consécration de deux églises, Sainte-Catherine et Saint-Gilles-des-Champs. Les témoins appelés pour soutenir ce fait déposèrent que le prélat s'était rendu en grande pompe au lieu fixé pour cette cérémonie. En approchant de la porte de l'église, il fit lire ce verset des Psaumes : « *Portes, élévez vos têtes; ouvrez-vous, portes éternelles, et le roi de gloire entrera.* » Après avoir franchi le seuil, il se mit à genoux; puis il fit des salutations, se prosterna à diverses reprises, jeta de la poussière en l'air, prononça des paroles tirées du rituel des papistes, lut une prière empruntée à la

même liturgie; ensuite de cette prière, il déclara que l'église était consacrée.

Les commissaires l'accusèrent d'avoir consacré de la même manière d'autres chapelles; d'avoir placé la sienne sous l'invocation de Saint-Jean. On lut un papier arraché du registre sur lequel le prélat écrivait le détail de ses dépenses: à l'article des fournitures de sa chapelle, il avait employé le mot hostie pour désigner le pain consacré.

La publication du livre de Sports, et le châtiment infligé à quelques membres du clergé qui s'étaient refusés à le lire, lui furent imputés comme de nouvelles preuves de papisme.

Sir Henri Mildmay et sir Antoine Mildmay déposèrent que l'opposition publique, à Rome, se partageait en deux factions, dont l'une haïssait le prélat, tandis que l'autre le regardait comme le restaurateur de la vérité catholique en Angleterre. Malgré l'obscurité de la naissance de Laud, on croyait à Rome que la réconciliation entre l'église anglicane et l'église romaine serait, avant peu d'années, le fruit de son zèle et de ses efforts.

Dans une aptre séance, tenué le 17 juillet, on lui reprocha d'avoir obligé Dampier à résigner son bénéfice et à se retirer en Hollande. Lorsque cet exilé passa dans la nouvelle Angleterre, on avait entendu le prélat dire, avec l'accent de la colère; que son bras saurait bien l'y atteindre.

Un témoin, nommé Nathaniel Wickens, se présenta comme une victime des vengeances de l'archevêque. Il déclara qu'il était resté neuf semaines en prison sans avoir d'autre crime à se reprocher que son attachement pour M. Prynne, dont il était domestique.

Il fut ultérieurement établi que le prélat avait mis obstacle à l'impression de certains ouvrages dont il supprimait des pages entières qui lui déplaissaient. On citait les coupures

qu'il avait faites à une Bible anglaise qui avait été défigurée par ces mutilations. Il s'était servi du pouvoir que lui donnait son ministère, pour enlever aux communes les livres arrivant de Hollande. Il avait supprimé un almanach dans lequel les noms des apôtres et des saints avaient été remplacés par les noms des martyrs morts pour la foi protestante sous la persécution de la reine Marie.

À la suite de cette accusation, le prélat se plaignit des huées et des clamores outrageantes avec lesquelles il était accueilli lorsqu'il se rendait de la tour de Londres à Westminster. Dans la matinée de ce même jour, il avait entendu un quartier-maître crié du milieu d'un groupe : « Pourquoi les lords se donnent-ils tant de peine pour cet infâme scélérat ? qu'on le pend et tout sera fait. »

Le prélat réclamait vainement les égards que la protection de la loi assure aux accusés. Dans l'enceinte même du tribunal, ses oreilles étaient tous les jours frappées des injures les plus révoltantes. Un de ses accusateurs se distinguait surtout par l'impudeur de ses invectives : c'était le commissaire Nicholas. Dur, emporté, râilleur, doué de cette subtilité d'esprit qui saisit habilement de malignes allusions, on l'entendait, tantôt se déchaîner avec violence contre le prélat, tantôt l'accabler de sarcasmes pleins d'amertume.

Le 27 juin, une harangue prononcée plusieurs années auparavant par le prélat, dans la chambre étoilée, servit de texte à l'accusation. Les commissaires en avaient extrait diverses pensées qui leur parurent entachées de papisme. On s'arrêta long-temps sur le passage suivant, qui fut regardé comme une profession de foi en faveur de la transubstantiation : « L'autel est la plus auguste résidence de Dieu sur la terre. La chaire même est moins digne de nos respects. Dieu a dit, en parlant de l'autel, voilà mon corps, *hoc est corpus*

meum ; dans la chaire est seulement sa parole, *hic est verbum meum*. Or, plus de vénération est due au corps de Dieu qu'à sa parole. *Qui a le plus de vertu, a le plus de force*. On demanda à l'archevêque pourquoi il avait toléré la publication de divers livres papistes et arméniens. On prouva qu'il avait autorisé ses chapelains à prêcher des doctrines arméniennes.

Le prélat compara de nouveau à la barre le 17 juillet. Il fut accusé d'avoir cherché à opérer une division entre l'église anglicane et les églises étrangères réformées, en dépouillant celles-ci de leurs priviléges dans toute l'étendue du sol anglais. Comme preuves de son intention, on cita cette maxime, tirée de son livre contre Fisher : « Sans épiscopat, point d'église ; » une autre, tirée de l'écrit de l'évêque Montagu : « Nul y aise n'est a un évêque, qui ne peut conférer les ordres sacrés ; hors le cas de nécessité ; » enfin l'aviso qu'il avait donné à l'évêque Hall de ne point affirmer positivement que le pape est l'antéchrist. On trouva un autre grief dans cette assertion, émise dans une de ses harangues : « Les lois humaines ne sauraient altérer l'épiscopat. »

Dans la séance suivante, tenue le 24 juillet, les commissaires produisirent, avec de longs développemens, les dernières accusations de papisme.

Un témoin avait ouï dire au prélat que l'église de Rome et l'église d'Angleterre étaient au fond les mêmes, sans différences essentielles, sans diversité dans le dogme ; que Rome était une véritable église, l'église mère, etc., etc.

Les commissaires énumérèrent d'autres chefs d'accusation, tels que ceux-ci : pendant son administration, le prélat favorisait les papistes et les rendait à la liberté ; il avait donné asile et secours à sir Tobie Matthieu et à d'autres prêtres papistes ; il avait refusé de lancer un mandat d'arrêt contre le jésuite Fisher ; il entretenait une amitié intime avec le

secrétaire Windebaek, notoirement convaincu d'avoir élargi les papistes arrêtés par les agents de la police ; il avait permis que les prêtres occupassent à Newgate les logemens les plus commodes ; qu'ils jouissent de la liberté de se promener dans les rues ; il ne permettait point qu'on détruisit les livres papistes, au contraire, il les faisait rendre à leurs possesseurs ; il avait dit, dans sa préface de son livre contre Fisher : « Je ne me souviens pas d'avoir jamais usé du langage de la colère, ni d'aucune malédiction, en condamnant vos doctrines ou celles de vos co-religionnaires. »

Laud ayant comparu à la barre le 29 juillet, les commissaires occupèrent la séance tout entière par les développemens du quatorzième article, qui accusait le prélat d'avoir essayé de dérober sa tête au châtiment que méritaient ses trahisons, en portant atteinte aux droits du parlement, en jetant des germes de division entre Sa Majesté et son peuple, etc.

Parmi les témoins cités pour soutenir les divers faits compris dans cet article, un habitant de Londres déposa que l'archevêque avait assisté le duc de Buckingham de ses conseils, et composé pour lui deux harangues à l'époque où ce ministre fut accusé de haute trahison par la chambre des communes. On prouva qu'il était l'auteur des harangues prononcées par le roi dans le parlement qui avoient le plus irrité cette assemblée.

Sir Sackville Crowe déposa que l'accusé lui avait montré un écrit plein de diatribes contre le parlement, que cet écrit portait pour signature W. Laud. On lut le passage suivant de son journal, pour démontrer sa haine contre les assemblées nationales.

« 15 juin 1626: *Post multas agitaciones, privata malitia in ducem Buckinghamias superavit et suffocavit omnia publica negotia; nihil actum est, sed parliamentum solutum.* »

Un des commissaires fit observer à la cour que, dans ce passage, les décisions du parlement étaient considérées comme inspirées par des motifs de vengeance personnelle et de malice.

On produisit plusieurs autres pièces à l'appui de la même accusation : la proclamation royale où les remontrances des sujets étaient qualifiées de rébellion* ; un écrit portant pour titre *Griefs contre le parlement*, copié en entier de la main du prélat ; le passage suivant, extrait de son journal : « Le parlement que le roi cassa le 20 mars 1628, voulait ruiner ; » enfin quelques notes sur le discours prononcé par sir Benjamin Rudyard dans le sein du parlement.

On donna lecture d'un autre passage de ce journal, où le prélat, déposant ses pensées les plus intimes, avait écrit ces mots : « Le 27 octobre 1640, j'entrai dans la pièce la plus reculée de ma bibliothèque pour y prendre quelques manuscrits que je voulais envoyer à Oxford ; je trouvai que mon portrait s'était détaché et qu'il était renversé sur le plancher ; depuis ce jour, je me crois menacé de quelque grand malheur. Que Dieu détourne ce présage ! »

Quelques feuilles à demi brûlées du même registre présentaient des phrases incomplètes, que les commissaires interpréterent à leur gré. Ils déclarèrent qu'on y lisait ces mots : « La grande Charte eut une naissance obscure ; elle fut élevée par une mauvaise nourrice. »

Un dernier témoin, le comte de Pembroke, déposa que l'archevêque lui avait dit : « J'ai songé que j'obtiendrais une dignité éminente dans l'église, une grande autorité dans l'état, mais qu'à la fin je serais pendu. »

Le commissaire Nicholas prenant la parole, fit observer que la première partie du songe de l'archevêque s'était ac-

* Laud passait pour être l'auteur de cette proclamation : c'était un des griefs de l'accusation.

complie au grand détriment de l'église et de l'état; et qu'il espérait que leurs seigneuries accompliraient la seconde.

Lorsque le prélat comparut de nouveau à la barre le 2 septembre, il remarqua que chacun des lords tenait à la main une petite brochure : c'était son journal qu'on avait imprimé avec des remarques faites par Prynne. Avant de s'occuper de sa défense, il fut observé que son procès, commencé le 12 mars 1643, n'était point encore terminé le 2 septembre; que, pendant ce temps, on ne l'avait entendu qu'à momens perdus; qu'il avait été souvent renvoyé sans avoir pu obtenir audience, et que l'intervalle des séances avait été consacré à rechercher et à préparer des accusations contre lui.

Passant ensuite au fond du procès, il pria les lords de considérer la dignité de ses fonctions, son grand âge, son long emprisonnement, la perte de tous ses biens, et la résignation qu'il avait opposée à toutes ses afflictions.

« Veuillez observer, mylords, ajoute-t-il, combien l'incertitude et le vague qui règnent dans chaque article rendent ma défense difficile. On m'a enlevé tout ce qui pourrait m'être utile dans cette circonstance difficile, mes livres, mes papiers, un manuscrit de vingt-trois feuillets composé pour ma défense, que M. Prynne est venu saisir dans la Tour, et dont il ne m'a rendu que trois feuillets. L'inquisition la plus minutieuse a exercé ses recherches sur ma personne, sur mes vêtemens. On m'a enlevé le journal dépositaire de mes plus secrètes pensées, un livre de prières que j'ai composé, et qui renfermait les entretiens de mon âme avec Dieu. Toutefois, je rends grâce à cette sévère investigation, car la malveillance de mes ennemis n'a pu découvrir nulle part le moindre indice de trahison ni des doctrines papistes dont je suis accusé. Mes adversaires ont compulsé les archives de tous les conseils; ceux de la chambre étoilée, de la haute-

commission, de la chancellerie ; les registres d'Oxford et de Cambridge pour trouver des charges contre moi, et cependant on ne m'a pas permis d'y puiser à mon tour des moyens de défense.

« On a voulu trouver des crimes dans tous mes actes ; même dans ceux qui tendaient au bien public, à l'honneur de l'église et du royaume, comme les réparations de l'église de Saint-Paul, la révision des statuts de l'université d'Oxford ; je méritais peut-être qu'on me tînt un autre compte des travaux et des soins que mon zèle n'a point épargnés.

« La plupart des témoins produits à ma charge ont été des sectaires exaspérés ou des schismatiques que le bras de la justice avait déjà châtiés. Cependant, d'après la loi civile, nul schismatique ne peut être admis à déposer contre son évêque. Ces hommes se sont portés comme témoins dans leur propre cause ; leur témoignage attaque les jugemens rendus par la chambre étoilée, par la haute-commission, par le conseil-privé. J'ai siégé dans plusieurs tribunaux, j'ai assisté au jugement de bien des procès, comment est-il possible, après un laps de temps considérable, que je rende compte des motifs particuliers qui ont dirigé, dans tant d'occasions, les décisions de ma conscience. Ce que j'ai fait, j'ai cru devoir le faire pour la paix et le bien du royaume, pour le maintien des doctrines et de la discipline de l'église établies par la loi. Tant que Dieu a voulu me conserver à la tête de l'administration, la paix et la prospérité de ce royaume l'ont rendu un objet d'admiration et d'envie pour tous nos voisins. Que produira le renversement d'une constitution qui nous régissait depuis tant de siècles ? Dieu seul le sait ; mais je prie sa bonté de détourner l'orage qui nous menace.

« Peu contens de rechercher toutes les actions de ma vie, ces hommes ont encore recueilli toutes les expressions de dépit, que l'importunité ou des prétentions exagérées ont

arrachées à la vivacité de mon caractère. J'espère que vos seigneuries plus indulgentes me pardonneront ce léger écart de la fragilité humaine, qu'elles ne consentiront pas à y voir les crimes d'un homme d'état. On a fait plus encore, on a voulu m'imputer les actions des autres, telles que les actes de la chambre étoilée, du synode, de la haute-commission, du conseil ; cependant je n'avais que ma voix dans ces différentes cours, où siégeaient d'ailleurs des hommes pleins d'honneur, de savoir et d'expérience. Il est pénible de me voir accusé de haute-trahison pour des faits qui n'ont pas même été imputés à mes collègues comme de simples délit ; au reste, aucun témoin n'a déposé que j'aie jamais brigué des voix dans les tribunaux, et ce serait en vain qu'on m'opposerait l'influence de mon suffrage, car j'étais toujours le deruier à me prononcer.

« On a fortement insisté sur les pouvoirs que j'ai consérés à l'église, sous prétexte qu'ils étaient dérobés au parlement. Je prie vos seigneuries de ne point oublier que les parlement, aux termes des lois qui nous gouvernent, ne peuvent déterminer la vérité des doctrines sans l'assentiment de l'église convoquée en synode ; que la première clause de la grande-charte, en fixant les droits de l'église, lui reconnaît le pouvoir de décider toutes les matières relatives à sa discipline et à ses doctrines ; que ce droit du clergé n'a été limité depuis par aucune loi, si ce n'est par un statut de la première année d'Elisabeth, qui donne au parlement, autorisé de l'asseurement du synode, le pouvoir de juger les cas d'hérésie. Je persiste à penser qu'il n'appartient qu'à l'église de décider de la vérité ou des erreurs d'une doctrine, quoique le parlement ait seul le droit de punir l'offense sur la demande du clergé.

« Le pouvoir absolu affecté au roi et au parlement pourroit changer en mahométisme la religion de l'état ; ceux qui

refuseraient d'obéir n'auraient d'autre alternative que la fuite ou la soumission au châtiment ; mais le roi et le parlement répondraient devant Dieu de l'abus de leur pouvoir. Qu'on ne m'objecte pas que , si le parlement avait attendu l'assentiment des ecclésiastiques en matière de religion , il n'y aurait jamais eu de réforme ; ce serait oublier , qu'à cette époque , les articles de religion furent établis par un synode du clergé et confirmés par le parlement.

« Incapable de trouver dans ma conduite un seul acte qui constituât la trahison , mes accusateurs ont prétendu que des délits de diverse nature , réunis en masse , suffisaient pour établir ce crime odieux ; cependant , en législation comme en logique et en morale , la conséquence ne peut pas différer du principe dont elle découle. Si des délits , pris isolément , ne sont point crime de haute-trahison , ils ne le deviendront pas par leur réunion. Le statut de la vingt-cinquième année d'Edouard III a déterminé ce qui était et n'était pas trahison ; il n'y est point parlé de la réunion des délits. »

Le prélat demanda que l'on entendît son conseil sur les deux points suivans :

1°. Les articles isolés ou réunis constituent-ils le crime de haute-trahison ?

2°. L'accusation qu'ils contiennent présente-t-elle cette spécialité que la loi exige ?

La demande de l'archevêque étant soumise aux communes , on décida qu'il serait seulement permis au conseil de traiter la première question. Les lords subjugués par l'influence de la chambre basse se prêtèrent à tout ce qu'elle exigeait. Ils ajournèrent la séance au 11 octobre pour entendre le conseil du prisonnier.

Au jour fixé , le défenseur de l'archevêque , M. Hern , observa que , comme la loi d'Angleterre ne reconnaît d'autre trahison que celle qui est déterminée par la vingt-cinquième

année du statut d'Edouard, on ne pouvait supposer des cas de trahison par analogie ou par déduction.

1°. Parce que cette loi est déclarative, et qu'une déclaration ne s'applique qu'au cas pour lequel elle est faite.

2°. Parce que cette loi a voulu rassurer les citoyens sur leur vie, leur liberté, leur fortune, et que, si l'on admettait les analogies et les déductions, on outrepasserait le but de la loi.

3°. Parce qu'il a été décidé par le parlement et par diverses cours judiciaires, que la trahison ne peut être établie que sur des faits positifs.

Les avocats insistèrent encore sur quelques points de défense que le primat avait déjà présentés. Ils bornèrent leur plaidoirie à des discussions sur la nature des crimes imputés à l'accusé, sans toucher au point de fait ni rechercher si les divers griefs de l'accusation étaient ou n'étaient pas prouvés.

Dans l'intervalle qui s'écoula entre la clôture des débats et le jugement du procès, on fit circuler à Londres une pétition tendante à demander la condamnation à mort de l'archevêque. Des prédicateurs fanatiques publièrent en chaire que rien ne serait plus agréable à Dieu que l'exécution des ennemis de sa loi. On obtint par ces manœuvres une foule de signatures.

Le 22 octobre, la pétition fut présentée à la chambre des communes. Les pétitionnaires demandaient la mort de l'archevêque Laud et de l'évêque d'Ely.

Cependant la chambre des communes, voyant que les lords refusaient de déclarer l'archevêque convaincu de haute-trahison, résolut de le frapper d'un bill d'*attainder*. Le 1^{er} novembre, elle manda le prélat à sa barre. M. Brown, un des commissaires, reproduisit en résumé toutes les accusations qui avaient été développées contre lui dans la chambre des

lords. On ajourna la séance au 11 novembre pour entendre la réponse du prélat.

Le 14 novembre, le commissaire Brown répliqua, mais on ne permit pas à l'archevêque de parler de nouveau. Deux jours après, l'ordonnance ou bill d'*attainder* fut envoyé aux lords, qui persistaient à ne trouver aucun fait constituant le crime de trahison. La chambre basse envoya un message aux lords, par lequel elle les avertissait de porter le bill afin de prévenir les émeutes populaires. On leur fit entendre en même temps que les communes prendraient sur elles de condamner l'archevêque.

A cette nouvelle, la plupart des lords abandonnèrent la séance. La chambre, se trouvant réduite à quatorze* membres, rendit, le 4 janvier, un bill d'*attainder* contre l'archevêque. Le 6, un ordre des deux chambres fixa son exécution au 10 du même mois.

Le prélat écrivit aux chambres pour les instruire que Sa Majesté, par lettre scellée de son sceau, lui avait garanti le pardon de toutes les fautes qu'il pourrait commettre pendant son administration ; mais les chambres considérèrent ce pardon comme non avenu pour deux motifs : d'abord parce qu'il avait été accordé avant la conviction des crimes ; en second lieu, parce que, dans les cas de haute-trahison contre le royaume, le droit de grâce était interdit au roi. Les chambres communiquèrent cependant en une simple décapitation le supplice auquel il avait été condamné.

Amené au pied de l'échafaud élevé sur la plate-forme de Tower-Hill, l'archevêque y monta d'un pas assuré, conser-

* Quelques historiens rapportent que sept lords seulement restèrent dans la salle pour consentir le bill d'*attainder*. Ils ont conservé les noms de six d'entre eux : les comtes de Kent, de Pembroke, de Salisbury et de Bolingbroke, le lord North et le lord Grey de Werke.

vant cette physionomie tranquille que donne le témoignage d'une bonne conscience.

Il se tourna vers le peuple qui accourait en foule pour assister à l'exécution, et prenant pour texte ces paroles de l'écriture : « Attendons avec patience que la race qui est devant nous ait passé, etc. » il prononça d'une voix forte les paroles suivantes :

« Peuple anglais,

« Le Dieu qui délivra les trois enfans de la fournaise pourrait briser l'instrument de mon supplice s'il entrait dans ses décrets éternels de faire triompher, en toute circonstance, l'innocence sur la terre. Le zèle de sa sainte loi qui anima ces jeunes captifs est le même qui me conduit moi-même sur cet échafaud : ils refusèrent de s'abaisser avec idolâtrie devant la statue du roi; moi, je n'ai pas voulu adorer les erreurs du peuple ni abandonner le temple et la vraie religion de Dieu pour suivre les veaux mugissans de Jéroboam.

« Peuple anglais, on égare votre inexpérience. C'est un aveugle qui conduit un autre aveugle; s'ils continuent à marcher, une chute commune deviendra leur partage.

« J'espère que ma cause sera jugée dans le ciel autrement qu'elle ne l'a été sur la terre. On a voulu me représenter au peuple comme un scélérat digne de toute sa haine. Cependant, il y a quelque ressemblance entre ma situation et celle de saint Paul, accusé d'outrages envers la loi et le temple. On prétend que je me suis efforcé de détruire les lois et la religion de mon pays, comme autrefois on reprochait à saint Étienne d'avoir violé les préceptes établis par la loi de Moïse.

« La calomnie a porté bien plus haut ses outrages : elle a insinué que la croyance du roi était infectée de papisme; mais moi, qui connais les opinions religieuses de Sa Majesté,

j'affirme, avec une assurance que ma position rend plus solennelle et plus digne de foi, que le roi sacrifierait sa couronne et sa vie pour le maintien de la religion protestante. On a violé à mon égard les lois de cette humérité qu'on ne refuse point aux plus grands criminels ; on a amenté la populace ; on lui a fait demander ma mort à grands cris. Mes ennemis ont voulu par ce moyen détourner mon sang de leur tête : aussi les magistrats n'ont point arrêté ces coupables désordres. Hélas ! mes yeux, avant de se fermer, promènent des regards de pitié sur la déplorable situation de l'église d'Angleterre : elle ressemble au chêne des forêts abattu par des haches formées de ses propres branches. Tandis que l'iniquité et la profanation triomphent sous prétexte du zèle ardent pour la gloire du seigneur, ses dogmes sacrés sont négligés ou perdus ; après avoir résisté aux attaques des jésuites, elle va succomber sous les coups de ses propres enfans.

« Pour moi, je fus toujours attaché à la communion de l'église anglicane établie par la loi : quoi qu'en ait dit la malveillance de mes persécuteurs, jamais je ne méconnus le sein de la mère qui m'avait nourri. Ami de notre constitution, je le fus surtout des parlemens ; mais trop souvent les plus beaux fruits de la sagesse humaine sont empoisonnés par la corruption.

« Le parlement étant la plus haute cour d'Angleterre, si les élémens qui la composent sont frappés d'un vice incurable, tout est perdu pour la nation, car ses malheurs ne connaissent plus de remède. »

Après avoir achevé cette harangue, l'archevêque de Cantorbéry se recueillit, et pria pendant quelques minutes avec la plus religieuse serveur. Il s'avanza ensuite vers le billot fatal. L'échafaud était tellement entouré par la foule de ses ennemis qui venaient jouir de leur triomphe, que l'arche-

vêque les pria de s'écartez et de lui laisser assez de place pour mourir. Un puritain fanatique, nommé sir John Clotworthy, répondit par un éclat de rire à cette prière du prélat. Il lui demanda quel était le texte de l'écriture le plus convenable à sa situation. L'archevêque répondit : « *Cupio dissolvi et esse cum Christo.* » « Vous pouvez être sûr, reprit Clotworthy d'un ton railleur, que ce désir ne vous trompera pas. » Il continuait ses cruelles plaisanteries, lorsque l'archevêque, pour se délivrer de ses importunités, dit à l'exécuteur de remplir son office. A peine sa tête était-elle placée sur le billot, qu'elle fut frappée du fer mortel, et séparée du tronc d'un seul coup.

VOLEUR DE GRAND-CHEMIN.**PROCÈS****DU CAPITAINE JAMES HIND.**

WORCESTER-JAIL, 3 SEPTEMBRE 1652.

JAMES HIND, un des hommes les plus extraordinaires que le crime ait amenés sur les bancs d'une cour d'assises, est un exemple de ce que peut la bizarre réunion de la noblesse des sentimens et de la perversité des habitudes. Cet homme, né à Thipping - Norton, dans l'Oxfordshire, d'un honnête artisan, établit sur les grandes routes une industrie criminelle il est vrai, mais qu'il exerça dans plusieurs occasions avec des procédés délicats et en quelque sorte chevaleresques. Son père, uniquement occupé de son métier de sellier, s'était rendu recommandable dans son voisinage par une probité rigoureuse, et par ce zèle de dévotion que la politique de Cromwell avait rendu si commun en Angleterre.

James étant son fils unique, il voulut lui donner une éducation proportionnée à ses facultés. Il l'envoya dans une école où il resta jusqu'à l'âge de quinze ans. Pendant ce temps, James apprit à lire, à écrire et à compter assez passablement pour diriger lui-même ses affaires domestiques.

On le mit ensuite en apprentissage chez un boucher qui le garda auprès de lui pendant deux ans; mais le caractère dur et brutal de son maître, les mauvais traitemens qu'il esuyait le déterminèrent à changer de condition. Il s'échappa secrètement et prit la route de Londres après avoir écrit à sa mère de lui envoyer quelque argent pour le mettre en état d'aller chercher un nouveau maître. La lettre se terminait par un récit touchant de tout ce qu'il avait eu à souffrir dans la maison du boucher. Sa mère attendrie ramassa tout le fruit de ses épargnes secrètes et lui fit passer trois livres sterling.

Arrivé à Londres, Hind se livra à tous les plaisirs que sa position pouvait lui permettre. Une nuit on le trouva dans la maison d'une femme qui, la veille avait soulagé de cinq guinées la poche d'un bourgeois imprudent. Tous deux furent envoyés au poultry-compter*, où ils restèrent jusqu'au matin. La femme passa de-là à la prison de Newgate; Hind recouvra sa liberté. Cet accident lui valut la connaissance d'un bandit de profession, nommé Thomas Allen, que quelques soupçons de vol avaient fait conduire au poultry-compter, mais qui dut son élargissement à l'absence de toutes preuves. Hind et son compagnon rendus à la liberté allèrent boire ensemble dans une taverne, où ils formèrent une amitié qui finit par causer leur ruine.

Allen entraîna son ami dans la carrière du crime. Leur première aventure arriva à Shooter-Hill, où ils rencontrèrent un voyageur suivi de son domestique. Hind déclara à son compagnon qu'il se sentait assez fort pour faire seul son coup d'essai. Allen y consentit; il alla se placer à l'écart, prêt à secourir son camarade en cas de besoin. Hind ne rap-

* Lieu de détention où les watchmen (gardes-de-nuit) déposent les individus qu'ils ont arrêtés dans leur ronde.

porta à la masse commune que quinze livres sterling, seule somme que portait le voyageur, auquel il rendit vingt shillings pour les dépenses de son voyage. Cette action fut accompagnée de tant de politesse et de manières si obligantes, que l'étranger protesta en serrant la main du voleur, qu'il ne lui ôterait pas un cheveu de la tête, si le hasard le livrait jamais en son pouvoir. Allen ravi du courage et de la générosité de son ami, l'embrassa avec transport, et tous deux jurèrent de ne se séparer jamais, à moins que le sort n'en ordonnât autrement.

Charles 1^{er} venait de périr sur l'échafaud lorsque les deux aventuriers convinrent de leur association. Un des engagemens arrêtés entr'eux, fut de n'épargner aucun des régicides que le hasard ferait tomber entre leurs mains. Peu de temps après ils rencontrèrent la voiture d'Olivier Cromwell, qui ramenait le protecteur d'Huntingdon, lieu de sa naissance, à Londres. La suite de Cromwell se composait de sept hommes; néanmoins, les hardis voleurs n'hésitèrent point à l'attaquer. Repoussés vigoureusement, ils battirent en retraite; Allen, blessé dans sa fuite, fut fait prisonnier et conduit à Londres où il expira sur un gibet. Hind ne parvint à s'échapper qu'avec des difficultés extrêmes. Cependant le danger qu'il venait de courir ne le détourna point du genre de vie qu'il avait embrassé.

Pour mieux se dérober à toutes les poursuites, Hind tua son cheval et se cacha pendant quelques jours. Lorsqu'il crut pouvoir se hasarder à sortir de sa retraite, il vint s'établir sur la grande route, impatient de se procurer un autre cheval. Le hasard et sa hardiesse le servirent mieux qu'il ne s'y attendait. Il aperçut à quelque distance de la route un cheval attaché à une haie, et à vingt pas de-là, le cavalier occupé à dépouiller de ses piquans un bâton épineux. Voici mon

cheval, dit le voleur : en prononçant ces mots, il s'élance sur la selle, et il se disposait à s'éloigner à toute bride. Le voyageur, interdit, l'appelle, et lui crie que ce cheval lui appartient. N'êtes-vous pas satisfait, monsieur, lui dit James, de ce que je vous ai laissé dans les poches assez d'argent pour en acheter un autre ? ne vous exposez plus désormais à de pareilles rencontres, car vous n'en seriez pas quitte à si bon marché. Il s'éloigne à l'instant pour courir à la recherche de nouvelles aventures.

Dans une autre circonstance, Hind rencontra le fameux régicide Hugues Peters, à Enfield-Chase, et lui commanda de lui donner sa bourse. Hugues, qui dans le danger ne manquait pas d'assurance, entreprit de désarmer le voleur en lui citant le huitième commandement.

« Il est écrit dans les livres saints, lui dit-il, tu ne déroberas point. Salomon qui fut le plus sage des hommes, a dit ailleurs : ne dépouillez pas le pauvre, parce qu'il est pauvre. »

Hind voulant répondre sur le même ton, rappelle dans sa mémoire quelques citations de la Bible, qu'il avait apprises dans son enfance. « Si tu avais toi-même observé les préceptes de la loi, lui dit-il, tu n'aurais point fait l'application de ces paroles de malédiction prononcées par le prophète : Ils ont enchaîné leurs rois et jeté leurs nobles dans les fers. Détestable hypocrite, n'est-ce pas toi qui as cherché dans ce texte un motif d'aggraver les infortunes de ton royal maître, que tes maudits républicains ont immolé devant la porte de son propre palais ? »

Hugues chercha par d'autres citations à justifier le régicide, et finit en disant que le brigandage était un acte condamné par les lois divines et humaines. « Arrêtez, monsieur, lui dit Hind, ne faites pas sur ma profession des réflexions injurieuses, car Salomon dit clairement : ne méprisez pas un

voleur. Mais il ne s'agit point entre nous de disputes théologiques. Voici en substance tout ce que j'ai à vous dire : abandonnez-moi sur-le-champ votre argent, ou je vais vous envoyer rejoindre votre maître dans un autre monde. »

Le vieux presbytérien, effrayé de cette menace, remit au voleur trente pièces d'or que renfermait sa bourse. Hind le laissa partir; mais voulant se donner le plaisir de mortifier plus vivement un ennemi si déclaré de la cause royale, il courut après lui, l'atteignit bientôt, et lui parla en ces termes : « Je viens de faire un réflexion, monsieur; je suis convaincu que ce malheur ne vous est arrivé que parce que vous n'avez point obéi à cette recommandation de l'écriture : Ne portez ni or, ni argent, ni même du cuivre dans votre bourse pendant un voyage. Il est évident que vous vous étiez chargé d'une quantité d'or assez considérable. Quoi qu'il en soit, j'ai maintenant le pouvoir de vous prescrire tel commandement qu'il me plaira, et vous me voyez disposé à ne pas en négliger l'occasion. Ainsi je vous prie de m'abandonner votre manteau. » Hugues, sans examiner de quel droit on lui faisait une pareille demande, obéit à cette injonction. Le voleur reprit la parole : « Notre Sauveur a commandé, lui dit-il, que si un homme nous enlève notre manteau, nous ne lui refusions pas notre tunique. Je ne puis pas supposer que vous vouliez agir contrairement à un précepte aussi formel ; d'ailleurs, vous ne pourriez alléguer un oubli, puisque je viens de vous rappeler votre devoir. » Le puritain voulut faire quelques objections avant de se débarrasser de son pourpoint ; mais Hind lui signifia que ses délais ne lui serviraient de rien, et qu'il prétendait être promptement obéi, parce qu'il était sûr que tout ce qu'il exigeait était autorisé par l'écriture. Peters s'exécuta sans réplique ; il abandonna son pourpoint.

Le dimanche suivant, Hugues Peters qui desservait une

paroisse, voulut invectiver en chaire contre les voleurs, et choisit pour texte de son sermon, un verset du livre des cantiques.

Un des assistans qui connaissait l'aventure arrivée au prédicateur, dit assez haut, pour être entendu de tout l'auditoire : « ma foi, monsieur, je crois que personne ici ne peut répondre à votre question, à moins que le capitaine Hind ne se trouve dans l'assemblée. » Cette repartie vive et prompte excita parmi les auditeurs un tel mouvement d'hilarité, que le prédicateur confus, descendit de la chaire, sans pouvoir prononcer son sermon.

Le hasard servait les ressentimens du capitaine Hind.

Un jour, sur la route, entre Sherbourn et Shaftesbury, dans le Yorshire, il rencontra le serjeant Bradshaw, qui avait présidé la commission qui jugea Charles 1^{er}, et prononcé la sentence de mort contre l'infortuné monarque. Hind s'approcha de la voiture et commanda au voyageur de lui livrer sa bourse. Bradshaw supposant que son nom serait sur le voleur une impression de terreur salutaire, se nomme d'un ton solennel.

« Je ne crains ni Bradshaw, ni aucun des scélérats souillés du sang de leur roi, dit le capitaine. J'ai maintenant sur toi le pouvoir que tu osas prendre sur ton maître; je ferais un acte agréable à Dieu et utile à mon pays si j'en usais comme tu n'as pas craint de le faire. Mais, vis, scélérat, pour souffrir tous les tourmens de ta conscience, jusqu'à ce que la justice te frappe du glaive que tu as teint d'un sang si précieux. Tu ne mérites pas de mourir par d'autres mains que par celles du bourreau et dans un autre lieu que Tyburn. Cependant, sois persuadé que si j'épargne ta vie comme régicide, je t'égorgerai pour ton obstination, si tu ne me livres à l'instant tout l'argent que tu portes.

Bradshaw tira une bourse de sa poche, et présenta au capitaine quarante shillings. Le voleur lui montrant un pistolet, le menace de faire luire le jour à travers sa poitrine s'il ne trouvait pas des monnaies d'une autre valeur. Le sergent intimidé, ouvrit une valise, et remit à Hind une bourse pleine de jacobus.

Hind, qui dans les occasions où les hommes de sa profession éprouvent presque toujours du trouble et de l'égarement, conservait du sang froid et de la gaieté, suivit quelque temps la voiture en insultant le régicide dépouillé. Il faisait sonner les pièces de monnaie que renfermait la bourse et accompagnait ce mouvement d'un éloge de l'or.

« Voilà, monsieur, disait-il à Bradshaw, le métal qui porte la joie au fond de mon cœur. O précieux or, je t'honneure de cette vénération qu'ont pour toi Bradshaw, Pryn ou quelque autre scélérat de cette trempe, qui pour l'amour de toi vendraient de nouveau leur rédempteur s'il descendait maintenant sur la terre. C'est cet incomparable remède que les médecins républicains appellent le spécifique universel. Il y a dans ses effets quelque chose des miracles des catholiques, de l'influence des jésuites, mais à un degré supérieur. Sa vertu magique trouve tous les prodiges faciles: il rend la justice aveugle et sourde; il efface les souillures de la plus noire trahison, avec la même facilité que le savon d'orviétan enlève les taches sur une étoffe; il change en deux ou trois jours la constitution d'un homme avec plus de succès que ne le fait en sept ans la transfusion du sang recommandée par les empiriques: plus puissant que tous les antidotes, il change en substance salutaire les poisons de la rébellion, et purifie ceux qui en font usage. A l'aide de ce prisme qui exalte et éclaircit la vue, les traitres ne découvrent que la plus pure innocence dans le cœur des plus

odieux malfaiteurs. Cordial énergique, il ravive et soutient une cause expirante, il détruit les factions et les schismes aussi sûrement que le saindoux mêlé au soufre détruit la gale. Il rend sous ceux qui sont sages, sages ceux qui sont fous, et des uns et des autres il fait également des scélérats. La couleur de ce précieux baume charme, éblouit le regard, Appliqué à la dose convenable, il opère infailliblement toutes les cures déjà citées et bien d'autres encore qu'on ne saurait énumérer. »

Le capitaine, en terminant son panégyrique, arma son pistolet, se rapproche encore de Bradshaw, et lui dit :

« Vous et votre infernale bande avez long-temps couru, comme Jéhu, dans une carrière de sang et d'impiété, sous prétexte d'un saint zèle pour le seigneur des armées. Combien de temps avez-vous à poursuivre la même marche, Dieu seul le sait. Quoi qu'il en soit, je vais vous arrêter pour cette fois au sens littéral de ces paroles. »

En achevant ces mots, il tue à coups de pistolet les six chevaux qui traînaient la voiture du serjeant, et s'éloigne à bride abattue.

Peu de jours après, Hind rencontra entre Petersfield et Portsmouth une voiture remplie de dames; il pique droit vers elles, et leur dit qu'il était un chevalier armé pour la défense du beau sexe, et que c'était pour triompher des rigueurs obstinées de sa maîtresse qu'il voyageait dans la contrée. « Mais, mesdames, ajouta-t-il, je suis dans ce moment réduit à la nécessité de demander quelques secours pour poursuivre le cours un peu dispendieux de mes aventures. ». Les jeunes dames qui se rappelaient les romans de chevalerie, crurent voir dans le courtois bandit un Don-Quichotte ou un Amadis des Gaules.

« Seigneur chevalier, lui dit une des plus gaies de la troupe,

vous prenons à votre position tout l'intérêt qu'elle mérite, et nous sommes sincèrement affligées de ne pouvoir satisfaire à une demande aussi polie, mais nous n'avons qu'un dépôt sacré que les lois de votre ordre vous empêcheront de violer. » Hind sourit à cette réponse, et avoua depuis qu'il aurait laissé partir la voiture sans lever la rétribution ordinaire, si ses besoins n'eussent pas parlé plus haut que sa galanterie.

« Aimables beautés, leur dit-il, daignez m'apprendre quel est ce dépôt sacré dont vous parlez, afin que je le prenne sous ma protection, comme l'exigent les lois de la chevalerie errante. »

La jeune dame qui avait déjà pris la parole, et qui ne voyait qu'une plaisanterie dans cette aventure, lui répondit avec plus de grâce que de prudence, que ce dépôt était une somme de trois mille sterling, qu'une de leurs compagnes apportait en dot à un chevalier qui avait eu le bonheur de lui plaire en lui rendant quelques services.

« Présentez mes très-humbles devoirs au chevalier, répondit le voleur, et daignez lui dire que mon nom est le capitaine Hind ; que, sans une urgente nécessité, je n'aurais jamais touché à ce présent de nôces qui n'est sans doute que trop petit pour son mérite ; que je promets enfin d'employer cette somme pour la défense des amans outragés ; et le soutien des braves qui professent la chevalerie errante. »

Au nom du capitaine Hind, les dames se trouvèrent suffisamment instruites, car il n'était personne en Angleterre qui n'eût connaissance des exploits de ce bandit. Hind les invita à ne point s'alarmer, les assura qu'il ne leur ferait aucun mal, et demanda seulement le tiers de la somme. Les dames charmées de sa courtoisie lui remirent un sac de mille livres sterling que le capitaine reçut en leur souhaitant un bon voyage à toutes et beaucoup de bonheur à la mariée.

Ceux qui amassent l'argent par des voies promptes et faciles le dissipent avec prodigalité.

Hind ne s'écartait pas de la loi commune ; le produit de son industrie se trouvait bientôt épuisé. Obligé de se cacher pendant quelque temps pour échapper aux recherches rigoureuses dont il était devenu l'objet, il éprouva dans sa retraite des besoins qui devenaient de jour en jour plus importuns. Quelques excursions nocturnes sur la grande route auraient rétabli momentanément ses affaires, mais il avait vendu son cheval et craignait de se hasarder seul, à pied, contre les voyageurs.

Pendant qu'il était dans cette extrémité, il apprit qu'un médecin renommé dans le voisinage devait recevoir une somme considérable pour avoir guéri de ses maux de tête une vieille lady. Hind avait loué à l'extrémité d'un village une petite maison qui lui servait d'asile. Il attendit le docteur qui devait passer à cheval devant la porte de sa chaumièrre ; lorsqu'il le vit approcher, il alla vers lui les mains jointes et le supplia d'entrer pour deux ou trois minutes dans sa maison où sa femme était malade d'un flux de ventre que rien ne pouvait arrêter. Il accompagna cette prière de protestations énergiques de reconnaissance ; le médecin, ému de pitié, met pied à terre, et entre dans la maison en assurant l'époux inconsolable qu'il se faisait un vrai plaisir de lui rendre service.

Hind le conduit par l'escalier jusqu'à une chambre dont il ferma la porte ; il prend un pistolet chargé, une bourse vide, et s'approchant du docteur qui cherchait vainement le lit de la malade, il dit en lui présentant la bourse : « voici ma femme, elle a un flux de ventre si opiniâtre qu'il ne lui reste rien dans le corps. Je sais, monsieur, que vous avez dans vos poches un remède souverain pour ce genre de ma-

ladie ; si vous né l'appliquez à l'instant sans proférer une parole, ce pistolet vous fera sauter la cervelle. »

Le docteur se voyant seul en présence d'un homme armé, résolu à tout entreprendre, tire de sa poche quarante guinées qu'il déposa dans la bourse de Hind. Le voleur reconnaissant s'incline en lui souhaitant une bonne santé ; il lui dit qu'il lui laissait sa maison en dédommagement de la somme qu'il en avait reçue. Il sort aussitôt de la chambre, ferme la porte sur le médecin, et s'élançant sur son cheval se précipite dans une route de traverse et quitte un pays où il ne pouvait plus rester avec sûreté.

Diverses relations écrites à cette époque racontent la générosité de James Hind à l'égard des voyageurs qui tombaient entre ses mains, mais elles louent surtout sa bonté envers les pauvres et la délicatesse vraiment extraordinaire qui l'empêcha toujours de dépouiller ceux qu'il ne croyait pas riches. Parmi les exemples qu'on pourrait citer à l'appui de cette assertion, il suffira d'en choisir un seul qui n'est pas des moins remarquables.

Dans un temps où sa prodigalité l'avait réduit à la pénurie la plus complète, il aperçut un jour du point où il se plaçait en observation, un homme d'un âge avancé qui s'acheminait lentement sur la route, monté sur un âne. Il l'aborde et lui demande poliment où il va : au marché de Wantage, répond le vieillard ; je veux acheter une vache afin d'avoir du lait pour donner à mes enfans. — Combien d'enfans avez-vous ? demanda le capitaine.

Dix, mon maître, répondit le laboureur. — Et quelle somme comptez-vous donner pour l'achat d'une vache ?

Quarante shillings, mon maître ; c'est le fruit de mes épar-
gnes depuis deux ans.

Hind, attendri du sort de cet homme, et souriant de son

imprudente simplicité, se préparait à le quitter, mais comme il se trouvait lui-même dans un extrême embarras, il chercha un expédient qui pût concilier son humanité et ses besoins.

Écoutez, dit-il ; il me faut dans ce moment l'argent que vous portez, mais je ne veux pas priver vos enfans du lait qui doit leur servir de nourriture. Mon nom est Hind ; si vous consentez à me donner vos quarante shillings et à vous retrouver ici dans huit jours, je vous prouets de rendre cette somme au double ; seulement prenez garde de ne révéler à personne ce qui se passe aujourd'hui entre nous, jusqu'après l'époque où nous devons nous revoir.

Au jour fixé le vieux paysan se trouva de bonne heure au rendez-vous. Hind ne se fit pas long-temps attendre ; il lui donna la valeur de deux vaches, et ajouta à la somme promise vingt shillings pour acheter, lui dit-il, ce qui pourra vous plaire au marché.

Jamais on ne vit dans les hommes de cette profession autant de répugnance à répandre le sang. Cependant la vie de James Hind offre un exemple de meurtre qui prouve combien il est difficile à un homme engagé dans la carrière du crime, de s'arrêter aux bornes qu'il s'est prescrites par un reste d'honneur et de probité ! Le voleur alléguerait en vain pour atténuer son crime le motif d'une défense personnelle : dès que ses mains sont souillées du sang d'un homme, il est coupable d'assassinat, quelle que soit la cause de l'homicide.

Dans une matinée fertile en rencontres lucratives, Hind avait arrêté près des Maidenhead - Thicket un régicide, le colonel Harrison, à qui il avait enlevé soixante livres. Les indications données par le colonel se répandirent dans la contrée plus rapidement que Hind ne s'y était attendu. Ce-

pendant , comme il avait des intelligences sur la route , il apprit dans une maison où il était venu se reposer , le danger que courait sa personne. Il partit aussitôt et s'éloigna à franc étrier pour mettre entre ses traces et les limiers de la police la plus grande distance possible.

La crainte d'être arrêté lui montrait des ennemis partout. A un mille de Knole-Kill ; il entendit un homme à cheval qui venait derrière lui en toute hâte. C'était le domestique d'un voyageur qui s'efforçait d'atteindre son maître parti quelque temps avant lui. Hind dont l'imagination n'était remplie que d'idées de poursuites et d'arrestations se détermina à faire feu sur cet homme s'il ne pouvait lui échapper. Le domestique monté sur un cheval frais gagnait du terrain sur le fugitif dont le cheval était harassé de fatigue. Au moment où il passa à côté de lui , Hind lâcha la détente de son pistolet et l'étendit roide mort sur la route. Depuis cet homicide , Hind , bourré de remords , abandonna la carrière du crime ; ce fut cependant pour cet acte qu'on le condamna depuis à la peine de mort.

Après que Charles 1^{er} eut péri sur un échafaud , les Écossais accueillirent son fils qu'ils proclamèrent roi sous le nom de Charles II. Résolus de le maintenir contre l'usurpateur , ils levèrent une armée et entrèrent avec une grande précipitation en Angleterre. Toute la noblesse royaliste prit les armes ; un grand nombre de volontaires vint se ranger sous les drapeaux de Charles II. Hind accourut du midi de l'Angleterre pour venir laver dans les combats la honte de sa vie passée. Cependant , Cromwell envoyé dans le nord pour arrêter la marche de l'armée royale ne put empêcher le roi de s'avancer jusqu'à Worcester.

Les deux armées se joignirent bientôt : après une sanglante bataille , les royalistes furent défaites.

Hind eut le bonheur de s'échapper. Il vint à Londres et se cacha sous le nom de Brown dans la maison d'un herbier nommé Dengie, qui logeait près l'église de Saint-Dunstan, dans Fleet-Street. Il fut reconnu par un de ses amis qui alla révéler à la police le lieu de sa retraite. Hind avait mérité les châtiments de la justice, mais on regrette que l'instrument de sa perte ait été un ami de son enfance.

Immédiatement après son arrestation, il fut amené devant l'orateur de la chambre des communes, qui habitait alors Chancery-Lane. Le résultat de son interrogatoire fut un ordre de l'enfermer à Newgate et de le mettre aux fers. On le conduisit en prison, escorté d'une forte garde que commandait le capitaine Compton. Le warrant portait qu'il serait mis au secret, et que personne n'aurait la permission de le voir sans un ordre supérieur.

Le mardi 12 décembre 1651, le capitaine James Hind comparut à la barre de la chambre des sessions, dans Old-Bailey ; l'accusation ne comprenant que des délits qui n'entraînaient pas la peine de mort, on le renvoya à Reading dans le Berkshire, où le premier mars 1651, il fut accusé devant le juge Warberton d'avoir tué Georges-Sympson, à Knole, petit village du comté. Les débats établirent la culpabilité d'une manière évidente ; mais une amnistie ayant été publiée à cette époque en faveur de tous les criminels, à l'exception de ceux qui étaient coupables de haute-trahison, Hind conçut quelque espérance de sauver sa vie jusqu'au moment où, par un ordre du conseil, il fut transféré à Worcester-Jail.

Le 3 septembre 1652, il fut condamné pour haute-trahison, et le 24 du même mois, il fut traîné sur la clie, pendu et coupé par quartiers en exécution de la sentence qui le condamnait à mort. Il était âgé de trente-quatre ans. Arrivé sur le lieu de l'exécution, il déclara que la plupart des

vols qu'il avait commis, avaient été exercés sur les partisans des opinions républicaines, dont il détestait les actes et la doctrine. Il ajouta que rien ne donnait autant d'amertume à sa dernière heure, que de mourir avant de voir son royal maître rétabli sur le trône de ses pères, d'où l'avait exclu une troupe de rebelles qui méritaient d'être pendus à sa place.

Après l'exécution, sa tête fut placée au-dessus de la grille d'un pont, sur la rivière de Severen, mais pendant la nuit on l'enleva secrètement pour l'ensevelir. Les quartiers de son corps restèrent exposés sur les portes de la ville, jusqu'à ce que l'intempérie de l'air les eût tout-à-fait décomposés.

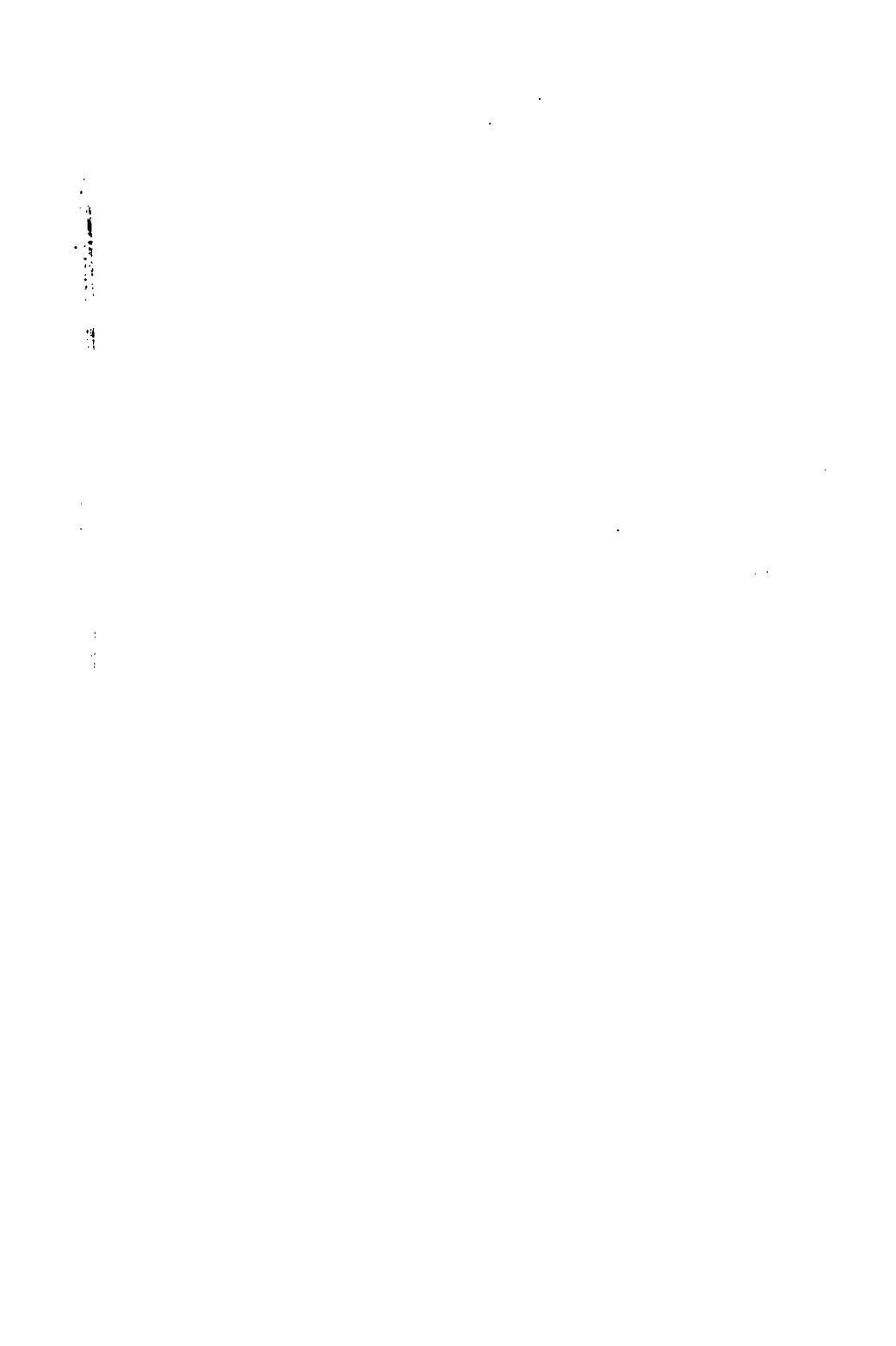
FIN DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE

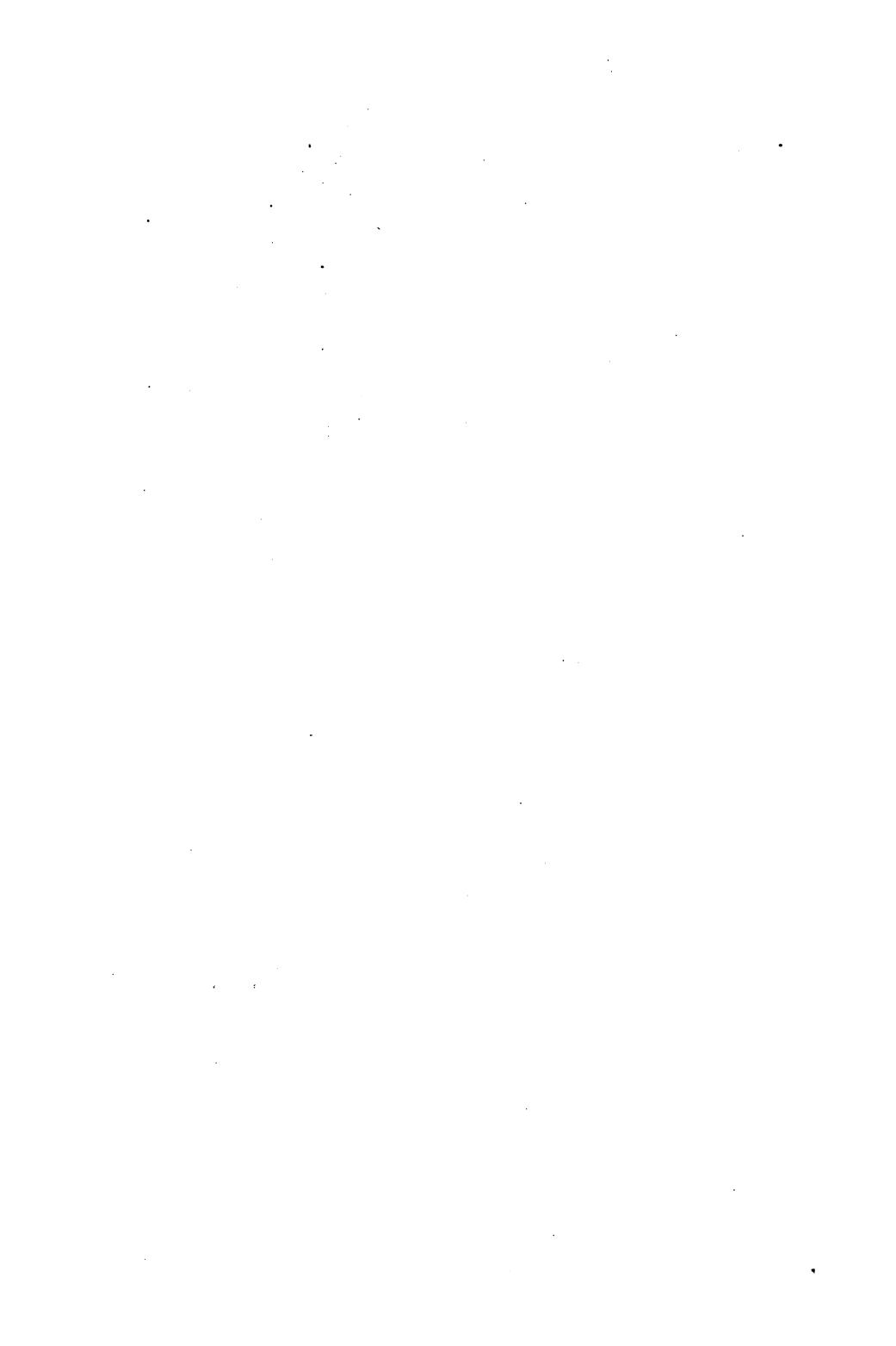
DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

	pages
Procès de lord William Russel (<i>haute-trahison</i>).....	1
Procès d'Algernon Sidney (<i>haute-trahison</i>).....	53
Procès d'Antonio Pérez.....	164
Procès de dona María Vicenta de Mérida et de don Santiago San-Juan (<i>assassinat</i>).....	295
Procès de William Laud (<i>haute-trahison</i>).....	337
Procès du capitaine James Hind (<i>vol de grand chemin</i>).....	375





—



THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
REFERENCE DEPARTMENT

This book is under no circumstances to be
taken from the Building

28 1918



